

Naoufel Brahimi El Mili
HISTOIRE SECRÈTE
DE LA CHUTE
DE BOUTEFLIKA
l'Archipel

NAOUFEL BRAHIMI EL MILI

HISTOIRE SECRÈTE DE LA CHUTE DE BOUTEFLIKA

l'Archipel

Un livre proposé par Michel Taubmann

Si vous souhaitez prendre connaissance de notre catalogue :
www.editionsarchipel.com

Pour être tenu au courant de nos nouveautés :
www.facebook.com/larchipel

E-ISBN : 9782809828474

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS

Le vol Barcelone-Alger est court, certains passagers n’ont même pas eu le temps de prendre un second café. À peine l’avion s’est-il arrimé à la passerelle du nouvel aéroport d’Alger que les passagers se dirigent vers l’avant de l’appareil. Parmi eux, un homme s’emploie à se connecter sur Internet avec son téléphone portable, son instrument de propagande et de subversion. Il veut informer ses centaines de milliers de « followers » de son arrivée dans la capitale algérienne, une semaine avant la date du premier tour de la présidentielle. Plusieurs secondes passent sans que Rachid Nekkaz parvienne à activer sa page Facebook. Il se dirige vers la passerelle, les yeux rivés à son smartphone, en attente de réseau pour diffuser son « live » à Alger, le premier depuis de nombreux mois. Il ignore qu’à l’entrée du vaste terminal de l’aéroport un discret dispositif des services secrets algériens est déjà en place depuis sept heures du matin : le réseau wifi de l’aérogare est coupé et un brouilleur neutralise toutes les communications et la 3G. Quelques mètres plus loin, l’ancien candidat à la présidence algérienne est interpellé par des militaires et très vite mis au secret, loin des regards et des témoins indiscrets. Ce jeudi 5 décembre, les autorités algériennes se devaient de mettre à l’ombre un agitateur trop connu auprès de nombreux services de renseignement. Le trublion Rachid Nekkaz, dont les agitations coïncident avec chaque élection présidentielle depuis 2014, multiplie provocations et manipulations, souvent pour le compte d’autrui. N’avait-il pas, au début de l’automne dernier, posté une vidéo enregistrée à Barcelone pour appeler au meurtre de députés algériens ?

L’échéance électorale du 12 décembre 2019 est déjà assez houleuse pour ne pas laisser un perturbateur professionnel vaquer à son activité préférée. Sa troisième tentative d’interférer dans la politique algérienne est de trop, elle sera la dernière : Nekkaz échoue en prison, en attendant son procès.

« *Intakhaba* » (« a voté » en arabe), le terme est solennellement prononcé plus de huit millions de fois dans presque toute l’Algérie ce jeudi 12 décembre. Officiellement, le taux de participation global (vote des Algériens de l’étranger compris) à cette élection présidentielle est de 39,8 %. Au-delà de ce chiffre contesté, il est à noter que deux wilayas (préfectures) de Kabylie, sous la pression populaire, ont vu tous les bureaux de vote fermés cinq minutes après leur ouverture. À croire que le pouvoir souhaite faire passer toute une région et toute une population par pertes et profits… Il est d’ailleurs remarquable qu’aucun des cinq candidats n’ait osé se rendre en Kabylie, alors que des meetings avaient été programmés. Pourtant, tous prétendaient devenir le président de tous les Algériens.

Abdelmajid Tebboune, 74 ans, est élu dès le premier tour avec 58 % des votes exprimés. Plus de quatre millions de voix sur quarante millions d’habitants, c’est fort peu pour élire un président, mais déjà suffisant pour remplacer Abdelaziz Bouteflika par son éphémère Premier ministre (2 mois et 21 jours en 2017). L’Algérie, sans président depuis dix mois, ne pouvait pas attendre deux ou trois semaines de plus, le temps d’organiser un second tour, pour se doter d’un nouveau chef de l’État… Telle est la marque de fabrique de la démocratie algérienne. Une semaine plus tard, dans un cadre protocolaire très codifié, les premiers mots du président sont particulièrement attendus. Contrairement à la cérémonie d’investiture de 2014, formalité expédiée laborieusement par Bouteflika en moins de deux minutes, Abdelmajid Tebboune prête le serment constitutionnel, qui l’investit président de la République algérienne. Après les remerciements d’usage et autres figures imposées, il présente les principaux axes de sa politique. Aucun sujet ni aucune frange de la population n’est oublié : jeunesse, femmes, sportifs, école et bien entendu le Hirak[1], auquel il tend la main. Sur un ton clair et solennel, Abdelmajid Tebboune demande à être nommé désormais « Monsieur

le Président », tout simplement, sans le cérémonial obséquieux imposé depuis deux décennies. Une véritable parole de rupture.

Soudain, dans la matinée du mardi 23 décembre, les chaînes de télévision interrompent leur programme et passent en boucle des versets du Coran. L'homme fort du pays, le général chef de corps d'armée et vice-ministre de la Défense Ahmed Gaïd Salah, vient de décéder suite à un arrêt cardiaque. Peu de gens savent à quel point son rôle fut déterminant dans la chute de la maison « Bouteflika », cette « *Issaba* » (« bande » en arabe) qui se trouve derrière les barreaux et dont certains membres, définitivement écartés du pouvoir, sont en attente de rendez-vous judiciaires. Même la mort de ce personnage clivant, le plus haut gradé de l'armée, adulé par de nombreux Algériens mais hué chaque vendredi par le Hirak, est controversée. Cependant, le démantèlement de la mafia installée au sommet de l'État peut s'inscrire à son actif. Avec des maladresses – en apparence – il a mené à bien sa feuille de route. Les arrestations de manifestants, bien qu'injustifiées, ont créé un point de fixation pour le Hirak. En bon militaire, Ahmed Gaïd Salah a emmené les contestataires sur son terrain sans perdre son ultime objectif : faire élire un président avant la fin de l'année 2019. Mission accomplie : la crise du pouvoir est réglée, reste la crise politique. Trois jours de deuil national sont décrétés après son décès. Après des funérailles grandioses et dignes d'un chef d'État, le nouveau président, selon la Constitution taillée sur mesure pour la mégalomanie de Bouteflika, se trouve investi de tous les pouvoirs. Abdelmadjid Tebboune, ex-candidat indépendant et sans étiquette, ne traîne pas le boulet du FLN et de ses autres avatars, partis inféodés au pouvoir. Son élection confirme que Bouteflika n'est pas irremplaçable, et il lui revient désormais de mettre un terme à la crise multidimensionnelle que connaît le pays. Mais il doit son accès à la magistrature suprême au Hirak, et à la feuille de route du général-major Ahmed Gaïd Salah. Dès le 2 janvier 2020, les prisons se vident. L'emblématique ancien moudjahid Lakhdar Bouragaa est libéré avec 75 autres détenus d'opinion. Le même soir, un nouveau gouvernement est désigné. La page de Bouteflika est institutionnellement tournée.

Silencieux, reclus dans la résidence présidentielle à Zéralda, le président déchu conserve ses secrets, à supposer qu'il ait été au courant de tous les événements qui concernent sa cinquième

candidature. Enfin, presque tous. Cet ouvrage tente d'apporter, à travers des révélations issues des plus hautes sphères algériennes et françaises, un éclairage inédit sur des événements qui ont bouleversé l'Algérie et pourraient encore nous réserver de nombreuses surprises.

1. « Mouvement », ce terme désigne la vague de manifestations qui a secoué l'Algérie depuis février 2019.

INTRODUCTION

Octobre 2018. Dressant leur architecture imposante en plein cœur de Paris, les Invalides, demeure éternelle de l'empereur Napoléon Ier, accueillent chaque année un rituel immuable : officiers supérieurs et très hauts gradés du monde entier s'y retrouvent entre anciens camarades, autour de petits-fours et du meilleur champagne. Si les propos sont convenus, le ton est chaleureux, chacun évoquant aventures passées et ambitions futures. Tous ont suivi un cycle de formation de l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN), une institution créée en 1936 et installée après 1945 à l'École militaire. Suivant les préconisations du Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale publié en 2008, l'IHEDN a diversifié ses missions, s'est ouverte à l'international et s'est réorganisée en un pôle « Défense-Affaires étrangères ». Ses champs de compétences furent alors recentrés sur les questions de défense, de politique étrangère, d'armement et d'économie de défense. Au nom de la nécessaire coopération sécuritaire, l'Institut ouvre donc légitimement ses portes aux hauts gradés étrangers.

Les Algériens sont bien accueillis depuis un certain 11 septembre 2001, leur savoir-faire dans la lutte anti-islamiste étant particulièrement apprécié par les professionnels français du renseignement. La formation repose essentiellement sur le partage des expériences respectives mais aussi, le cas échéant, sur la mise en commun des informations. Elle permet également de déceler, parmi les élèves qui la suivent, les personnalités étrangères d'avenir. Certains pourront même être recrutés directement par les Français, toujours

intéressés à l'idée d'avoir des agents haut placés à l'étranger. Lorsque des liens de confiance sont ainsi créés, les rendez-vous annuels entre « anciens » peuvent servir de couverture pour ces agents venus d'autres pays, notamment d'Alger, pour des missions plus officieuses. Car, dans toutes les conversations, l'ennemi commun reste le terrorisme islamiste. Ces hauts gradés viennent majoritairement d'Afrique, où les menaces sur le Sahel sont d'une grande actualité. Dans un tel contexte, l'Algérie reste un allié crucial. Et comme ils sont tous suffisamment jeunes pour ne pas avoir vécu directement les combats et les guerres de la France coloniale, la complexité et les tensions des relations franco-algériennes passent au second plan. Les coupes de champagne arrosent donc une prometteuse convivialité, qui ne se dissout pas dans le « nouveau monde » d'Emmanuel Macron. Les regards doivent se diriger vers l'avenir. Mais pour un officier sexagénaire, certes concentré sur un avenir très proche, le passé reste présent : à ses yeux, la France compte beaucoup, et il pense qu'elle peut surtout *faire* beaucoup.

C'est pour cela qu'en ce mois d'octobre 2018 sa mission consiste à donner aux Français une information sensible, qui ne sera connue du public algérien que plusieurs mois plus tard. C'est bien la France, pays clé aux yeux d'Alger, qui doit en avoir la primeur.

Ce général a pris son temps pour saluer ses hôtes et ses anciens camarades africains, avec force sourires de convenance et propos aimables. Soudain, il prend à part un officier français, son aîné de plusieurs années, et d'un ton beaucoup moins avenant, lui lance : « Je vous donne le nom du prochain président de mon pays : Ali Ghediri[1] et il est berbère ! » C'est au tour de l'officier du renseignement français de se crisper. Malgré son expérience du monde arabe, et notamment de l'Algérie où il a effectué de nombreuses missions délicates, il reste coi quelques secondes, mais ne tarde pas à se ressaisir. Information top secret ? Intox ? Ballon d'essai ? Les questions se bousculent dans sa tête, mais il répond calmement au général algérien : « J'en prends note, ce sera transmis. » Il devra cependant attendre une heure ou deux, le temps du déjeuner, au cours duquel il se concentre davantage sur le général algérien que sur son

plat. Il est à la recherche, à travers l'étude des traits de son visage, d'autres informations, certes indicibles, mais tout aussi révélatrices d'une humeur ou d'une intention. Avant le dessert, il s'éclipse dans un bureau isolé pour téléphoner à ses contacts spécialistes de l'Algérie au sein des différentes administrations françaises. Il est trop tôt pour fiabiliser l'information surprenante livrée presque négligemment, bien que du bout des lèvres, par le général algérien. Mais après une rapide analyse, l'officier français du renseignement n'a qu'une seule certitude : « *Quelque chose se trame en Algérie, une lutte des clans en sourdine pour le moment, mais qui peut rapidement éclater au grand jour.* »

Or, pour les officiels français, une occasion va bientôt se présenter pour observer en « live » la classe dirigeante algérienne : les prochaines cérémonies de commémoration du 1er novembre, date du déclenchement de la guerre d'indépendance algérienne. La chancellerie française à Alger ne manquera pas de scruter attentivement cette cérémonie où le président Abdelaziz Bouteflika est particulièrement attendu. Cet anniversaire est plus qu'un symbole, c'est un test médical et politique qu'il ne faut surtout pas gâcher. Les dispositifs nécessaires sont mis en place, sans compter la mobilisation d'oreilles indiscrètes, tant humaines que technologiques. L'Élysée, le Quai d'Orsay, la DGSE[2] dédient des équipes au suivi des préparatifs de la prochaine présidentielle algérienne. Tous les scénarios sont sur la table, même si Paris penche pour le maintien du *statu quo* en Algérie.

Pourtant, Abdelaziz Bouteflika est très malade. L'hôpital militaire du Val-de-Grâce était presque devenu durant quelque temps le second siège de la présidence algérienne. Mais cela peut-il durer ? Âgé de 81 ans, le président algérien apparaît de plus en plus rarement en public, sa parole est hésitante et parfois inaudible, malgré un dispositif technique élaboré (micros et haut-parleurs discrets). Les quelques images de ses audiences, pourtant triées sur le volet, sont calamiteuses. Mais le clan présidentiel contrôle toujours la rente pétrolière, ce qui représente une manne non négligeable, et surtout l'absence médiatique du président est miraculeusement comblée par l'activisme de son jeune frère Saïd, assez apprécié en France dans de nombreux cercles, notamment ceux des dirigeants d'entreprise. Pour les hauts lieux du

pouvoir parisien, conserver « deux présidents pour le prix d’un » constitue une affaire tentante.

Cependant, en ce qui concerne les affaires internes de l’Algérie, la France n’est plus seule à décider. Depuis la dégradation du contexte géopolitique nord-africain, l’armée algérienne très professionnelle est devenue de fait un acteur politique incontournable, malgré la purge entamée depuis quelques années par le clan Bouteflika. Pour ne rien arranger, Emmanuel Macron, lui qui est né une année avant la première mise à la retraite d’Abdelaziz Bouteflika après seize ans de vie ministérielle[3], bouscule les vieilles habitudes françaises, trop « ancien monde » à son goût. Mais même si certains « Macron boys », jeunes énarques, technocrates ou communicants, contemplent en souriant l’éventualité d’un président algérien jeune et en bonne santé, toute réflexion – et éventuelle décision – sur la moindre question algérienne ne sera pas de leur ressort. Le dossier algérien doit rester entre les mains des connaisseurs militaires et civils, du moins dans un premier temps. L’Élysée préfère alors temporiser et mettre au point un discours officiel bien rodé : « *Pas d’ingérence, l’Algérie est un pays souverain.* » D’ailleurs, Abdelaziz Bouteflika reste le plus francophile des présidents algériens, malgré quelques ambiguïtés d’usage. Cependant, les politiques français ne peuvent rester insensibles aux deux millions d’électeurs français d’origine algérienne. Ceux-ci, heureux des acquis de la démocratie dans leur pays d’accueil, souhaitent les voir enfin apparaître dans leur pays d’origine. Ce n’est d’ailleurs pas un hasard si Emmanuel Macron et François Hollande s’étaient rendus en Algérie lors de leurs campagnes électorales respectives. L’avis de ces électeurs à la fois français et algériens compte presque autant que les desiderata d’un pouvoir vieillissant, qui semble vouer à se fissurer encore davantage dans les semaines et les mois à venir.

Le défi de l’État français devient donc des plus complexes : évaluer l’état d’un régime opaque qui se délite pour anticiper l’avenir de l’Algérie. Entrent alors en scène espions, agents doubles, agents d’influence, activistes, « trolls », « hackers » et autres maîtres d’Internet et des réseaux sociaux. Pour la première fois, au vu du

contexte régional, la France doit aussi tenir compte des avis saoudiens et émiratis. Les deux pétromonarchies, excellentes clientes de la France en matière d'armements, sont peu regardantes à la dépense et sont donc devenues des partenaires obligés et incontournables dans ce monde arabe qui bouge, notamment en Égypte et en Libye. La mission de Paris, qui doit également prendre en compte le poids de l'Histoire et de la mémoire, est loin d'être simple : maladresses et tâtonnements approximatifs seront inévitables. N'en déplaise à Emmanuel Macron, les relations franco-algériennes restent bien ancrées dans l'ancien monde, lui-même toujours enraciné dans une longue histoire coloniale, et une guerre de libération très présente dans les mémoires algériennes et françaises. Mais pour l'instant, ni en France ni en Algérie, la chute brutale de la maison Bouteflika ne semble à l'ordre du jour. Elle est même peu souhaitable. Pourtant, certains y travaillent déjà.

1. Né le 6 janvier 1954 à Ouenza dans l'actuelle wilaya de Tébessa en Algérie. Général-major de 2010 à 2015, directeur des ressources humaines au ministère de la Défense nationale, il est à la retraite depuis lors.

2. Direction générale des services extérieurs.

3. Donc en 1977.

1

UNE CONSTITUTION À ABATTRE

Le Ramadan cuvée 2018 entame sa deuxième semaine en Algérie. L'été approche, les sujets de conversation sont essentiellement d'ordre culinaire, mais la grogne sociale n'est pas loin. Immuablement, lorsque démarre le mois sacré des musulmans, les prix des biens alimentaires flambent. Néanmoins, malgré les spéculations des commerçants, les Algériens se bousculent devant les étals des marchés. Les conversations portent souvent sur les variantes de la chorba[1] du jour et les pâtisseries qui clôturent ces ruptures de jeûnes souvent gargantuesques, du moins dans les belles demeures du pays.

La population aisée, elle, attend l'Aïd pour présenter rituellement ses vœux aux puissants du moment avant de partir en vacances, de préférence à l'étranger : en Espagne bien sûr, mais surtout en France. Oligarques et politiques y possèdent d'agréables biens immobiliers dans les beaux quartiers des principales villes de l'Hexagone ou sur la Côte d'Azur. Ils s'attendent tous à une rentrée chaude et tumultueuse liée aux préparations du lancement de la cinquième candidature d'Abdelaziz Bouteflika à la présidence. Après tout, sous ses vingt ans de règne, les affaires n'ont jamais été aussi bonnes. Les contrats faramineux sont assurés, ainsi que les importations tous azimuts avec les surfacturations inhérentes, qui alimentent généreusement les comptes off-shore. Pour les initiés, la corruption semble écrite à l'encre invisible sur la Constitution, tant de fois modifiée par convenance personnelle. Oui, avec un nouveau mandat pour le

candidat sortant, la vie peut rester un long fleuve tranquille. Mais soudain, le 29 mai, le ciel leur tombe sur la tête.

Le scandale qui va ébranler le régime

Un bateau en provenance du Brésil accoste au port espagnol de Valence, où six containers frigorifiques sont transvasés sur le petit porteur Vega Mercury. L'opération se déroule sous la surveillance discrète de la police espagnole accompagnée par des agents fédéraux de la Drug Enforcement Agency (DEA). Les douaniers sont aussi en alerte. Chargé de sa cargaison de viande bovine « halal » surgelée, le Vega Mercury prend la mer et navigue vers le port d'Oran, en Algérie. À l'approche des eaux territoriales, une escorte renforcée de la marine algérienne apparaît au large. Le petit porteur est arraisonné. Surgit aussitôt un hélicoptère volant à basse altitude, équipé de caméras pour renforcer la surveillance. Toute la scène est filmée, rien n'est laissé au hasard. Les officiers maritimes et les gardes-côtes, bien informés, demandent au capitaine hébété les « Bill of Lading (B/L) » ou connaissements maritimes, documents matérialisant le contrat de transport conclu entre le chargeur et le transporteur. Une sorte de pièce d'identité de la marchandise et de son propriétaire final, à savoir Dounia Meat, une société détenue par l'homme d'affaires Kamel Chikhi, surnommé « El Bouchi » (« le boucher »). Les six containers de viande sont rapidement repérés. Sous haute escorte, le navire est conduit au port d'Oran. Les containers suspectés sont passés au scanner, avant d'être ouverts au milieu d'un important nombre de militaires. Commence une minutieuse fouille qui révèle rapidement, à l'intérieur des carcasses de viande, de gros sacs étanches équipés de balises cryptées : pas moins de 701 kilogrammes de cocaïne pure y étaient dissimulés ! Les analyses chimiques de plusieurs échantillons effectuées par le laboratoire scientifique le confirment. Vu la grande valeur de la cargaison et les précautions prises par les trafiquants, tout porte à croire que la drogue allait être jetée en mer, non loin des côtes algériennes, afin que dans la nuit, des Zodiac équipés de GPS cryptés puissent repêcher la précieuse marchandise et l'acheminer vers un des ports secs que compte la région d'Oran. Les renseignements fournis

par la police espagnole aux militaires algériens sont précis, le *modus operandi* est celui de professionnels aguerris. L'armée ne pouvait donc prendre le risque d'attendre le Vega Mercury une fois arrivé au port d'Oran, certainement délesté au préalable de son chargement compromettant. L'arraisonnement du navire en mer s'imposait.

Une question reste posée : pourquoi les autorités espagnoles ont-elles averti les services de l'armée, et non la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), pourtant signataire d'une convention d'entraide judiciaire avec la police ibérique ? Après quelques indiscrétions à l'auteur de ces lignes par des sources bien informées, il apparaît qu'il s'agissait de la quatrième cargaison de ce type. Celle-ci cependant était la plus conséquente. À chaque départ d'un port espagnol, les trois premiers chargements de cocaïne ont été signalés à la police algérienne. Les Espagnols pensaient, dans un premier temps, que les enquêteurs algériens menaient une longue traque pour remonter la filière. Excédé par le silence répété de la DGSN algérienne, Madrid s'est finalement adressé directement aux militaires algériens, non sans suspecter d'éventuelles complicités au sein du commandement de la police à Alger. D'autres éléments confirment après coup cette suspicion : une relation étroite entre l'importateur de viande, Kamel Chikhi « El Bouchi », et le chauffeur personnel du général-major à la tête de la DGSN, Abdelghani Hamel[2]. Des enregistrements en font foi : très souvent, les échanges entre les deux complices portent sur la remise de fortes sommes d'argent. Chikhi enregistrait voire filmait dans son bureau toutes ses conversations avec ses contacts, eux-mêmes souvent en liens directs avec les grands décideurs du pays : magistrats, walis (préfets) et officiers, sans oublier des membres des échelons intermédiaires de l'administration. Une perquisition de la Gendarmerie nationale avec des chiens renifleurs au siège de « Dounia Meat », le fief d'« El Bouchi », établit bel et bien la présence de traces de cocaïne.

Mis en cause par la participation de son chauffeur dans l'affaire, le patron de la police algérienne déclare pour sa défense qu'il ne s'agit que d'un chauffeur parmi tant d'autres dans l'immense parc de la police et ses innombrables effectifs. Certes… mais celui-ci a ceci de particulier qu'il travaille avec le général-major depuis seize ans. Il l'a même suivi dans toutes ses affectations : gendarmerie nationale, Garde

républicaine et enfin la DGSN. Faire muter un simple chauffeur sous-officier dans trois corps constitués différents n'est pas une mince affaire sur le plan administratif. Il s'agit donc bien d'une marque de proximité, voire de confiance absolue. Sans doute le général-major Hamel a-t-il été victime d'un trou de mémoire pour établir sa version… Autre surprenant hasard, l'un de ses propres fils se trouve être aussi propriétaire d'un port sec sur la côte oranaise, qui profite d'une intense activité grâce à des protections très haut placées : un de ses oncles est directeur régional des douanes, ce qui lui assure peu de tracas administratifs et une discrétion assurée.

Le rêve de tout importateur devient réalité avec des soutiens et montages adéquats : quatre cargaisons ont été transvasées et introduites en Algérie durant de nombreux mois par le même circuit. En outre, la société Dounia Meat est le principal fournisseur de viande bovine des casernes des six régions militaires que compte le pays. Il n'est pas rare qu'avec un client final de cette importance, les marchandises importées empruntent un couloir spécifique, qui permet aux opérateurs de bénéficier de facilités en matière de procédures douanières et d'éviter une longue attente dans l'enceinte portuaire, avant de transiter par un port sec. Le circuit est bien rodé et bénéficie d'une rare bienveillance administrative. Sans incriminer aucun haut responsable politique ou militaire, on peut donc bien parler d'un « Cocaïnegate », dont le personnage central est « El Bouchi ».

La corruption, enfant naturel du bouteflikisme

Dresser le portrait de Kamel Chikhi, dit « El Bouchi », et de ses nombreuses activités, entraîne la désignation de ses soutiens très haut placés. Né à Lakhdaria (anciennement Palestro), Kamel et ses trois frères sont issus d'un milieu modeste, le père travaillait dans l'une des boucheries locales. Un des membres de cette fratrie rejoint le GIA (Groupe islamique armé) dès le début de la « décennie noire »[3]. Sa famille s'installe alors dans une des banlieues populaires d'Alger, où le jeune Kamel assiste son père dans une petite boucherie de quartier et apprend rapidement le métier. Une vie familiale presque paisible, si ce n'étaient les attentats et un fils engagé dans le maquis islamiste de sa

région natale. Pour les Chikhi, la survie, tant économique que physique, est le premier objectif.

Tout bascule avec l'arrivée d'Abdelaziz Bouteflika au pouvoir. Il fait adopter la loi sur la concorde civile suivie par la « Charte pour la paix et la réconciliation nationale ». Ces lois visent à réintégrer dans la société ceux qui ont renoncé à la violence armée, et à amnistier ceux qui ont été impliqués dans les réseaux de soutien aux groupes terroristes. Le référendum sur la concorde civile est approuvé par plus de 90 % de la population, selon les chiffres officiels. Il s'agit d'une élection de rattrapage pour Bouteflika, plus désigné qu'élu[4]. Mais plus encore que ce plébiscite, ce sont les magnanimes incitations financières pour évacuer les islamistes du champ politique, et les contenir dans une économie en plein essor, qui importent. Des lots de consolation sont ainsi généreusement attribués aux anciens maquisards islamistes, du moment qu'ils tournent définitivement la page de leur engagement politique. Le nouveau président met le prix nécessaire et donne les directives inhérentes. Seuls les islamistes politiquement corrects et anciens rivaux du Front islamique du Salut (FIS) sont admis dans des partis bien encadrés.

Le 21 mai 2003, à la tombée de la nuit, la terre tremble et détruit en grande partie la ville de Boumerdès, située sur le littoral à 45 kilomètres à l'est d'Alger. L'ex-maquisard islamiste Chikhi, qui a bénéficié avec quelques-uns de ses anciens amis du djebel des généreuses aides d'intégration économique prévues par la loi d'amnistie, monte une petite société de construction à responsabilité limitée. Suite au tremblement de terre, le chantier de Boumerdès est gigantesque. L'aîné des Chikhi se reconvertit donc très vite en prospère homme d'affaires. Sa famille n'est pas oubliée : la boucherie paternelle s'agrandit, son entreprenant petit frère Kamel ouvre des succursales. Celui-ci passe à la vitesse supérieure en devenant importateur de viande. Les commandes sont importantes, l'argent afflue avec l'ouverture massive du marché algérien aux importations. Le pays engrange des recettes records avec un prix du baril de pétrole élevé. Kamel Chikhi souhaite profiter de cette économie florissante pour diversifier ses activités, et se tourne alors vers l'immobilier, secteur préempté par les islamistes. Durant les deux années 1990-1992, où le FIS contrôlait la grande majorité des municipalités du pays, un

large pan du foncier était attribué à ses sympathisants sur simple signature. Une fois le pays pacifié grâce, officiellement, à la « réconciliation nationale », les anciens partisans du FIS ont commencé à faire bâtir maisons, villas et magasins sur ces terrains distribués par les maires islamistes à leurs troupes, et ce à travers tout le territoire.

Homme pieux, « El Bouchi » approche avec beaucoup d'intérêt le parti islamiste Mouvement social pour la paix (MSP, ou « Hamas » en arabe), une formation politique encouragée par les militaires pour drainer l'électorat islamiste loin du FIS dissous. Le Hamas est un parti de la coalition présidentielle qui compte de nombreux élus locaux et parlementaires, et surtout un ministre gérant le dossier clé des travaux publics. Kamel, enrichi par le commerce de la viande, décide de se lancer. Il consolide ses réseaux en construisant à tour de bras belles résidences et immeubles pour les hommes de pouvoir, mais à l'entrée de chaque construction, une mosquée est également prévue. Il se fait de nouveaux amis, qui lui ouvrent contre rétribution le lucratif marché de la viande bovine destinée aux casernes militaires, un des plus importants marchés publics du pays. À 40 ans, sa fortune est estimée à plus de 100 millions de dollars. Désormais, Kamel est un homme important qui n'hésite pas à offrir une belle demeure pour se rapprocher des grands décideurs. De nombreux responsables territoriaux, signataires de permis de construire, le reçoivent rapidement et sont attentifs à ses demandes. Il en est de même pour quelques ministres influents, à commencer par celui des Travaux publics, de sensibilité islamiste, porte d'entrée pour l'immobilier. Le florissant « *islamic business* » est en quelque sorte l'enfant naturel de la réconciliation nationale.

L'enquête sur le « Cocaïnegate » est cependant restée inachevée et n'a pas éclairé le degré de l'implication de Kamel « El Bouchi » dans l'importation de la cocaïne, mais son profil est loin d'être celui d'un Escobar algérien. Même astucieux, un ancien boucher peut difficilement représenter tout un cartel : ce marché particulier est très compliqué à mettre en place et nécessite de solides relais internationaux, et d'autres y compris au sommet des administrations algériennes. Or, le circuit semble ancien et parfaitement opérationnel. Avant d'envoyer des quantités conséquentes, les cartels de drogue

sécurisent généralement les itinéraires par l'envoi de petites cargaisons, afin de s'assurer que leurs partenaires algériens disposent de solides appuis, ainsi que d'un contrôle sur les marchés finaux. Déjà en janvier 2015, plus de 81 kilogrammes de cocaïne avaient été saisis, près des îles Habibas, à quelques kilomètres du port d'Oran. « *Les caractéristiques chimiques de la saisie de Habibas sont identiques à celles de plusieurs petites confiscations effectuées par la police ces dernières années. Cela suggère que la cocaïne qui transitait par l'Algérie pourrait être liée à un fournisseur exclusif*[5]. » Il devient vraiment difficile de croire qu'un ancien boucher de la banlieue d'Alger puisse à lui seul mettre en place un tel circuit aux ramifications internationales engrangeant des centaines de millions de dollars. Des complicités hautement placées restent à identifier.

Le « Cocaïnegate », la face émergée de l'iceberg

Dans la foulée du « Cocaïnegate », nombreuses sont les interrogations sur l'étendue de la corruption qui gangrène l'appareil administratif et politique de l'État. Par une étrange coïncidence, peu de temps après la saisie, le patron de la DGSN est limogé, tout comme de nombreux magistrats. Quelque temps plus tard, même des généraux sont incarcérés. En l'état actuel des choses, il n'existe cependant aucun lien avéré entre ce scandale et cette vague de limogeage. La dimension politique des retombées de cette affaire a occulté son aspect initialement criminel, et cela fait tache sur le système de gouvernance algérien. Des observateurs avertis ou mal intentionnés (l'un n'empêche pas l'autre) font le lien entre le « Cocaïnegate » et, en toile de fond, la bataille pour un nouveau mandat présidentiel prévu dans dix mois. Car le président bénéficiait jusqu'alors de soutiens et connivences étrangers, mais la donne peut changer. L'affaire dépasse les frontières algériennes, son retentissement est international. La Drug Enforcement Agency (DEA) dépêche des enquêteurs à Alger, qui demandent des explications et exigent des actions fermes. L'Espagne, le France et l'Italie sont concernées comme étant des marchés de proximité. De telles quantités de drogue ne peuvent être destinées uniquement au marché algérien, où le petit sachet de cocaïne pure se vend à plus de

40 000 dinars (soit environ 300 euros) au cours officiel, l'équivalent de deux mois de SMIC algérien.

La menace des cartels colombiens sur l'Europe semble désormais relayée à partir de l'Algérie. Ce n'est un secret pour personne : depuis quelques années, beaucoup plus au sud d'Oran, les réseaux colombiens ont d'abord investi l'Afrique de l'Ouest pour écouler la drogue sur le marché européen. Tous les experts s'accordent à dire que, dans cette région, ce type de commerce criminel finance le terrorisme. Mais le déploiement militaire de la force G5 Sahel[6] a compliqué le transit de la drogue à partir des déchargements subsahariens, alors que la côte entre Casablanca et Alger, qui passe par Oran et Rabat, est un « arc d'or » pour les trafiquants de drogue. Il offre une fenêtre sur trois continents en étant à proximité des marchés de consommation européens. Avant le « Cocaïnegate », la dernière saisie de cocaïne d'importance dans la région remonte à 2015, lorsque 156 kilogrammes déclarés comme poudre de lait ont été retrouvés dans le port sec de Baraki, à quelques kilomètres d'Alger, un autre ancien fief islamiste. L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a indiqué dans l'un de ses rapports que sur la période 2009-2014, « *la proportion totale de saisies de cocaïne dans cette région avait augmenté de 78 %*[7] ». Les retombées financières de ce commerce très lucratif peuvent aisément alimenter les besoins des djihadistes en matériel de guerre. La France, présente au Sahel depuis la mise en place de l'opération Barkhane, est tout particulièrement exposée. Emmanuel Macron, qui se plaint déjà d'une coopération militaire algérienne insuffisante, verrait encore plus mal que le pays devienne une plaque tournante du trafic de drogue international. Or, non seulement le pouvoir algérien apparaît incapable de lutter contre le fléau, mais il pourrait être également impliqué dans son organisation, par le biais de complicités au plus haut niveau de l'État. Pourtant, curieusement, Paris reste silencieux sur le « Cocaïnegate » algérien… Il suffit de préciser que la coopération sécuritaire entre les deux pays se déroule en grande partie au niveau de la DGSN pour mieux comprendre ce silence gêné. Une fois encore, la France préfère sans doute s'en tenir au principe de non-ingérence. Mais les choses ne sont pas aussi simples.

Nommé à 55 ans à la tête de la police, forte de plus de 200 000 hommes et femmes, en 2010, le général-major Abdelghani Hamel s’est rapidement imposé comme la valeur montante du régime. Originaire de Tlemcen, tout comme le chef de l’État et de très nombreux ministres et hauts gradés, Hamel devient l’un des principaux piliers du pouvoir, l’homme fort et incontournable du clan Bouteflika depuis la mise à la retraite forcée du général de corps d’armée Toufik, patron mythique du DRS, les services secrets algériens, en août 2015. Le nouveau dirigeant de la DGSN aurait d’ailleurs tiré profit de la réorganisation des services pour mettre en place son propre service d’écoutes téléphoniques, loin de tout contrôle judiciaire. Hamel est dès lors considéré par la Direction générale de la sécurité intérieure française (DGSI) comme le principal interlocuteur dans la lutte antiterroriste, et celui-ci ambitionne de devenir le seul référent des relations franco-algériennes. Un avion du Glam algérien est quasiment à sa disposition exclusive pour assurer ses fréquents séjours parisiens. Il lui arrive de faire l’aller-retour entre Alger et Paris dans la journée pour une simple séance de travail, comme le ferait un ministre des Affaires étrangères. C’est dire sa proximité avec les autorités françaises… Outre ses fonctions à la tête de la DGSN algérienne, Hamel chapeaute l’Afripol, l’équivalent africain d’Interpol. Le premier flic d’Algérie offre même des formations à des policiers africains dans sa principale école près d’Alger. À New York, à l’occasion d’une réunion internationale des chefs de police, l’Algérien s’est senti suffisamment sûr de lui pour demander au Secrétaire général de l’ONU d’intégrer Afripol dans ses futurs plans de coopération internationale. Un flic algérien qui se donne une audience planétaire… du jamais vu ! Son activisme est d’autant plus visible que le président Bouteflika est quasiment absent des médias… Pour le général-major, sa collaboration avec la France peut être un tremplin vers des fonctions bien plus importantes encore. Du côté de Paris, on ne peut espérer un meilleur relais, aussi bien informé que disponible, un « présidentiable » qui n’a pas connu la guerre d’Algérie et encore moins pris les armes contre la France. Une sorte d’incarnation du « nouveau monde » d’Emmanuel Macron, version algérienne. La relève générationnelle pointe enfin son nez, tout en assurant la continuité d’un système très accommodant pour la France. Le président de la République française est loin d’être

le seul à avoir cette réflexion. Le général de corps d'armée et vice-ministre algérien de la Défense, Ahmed Gaïd Salah, 79 ans, peut avoir une pensée similaire… dont la perspective lui est peu plaisante. S'il a déployé autant d'énergie pour faire évincer le général Toufik, patron du DRS, ce n'est pas pour voir son autorité récemment libérée du regard pesant des services de sécurité défiée par un « jeune flic » qui, de surcroît, plaît beaucoup aux Français.

Croyant dur comme fer en son étoile, Abdelghani Hamel reçoit beaucoup de journalistes algériens, attribue à quelques personnalités politiques influentes ou montantes des voitures blindées retirées du parc automobile de la police. Lorsque ses troupes sont confrontées à des manifestants, le recours aux matraques, canons à eaux et bombes lacrymogènes – et parfois quelques concessions – rétablissent l'ordre rapidement. Face à la presse, le Directeur général de la police parle sans sourire de « gestion démocratique des foules ». Un concept qui peut surprendre, mais avant de prendre le pouvoir, il faut savoir le défendre. Loyal, peut-être, prudent, très certainement, Hamel s'y voit déjà chaque matin en se rasant… Le cortège qui l'emmène de son domicile au siège de la DGSN est impressionnant : une vingtaine de gardes du corps, plusieurs voitures suivies d'un brouilleur, soit le dispositif sécuritaire réservé habituellement au président de la République. Le chauffeur du DGSN a pour instruction d'éviter, dans la mesure du possible, de toucher la pédale de frein quand il conduit son patron. La voie doit être libre, et tant pis pour les Algérois s'ils souffrent encore plus dans les embouteillages. Après tout, il n'est pas n'importe qui. On raconte même qu'un jour, le cortège du vice-ministre de la Défense a été stoppé durant de longues minutes par la police pour laisser passer prioritairement l'escorte de leur chef. Ahmed Gaïd Salah[8], chef des armées, a dû modérément apprécier d'être traité comme un simple automobiliste algérois, bloqué dans son véhicule blindé.

Hamel ne recule devant rien pour se présenter comme un futur présidentiable. S'il est vrai qu'il a remplacé un chef de police assassiné dans son bureau[9], ses ambitions éclatent au grand jour depuis que son portrait est accroché dans presque tous les commissariats et autres bureaux des principaux chefs de la sûreté des wilayas, sur injonction de la direction générale. Sans doute une innovation destinée à montrer

qu'il est un « Bouteflika » avec un bon certificat médical… Les observateurs étrangers l'estiment désormais intouchable, tant ses appuis internationaux semblent solides et le soutien de Bouteflika avéré, puisque le président croit à la loyauté du premier flic d'Algérie. Très certainement, le chef de l'État a dû promettre à Hamel, comme à d'autres, qu'il sera son successeur à la tête du pays. Après tout, un flic qui remplace un chef d'État malade, c'est du déjà-vu : l'exemple tunisien de Zine El Abidine Ben Ali démontre que du commissariat au palais présidentiel, il n'y a qu'un pas. L'élection serait une simple formalité. Dans l'attente, le patron de la police s'occupe essentiellement de peaufiner son image. Il dîne avec l'équipe nationale de foot de temps à autre la veille d'un match international, par exemple au Portugal. Il rencontre régulièrement des journalistes qu'il arrose en « off » d'informations sur les personnes qu'il apprécie peu, leur livrant des scoops sur leurs activités quand elles s'éloignent de la légalité[10]. En clair, le flic Hamel est en marche. La ligne vers la présidence est toute tracée, aussi pure et blanche que celle laissée par quelques grammes de cocaïne.

Mais dans l'affaire du « Cocaïnegate », il s'agit de plusieurs quintaux de cette nocive substance. Il n'en faut pas plus, et c'est déjà énorme, pour que le vice-ministre de la Défense se saisisse de l'occasion et brise un si bel envol. Bien entendu, Abdelghani Hamel est présumé étranger à toute l'affaire, mais il sent déjà que ses jours à la tête de la DGSN sont comptés. Le 26 juin 2018, pratiquement un mois après le scandale, il déclare à ce sujet face à la presse : « *Lors de l'enquête préliminaire, il y a eu quelques dépassements auxquels les magistrats ont mis un terme. Je le dis et je le répète, celui qui veut lutter contre la corruption doit être propre. Nous avons des dossiers sur cette affaire que nous pourrons mettre à la disposition de la justice.* » En clair, Hamel menace et se dit prêt à se défendre. Toutefois, l'implication avérée de son chauffeur suffit à le discréditer et à le faire limoger le jour même de cette tonitruante déclaration par le président de la République, même si Bouteflika a pris cette décision à contrecœur. Mais, suivant l'exhortation de l'Évangile : « *Si ton bras est une occasion de chute, coupe-le* », Bouteflika veille néanmoins à ce que son ancien protégé garde ses avantages (logement de fonction, voitures…) et que son nom ne soit pas impliqué dans la procédure

judiciaire[11]. Pour l'étranger en général, et la France en particulier, il n'est jamais bon de soutenir un allié anciennement prometteur, désormais entaché, même injustement, par les retombées d'une colossale affaire de drogue.

En attendant que la justice fasse sereinement son travail, le chef d'état-major a fait le sien : limogeage, incarcération, mise à la retraite d'un côté et promotion d'officiers compétents et loyaux de l'autre. La présidentielle est alors dans quelques mois. Abdelaziz Bouteflika n'a d'autre choix que de faire une totale confiance à son vice-ministre de la Défense, et surtout à son propre frère Saïd, dont les réseaux ont de profondes ramifications notamment en France. Le « président-frère » commence à pressentir que le cinquième mandat n'est pas dans la poche. Il compte laisser passer les vacances avant de reprendre les grandes et ultimes manœuvres. Il ne s'agit plus de gagner, mais de survivre.

Prémices de révolution

L'été à peine fini, les activités présidentielles presque inexistantes doivent reprendre, du moins devant des photographes triés sur le volet. Après tout, le principal projet d'Abdelaziz Bouteflika, très diminué, est de mourir au pouvoir coûte que coûte ; comme Molière sur scène. Son plus cher désir est d'avoir des funérailles nationales. Le 26 septembre 2018, les membres du gouvernement sont convoqués au palais d'El-Mouradia, siège de la présidence, pour le Conseil des ministres de rentrée. Certains, bien installés dans le salon d'accueil, se font servir une tasse de café après une autre, d'autres font les cent pas dans le jardin ensoleillé tout en vidant lentement leur paquet de cigarettes. Tous guettent l'arrivée du cortège qui se fait attendre depuis de longs moments. Tout à coup, branle-bas de combat : les ministres sont priés de patienter au salon, le temps que le chef de l'État soit installé et sanglé sur son fauteuil dans la salle du Conseil, à l'abri de tout regard. Les ministres prennent ensuite leur siège et restent silencieux une ou deux minutes, le temps pour la caméra de filmer la « reprise du travail gouvernemental sous la houlette du président » en vue de sa diffusion au JT du 20 heures. Une fois le film dans la bobine et les journalistes

évacués, commence le huis clos du Conseil dont l'ordre du jour a été allégé.

« *Le président balbutie quelques mots, puis cède la parole. Soudain, sa tête s'incline sur son épaule, comme désarticulée. Stupeur dans la salle. Bouteflika est évacué vers Zéralda*[12]. » Plus tard, le bien informé journaliste Farid Alilat a recueilli une confidence d'un ministre présent ce jour-là : « *Nous étions sous le choc. J'avais pitié pour lui.* » L'incapacité du président à diriger le pays est démontrée en direct devant des témoins qui garderont le secret, mais jusqu'à quand ? Les élections n'auront lieu que le 18 avril prochain. En politique, c'est une éternité. Non seulement les appuis fiables se font rares, mais les appétits présidentiels s'aiguisent déjà dans l'ombre. Même parmi les hommes politiques qui soutiennent un cinquième mandat de Bouteflika, certains pensent que leur heure est enfin venue. Le fruit est déjà mûr, il suffit d'être à côté, de se baisser pour le ramasser au bon moment.

Un autre général-major à la retraite croit justement en son heure : Ali Guediri se prépare déjà depuis le limogeage du chef de la police tant redouté. Il en a même parlé à un autre général de corps d'armée encore plus craint en son temps, mais qui dispose de relais et d'un grand savoir-faire dans la subversion : Mohamed Médiène, dit Toufik.

Dans un premier temps, celui-ci avait envisagé de se porter lui-même candidat à la succession de Bouteflika. Toufik en a parlé à son voisin et ancien ministre de la Défense, Khaled Nezzar[13]. Lassé par une retraite qu'il estime imméritée, confiant en son ascendant sur un grand nombre d'hommes d'influence, Toufik croit que l'heure de son retour aux affaires a sonné. L'un des officiers les plus haut gradés de l'armée algérienne, qui est aussi l'incarnation de la police politique, souhaite se soumettre au suffrage universel ! Toufik a tellement confectionné des résultats électoraux sur mesure qu'il pense sans doute que sa victoire serait un jeu d'enfants… Sans doute se dit-il aussi que les nombreux dossiers qu'il détient sur tous les chefs des partis politiques les convaincront aisément de l'adouber… Cependant, la donne a changé, tout comme les patrons des différents départements des services : ceux-ci ne sont plus sous ses ordres, mais obéissent à Gaïd Salah. En outre, hormis une ou deux photos furtives, le visage de

Toufik, personnage de l'ombre rétif à la lumière, est inconnu des Algériens. Convaincu de l'état de santé défaillant d'Abdelaziz Bouteflika, Toufik ajoute qu'il ne se présentera pas contre le président sortant. Devant les manœuvres répétés de Saïd Bouteflika pour obtenir un cinquième mandat, l'ex-patron des services renonce à son projet mais pas au pouvoir. Il propose à Issad Rebrab, la première fortune du pays, à postuler à la magistrature suprême. Après une brève hésitation, ce dernier décline à s'investir directement en politique. Ses affaires sont trop prenantes et importantes.

Toufik se résigne alors à se rabattre sur l'ancien directeur des ressources humaines de l'armée pour en faire un potentiel président, ce qui lui permettrait de jouer de nouveau les éminences grises. D'ailleurs, les Français sont déjà discrètement informés de la candidature de Ghediri[14], encore inconnu des Algériens. L'ex-patron du DRS approche ses anciens collaborateurs pour les mobiliser en faveur de son poulain. « *Toufik m'a demandé de faire la promotion de Ghediri auprès de mes anciens contacts dans les wilayas* », témoigne un ancien officier supérieur du renseignement intérieur, sous couvert d'anonymat[15]. Chaque officier retraité, de par ses anciennes fonctions, détient des contacts avec les hommes d'affaires locaux et quelques tenants des administrations régionales. La campagne en faveur de Ghediri devrait donc évoluer par capillarité pour mailler le territoire en toute discrétion. À travers des officiers, des obligés (et Toufik n'en manquait pas), des hommes et des femmes au niveau des administrations centrales et locales, des élus locaux (qui le sont souvent devenus grâce à lui) et quelques partis politiques, sans oublier les familles de tout ce beau monde, l'ex-patron du DRS dispose d'une vaste clientèle et d'une grande influence sur ce que l'on appelle « l'État profond ». L'élection présidentielle à venir est une occasion pour cette entité d'atteindre le sommet de l'État. Tout est prévu, argent, pressions, et surtout agitations provoquées en sous-main. Il apparaît rapidement évident que la promotion de la candidature de Ghediri nécessite l'organisation de contestations contre le président sortant, donné grand favori. Le terrain est d'autant plus favorable que ce cinquième mandat n'est pas approuvé par la majorité silencieuse, qui se désintéresse de la chose politique. Et si elle ne prend pas la parole, qu'à cela ne tienne : on la lui donnera. Il faut commencer par mobiliser

quelques femmes et hommes dans l'ombre et d'autres seront un peu plus exposés.

Convaincus que, pour des raisons évidentes, Bouteflika ne sera pas candidat au vu de sa santé chancelante, d'autres hommes politiques du sérail pensent pouvoir être adoubés par le président sortant, Saïd Bouteflika le premier : après tout, il est le frère du calife et s'est surtout doté peu à peu de véritables pouvoirs et prérogatives extra-constitutionnels. Il n'est pas question d'y renoncer. Dans un premier temps, il lui faut décrédibiliser les prétendants potentiels… surtout un. Car Ali Ghediri, avec les appuis dont il bénéficie, inquiète. Rien ne vaut alors, pour ce faire, le recours à un journal en ligne basé à Paris et prompt à diffuser de la désinformation anti-algérienne. Volontaire ou bien manipulée, la rédaction annonce la tenue d'une réunion secrète en plein été 2018 entre Ali Ghediri et la CIA à la chancellerie américaine à Paris. D'autres détails aussi farfelus accessoirisent cette *fake news*. Le but est de présenter Ghediri comme un agent de l'Amérique de Trump. Tous les coups sont permis à partir du moment où certains journalistes ne s'encombrent pas de déontologie contre compensation sonnante et trébuchante.

Cependant, comme les poupées russes, le président-frère a un autre plan dans son plan. Car cet électron presque libre de Ghediri pourrait offrir une sortie honorable à Abdelaziz Bouteflika, au pire une issue de secours. Le président connaît bien ce général, formé lors de son premier mandat à l'Académie militaire de Moscou et major de sa promotion. Séducteur et beau parleur, Bouteflika avait rapidement mis Ghediri, ancien protégé de Gaïd Salah[16], dans sa poche. Promu général-major en juillet 2010, il fut directeur des ressources humaines du ministère de la Défense nationale pendant dix ans. Poste sensible auquel seul un obligé du président peut accéder. Sans appartenir au premier cercle, Ghediri fait partie du clan peut-être à son insu.

Enfin, pour Saïd Bouteflika, la préparation se déroule aussi en Algérie. Il faut que la majorité des partis politiques soutienne son plan. Il passe alors à la vitesse supérieure. Dès la mi-octobre, à la veille du week-end, Saïd invite, dans le plus grand secret, un chef de parti qui compte : l'islamiste Abderrazak Makri, patron du Hamas. Sur l'autoroute qui longe le littoral ouest d'Alger, une grosse berline aux

vitres teintées s'engage à toute vitesse sur une bretelle pourtant signalée par une plaque de sens interdit. Mais cette infraction au Code de la route est obligatoire pour tous ceux qui se rendent dans la résidence présidentielle de Zeralda. Makri arrive avec quelques minutes d'avance. Autour d'une théière posée sur une table basse au milieu de gâteaux traditionnels, le président-frère joue la carte de la franchise : « *Déjà en 2014, la réélection d'Abdelaziz était très problématique. Nous avons même pensé faire élire alors Abdelmalek Sellal*[17]. *Mais son impopularité représentait un risque d'échec réel, de nombreux amis politiques nous l'ont déconseillé*. » Saïd révèle alors pour la première fois à son interlocuteur le chiffre réel de la participation à la dernière élection présidentielle : 15 %, pas plus ! Il avoue même que ni le peuple, ni les étrangers, à commencer par la France, n'accepteront facilement un cinquième mandat si la fraude est trop flagrante et massive.

Il finit par proposer à l'islamiste en chef le plan de sortie concocté dans un cercle très restreint où l'on ne croise pas que des Algériens… Il est connu que les Émiratis et les Saoudiens, avec leurs relais internationaux et leurs carnets de chèques, sont de précieux appuis. Et la France ? Elle ne s'y opposera pas si elle n'est pas directement impliquée. Le plan est simple : il suffit de reporter les élections à une date indéterminée, quelques mois, voire plus, le temps d'organiser une « transition en douceur ». En clair : jusqu'à ce que mort s'ensuive. Un savant habillage politique enveloppera cette proposition en plusieurs étapes : nomination d'un gouvernement d'union nationale, organisation d'une grande conférence nationale pour des réformes politiques en profondeur, et révision de la Constitution. En somme, les frères Bouteflika veulent réaliser en quelques mois ce qu'ils auraient dû faire en vingt ans. Makri écoute religieusement, puisqu'il lui est demandé de parrainer cette proposition et de la vendre à tous les partis – surtout ceux de l'opposition – sans jamais citer son origine. Makri devra assumer seul la paternité du projet. Une unique question lui vient en tête : « *Que va faire l'armée ?* » « *Elle restera neutre* », rétorque Saïd, très sûr de lui. Pour Abderrazak Makri, c'est mission impossible, mais il va voir ce qu'il peut faire. Finalement, ce qui lui est proposé n'est pas un simple plan : c'est une révolution vouée à malmener une Constitution taillée sur mesure pour Bouteflika et votée à peine deux

ans auparavant. En effet, le problème du président malade est précisément cette Constitution. Il suffit alors de l'ignorer, tout en organisant un consensus artificiel. L'enjeu est la continuité du système et la pérennité de la prédation.

Aux yeux du chef du Hamas déjà peu enthousiaste, le temps manque. Il faut voir et convaincre beaucoup de monde avant une éventuelle apparition publique d'Abdelaziz Bouteflika pour les cérémonies de la fête nationale du 1er novembre, si son état de santé le lui permet, car les témoins seront très nombreux et tout faux pas sera fatal. Les caméras de télévision se doivent de filmer ces commémorations historiques, et toute absence d'image du président serait une preuve de son incapacité aux yeux de tous les Algériens. Saïd Bouteflika ne lâche pas prise pour autant. Toujours en secret, il réunit Makri et des responsables des services de sécurité afin de le motiver encore plus dans ses futures démarches.

Le premier responsable du Hamas accepte finalement de prendre son bâton de pèlerin. Il rencontre d'abord Abdallah Djaballah, chef d'Ennahda, autre parti islamiste. Ce dernier rejette le plan et menace de faire sortir ses troupes, bien que faibles, dans les rues du pays. La rue est clairement évoquée par cet islamiste jugé politiquement correct, comme contre-pouvoir à ce plan s'il se concrétise. L'orchestration de manifestations qui n'auraient rien de spontané est déjà dans l'air… C'est ensuite au tour d'Ali Benflis, ancien Premier ministre et deux fois candidat malheureux aux présidentielles, également à la tête d'un tout nouveau parti. En bon juriste, il signale à Makri que ce plan est anticonstitutionnel, mais au fond de lui-même, il n'a aucune raison de faire une fleur à Bouteflika. Entre eux deux, les couteaux sont tirés depuis longtemps. Finalement, le messager de Saïd Bouteflika n'avait pas de meilleur argument que de dire : « c'est ça, ou ce sera Ahmed Ouyahia, ou encore Ahmed Gaïd Salah ». Soit un homme politique très impopulaire ou le plus haut gradé de l'armée. La démocratie n'est à aucun moment inscrite à l'ordre du jour. L'opposition rejette en bloc ce programme de sortie honorable pour un président finissant.

Pour autant, rien n'est encore perdu pour Saïd. Son frère aîné assiste finalement aux cérémonies d'hommage aux martyrs de la révolution du 1er novembre au cimetière d'Al-Alia. Le flot d'images du président

sanglé sur un fauteuil roulant, regard hagard et vitreux, est désastreux, mais elles sont quand même diffusées. Une scène en particulier est très parlante, bien qu'elle soit dépourvue de son : Ahmed Gaïd Salah tient longtemps la main de Bouteflika et lui parle durant de longues minutes. Histoire de bien montrer devant témoins que même lui, chef d'état-major, ne voit pas son président aussi fréquemment qu'on veut bien le croire. Saïd s'impose toujours comme « portail d'accès » ou « barrage filtrant », selon les points de vue, pour toute personne qui désire rencontrer le président. Saïd, depuis peu, avait imposé une équipe médicale chinoise au chevet de son frère. Un seul interprète chinois est admis et ne doit s'adresser qu'au président-frère. Le blocus est total. Toujours est-il que pour Bouteflika (et encore plus son frère), cette sortie publique reste une indispensable preuve de vie pour son maintien au pouvoir. Le chef de l'État, malgré ses soucis de santé, reste présent pour les grands rendez-vous du pays : tel est en substance le message subliminal que la principale et très officielle chaîne de télévision algérienne véhicule dans son JT de 20 heures, le soir même.

Saïd Bouteflika, toujours sûr de lui, croit pouvoir faire de Makri son allié, voire son instrument. Quelle erreur d'appréciation ! Si le patron du MSP fait mine de jouer le jeu, c'est avant tout pour connaître les intentions et les plans du premier cercle présidentiel, rien de plus. Son parti est déjà passé à l'opposition en mai 2013. Il est membre de la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD)[18], qui rassemble depuis le printemps tous les partis d'opposition, laïcs ou islamistes. Il connaît mieux l'Algérie profonde, et surtout sa jeunesse. Déjà opposé au quatrième mandat, Abderrezak Makri en avait déjà parlé à l'envoyée spéciale du *Monde* en 2014[19] : « *Eux ne réagissent pas comme leurs aînés. Certains se moquent même éperdument de ce qui s'est passé pendant les années 1990. C'est cela qui m'inquiète. Les jeunes vont finir par se révolter. On ne pourra pas calmer cette nouvelle génération puisque les caisses seront vides. Or, eux ne se laisseront pas intimider.* » À moyen terme, la révolte des jeunes trotte déjà dans sa tête.

Le père Noël est un général

C’est dans *El Watan*, l’un des plus grands quotidiens francophones d’Algérie, qu’un général-major à la retraite, inconnu du grand public algérien, prend la parole pour la troisième fois ce 25 décembre 2018, pour offrir son cadeau de Noël à ceux qui s’agitent en coulisse pour un report de la présidentielle. Ali Ghediri est clair et direct : « *Je dis à ceux qui sont en train d’œuvrer ou de manœuvrer pour qu’il y ait autre chose que la tenue d’une élection présidentielle dans les délais et conformément à ce que prévoit la Constitution : dans quel cadre s’inscrivent-ils ? Forcément dans un cadre anticonstitutionnel. Je considère qu’il serait dangereux pour l’Algérie d’entrevoir quoi que ce soit en dehors du cadre constitutionnel. Il faut impérativement respecter la Constitution. Le pouvoir a été remis au président Bouteflika en 1999 dans un cadre constitutionnel, je ne pense pas que cela l’honorerait, historiquement parlant, de partir et de céder le pouvoir en dehors de ce cadre.* » La logique est imparable. Néanmoins, un éditorial paru dans *El-Djeich*, le journal officiel de l’armée, recadre sèchement le général-major à la retraite au nom du devoir de réserve. Amendée et révisée à trois reprises, selon les desiderata d’Abdelaziz Bouteflika, la dernière version de la Constitution a été votée le 7 février 2016. Alors pourquoi le clan présidentiel s’emploie-t-il à passer outre les textes fondamentaux du pays ? La réponse est simple : c’est l’unique façon pour Bouteflika de rester président *ad vitam aeternam*. Trop d’intérêts, essentiellement financiers et liés à une corruption institutionnalisée, sont en jeu. En vingt ans de règne, une exceptionnelle manne financière de plus de mille milliards de dollars a été dépensée en investissements, pots-de-vin pharaoniques, gaspillages, clientélisme et achat de la paix sociale. Les exemples sont nombreux, et à chaque fois les commissions occultes ont battu des records : la plus grande mosquée du monde, facturée à plus d’un milliard et demi de dollars ; la plus chère autoroute est ouest du monde à plus de vingt milliards de dollars, soit plus de trois fois les normes internationales. Ou encore les contrats faramineux de la Sonatrach, douzième compagnie pétrolière mondiale, où les rétrocommissions ont été habilement dissimulées dans tous les paradis fiscaux que compte la planète. Et nul n’a oublié le scandale de la faillite du groupe Khalifa, petit empire économique créé à la fin des années 1990 et symbole d’une insolente réussite en Algérie[20], qui a

éclaté en 2003. Même des personnalités françaises furent indirectement impliquées. Issues du monde du spectacle, elles avaient longtemps renforcé la notoriété internationale du président fondateur du groupe, Abdelmoumène Khalifa. Sans oublier les grandes figures du Gotha politique algérien, dont la liste est trop longue, mais qui reste bien vivante dans la mémoire de tous les Algériens frustrés par les décisions d'une justice sélective et orientée. Cette faillite aussi spectaculaire qu'inattendue s'est terminée par la condamnation de quelques lampistes. Pourtant, plusieurs noms de ministres[21] et hauts responsables furent mentionnés dans l'enquête préliminaire. Non seulement ils n'ont jamais été inquiétés, mais ils ont poursuivi leur ascension sous la haute protection de Bouteflika. L'impunité ainsi accordée au sommet de la classe politique renfermait les gènes de la corruption et caractérisait une gouvernance de prédation. Abdelmoumène Khalifa, le patron du groupe, après avoir trouvé refuge en Grande-Bretagne, a été condamné à dix ans de réclusion criminelle et croupit actuellement dans une prison algérienne.

Qui est donc ce retraité qui veut, par de simples déclarations, tuer la poule aux œufs d'or ? Ali Ghediri n'a pas encore officialisé sa candidature à la présidentielle, mais sur les réseaux sociaux et dans la presse, il fait le buzz. En ce jour de Noël, il évoque même une deuxième République ! Il veut séduire vite. À tour de bras, il multiplie les entretiens et les rencontres avec les journalistes. Sa page Facebook est actualisée en permanence. Il multiplie les rencontres, met le paquet comme dans un « speed dating ». Ses soutiens de l'ombre lui assurent qu'il a un rendez-vous avec l'Histoire : la présidence se cherche un mari, du moins un compagnon pour les cinq prochaines années, le temps d'un mandat. Ce projet sonne comme une grande nouveauté pour les Algériens, qui ignorent ou oublient que le projet de la deuxième République figurait déjà dans les cartons du feu président Mohamed Boudiaf[22]. Ali Ghediri promet de renverser la table. Déjà le 6 décembre, dans les colonnes d'*El Watan*, il s'adressait directement au président : « En 2012, votre discours[23], qui a porté sur la nécessité et l'inéluctabilité de la transition générationnelle, m'avait alors donné espoir, comme à des millions d'Algériens, que l'ère du changement était enfin advenue. Vous étiez sincère et tel était le fond de votre pensée… Frère Président, vous méritez mieux que de servir de gué

pour des aventuriers sans scrupule, rôle que certains, nullement représentatifs de ce peuple, semblent vouloir vous assigner. » Une sacrée première salve ! Sans le soutien, même tacite, de Mohamed Mediène Toufik, l'ancien patron du DRS, Ali Ghediri n'aurait vraisemblablement pas défié le pouvoir en place avec autant de cran. Pourtant, également retraité malgré lui, l'ombre du général de corps d'armée Toufik plane sur les luttes de succession de Bouteflika. Toujours habité par la puissance du pouvoir, il ne veut pas rejoindre la cohorte des *has been*. Il ne s'est pas surnommé *Rab Dzaiér* (« Dieu de l'Algérie ») pour rien ! Après presque un quart de siècle à la tête des services secrets, il ne peut redevenir un simple citoyen, et veut toujours peser sur l'avenir du pays. Il planifie le retour en force de son influence qu'il juge diminuée. Le tandem Ghediri-Toufik est comparable à celui de la souris qui court aux côtés d'un éléphant et qui dit « Qu'est-ce qu'on fait comme poussière ! » Plus qu'une traînée de poussière, c'est une véritable tornade qui pointe à l'horizon.

Pour autant, les « aventuriers » persistent et signent. Alertés par la lettre du 6 décembre, largement médiatisée, de Ghediri au président, ils s'activent plus que jamais. Toujours dans la résidence présidentielle de Zeralda, le 18 décembre, la garde rapprochée de Saïd Bouteflika se trouve réunie. Seul Gaïd Salah, pourtant vice-ministre de la Défense, qui n'a cessé de déclarer sa loyauté au président, est absent mais ces rencontres bien que secrètes n'échappent pas à sa vigilance. Le chef d'état-major est tenu à l'écart, sans doute à cause de son attachement, réaffirmé publiquement à maintes reprises, au respect de la Constitution. La nuance est de taille. Toute la classe politique est mobilisée : Premier ministre, ministre de l'Intérieur, président de l'Assemblée nationale (et chef du FLN) entre autres, sans oublier Amar Ghoul[24]. Cet ancien ministre des Travaux publics a son nom intimement lié au scandale de l'autoroute est ouest. Il est maintenant sénateur, nommé par le président, et surtout patron d'un nano parti à tendance islamiste créé en 2012 : Rassemblement de l'Espoir de l'Algérie, ou TAJ, ce qui en arabe signifie « couronne ». Homme de réseaux et grand agitateur, il a toujours fait savoir qu'il jouait au foot avec le général de corps d'armée Toufik, qui est le parrain de l'ombre de son tout jeune parti. Le frère Saïd réitère aux conjurés le même discours : « *Le président ne peut faire un cinquième mandat. Sa santé*

le lâche. Il lui faut une sortie honorable[25]. » La mission de convaincre de nouveau les autres partis d'opposition est confiée tout naturellement à Amar Ghoul. Bien qu'il n'hésite pas à user d'arguments sonnants et trébuchants, il essuie le même échec que Abderrazak Makri. Étrangement, l'idée d'une armée respectueuse de la Constitution ne convainc personne… L'incendie se rapproche de la maison Bouteflika, que certains croient encore ininflammable. Le tandem de pompiers Toufik-Ghediri pense pouvoir s'imposer comme plan B au service des Bouteflika, mais cela doit rester secret. Il faut entretenir l'illusion d'un général candidat antisystème pour que cette tactique fonctionne.

Opposition, hommes politiques raisonnables, discrètes pressions étrangères, notamment française, tous les éléments sont réunis pour rejeter un viol collectif et au grand jour de la Constitution algérienne. L'un des derniers jours de l'année 2018, à l'occasion du Conseil des ministres pour adopter la loi des finances de l'année suivante, Ahmed Gaïd Salah est présent en tant que vice-ministre de la Défense. Il prend la parole pour lancer un avertissement codé au président, et plus précisément à son clan : « Monsieur le président, il ne peut y avoir de report des élections. Tant que tu es vivant, personne ne peut te toucher. Tu te présentes à un cinquième mandat et le peuple sera avec toi. » Une fois ces propos transmis aux oreilles de Saïd Bouteflika, il pousse un long soupir de soulagement. Il est content, il pense rester aux commandes encore cinq années alors qu'il manigançait pour gagner une année voire deux tout au plus. Aucun obstacle n'entrave une nouvelle investiture puisque l'armée ne s'y oppose pas. En réalité, le chef d'état-major avait plutôt défendu le respect de la Constitution que le maintien d'une présidence à vie. Que le président, même diminué, doive se porter candidat pour une cinquième fois semble la seule issue possible. Un passage en force est programmé. C'est la candidature de trop, mais il ne le sait pas encore. La France non plus. Pourtant, les cas des présidents à vie se font de plus en plus rares et finissent toujours mal… Mais le printemps arabe est ignoré, ou bien oublié, par les dirigeants algériens.

1. Une soupe traditionnelle que l'on retrouve dans de nombreuses contrées, en Afrique du Nord mais aussi en Europe centrale, au Moyen-Orient et jusqu'en Asie du Sud.

2. Né le 3 juillet 1955 dans la région de Tlemcen. Après une carrière de 37 ans dans la Gendarmerie nationale où il atteint le grade de général, Hamel est promu général-major et nommé par le président à la tête de la Garde républicaine en 2008. Le 7 juillet 2010, il est alors à la tête de la police nationale.
3. La guerre civile qui opposa le gouvernement algérien et divers groupes islamistes de 1991 à 2002.
4. Les six candidats à la présidentielle face à Bouteflika, anticipant une fraude massive, ont décidé la veille du scrutin de se retirer de la course. Ainsi le seul candidat en lice, et qui ne pouvait arriver qu'en tête, fut élu le 15 avril 1999 avec un score avoisinant les 75 %.
5. Jihane Ben Yahia et Raouf Farrah, publié dans *Le Monde* du 29 janvier 2019.
6. Le 16 février 2014, une réunion dans la capitale mauritanienne crée le G5 Sahel. Les cinq pays s'engagent à coordonner leurs politiques de développement et de sécurité. Un budget de 8 milliards d'euros leur est promis par la communauté internationale avant la fin de l'année.
7. Rapport publié le 23 juin 2016.
8. Né le 13 janvier 1940, mort le 24 décembre 2019, Ahmed Gaïd Salah rejoint l'Armée de libération nationale en janvier 1957, à l'âge de 17 ans. Dès l'indépendance, il gravit peu à peu tous les échelons de l'armée. Plusieurs fois commandant de régions militaires. En août 2004, il est nommé chef d'État-major de l'armée. En 2013, Gaïd Salah est nommé vice-ministre de la Défense. La consécration car il détient désormais les signatures déléguées du ministre de la Défense, Abdelaziz Bouteflika, victime d'un AVC irréversible.
9. Ali Tounsi dit « El-Gouthi », un des anciens chefs de la sécurité militaire à la tête de la DGSN depuis mars 1995, a été assassiné dans son bureau le 25 février 2010 par un de ses collaborateurs, le colonel Chouaib Ouatache, impliqué dans des contrats douteux. En mai 2019, un ancien juge d'instruction algérien réfugié en France a expliqué que cet assassinat était lié à une affaire de trafic de cocaïne, sans donner aucune preuve. Sans doute une *fake-news* construite a posteriori.
10. Le général-major Hamel était l'un des informateurs du journaliste controversé Abdou Semmar, dont le site « algeriepart.com » fait souvent état de scandales économiques impliquant des « fils de… ». Abdou Semmar

a été incarcéré au début de l’année 2019. Libéré, il est parvenu à rejoindre la France où il a trouvé refuge.

11. Toutefois, Hamel et son fils sont inculpés dans d’autres affaires de trafic d’influence et de corruption. Ils sont en détention préventive depuis l’été 2019.

12. Farid Alilat in *Jeune Afrique* du 7 au 13 avril 2009.

13. Entretien avec l’auteur le 3 novembre 2019.

14. Voir introduction.

15. Entretien avec l’auteur le 4 janvier 2019.

16. Alors chef des Forces terrestres, Gaïd Salah avait imposé Guediri sur la liste des officiers pour l’Académie militaire de Moscou.

17. Né le 1er août 1948, il a été plusieurs fois ministre et trois fois Premier ministre en vingt ans.

18. En juin 2014, plusieurs semaines après le quatrième mandat, le CNDLT est créé lors d’une réunion à l’hôtel Mazafran de Zéralda, de toutes les personnalités politiques (laïcs, islamistes, nationalistes, réformateurs…) et 17 partis pour appeler à une transition démocratique.

19. *Le Monde* du 6 décembre 2014, entretien avec Florence Beaugé.

20. Fondé en 1998, le groupe Khalifa possédait une banque, une compagnie aérienne, une société de locations de voiture et plusieurs chaînes de télévision.

21. Abdeladjid Tebboune, alors ministre de l’Habitat, est cité dans cette enquête. En l’absence de preuves, aucune charge n’est retenue contre lui. Il sera promu en 2018 Premier ministre pour une centaine de jours. Il est élu président de la République le 12 décembre 2019.

22. Détenteur de la carte numéro 1 du FLN, il est l’un des principaux chefs historiques de la révolution. Il est désigné Président du Haut comité de l’État, instance collégiale, créée après la démission forcée de Chadli Bendjedid le 11 janvier 1992. Mohamed Boudiaf meurt assassiné le 29 juin 1992.

23. Le 8 mai 2012 (en pleine tourmente du printemps arabe), à Sétif lors des commémorations de la tragédie du 8 mai 1945 (45 000 morts), Bouteflika avait déclaré : « Tab djnena » (Notre temps est révolu). Ce fut d’ailleurs sa dernière prise de parole publique.

24. Né le 21 février 1961. Amar Ghoul était entre 2002 et 2012 député Hamas, puis plusieurs fois ministre jusqu’en 2016.

25. Farid Alilat, *Jeune Afrique, op cit.*

2

UN CANDIDAT À CORPS PERDU

L’air hagard, sanglé sur un fauteuil, la bouche entrouverte dans un visage de cire, Abdelaziz Bouteflika écoute la prestation du serment du tout nouveau président du Conseil constitutionnel. Sur un ton solennel et mécanique, Tayeb Belaiz[1] s’adresse au président sur un ton obséquieux : « Je suis très honoré par la confiance que vous avez placée en moi à plusieurs reprises, en me nommant à des postes de responsabilité. Aujourd’hui, alors que vous renouvelez cette confiance en me désignant à la tête du Conseil constitutionnel, je ne puis que vous adresser mes vifs remerciements et vous exprimer toute ma gratitude, tout en vous promettant de demeurer probe et fidèle à vous et à ma patrie. » Devant les caméras, il s’engage à veiller au respect de la Constitution. Ce jeudi 21 février 2019 – veille d’un jour mémorable – il n’y a plus de vacance au sommet des institutions de la République[2]. La présidentielle du 18 avril prochain pourra se dérouler sous l’œil vigilant de Tayeb Belaiz, magistrat de formation, qui vient publiquement de faire allégeance à Bouteflika.

Un décret de la présidence publié le 18 janvier 2019 – soit un vendredi, jour de congé hebdomadaire en Algérie – annonce la convocation du corps électoral dans les délais légaux. La date est fixée : la présidentielle est prévue pour le 18 avril. Pour Bouteflika, toutes les manœuvres désespérées pour reporter cette élection ont échoué. Ses troupes doivent donc se mettre en ordre de bataille comme en 2014. *Alea jacta est*. Tel un joueur de poker qui met son tapis sur un

coup de bluff en espérant que ses adversaires se retirent, il mise gros. Très gros : son avenir et celui de son clan ; sans oublier les faramineuses réserves de change en devises, objet de toutes les convoitises tant dans les cercles d'affaires algériens qu'étrangers, les Français en tête. En attendant, il faut impressionner les protestataires, quitte à les provoquer et les infiltrer. Les Algériens doivent se contenter des petites sommes nécessaires à l'achat de la paix sociale, comme d'habitude. La recette a fonctionné durant vingt ans. Malgré les promesses, le changement n'est pas pour maintenant. Sabre au clair, les Bouteflika se lancent dans la « Mère des batailles » : la présidence à vie d'abord, et héréditaire peut-être par la suite. Les poignards aussi sont sortis de toutes parts.

La France au chevet de Bouteflika

Le clan Bouteflika n'en est pas à son premier coup d'essai dans l'art de la résurrection politique. La diplomatie médicale française est, dans ce contexte, un atout majeur, ajoutée aux discrets, mais efficaces, contacts entre les services secrets des deux pays qui ont déjà fait leurs preuves en 2013. Cette année-là, au terme de son troisième mandat, le président est évacué en grande urgence vers la France. Arrivé discrètement à l'aéroport du Bourget à la tombée de la nuit, Bouteflika se retrouve encore une fois aux urgences de l'hôpital militaire du Val-de-Grâce[3]. Sous l'aspect humanitaire évident, le sujet est, pour Paris, avant tout diplomatique, géopolitique, et surtout économique. L'Algérie est riche, elle possède plus de deux cents milliards de dollars de réserve de change. Mais elle est mal gérée, et cela arrange bien les hommes d'affaires des deux rives de la Méditerranée. Avec un président diminué placé en soins intensifs dans un hôpital militaire parisien, il y a là une opportunité à ne pas manquer. La discrétion sera totale.

Le téléphone arabe, amplifié par Internet, véhicule alors une information alarmante. Abdelaziz Bouteflika est gravement malade. Le samedi 27 avril 2013, selon la rumeur, l'Algérie n'a plus de président et s'il est encore vivant, il se trouve en France, ancienne puissance coloniale qui accueille, de nouveau à bras ouverts, un grand maquisard

de la guerre d'indépendance, d'après sa légende forgée *a posteriori*. Le communiqué officiel évoque soit un accident ischémique transitoire sans séquelles, soit un AVC sans gravité, puisque le président n'a subi aucune lésion irréversible. Comment dit-on « langue de bois » en arabe… ? Certes, des examens complémentaires sont nécessaires, mais il n'y a aucune inquiétude, veut-on faire croire. Circulez, il n'y a rien à voir. Les médecins militaires y veillent, et il faut leur faire confiance. Aux médecins, très certainement… mais également aux politiques français ?

La France, pays d'accueil, ne s'implique pas dans la communication politique algérienne. Celle-ci est gérée de main de fer par la garde rapprochée du président. Elle s'enfonce dans le déni, quitte à attribuer des communiqués à un comateux. Et les opportunités ne manquent pas. Peu de jours après son entrée à l'hôpital, à l'occasion de la fête des travailleurs, le 1er mai, l'agence de presse officielle APS publie une dépêche signée, depuis le Val-de-Grâce, prétendument par le président : « Alors que je continue à recevoir des soins médicaux, je tiens à remercier Dieu Tout-Puissant de m'avoir permis de me rétablir et d'être à présent sur la voie de la guérison », et il conclut par ses vœux sincères et fraternels à ses compatriotes. Ce malade qui administre une piqûre de rappel à la nation, sans aucune information ni sur son état de santé ni sur la nature des soins prodigués, cherche uniquement à faire croire qu'il est toujours aux commandes. L'opacité et les omissions sont plus que jamais la règle. Il réitère dès le lendemain. Bouteflika, toujours hospitalisé au service de réanimation, mais très prolixe, s'adresse de nouveau aux Algériens à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse. Dans ce message, il soutient sans restriction la liberté de la presse afin « qu'elle puisse accéder à la place de choix qui lui revient dans le monde de l'information et du savoir ». Pour prouver qu'il a toujours le gouvernail entre les mains, il décrète le 22 octobre suivant Journée nationale de la presse. La date n'est pas choisie au hasard : le président veut ainsi rendre hommage à la parution, le 22 octobre 1955, du premier numéro du journal *El-Mouqawama El-Djazairia* (« La résistance algérienne »), organe du Front de libération nationale (FLN) et de l'Armée de libération nationale (ALN). Personne ne le sait encore, mais le président ne s'adressera plus à ses compatriotes

autrement que par des communiqués, bien qu'il ne soit pas en mesure d'en être le véritable auteur, ce qui ne dupe personne. Peu importe. Depuis Paris, il « dirige » l'Algérie, et il n'est pas près de s'arrêter. Cependant, entre deux communiqués présidentiels, son état de santé ne s'améliore pas aussi rapidement qu'espéré. Son frère Saïd ne quitte son chevet que tard le soir, l'oreille collée à ses portables ou tendue pour écouter le chef de service des soins intensifs. Les nouvelles ne sont aucunement rassurantes.

En réalité, l'état de santé de Bouteflika est très critique. Le chef de l'État a fait un très sérieux AVC (malgré les minimisations de la communication officielle[4]) qui s'ajoute à ses lourds antécédents médicaux. Après soins intensifs et plusieurs examens approfondis, les médecins militaires du Val-de-Grâce sont sceptiques quant à la récupération totale des facultés physiques et surtout cognitives d'un patient qui exerce les plus hautes fonctions. Mais bien que l'alerte soit sérieuse, son pronostic vital n'est jamais engagé. Un lourd protocole médical s'impose, car l'illustre malade a tout de même 76 ans. Et contrairement à la version officielle, les séquelles sont irréversibles. Le Bouteflika flamboyant au verbe haut, à la parole assurée et aux envolées lyriques, ses principaux atouts, est fini à jamais. Informé en temps réel, mais sans se réjouir pour autant, François Hollande, président de la République française, doit intégrer cette nouvelle donnée dans l'élaboration de sa politique à l'égard de l'Algérie. Les équipes de l'Élysée identifient très vite le principal homme d'influence : Saïd Bouteflika. La relève est sous leur main. Après tout, au milieu des années 1980, alors étudiant, Saïd a vécu plus de deux ans à Paris. Devenu conseiller à la présidence, le jeune Bouteflika n'a cessé de multiplier les séjours parisiens plus agréables car plus luxueux, en compagnie de nouveaux amis à l'affût des bonnes adresses du « Paris by night ». Il ne peut donc être foncièrement anti-français avec tant de bons souvenirs de la Rive Gauche ! Et aujourd'hui, tant de moyens sont désormais à sa disposition… La France peut avoir besoin de Saïd, et réciproquement. Le nom de Bouteflika est devenu une marque : il suffit de lui juxtaposer « Junior », comme il est d'usage dans les dynasties régnantes.

Il n'est pas nécessaire de développer les premières analyses à chaud des experts français : il en ressort globalement que, sans une douce et

très progressive transition, l'Algérie risque de renouer avec un cycle incertain de tourmentes. Le printemps arabe est encore récent. L'après-Bouteflika doit être donc repoussé le plus loin possible, le temps de laisser les réseaux franco-algériens occultes se consolider et contribuer à cette transition. L'hypothèse d'un « Bouteflika Junior » aux commandes devient encore plus alléchante, faute d'alternative respectueuse des intérêts français. C'est une solution d'attente jugée adaptée à la situation algérienne.

Un régent est né

Le président-frère, Saïd, informé de la gravité de la situation commence à douter, ce qui est nouveau. Paranoïaque, il demande un avis médical à distance à son épouse médecin restée à Alger. Mais les échanges téléphoniques avec sa conjointe sur l'évolution de la santé du président sont peu réconfortants. Elle lui confirme le diagnostic des médecins militaires. Les portables de Saïd ne cessent de vibrer. Ses relations d'affaires à travers le monde l'appellent sans cesse, prétextant venir aux nouvelles du président. En réalité, elles commencent à s'inquiéter, alors que les enjeux financiers d'importants projets en cours représentent leur première préoccupation. Saïd Bouteflika masque autant que faire se peut son angoisse et se veut rassurant. Il appelle aussi pour s'informer de la situation en Algérie et tente même, à travers un ancien membre du cabinet du Quai d'Orsay[5], de connaître la teneur des messages de l'ambassadeur de France à Alger. En somme, il est à la manœuvre, mais sous le regard vigilant de Toufik, avec lequel il échange d'ailleurs plusieurs fois par jour. Le général-major aurait même fait des allers-retours entre Alger et Paris dans la même journée. Lui aussi, à la tête du DRS depuis plus de deux décennies, veut évaluer la situation, d'autant plus qu'il se croit désormais le seul maître à bord. De ces échanges et déplacements, Toufik est de plus en plus convaincu qu'il est temps de tourner la page Bouteflika. Bien évidemment, ni ces appels téléphoniques ni les déplacements entre les deux capitales n'échappent à l'œil vigilant et opérationnel des services français. Ils observent et écoutent les deux patrons de l'Algérie du moment, alors que la santé du président en titre

ne s’améliore pas vraiment. Saïd Bouteflika le craint : le pire n’est pas à exclure.

D’Alger, les nouvelles ne sont pas bonnes non plus. Le procureur d’Alger, Belkacem Zeghmati[6], ouvre une nouvelle enquête baptisée Sonatrach II, sur les malversations liées aux contrats faramineux de la compagnie nationale pétrolière éponyme. Le nom de Chakib Khelil est même mentionné. Né à Oujda au Maroc, comme le président, ils sont camarades d’école. Une vieille et solide amitié les lie depuis toujours. Une fois à la tête du pays, en 1999, Bouteflika nomme son vieux camarade de classe conseiller à la présidence, avant de lui confier le stratégique ministère de l’Énergie qui chapeaute la Sonatrach. Il restera à ce poste jusqu’en 2010. Le président voulait même en faire son Premier ministre. Toufik, furieux, assis sur son fauteuil médical ergonomique[7], déclamait devant sa garde rapprochée entre deux bouffées de cigare : « Si Chakib Khelil est nommé Premier ministre, il doit d’abord passer sur mon corps. » L’artillerie lourde est de sortie, la cible est toute désignée. C’est le maître espion qui a fait éclater au grand jour le premier scandale de la Sonatrach[8]. Les journaux ont été abreuvés de détails, leurs publications totalement dirigées. Sous pression médiatique et judiciaire, orchestrée de main de maître par le patron du DRS, le ministre de l’Énergie dut démissionner de son poste, mais en contrepartie, son nom ne figura sur aucun dossier du juge d’instruction.

En 2013, lorsque le parquet de Milan ouvre une enquête, c’est une tout autre histoire. Le quotidien italien *Corriere della Sera* annonce dans son édition du 8 février 2013 la mise en examen de Paolo Scaroni, P.-D.G. d’Eni, pour une affaire de corruption dans l’octroi entre 2007 et 2009 de huit marchés à Sonatrach, pour un montant total de 10,58 milliards d’euros, au profit de Sémème, filiale d’Eni. Le montant des pots-de-vin correspondants se situe aux alentours de 197 millions de dollars. La justice algérienne est sollicitée par le parquet de Milan. Au moment où Bouteflika se trouve en soins intensifs au Val-de-Grâce, le procureur d’Alger mentionne le nom de Chakib Khelil dans son dossier ouvert dès le mois de mai. Depuis Paris, Saïd Bouteflika doit suivre à la fois l’évolution de la santé de son frère et cette épineuse affaire judiciaire en Algérie qui risque de toucher le premier cercle présidentiel au moment où il est le plus

sollicité pour soutenir une nouvelle, mais problématique, candidature. « Bouteflika-Junior » n'est pas le seul à soupçonner la main du général-major Toufik dans cette affaire. D'ailleurs, le maître espion s'est bien gardé d'informer le président, et encore moins son frère, que leur grand ami Chakib Khelil était directement ciblé par la justice. Plus tard, il dira qu'il ne voulait pas interférer dans la procédure judiciaire ! Saïd se dit sans doute que le redoutable patron du DRS n'est plus vraiment un ami… Alors que le chef de l'État est loin d'être remis sur pied, sa maladie renforce ses adversaires. Le pouvoir vacille et peut chuter à tout moment.

Un soir, après une longue conversation avec le médecin en chef, Saïd est désemparé. Avec quels mots et arguments peut-il encore rassurer ses partenaires politiques et surtout ses relations d'affaires, eux qui profitent de la manne de la Sonatrach qui fournit à l'Algérie plus de 150 milliards de dollars de réserves de change ? Abattu, il éteint ses téléphones comme on tuait autrefois les messagers porteurs de mauvaises nouvelles. Les résultats d'analyses plus poussées ne sont prévus que dans quelques jours. Il se résigne donc à quitter très tard l'hôpital militaire et monte à l'arrière d'une voiture banalisée, toujours à sa disposition. Le véhicule démarre et le dépose devant une grande brasserie parisienne où il a ses habitudes, située à deux pas de l'hôpital : la Closerie des Lilas. Ce soir-là, Saïd n'a pas le moral. Un stupide AVC ne va tout de même pas dissocier le nom de Bouteflika de celui de l'Algérie ! Sa famille et ses alliés se sont donné trop de mal pour inscrire la présidence à vie dans la Constitution… un quatrième quinquennat coule donc de source. Mais Saïd, décomposé, s'imagine déjà que tout est perdu : passe-droit, argent et présidence par délégation tacite. Il passe commande sans lire le menu pourtant élaboré. « Junior » a la tête ailleurs, convaincu que son monde s'écroule. Les heures défilent ainsi que les verres généreusement remplis, alors qu'il ne prend aucune bouchée de son assiette posée depuis un moment devant lui. Il finit par perdre conscience juste avant la fermeture de la mythique brasserie. Il s'affale sur la table qui porte une petite plaque sur laquelle est gravé le nom de Jean-Paul Sartre. Saïd vit son propre « huis clos » à une table d'angle qui offre une vue sur le boulevard du Montparnasse et l'avenue de l'Observatoire. Un de ses amis, médecin de formation et arrivé par hasard au restaurant, le

découvre dans cet état éthylique avancé. Il s’occupe de lui et le raccompagne à son luxueux hôtel parisien. Après l’avoir installé dans le grand lit de sa suite, il lui fait boire beaucoup d’eau pour avaler un ou deux cachets salvateurs, et Saïd sombre dans un sommeil profond. Demain sera un autre jour.

Le lendemain, après quelques cafés bien serrés et une bonne douche revitalisante, Saïd Bouteflika reprend peu à peu ses esprits, et surtout l’initiative. L’état de santé de son frère est connu des autorités françaises, il se doit donc d’échanger avec elles. Il rallume alors ses portables, en parle au téléphone entre autres avec le patron du DRS. Conclusion : il faut agir. Le surlendemain, un rendez-vous est pris avec l’un des patrons du renseignement français. Saïd Bouteflika se fait accompagner par un officier supérieur algérien[9] en qui il a totalement confiance, puisque cet officier n’est pas en odeur de sainteté absolue auprès de Toufik. Entre-temps, l’hôte français, fort de ses prérogatives et de son habilitation « secret-défense », a fait faire le point le plus complet sur la situation médicale du président. Rien n’est totalement perdu. De part et d’autre, les enjeux sont importants. Pour Paris, un président affaibli sous dépendance médicale française est une aubaine. Pour Saïd Bouteflika, un quatrième mandat est une nécessité impérieuse : il sera le Vizir de fait. Les échanges secrets durent près de trois heures, et tout est passé en revue. Le haut responsable français comprend certainement qu’il discute avec le nouveau président officieux de l’Algérie, alors que sur l’organigramme officiel de la République algérienne, Saïd n’est qu’un simple conseiller chargé du numérique, nommé par décret non publiable. Mais il est au centre du pouvoir extra-constitutionnel. À ce moment, dans ce bureau feutré, haut lieu de la République et avec l’aide éventuelle des services français, l’Algérie se voit infliger un « Small Brother » : le jeune frère doit tout savoir et tout contrôler. Le temps de la régence a commencé… mais le monarque est toujours vivant. Enfin, presque.

Un plan est alors soigneusement mis au point, au nom de la stabilité régionale côté français, et au bénéfice de la maison Bouteflika, côté algérien. En tout premier lieu, il est impératif que les Algériens ignorent l’état de santé réel du président hospitalisé. Aussi faut-il reprendre complètement en main le FLN. Ensuite, engager un profond remaniement dans les différents corps d’armée, à commencer par le

DRS, ces services de sécurité devenus un État dans l'État et dirigés par un patron peu conciliant. Bien au contraire, celui-ci entend faire barrage et désigner un successeur au président trop malade pour diriger le pays. Aussi bien au sein de l'ex-parti unique que dans l'institution militaire, un « Mercato » s'impose. Le grand manitou de l'Algérie, le général-major Toufik, est analysé, lors de ce tour d'horizon, comme un boulet dont le détachement est à la fois indispensable et compliqué. Enfin, il faut que Saïd reste seul maître à bord. Telles sont, aux yeux de Paris, les trois principales lignes à suivre scrupuleusement. C'est néanmoins insuffisant, car une inconnue demeure : le président sera-t-il vraiment présentable aux Algériens ? Après tout, dans une Algérie démocratique et souveraine, ils sont censés voter pour un candidat en vie. Mais la médecine moderne peut faire des miracles, et avec le soutien secret de l'Élysée, les Bouteflika aussi. Le miracle politique s'organise peu à peu.

Opération résurrection

En début d'après-midi, le 21 mai 2013, un long cortège de voitures et de vans banalisés, aux vitres teintées, quitte l'hôpital du Val-de-Grâce pour se diriger vers une autre structure militaire parisienne. Abdelaziz Bouteflika est désormais installé à l'Institution nationale des Invalides pour une période de réadaptation fonctionnelle et, selon la version officielle, à sa demande. Le plus important, c'est que l'environnement soit totalement verrouillé et sous contrôle. En outre, les issues sont multiples et ouvertes au grand public, à tel point que des visiteurs non désirés peuvent aisément passer inaperçus. Le cloisonnement doit donc être total, et le secret absolu, non pas vis-à-vis des autorités françaises, mais bien des journalistes et activistes qui peuvent informer les Algériens dont le bulletin de vote sera sollicité dans un avenir très proche. Le président algérien restera dans ce lieu près de deux mois, le temps de faire taire, par tous les moyens, les oppositions, dissidences et velléités de succession intempestives. En effet, outre les rumeurs d'usage, la question de la vacance du pouvoir s'esquisse et les appétits s'aiguisent. Un ancien Premier ministre, Ahmed Benbitour[10], annonce son intention d'être candidat à la

prochaine présidentielle. Même malade, Bouteflika doit sortir vainqueur de cette lutte des clans. Après tout, il bénéficie du soutien de la France, grand électeur non inscrit mais déterminant. Ensemble, ils tirent les ficelles. Trois semaines après son entrée à l'Institution militaire des Invalides, la première partie du plan concocté par Paris et Saïd est mise en œuvre.

Sous le portrait de François Hollande au sourire contrôlé pour la photo officielle, Abdelaziz Bouteflika est filmé pour la première fois par les caméras de la télévision algérienne, après six semaines d'absence totale des écrans, de rumeurs et spéculations. Le 12 juin 2013, le JT algérien de 20 heures montre le chef de l'État enveloppé dans une robe de chambre à revers satiné, et assis entre son Premier ministre et le chef d'État-major de l'armée. Avec un geste hésitant, il prend une tasse de café de sa main valide et avale une gorgée. L'autre main, arborant une montre Tank française signée Cartier, est posée sur un genou immobile. Comme si tout allait de soi, la voix off du journaliste annonce d'un ton monotone aux Algériens que, lors de cette réunion de travail de deux heures sur la situation générale du pays, le président a donné des instructions et des orientations dans tous les domaines d'activité, notamment sur « les préparatifs liés à l'approvisionnement des marchés durant le prochain mois de Ramadan ». Et cette voix off de conclure que le président va bientôt rentrer au pays et reprendre pleinement ses hautes fonctions au service de son peuple. Rassurant ? Pas vraiment. Pour les Algériens, le ton paraît même menaçant. Une rencontre au sommet de l'État se déroule sous le portrait du président de la République française ? Il n'en faut pas davantage pour que ce déni de la souveraineté nationale soit ressenti en Algérie comme une humiliation. Des esprits mal tournés vont même jusqu'à imaginer que des « plombiers » ont placé des micros et des caméras cachés. Ils ignorent que ce site héberge depuis longtemps un centre d'écoutes des services français. La honte aurait été plus profonde encore si les Algériens avaient su que les travaux de rénovation des appartements où se déroule la convalescence de leur président étaient payés par le Trésor algérien… D'autant que le budget n'est pas mince quand il s'agit d'intervenir, en urgence et sans appel d'offres, sur un site classé patrimoine national. Mais ni l'argent ni le sentiment du peuple algérien ne sont la première préoccupation

du pouvoir, encore moins une communication honnête sur la santé présidentielle. Rien ne doit filtrer à l'extérieur. Même le médecin et colonel algérien, Mohcine Sahraoui, urgentiste de formation, venu accompagner le chef de l'État, se voit refuser une permission pour aller se faire couper les cheveux. Le blocus est total. Place aux manœuvres en coulisses pour dissuader tous les candidats à la succession de Bouteflika. Les rumeurs sur son décès moult fois véhiculées sur le Net doivent cesser. Bien que très malade, amoindri et en fauteuil roulant, le chef de l'État n'entend pas quitter ses hautes fonctions. De Paris, l'opération résurrection est désormais lancée.

Ainsi, depuis la capitale française, le président signe la promotion de 53 officiers au grade de général. Ils seront surnommés « promotion Val-de-Grâce ». Une innocente plaisanterie sans doute… mais seule l'exécution du plan validé entre Saïd Bouteflika et le haut représentant français importe. Le temps presse. Un bureau, dont le mur central est orné du portrait officiel du président de la République française, est spécialement aménagé à l'Institution militaire des Invalides. C'est en ce lieu que se prennent les décisions les plus importantes pour l'Algérie. Saïd endosse le costume présidentiel au grand dam de Toufik, qui y voit une très grave entorse aux mesures sécuritaires les plus élémentaires. Il est le premier en charge de la sécurité du pays. Lors de son procès devant le tribunal militaire de Blida[11], Toufik déclara à ce sujet : « En 2013, suite à l'AVC (accident vasculaire cérébral) de Bouteflika, il m'a été donné de constater que les décisions importantes concernant le pays étaient prises en France durant sa convalescence. J'ai contacté, à ce moment-là, le frère conseiller du président de la République, Saïd Bouteflika, pour lui demander de mettre fin à cette situation anormale portant atteinte à la souveraineté nationale. » À quelques dizaines de mètres du tombeau de Napoléon 1er[12] s'est érigée une présidence non officielle de la République algérienne. Pour le régent, les critiques de Toufik importent peu. Il est enfin seul aux commandes sous l'œil bienveillant des Français, partie prenante du plan.

En Algérie fusent néanmoins questions et suspicions. Pourquoi le président, disposant d'une exceptionnelle manne financière, n'a-t-il pas construit un hôpital digne de ce nom, en Algérie, durant ses quinze années de règne ? « Lui se soigne en France, alors que nous n'avons

pas de véritables prises en charge médicales dans notre pays », doivent se répéter les Algériens… Se pose, chez les opposants politiques, la question de l'application de l'article 88 de la Constitution[13]. Cette clause prévoit une procédure d'empêchement en cas de maladie grave et durable mettant le chef de l'État en incapacité totale d'exercer ses fonctions. Mais son application nécessite une large majorité à l'Assemblée nationale qui, pour le moment, reste acquise à Bouteflika.

Au sein de la population, nombreux sont ceux qui se rappellent encore la teneur de la dernière prise de parole publique de Bouteflika, le 8 mai 2012, en pleine tourmente du printemps arabe. N'avait-il pas déclaré : « Ma génération est finie. Chacun doit savoir se respecter. Cinquante ans après, le rôle des moudjahidines est terminé. Ceux qui ont libéré le pays vous disent : aujourd'hui, nous n'en pouvons plus ». Alors pourquoi s'accroche-t-il encore au pouvoir ? En Algérie, le débat est axé sur une transition ou une succession en douceur. Mais en France, en accord avec le président-frère, les grandes manœuvres portent sur une nouvelle élection. Abdelaziz Bouteflika incarne, selon des analystes français, la stabilité régionale. En un mot, il doit rester au pouvoir dès qu'il peut retourner chez lui, en Algérie. Sa présence à Paris commence à gêner les hommes et femmes politiques français qui, interrogés sur ce sujet à chaque point de presse, ne peuvent que s'enfermer dans un mutisme absolu au nom du secret médical.

Si Zéralda m'était conté

En ce 16 juillet 2013, les dépêches envahissent la Toile en pleine torpeur estivale et facilement partagées d'un clic. Certains journaux français en font même une alerte sur Internet : Abdelaziz Bouteflika rentre enfin dans le pays qu'il est censé présider. Les réseaux sociaux s'enflamment. Certains, financés par ses obligés, visent en sous-main à neutraliser les commentaires malveillants. Rien n'est encore officiel : il convient de scénariser le retour du président prodigue. Lui, le premier chef d'État du pays à avoir été absent du territoire national lors des célébrations de la fête d'indépendance du 5 juillet, lui, grand « Moudjahid », libérateur de l'Algérie colonisée pendant 132 années…

Pour les communicants de la présidence, l'exercice n'est pas simple. Il faut annoncer le retour de Bouteflika en Algérie après 81 jours d'absence du pays, et camoufler en même temps la réalité de son état de santé. La présidentielle est prévue dans neuf mois seulement. Sa maladie est irréversible, sauf si quelqu'un, suite à une apparition miraculeuse, lui dit : « Lève-toi et marche. » Le général-major Toufik, gardant toujours deux fers au feu, envisage éventuellement une transition en douceur, car il reste sceptique quant à l'aptitude physique du président à terminer son mandat en cours. Un autre quinquennat paraît peu crédible. Il est temps, selon lui, d'avoir un président plus accommodant, et pourquoi pas en meilleure santé ? Le patron des services secrets pense qu'en neuf mois, il peut faire accoucher la classe politique d'un nouveau président pour le pays. Son antichambre en est pleine. Pour le moment, il observe et ne dit rien, comme à l'accoutumée, de sa vision de l'après-Bouteflika. Toutes les hypothèses sont à l'étude, sauf « le plan de Paris » qu'il ignore délibérément.

À midi pile, loin des caméras et des journalistes, l'avion présidentiel décolle en toute discrétion de l'aéroport d'affaires du Bourget et se dirige vers la base militaire de Boufarik, à 40 kilomètres d'Alger. De son retour peu triomphal en Algérie, seule une petite minute d'images est diffusée. Le président est assis sur une chaise roulante, entouré des principaux responsables de l'État. La photo de famille est presque parfaite, même s'il manque une foule en liesse en arrière-plan. Tant pis ! Abdelmalek Sellal, le Premier ministre, déclare que sur recommandation de ses médecins, le président va observer un strict repos en vue de son total rétablissement. Un imposant cortège quitte l'aéroport militaire pour prendre l'autoroute, complètement dégagée, et se dirige vers la résidence présidentielle de Zéralda à une trentaine de kilomètres d'Alger.

À l'origine, le site de Zéralda appartenait juridiquement à la compagnie pétrolière nationale Sonatrach. On y trouve trois grandes et belles villas destinées à accueillir les pétroliers et financiers étrangers. Situé en bord de mer, le site est agréable et surtout proche d'une autre résidence présidentielle conçue sous le règne de Chadli Bendjedid. Nommé en 2000 ministre du Pétrole et de l'Énergie, Chakib Khelil décide de faire de cette propriété un lieu de pouvoir. Après tout, c'est le pétrole dont il a la charge qui fait vivre le pays[14]. Aussi faut-il

recevoir dignement ses homologues étrangers. Le site devient une sorte de « Relais & Châteaux » sur le littoral, entièrement rénové par une *joint-venture* algéro-américaine entre la Sonatrach, le groupe Halliburton et Brown and Root-Condor : KBR[15]. Pour recevoir encore plus d'invités dans un décor grandiose, les architectes américains proposent de construire à l'identique une demeure située à Aspen. Une délégation algérienne s'était même rendue pendant un mois, tous frais payés, aux États-Unis pour visiter la belle villa perchée sur les montagnes du Colorado. Tombés sous le charme de l'habitation, les Algériens donnent leur accord pour avoir la même construction, chez eux, à Zéralda. Transposer un chalet de montagne en bord de mer ? Après tout, pourquoi pas. Avec de l'argent tout est possible… sauf le bon goût, peut-être. Mais rien n'est trop beau pour la douzième compagnie pétrolière mondiale. Zéralda devient un véritable complexe touristique destiné aux « happy few » où sont offertes toutes les commodités : une immense piscine exposée en plein soleil sépare les trois villas et une autre piscine couverte, chauffée en hiver et entourée de salles de massages. Un centre de fitness avec une palette d'équipements sportifs est aménagé. Un court de tennis orne le contrebas de ce lieu prestigieux et on prévoit à l'étage deux grandes salles de conférences pour les réunions. Au rez-de-chaussée, un charmant restaurant qui jouxte une cuisine digne d'un grand hôtel parisien étoilé au guide Michelin. Plusieurs projets et contrats sont négociés avec les étrangers dans ce lieu qui se veut magique. Les commissions occultes aussi.

Durant l'année 2010 éclatent les scandales de corruption qui entachent la réputation de la Sonatrach. La société nationale pétrolière est dépossédée de ses biens, et le complexe de Zéralda tombe cette année-là dans l'escarcelle des domaines de l'armée nationale. Entre-temps, l'essentiel du somptueux mobilier a complètement disparu : des « déménageurs » sont passés par là. Une des villas a été littéralement dépouillée par des cadres de la Sonatrach se posant en ayants droit. Plus tard, le lieu devient hautement sécurisé. La bretelle d'autoroute qui dessert l'entrée du site est désormais en sens interdit. Des hauts murs d'enceinte couleur ocre sont érigés et des caméras, reliées aux écrans de surveillance situés en sous-sol du complexe, scannent les alentours jour et nuit.

En 2013, pendant le long séjour médical du président à Paris, le général-major Toufik décide de céder Zéralda à la présidence. Il pense très certainement que Bouteflika sera plus aisément surveillé par ses services. Toute une aile est généreusement dotée des équipements médicaux les plus sophistiqués, et des appartements sont luxueusement aménagés pour loger des sommités médicales étrangères, essentiellement françaises. En dessous de la piscine couverte sont installés des bureaux administratifs destinés à la sécurité et à la logistique. Tout le complexe est, selon le règlement, sous la protection de la Direction générale de la sécurité et de la protection présidentielle (DGSPP) dirigée par un général-major. Un scanner et un dispositif de fouilles des visiteurs sont installés à l'entrée principale. Le patron du DRS offre à Abdelaziz Bouteflika son « Versailles » algérien, version XXIe siècle : le président peut enfin rentrer chez lui. Le palais d'El Mouradia passe au second plan et ne servira plus que de décorum pour de rares Conseils des ministres, tandis que Zéralda devient le centre névralgique de la politique algérienne. « Versailles-sur-Mer » est l'endroit où se joue l'avenir du pays avec une direction désormais bicéphale, représentée par des frères quasi-siamois.

Un bulldozer nommé Amar Saadani

« Convalescence » et « réadaptation fonctionnelle » : ces mots reviennent en boucle dans la presse officielle pour rassurer les Algériens et les convaincre que leur président va de mieux en mieux. Côté jardin, la présidence met en place une communication située à mi-chemin entre la méthode Coué et le lavage de cerveau. Côté cour, ses troupes se disposent en ordre de bataille selon la feuille de route fixée en France par Saïd Bouteflika. Ce dernier a besoin d'un bulldozer pour déblayer le chemin semé d'embûches qui doit mener vers un autre quinquennat. Selon lui, la crise au sommet du FLN a trop duré. Le parti historique vient de boucler son septième mois sans leader, alors que l'ex-parti unique est un grand électeur dans le système politique algérien. Quiconque détient ce levier contrôle l'élection présidentielle à venir. Même Paris est de cet avis.

« Small Brother » veut donc mettre en musique la prise en main du FLN. Pour ce faire, il adoube un ancien percussionniste (*drabki* en arabe) : Amar Saadani. Né en Tunisie en 1950, il démarre sa vie professionnelle comme pompiste dans une station-service située le long d'une petite route départementale, plus exactement à El Oued, dans le Sud-Est algérien, aux confins de la frontière tunisienne. Charmante ambiance où l'on croise régulièrement des camions de contrebandiers et où l'on apprend beaucoup de choses… Joignant l'utile à l'agréable, Saadani intègre une troupe folklorique et joue de la « derbouka », un instrument traditionnel indispensable pour la réussite des fêtes de mariage et des circoncisions de gamins en bas âge. Le percussionniste est repéré par les militaires suite à la première attaque armée menée par le Front islamique du salut (FIS) contre une caserne à Guemmar, aux environs d'El Oued, une nuit de novembre 1991. Les services de sécurité arment des habitants de la région pour traquer les terroristes, et Amar Saadani en fait partie, d'autant plus qu'il croise souvent des trafiquants en tous genres. Il gardera son arme tout au long de la décennie noire. En bon indicateur, il fraye ainsi avec des officiers du DRS à la recherche de tout renseignement, vend des informations à ses nouveaux amis militaires comme il vendait du gasoil. En parallèle, grâce à son métier de pompiste, il adhère à la Fédération des ouvriers du pétrole, elle-même affiliée à la principale centrale syndicale du pays : UGTA, un satellite du FLN. Lutte antiterroriste et militantisme syndical constituent une bonne rampe de lancement pour un homme qui sait saisir les opportunités, et Saadani est prêt à tout. Lors des législatives de 1997, fort de ses soutiens au sein du DRS, il est élu député sur une liste du FLN, où la fraude n'est pas superfétatoire. Devenu un notable, Amar Saadani ne cesse de consolider ses appuis.

Pour la présidentielle de 1999, tout naturellement, il rejoint les équipes dirigeantes de la campagne du candidat adoubé par l'armée : Abdelaziz Bouteflika. Saadani connaît son heure de gloire en 2004, lorsqu'il est intronisé président de l'Assemblée nationale. Selon le protocole officiel, il devient ainsi le troisième personnage de l'État, malgré les réticences des services de sécurité. C'est lui qui reçoit Jean-Louis Debré, son homologue français, lors de sa visite officielle en Algérie, en janvier 2007[16] et passe quatre longues journées en compagnie de cet ami très intime de Jacques Chirac. L'ancien

percussionniste et pompiste se glisse petit à petit dans les habits d'un homme d'État. Mais ses écarts de conduite auront vite raison de lui. Toujours bien informé, le journaliste de *Jeune Afrique*, Farid Alilat, explique ainsi la mise à l'écart du maître du perchoir algérien en mai 2007 : « Le président – Bouteflika – se plaindra des frasques de Saadani, comme ce voyage privé au Maroc sans ordre de mission. Informé de cette escapade, il ordonnera son retour sur-le-champ[17]. » C'est le chef de l'État en personne qui raye le nom de Saadani de la liste des candidats du FLN pour les législatives de mai 2007.

Saadani voit alors son nom associé au scandale de la Générale des concessions agricoles (GCA), une entité créée au début des années 2000 par le président de la République pour soutenir, aider et encourager le développement de l'agriculture dans les régions du Sud. C'était l'une des promesses de campagne du candidat Bouteflika. L'Algérie veut atténuer, au prix fort, sa dépendance alimentaire, et des sommes colossales sont allouées à cet effet. Dès lors, la GCA devient l'objet de toutes les convoitises. Mais le cercle des bénéficiaires de cette manne financière n'est pas infini, des demandes sont restées insatisfaites. Un jaloux, ou peut-être un éconduit, adresse fin 2005 une lettre de dénonciation anonyme à la Chambre d'instruction de Djelfa, dans le sud du pays, sur les malversations de la GCA. Une enquête est ouverte au cours de l'année 2006. Et ce n'est que l'année suivante que l'Inspection générale des Finances (IGF), sous tutelle du ministère de l'Économie, épluche scrupuleusement les comptes et découvre un gouffre financier abyssal : plus de 400 millions de dollars se sont évanouis en contrats fictifs, projets jamais aboutis et passations de marchés sans appels d'offres. Commencent alors les interpellations, arrestations et convocations. Au moins 300 entrepreneurs agricoles sont concernés. Plusieurs ne sont que des prête-noms. Le 23 juin 2007, Amar Saadani est convoqué par le juge d'instruction, mais il refuse de se présenter devant un simple juge de province. N'a-t-il pas été le troisième personnage de l'État ? Néanmoins, l'ancien président de l'Assemblée nationale est frappé temporairement par une interdiction de sortie du territoire national en 2008.

Quelques mois plus tard, ce n'est déjà plus qu'un mauvais souvenir. Saadani retrouve sa liberté de voyager et se rend en France, où il

envisage de s’installer définitivement avec ses enfants. Il crée en 2009 une SCI baptisée « l’Olivier », afin d’acquérir un appartement dans la très chic ville de Neuilly-sur-Seine. Il achète un autre logement plus modeste à Suresnes, mais suffisamment douillet pour héberger un soutien affectif extraconjugal. En France, la vie est belle. Pour se mettre complètement à l’abri, Amar Saadani sollicite en 2011 un Franco-Algérien plutôt trouble, proche de Nicolas Sarkozy, pour une intervention en vue d’acquérir, hors de tout cadre légal, une carte de séjour en France valable 10 ans. Sur instruction de l’Élysée, la préfecture de Nanterre lui délivre le sésame convoité le 12 avril 2011. D’après les documents de la République française, il est définitivement résident de l’Hexagone. « Vive la France ! » doit-il se dire, même s’il ne coupe pas pour autant ses relations avec l’Algérie. Bien au contraire, il les cultive et sait recevoir ses amis de passage dans son nouveau pays d’accueil, où l’argent ne manque pas. Peu à peu, Saadani se rapproche de Saïd Bouteflika et de son entourage le plus immédiat, notamment pendant la très longue hospitalisation du président au Val-de-Grâce. Plusieurs fois sont-ils aperçus en train de dîner entre amis à la table attitrée du président-frère à la Closerie des Lilas. Le personnel du restaurant doit se souvenir des fabuleux coups de fourchette de Saadani… C’est sans doute durant l’une de ces soirées gargantuesques que Saïd, entre deux gorgées de grandes cuvées hors de prix, pense faire de son invité le futur secrétaire général du FLN. Il ne reste que quelques formalités à remplir : réunion du Comité central de l’ex-parti unique et neutralisation des fortes pressions inamicales du patron du DRS.

Les tractations s’intensifient, les résistances se multiplient, le mois d’août avance avec sa lourde chaleur et le FLN, qui n’a toujours pas de secrétaire général, s’enfonce dans le marasme. La veille d’un week-end algérien, le 29 août 2013, se réunit, presque à la sauvette, le Comité central du FLN dans l’hôtel El Aurassi, en face de l’imposant siège du ministère de la Défense algérien. Amar Saadani, officiellement résident français – mais seul l’entourage de Nicolas Sarkozy et les services français le savent –, devient à la surprise générale le patron du parti du 1er novembre. Lui, un expatrié réfugié en France, alors que le général-major Toufik avait chargé son adjoint Tartag de désigner pour ce poste un autre ancien ministre à la tête du

FLN : Tayeb Louh, ex-Garde des Sceaux, qui met rapidement sous le tapis les dossiers de justice gênants à la moindre demande du DRS. Mais Tartag, dit Bachir, a définitivement changé de camp. Dès lors, les jours de *Rab Dzaier* à la tête du DRS sont comptés. Le grand parti algérien vient d'importer son secrétaire général pour le prix d'une note de restaurant de luxe, pourboire compris ! Le premier volet du plan concocté dans le plus grand secret entre Saïd Bouteflika et un haut responsable de la République française vient de se réaliser.

Cependant, d'autres résistances persistent. Deux semaines auparavant, le procureur général auprès de la cour d'Alger, Belkacem Zeghmati[18], annonce que Chakib Khelil et plusieurs de ses proches font l'objet d'un mandat d'arrêt international dans le cadre du scandale de corruption de la Sonatrach. L'information est diffusée au JT de 20 heures. Jusqu'alors, la très officielle télévision algérienne n'évoquait que l'affaire Cahuzac[19] pour parler de scandales financiers concernant des hommes politiques. Le clan présidentiel soupçonne de nouveau le général-major Toufik d'en être l'instigateur. Trop c'est trop. Il faut donc s'en occuper. C'est d'ailleurs le second volet du plan de Paris.

Au préalable, le tout nouveau patron du FLN doit faire taire les rumeurs et suspicions dont il est l'objet. Amar Saadani improvise une conférence de presse le 11 novembre 2013, où il annonce brutalement : « On m'a accusé d'avoir pris 3 200 milliards (de centimes algériens), alors que si c'était le cas il m'aurait fallu 37 semi-remorques pour les transporter et aller les enterrer dans le désert de la wilaya d'El Oued. On m'a aussi accusé de détenir une société agricole, et je promets à la personne qui le prouvera de la lui céder à son nom chez le notaire. » Son curieux humour lui permet de passer sous silence sa convocation en 2008 par le juge chargé de l'instruction de l'affaire de la GCA, ainsi que l'interdiction de sortie du territoire qui l'a frappé. En une phrase, il se blanchit. L'autoproclamé Monsieur Propre peut maintenant, au nom du FLN, demander au président d'être candidat pour un nouveau mandat. Il exécute simplement les directives reçues par « Bouteflika-Junior » autour d'une assiette bien garnie par le chef cuisinier de la Closerie des Lilas. Sans doute la reconnaissance du ventre… Et puis, Saadani aime à le répéter : « Je n'ai pas de marche arrière. » Cela tombe bien : même en fauteuil roulant, Abdelaziz Bouteflika non plus.

Bouteflika en marche… Sur un fauteuil roulant

Lors d’un entretien organisé, calculé à la phrase près, et dont le véritable auteur[20] ne cesse par ailleurs de rédiger les communiqués attribués au président, le tout nouveau chef du FLN parle sans filtre (mais sur instruction) au journal d’information en ligne *Tout sur l’Algérie* et s’en prend violemment à *Rab Dzaier*. C’est la déflagration ! Le chef du DRS subit, à la grande stupeur des Algériens, le « J’accuse » d’Amar Saadani. Celui-ci n’y va pas par quatre chemins. « *Toufik aurait dû démissionner !* » Et le secrétaire général du FLN d’énumérer les échecs professionnels du premier responsable des services secrets : l’assassinat du président Boudiaf, le fiasco de l’affaire des moines de Tibhérine[21], l’attentat contre le palais du gouvernement en pleine capitale (11 avril 2007 – 12 morts), la prise d’otages du site pétrolier de Tiguentourine (16 au 18 janvier 2013, 39 otages tués). Autant de faits incontestables. Le réquisitoire se poursuit au nom de la démocratie : « *Le DRS a interféré dans le travail de la justice, des médias et des partis politiques. La présence de la sécurité intérieure dans toutes les institutions donne l’impression que le pouvoir n’est pas civil.* » Le FLN qui prône un État de droit ! On croit rêver, surtout lorsqu’on ignore le plan concocté dans les hautes sphères du pouvoir français.

Pour le général-major Toufik, le cauchemar se poursuit. Tout a commencé au début de l’automne précédent. L’été à peine fini, l’une des directions des services, chargée de la presse, est dissoute. Après tout, les espions n’ont pas à chapeauter les journalistes. Mais l’effeuillage du DRS ne s’arrête pas là. La Direction centrale de la sécurité des armées (DCSA) passe sous la tutelle de l’état-major, ainsi que les services d’enquêtes judiciaires. Plusieurs officiers supérieurs, colonels et généraux, sont mis d’office à la retraite. Ainsi Toufik voit son périmètre de compétences réduit au profit du chef d’état-major Ahmed Gaïd Salah. Impuissant ou trop sûr de lui, le patron des services secrets voit sa garde rapprochée éliminée. « *Dès lors, Toufik se retrouve en caleçon sans élastiques* », se souvient un ancien membre des services, aujourd’hui à la retraite. Une fois entré en scène, le « bulldozer » Saadani porte le coup fatal au chef du DRS, et obtient la queue et les deux oreilles du taureau. Le El Cordobés du FLN est à

son apogée, et le second volet du plan de Paris mené à son terme. Il ne reste plus qu'à faire élire Bouteflika. Les matadors sont mobilisés pour neutraliser toute opposition.

« *La décision de Bouteflika de se porter candidat a été prise sur l'insistance du peuple algérien et à l'issue d'une profonde réflexion* », déclare Abdelmalek Sellal, Premier ministre, le samedi 22 février 2014. On parle pourtant d'un candidat muet : le premier intéressé ne s'adresse plus à ses compatriotes dont le vote sera bientôt sollicité. Son unique apparition télévisée lors de la campagne électorale intervient lors de la remise de son dossier de candidature au président du Conseil constitutionnel, Mourad Medelci[22]. Filmés en plan fixe, tous les deux sont assis, mais on distingue nettement que Bouteflika parle à son interlocuteur avec difficulté. Par syllabes entrecoupées, il confirme sa candidature demandée, voire « exigée » par le peuple, mais faussement humble, il se soumet à l'exercice comme les autres candidats. Les images ne sont pas diffusées en direct, plusieurs tournages sont nécessaires ainsi qu'un montage ingénieux. Il ne faut pas que les Algériens se rendent compte de son véritable état de santé. Et pour remédier à l'absence omniprésente du candidat sortant, quelques centaines de milliers de portraits de tailles variées sont diffusés dans tout le pays. Certains sont luxueusement encadrés. Les édifices publics sont couverts de ces posters géants. De toute façon, le Premier ministre décomplexe tout le monde : « Le président n'est pas obligé de tout faire, les membres de ses comités de soutien peuvent prendre en charge cette action. » La campagne est lancée sans que Bouteflika n'apparaisse ni ne prenne la parole en public. À sa place, sa photo officielle, peu récente et retouchée, le montrant raide comme la justice avec le drapeau national en arrière-plan, figure dans tous les meetings. Jamais portrait ne fut autant applaudi ! À travers tout le pays, sur toutes les tribunes et à la moindre apparition sur les plateaux de télévision, les ministres et les chefs de partis ont pris la parole pour dire du bien d'une photo exposée en public. La copie originale du modèle brandi dans tout le pays, pour sa part, est restée dans la résidence présidentielle à Zéralda à l'ouest d'Alger, sous haute surveillance médicale. La classe politique au pouvoir possède son « portrait de Dorian Gray », mais pas le talent d'Oscar Wilde.

Cette campagne aurait été trop ennuyeuse, si ce n’est la candidature surprise de Rachid Nekkaz qui sillonne le pays. Il s’adresse aux jeunes dans un arabe approximatif aux intonations parisiennes, voire banlieusardes. Il va, clame-t-il, à la collecte aux signatures et parrainages. Le code électoral algérien oblige chaque candidat d’avoir plus de 60 000 signatures issues de 25 wilayas, avec 1 500 parrainages par wilaya. La procédure est lourde. Tout parrain doit se rendre dans sa mairie avec sa carte d’électeur à jour, muni d’une pièce d’identité ainsi que d’un récent justificatif de domicile afin de pouvoir retirer le formulaire, le remplir, le signer et le remettre à un agent de l’état civil. Juste avant la remise des candidatures au Conseil constitutionnel, Rachid Nekkaz déclare que la camionnette qui transporte les 60 000 (voire plus) formulaires dûment signés a été volée. Un gag ? Sans doute, car l’homme n’en est pas à sa première bouffonnerie. Mais la seule question qui importe est de savoir pour qui roule Rachid Nekkaz, qui prétend financer sa campagne tout seul. La réponse apparaîtra cinq ans plus tard lors de l’élection présidentielle de 2019.

Avant que les Algériens ne votent, Abdelaziz Bouteflika reçoit, figé sur son fauteuil et silencieux, John Kerry, le secrétaire d’État américain, un autre « grand électeur ». La messe est dite. De nombreuses personnalités politiques s’étaient déjà retirées de l’élection. Seules cinq personnes se sont maintenues. La plus notable est Ali Benflis, ancien Premier ministre de Bouteflika. Après la clôture des bureaux de vote, les Algériens découvrent le président poussé dans un fauteuil roulant par un colonel de l’armée algérienne, le docteur Mohcine Sahraoui[23], celui-là même qui n’avait pu sortir des Invalides pour une coupe de cheveux. Le candidat est entouré de sa famille, neveux, frères – mais aucune femme – pour accomplir son devoir civique. On conduit son fauteuil roulant jusqu’à l’isoloir. Après un temps de décence, il en ressort, le sourire figé, et de sa seule main valide, Bouteflika met son bulletin dans l’urne. Dans le pays, ce geste est peu imité. Au final, même le pouvoir reconnaît qu’un Algérien inscrit sur deux s’est abstenu de voter. Mais officiellement, la vérité est tout autre. Le 17 avril 2014, Abdelaziz Bouteflika est réélu dans un fauteuil (roulant) avec 81,5 % des suffrages exprimés. Le plan concocté à Paris au mois de mai 2013 a parfaitement fonctionné. Sans chaleur particulière, l’Élysée prend acte de cette élection et souhaite,

dans un bref communiqué, une réussite à Bouteflika dans sa mission. Fin de citation. Il ne faut quand même pas signer le crime.

1. Né le 21 août 1948 à Maghnia, commune de la wilaya de Tlemcen, En 2002. M. Bélaïz est nommé ministre de l'Emploi et de la Solidarité nationale, en 2003, ministre de la Justice, ensuite ministre de l'Intérieur et finalement ministre d'État, conseiller spécial du président de la République.
2. Le poste de président du Conseil constitutionnel était vacant depuis la mort de son dernier titulaire, Mourad Medelci, le 28 janvier 2019.
3. Le 28 novembre 2005, Abdelaziz Bouteflika est évacué en urgence à l'hôpital du Val-de-Grâce. Officiellement, il a été opéré d'un ulcère hémorragique. Il y restera une vingtaine de jours, suivis d'une convalescence dans une suite royale au dernier étage de l'hôtel Meurice, l'un des cinq plus prestigieux palaces parisiens.
4. Dans un bulletin de santé signé de ses « médecins accompagnateurs », rendu public le 11 juin, les professeurs Mohcène Sahraoui et Merzak Métresse y réaffirmaient que Bouteflika avait eu un accident vasculaire cérébral (AVC) « sans retentissement sur ses fonctions vitales ».
5. Cette personne jouera un rôle, des années plus tard, dans l'organisation de la visite du candidat Emmanuel Macron en Algérie.
6. Il est né le 17 juillet 1957. En juin 2013, Zeghmati lance des mandats d'arrêt internationaux contre Chakib Khelil, ex-ministre de l'Énergie, son épouse et leurs deux enfants. Il sera limogé par Bouteflika en septembre 2015. Les mandats d'arrêt sont révoqués en 2016 pour vice de procédure et Khelil retourne au pays. Le 1er août 2019, Brahim Zeghmati est nommé ministre de la Justice.
7. Le général Toufik a un problème de colonne vertébrale, il se tient souvent courbé.
8. Baptisée affaire Sontrach I. En 2010, dix-neuf personnes dont Mohamed Meziane, ancien PDG du groupe public pétrolier, ses deux fils, huit de ses adjoints, et un patron d'une filiale d'une entreprise allemande, Contal Algérie Funkwerk, sont accusées de corruption. Quatre entreprises étrangères sont également poursuivies pour obtention frauduleuse de marchés publics au détriment de Sonatrach.
9. Vraisemblablement par le général-major Tartag, candidat à la succession de Toufik en 2004. L'information n'a pu être recoupée par une seconde source.

10. Il est né en Algérie le 20 juin 1946. Plusieurs fois ministre de 1992 à 1996, il est chef du gouvernement du 23 décembre 1999 au 26 août 2000.
11. Le 26 septembre 2019.
12. Bouteflika se plaisait à répéter qu'il mesurait trois centimètres de plus que Napoléon…
13. L'article 88 de la Constitution algérienne stipule que « *lorsque le président de la République, pour cause de maladie grave et durable, se trouve dans l'impossibilité totale d'exercer ses fonctions, le Conseil constitutionnel, se réunit de plein droit, et après avoir vérifié la réalité de cet empêchement par tous moyens appropriés, propose, à l'unanimité, au Parlement de déclarer l'état d'empêchement* ».
14. Quand on sait que le salaire de 70 % des Algériens provient du pétrole et du gaz, on imagine la puissance de la Sonatrach et le problème qu'elle peut poser au pays…
15. KBR est alors dirigée par Abdelmoumen Ould Kaddour, natif de Tlemcen, ville proche d'Oujda. Diplômé du prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT), il est suspecté d'être un agent d'influence américain. En 2007, la société KBR est soupçonnée de surfacturation lors de marchés douteux avec Sonatrach et le ministère de la Défense. Pour étouffer le scandale, Chakib Khelil dissout précipitamment KBR (elle redeviendra 100 % américaine et restera cependant un acteur important dans le parapétrolier). Mais le DRS n'entend pas lâcher l'affaire. Kaddour est poursuivi dans la foulée pour « divulgation d'un document classé secret-défense ». Son procès est plié en deux heures et la justice militaire le condamne à 30 mois de prison ferme. Il restera 14 mois dans la prison de Blida. En janvier 2018, réhabilité, Ould Kaddour est nommé à la tête de la Sonatrach. Reconnaissant, il plaide en février 2019 pour un cinquième mandat : « La candidature de Bouteflika va booster le secteur de l'énergie. »
16. Il s'agit d'une visite historique : c'était alors la première fois depuis l'indépendance que le président de l'Assemblée nationale française se rendait à Alger à la tête d'une importante délégation parlementaire.
17. Farid Alilat in *Jeune Afrique* « Amar Saadani, l'homme du président », 30 mars 2016.
18. Il est mis à la retraite peu après, mais sera nommé ministre de la Justice en août 2019.
19. Alors ministre du Budget dans le premier gouvernement de Jean-Marc Ayrault, Jérôme Cahuzac est rattrapé dans une affaire de fraude fiscale

en 2013.

20. Celui-ci a cessé toute activité après la démission de Bouteflika.

21. Au mois d’octobre 2013, après deux longues années d’attente, le juge d’instruction antiterroriste Marc Trévidic est autorisé à se rendre en Algérie pour approfondir l’enquête sur l’assassinat des moines. Un hasard ? Peut-être.

22. Ministre des Finances à l’époque du scandale de l’affaire Khalifa, Mourad Medelci a été blanchi depuis.

23. Ancien élève des jésuites de Saint-Bonaventure, Sahraoui est devenu général, promotion Val-de-Grâce. Lors de sa cérémonie d’avancement de grade, Ahmed Gaïd Salah lui a remis une chèque d’un million de dinars en lui disant qu’avec cette somme, il allait pouvoir se remarier. Hilarant !

3

LE COMMUNIQUÉ FATAL

Une simple visite d'amitié entre Paris et Alger serait un événement totalement banal si ce n'est l'état de santé de Bouteflika, toujours immobile et très peu prolixe, hormis par des écrits et communiqués dont il n'est pas l'auteur. Malgré tout, la France et l'Algérie contemplent ensemble un avenir commun qui reste à construire, malgré le poids de la mémoire que tentent d'atténuer des intérêts économiques colossaux et des discours prudents, voire optimistes. Le locataire de l'Élysée est très attendu en Algérie, et cette visite est particulièrement importante pour Bouteflika. Il reçoit à Zéralda son homologue français, François Hollande. L'entretien dure deux heures, mais la presse n'obtient que trois minutes pour prendre les photos officielles. Les images des deux chefs d'État assis, l'un souriant et l'autre immobile, sont la caution de l'activité de Bouteflika. Clic clac, merci Kodak. Merci encore plus à François Hollande qui, plus tard dans l'après-midi, à l'hôtel El Aurassi, ce grand building des années 1970 qui surplombe la baie d'Alger, fait une surprenante déclaration. Lors d'une conférence de presse bien cadrée, le chef de la République française déclare : « Le président Abdelaziz Bouteflika m'a donné l'impression d'une grande maîtrise intellectuelle, c'est rare de rencontrer un chef d'État qui a cette alacrité, cette capacité de jugement. Je ne suis pas médecin, je ne viens pas comme médecin. La qualité de la discussion a été particulièrement élevée… il ne peut pas se déplacer facilement. » Il conclura sur le sujet par : « Il a toutes les

capacités pour apporter sa sagesse et son jugement pour régler les crises de ce monde. Je le dis vraiment avec sincérité et franchise. » Ces propos datés du 15 juin 2015 certifient donc que le chef de l'État algérien est « bon pour le service » et doté d'un QI très élevé. Un cinglant démenti, bien qu'intéressé, pour les Algériens qui qualifient leur président de momie. Visite caution ? Visite adoubement ? Officiellement, le terrorisme régional est à l'ordre du jour mais en réalité, le président français est surtout venu à Alger pour débloquer des dossiers économiques. Un contrat entre une société française du CAC 40 et l'Algérie, d'un montant d'un milliard et demi d'euros est resté en suspens (sans compter les avenants qui représentent 30 % du montant). C'est réglé, parole, à peine audible, de Bouteflika. Un dessous-de-table de 60 millions d'euros, en faveur d'un très haut ministre[1], fera le reste.

Pour le président algérien, ces visites sont importantes car il doit donner des preuves de vie, comme disent les preneurs d'otages. N'avait-il pas reçu quelques jours auparavant, le roi du Lesotho, Letsie III ? Après une ambassade insistante, il lui a même envoyé son propre avion à Nice pour le ramener en Algérie le temps d'une photo, immortalisant une activité diplomatique factice mais portant sur l'Afrique. L'activité présidentielle est légitimée par les visites de délégations étrangères de haut niveau avec images furtives, toujours sans le son. Il est important pour Bouteflika d'être filmé avec un chef d'État étranger, même brièvement. Les relations internationales restent son domaine réservé, voire son terrain de jeu exclusif, comme du temps où il était le plus flamboyant ministre arabe des Affaires étrangères. La maladie a cependant réduit la voilure de ses activités. Il ne reçoit plus les ambassadeurs pour la rituelle cérémonie de remises des lettres de créance. Ces séances sont trop compliquées à organiser en fonction de ses rares moments de lucidité, et tout protocole lourd et fatigant est vivement déconseillé par les médecins. Nombreux sont les chefs de missions diplomatiques, tous pays confondus, à quitter l'Algérie avec les copies originales des lettres de créance dans leurs bagages. Et non des moindres : Allemands, Britanniques et tant d'autres représentants de pays supposés être stratégiques pour l'Algérie, n'auront même pas rencontré le « fantôme de Zéralda ». Alors, pour compenser cette éclipse totale de toute activité

diplomatique basique, Bouteflika se contente de recevoir de temps à autre des chefs d'État et de gouvernement qui se laissent filmer assis à ses côtés, dans le même décor, pendant quelques minutes. La séance se termine avec le clap de fin du cameraman, une fois que la vidéo est dans la boîte. Telle est la technique du président pour faire croire qu'il est aux commandes et qu'il se consacre à des sujets au retentissement planétaire. Les Algériens pensent, pour leur part, que des Premiers ministres jugés compétents sont les véritables gestionnaires.

Mais pour se faire élire par le peuple algérien dont les préoccupations sont bien différentes, c'est une autre histoire. Une élection présidentielle est une rencontre entre un homme et un peuple, disait le général de Gaulle. Seulement en Algérie, l'homme en question est absent, malade et confiné, alors que le peuple…

Le déni

Dans le clan présidentiel, l'inquiétude est réelle et la panique n'est pas loin. Déclarés ou non, les candidats sont dans les « starting-blocks » : une place est à prendre ! Le président-frère, malgré le manque d'enthousiasme d'une partie de ses troupes, ne peut alors que foncer sabre au clair. Il a tout tenté, même un report « consensuel » des élections. Maintenant que la date de la présidentielle est fixée au 18 avril 2019, il faut lancer la machine. Par ailleurs, la Constitution n'interdit pas au président de se présenter. « Dieu est avec nous », ne cessent de répéter ses partisans. Abdelaziz Bouteflika aurait même été envoyé par Dieu comme un signe de miséricorde, selon le ministre des Anciens Moudjahidines… Le dispositif est bien en place pour faire réélire Bouteflika. Abdelmalek Sellal est nommé directeur de campagne pour la quatrième fois. Le Premier ministre Ahmed Ouyahia, aussi chef du deuxième parti du pays (RND), déclare le 2 février : « Il est évident que M. Bouteflika n'animera pas sa campagne électorale, parce que sa santé ne le lui permet pas et qu'il n'en a pas besoin, car le peuple le connaît désormais. » Justement. Le peuple ne le connaît que trop, mais le président, lui, ne connaît plus son peuple. Ni aucun haut responsable d'ailleurs. La rupture est

présente, mais personne n'en soupçonne véritablement la formidable étendue. Le pouvoir est dans le déni le plus absolu.

Ils sont venus, ils sont tous là : les habituels partis de la coalition présidentielle, FLN en tête, dans la salle omnisports des hauteurs d'Alger – La Coupole – pour demander à Bouteflika de poursuivre son œuvre aux retombées bénéfiques, selon le récit officiel. Ce jour-là, rien n'est laissé au hasard, tous les moyens sont mis à disposition. Des centaines de bus ont acheminé des « volontaires » des quatre coins du pays. Les organisateurs annoncent 15 000 participants, certes intéressés. Le grand rassemblement d'une campagne qui ne peut qu'être victorieuse commence par la diffusion d'images d'archives montrant des extraits de discours de Bouteflika datant des années 1960, alors qu'il était déjà ministre de la Jeunesse et des Sports et ministre des Affaires étrangères. Il était beau alors, séduisant même avec son regard malicieux. D'autres séquences le montrent sur le terrain dans toutes les villes du pays. À l'époque, le président Bouteflika pouvait se déplacer dans villes et villages dorlotés financièrement, il parlait en alternant menaces et promesses. Des images d'archives remastérisées, forcément, surgies d'un passé lointain, mais qui chauffent bien la salle. Sur la scène, même son portrait encadré par de lourdes dorures est ancien. Le discours du secrétaire général par intérim est édifiant : « Le nouveau mandat du Moudjahid Bouteflika est votre demande, une demande de tous les Algériens à travers le pays, afin de consacrer la stabilité et poursuivre la construction du pays. » Une scène surréaliste immortalise ce samedi 9 février : les thuriféraires offrent un tableau… au portrait encadré ! Le chanteur Cheb Mami[2] et bien d'autres se bousculent même pour se faire prendre en photo devant l'effigie du président.

Les jeunes sont nombreux dans l'immense salle, le FLN veut présenter aux Algériens la « génération Bouteflika ». Comme pour les récompenser du déplacement – certains ayant parfois fait de longs trajets – les organisateurs leur offrent un sandwich au « cachir », un saucisson halal, devenu symbole de la soumission la plus absolue. La génération « cachir » va-t-elle sauver Bouteflika ? Penser qu'un banal sandwich peut se transformer en bulletin de vote est une expression de plus de ce vaste déni de réalité, et c'est peu dire.

Un sursaut quasi spontané

Par une simple lettre, comme toujours attribuée au président Bouteflika, le chef de l'État annonce son intention de se représenter pour la cinquième fois. Datée du 10 février 2019, elle comporte une phrase qui se veut émouvante : « Bien sûr, je n'ai plus les mêmes forces physiques qu'avant […], mais la volonté inébranlable de servir la patrie ne m'a jamais quitté et elle me permet de transcender les contraintes liées aux ennuis de santé. » Il explique les causes de son sacrifice : « Ce sont sans doute les avancées qu'a réalisées notre pays et la conscience des citoyens des enjeux et priorités qui le guettent, qui ont amené de nombreuses voix à encore me solliciter pour poursuivre ma mission. » C'est la première fois qu'il évoque publiquement, même si c'est par écrit, son état de santé. La transparence est limitée et calculée, les omissions flagrantes. Le communiqué ne fait pas mouche, bien au contraire : il libère une colère inattendue et historique des Algériens, surtout les jeunes. Sans le savoir, le ou les auteurs de cette missive signée Bouteflika ont fissuré le mur de la peur. D'autres actions du pouvoir, tout aussi irresponsables, le feront définitivement tomber.

Grande journée de football en Algérie. Dans l'un des stades de la capitale, une rencontre oppose deux des clubs mythiques algériens : le Chabab Ryadhi de Belcourt (CRB) et la Jeunesse Sportive de Kabylie (JSK). Le stade est plein. Les tribunes sont couvertes de rouge et blanc pour l'équipe d'accueil, jaune et vert pour les visiteurs. Le match est également suivi à la télévision par tous les passionnés de ce sport. Avant le coup de sifflet de l'arbitre, les supporters des deux équipes scandent à l'unisson des slogans anti-Bouteflika. Les opérateurs de la télévision coupent les micros extérieurs, mais pas celui du commentateur qui essaie vainement d'élever la voix pour masquer la bruyante et hostile houle de fond. Les traditionnels frondeurs kabyles sont rejoints par les supporters algérois. Adversaires sur le terrain, mais solidaires sur les gradins, ils sont tous algériens et se déclarent unanimement contre ce cinquième mandat auquel aspire un Bouteflika finissant. Pendant la mi-temps, dans les gradins, tout autour du terrain, le pouvoir est décrié à gorges déployées par des chants et slogans antisystème. Le match se termine par la victoire du CRB (2-1). Fous

de joie, une bonne centaine de Belcourtois, une fois sortis du stade, s'engouffrent dans le métro. Entassés le long du quai, ils chantent : « *Bouteflika, le Marocain, (il n'y aura) pas de cinquième mandat.* » Filmée depuis la plateforme opposée pendant une minute, cette scène postée sur YouTube et d'autres réseaux sociaux devient vite virale. Dans Belcourt, le quartier de naissance d'Albert Camus, les jeunes font référence au pays de naissance de leur président – le Maroc – pour le traiter d'étranger. Un clin d'œil involontaire mais efficace. Ce vendredi 15 février 2019, lendemain de la Saint-Valentin, les jeunes déclarent leur amour à la liberté.

Sur d'autres stades et pendants d'autres matchs, les supporters se désintéressent quasiment du ballon et du terrain pour crier leur opposition à la reconduction de Bouteflika à la tête du pays. En Algérie, le stade est l'un des rares espaces de liberté, c'est même le seul thermomètre fiable de la société. Rapidement, la contestation dépasse largement les enceintes sportives. Les Algériens, toutes générations confondues, expriment le même rejet et veulent mettre Bouteflika hors jeu. Le carton rouge est brandi. Les forces de l'ordre, pourtant toujours promptes à réagir sans tendresse particulière, n'exercent aucune répression violente, et c'est inhabituel, notamment dans le Sud algérien à Ghardaïa[3]. Cette relative inertie de la police et de la gendarmerie interpelle. Mais que peuvent-elles vraiment faire face à des centaines de milliers de jeunes qui ne veulent plus de ce président ? Le pays vit un véritable sursaut national, mais est-il vraiment spontané ? La question se pose. Les mêmes slogans criés et écrits sur des pancartes apparaissent aux quatre coins du pays, et en même temps. Il est vrai qu'Internet facilite et amplifie la transmission des mots d'ordre sur tout le territoire… mais un clic peut-il vraiment neutraliser un flic ?

Le ras-le-bol est général, surtout chez les jeunes dont l'un des chants de ralliement est « Y'en a marre de ce pouvoir ». Il est aussi vrai qu'un mouvement nommé « Mouwatana[4] » (« citoyenneté ») a vu le jour dès l'été 2018 et a sommé Bouteflika de renoncer à un cinquième mandat. C'est au siège du parti Jil Jadid (« nouvelle génération ») présidé par Sofiane Jilali, que se sont réunis les 19 signataires de cet appel. Parmi eux figure Ahmed Benbitour, ancien Premier ministre, Ali Benouari, ancien ministre, Zoubida Assoul, cheffe de parti et surtout Amira

Bouraoui[5]. Ce dernier nom est intimement associé au mouvement « Barakat » (« ça suffit ») qui se positionnait déjà contre un quatrième mandat en 2014. Une féroce répression policière, faite d'interpellations et d'arrestations, avait rapidement cantonné cette jeune dynamique. Mais le travail de fond n'avait pas été vain[6]. L'opposition de rue à Bouteflika, éternel candidat à sa propre succession, n'est donc pas nouvelle. Mais en 2019, elle s'organise différemment : elle est plus structurée, plus réfléchie, plus explosive et surtout, elle se manifeste essentiellement en dehors des partis politiques. Des militants, des activistes et des écœurés par l'injustice régnante, issus de toutes les sensibilités – islamistes, laïcs, socialistes, berbéristes, libéraux, et d'autres encore – dont la diversité est représentative des Algériens, ont su taire leurs divergences pour se fixer un seul objectif : faire partir Bouteflika. Après seulement discuteront-ils entre eux de la suite à donner. Ils ont sillonné le pays depuis des mois dans ce but. Contrairement aux partis inféodés au pouvoir, ils connaissent l'Algérie profonde, celle qui ne parle pas des affaires d'importations et d'octroi de terrain ; l'Algérie qui n'est plus depuis longtemps sur les radars du gouvernement, mais qui est le terreau des militants et activistes. Un travail de sensibilisation est mené en profondeur, mais il ne peut être que partiel, faute de moyens conséquents pour passer à l'action. Bien que discrets, tous ces contacts à travers l'Algérie n'ont pu échapper aux réseaux dormants qui ont gardé une relation directe ou indirecte avec le général-major Toufik, en disgrâce depuis l'été 2015. Après un quart de siècle à la tête du DRS, il est difficile de croire que ce maître espion déifié se complaise dans une simple vie de retraité. Son heure n'est-elle pas venue de peser sur l'avenir du pays, et plus particulièrement sur celui du clan Bouteflika ? De toute façon, la candidature du général Ghediri est activée, et elle est sous contrôle. Même un timide début de contestation peut être un terrain favorable pour un mouvement de plus grande ampleur, qu'il soit spontané ou instrumentalisé. Du moins, dans une certaine mesure.

Liaisons dangereuses entre Toufik et des Français d'origine algérienne

Le parrainage de la candidature d'Ali Ghediri par Toufik est avéré. Les deux officiers supérieurs ont longuement échangé sur l'après-Bouteflika et sur la disponibilité des moyens, notamment financiers, pour y parvenir. Leur plan est d'occuper le terrain et de saisir cette présidence vacante, sans toutefois toucher en profondeur aux intérêts du clan Bouteflika. Le maintien partiel du système est donc au programme, quitte à le secouer un peu, sans trop en faire, pour entretenir l'illusion d'un changement. Paris devra aussi être indirectement impliqué. Les moyens ne manquent pas, ni les réseaux, et les interpénétrations du monde du renseignement avec celui des affaires ne sont plus à démontrer. Les deux se soutiennent et s'interfécondent, surtout en Algérie où les politiques et les milliardaires dépendent les uns des autres. À travers l'argent et les contrats, la France ne peut ignorer ni les compradores, très liés aux services secrets, ni les importants flux financiers des Algériens vers la France. Les responsables algériens, hargneux verbalement contre l'ex-puissance coloniale, sont plus dociles dès qu'ils retrouvent les bords de Seine où ils ont leurs quartiers. Ils ne peuvent donc contrer les desiderata même silencieux de l'Élysée. Avec un tel arrière-plan, tout porte à croire que Toufik a quelque peu infiltré cette lame de fond anti-cinquième mandat qui submerge l'Algérie pour réaliser ses desseins, même imprécis ou évolutifs, le tout si possible avec l'aide de la France. En parallèle du travail sincère des militants révoltés, rien n'interdit à l'ex-espion en chef de tenter de faire bénéficier, en sous-main, son poulain Ghediri de ces retombées. Il confectionne de nouveau un concurrent à Bouteflika, voire sa propre doublure sortie cette fois du sérail de l'armée. Maintenant que l'Algérie bouge, Toufik s'agite aussi.

L'implication énergique d'Issad Rebrab n'est pas anodine. Loin de la caricature du milliardaire capricieux, c'est un homme d'affaires respecté qui a de temps à autre l'oreille d'Emmanuel Macron. L'engagement de l'homme le plus riche d'Algérie dans le financement de la campagne de Ghediri est nécessaire, voire déterminant, pour la réalisation du plan de Toufik. L'image de Rebrab, persécuté par le clan présidentiel, opposé à cette présidence corrompue, nourrit la fiction d'indépendance d'Ali Ghediri, le « candidat antisystème ». Rebrab est présent dans de nombreux secteurs d'activité (agroalimentaire, vente

d'automobiles, téléphonie mobile – petite participation certes, mais avec une bonne valorisation – grande distribution, industrie du verre, matériaux de construction…). En dehors du secteur public, il est le premier employeur privé du pays, surtout en Kabylie[7]. Ses investissements dépassent largement le cadre algérien pour concerner de nombreux pays : de l'Italie au Brésil, et sans oublier la France. Rien n'indique que sa fortune dépende du clan Bouteflika. Bien au contraire, le conglomérat Cévital gêne les prédateurs proches du président. Rebrab a même claqué la porte du Forum des chefs d'entreprise (FCE), l'équivalent algérien du Medef, quand cette entité avait soutenu le quatrième mandat de Bouteflika en 2014, reniant de ce fait son – factice – affichage apolitique. Ainsi, la première fortune du pays est devenue le premier opposant sérieux et financièrement musclé du président. Issad Rebrab possède aussi le quotidien francophone *Liberté* où excelle le talentueux caricaturiste, Dilem. Le magnat paiera d'ailleurs le prix de son indépendance d'esprit. Le pouvoir bloque de nombreux projets d'importation et d'investissements de Cévital, prive le milliardaire du rachat de Michelin-Algérie. Par ailleurs, le clan Bouteflika encourage et privilégie de nouveaux concurrents à Rebrab. L'origine et la prospérité de ses affaires comportent forcément des zones d'ombre, mais Rebrab reste un homme populaire en Algérie où il investit et crée de la richesse. Sa contribution au développement du pays est évidente. Son rayonnement dépasse les frontières et il compte de nombreux soutiens à l'étranger à commencer, comme toujours, par la France.

La première rencontre entre Issad Rebrab et Emmanuel Macron, alors secrétaire général adjoint de l'Élysée en charge des dossiers économiques et industriels, date de 2012. Le jeune énarque est à la recherche de repreneurs étrangers pour des entreprises menacées de faillite. Des emplois français sont en jeu, et Rebrab est un homme d'affaires qu'on peut prendre au sérieux. Arnaud Montebourg, alors ministre du Redressement productif, se déplace en personne en Algérie, pays d'origine de l'un de ses grands-parents[8], pour rendre visite au PDG de Cévital. Ensemble, ils évoquent le cas de deux entreprises implantées en Saône-et-Loire, circonscription de Montebourg. La première est Oxxo, une société de fabrication de fenêtres. Celle-ci tombe dans l'escarcelle du groupe Cévital en 2013,

et sauve près de 300 emplois. Le marché des logements collectifs, cible principale d'Oxxo, est immense en Algérie. Pour la deuxième entreprise, Brandt, spécialisée dans l'électroménager, l'enjeu est encore plus important. Le 6 novembre 2013, le groupe Fagor-Brandt, qui emploie 1 800 salariés, annonce son dépôt de bilan. Après des négociations laborieuses étalées sur plusieurs mois, Issad Rebrab confirme la reprise des activités françaises de Brandt par son groupe le 15 avril 2014. Le projet est ambitieux : Rebrab lance le modèle de la colocalisation, un pari gagnant-gagnant pour les deux pays. Cévital conserve deux usines Brandt en France (Orléans et Vendôme), tandis qu'une grande usine est prévue à Sétif, en Algérie, sur une superficie de 95 000 m². Après un investissement de 250 millions d'euros, 4 000 emplois y sont créés. « *Quand nous avons repris Brandt, le groupe était en grande difficulté, on peut même dire dans le coma. Si on n'avait pas fait un investissement important en Algérie pour compléter la gamme de production de Brandt afin d'être compétitif au niveau mondial, on n'aurait pas pu sauver le groupe Brandt et ses 1 200 salariés français* », dira plus tard Issad Rebrab.

Le PDG de Cévital atteint son apothéose le 7 novembre 2018 à Charleville-Mézières, petite commune située dans le département des Ardennes, essentiellement connue pour être la ville de naissance d'Arthur Rimbaud. Ce jour-là, le Conseil des ministres y est délocalisé pour commémorer le centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale. L'agenda présidentiel est modifié à la dernière minute, officiellement pour montrer que le chef de l'État est aussi présent sur le front industriel. Le président Macron visite les bâtiments du groupe PSA où sera implantée une usine de fabrication de filtres pour stations de traitement de l'eau. Le maître des lieux, Issad Rebrab, explique au locataire de l'Élysée son ambitieux projet : il entend y investir 250 millions d'euros, avec un millier d'emplois à la clé. Le site devrait être opérationnel fin 2019. Les caméras des chaînes d'information continue filment en direct l'échange des deux hommes sur le développement de ce site. France 3 Grand-Est consacre l'ouverture de son JT à cet événement. Ces images du milliardaire algérien s'affichant aux côtés d'Emmanuel Macron sont presque un affront pour le clan Bouteflika. Les rumeurs s'enflamment sur les ambitions politiques d'Issad Rebrab pour la présidentielle d'avril 2019,

rapidement démenties par le principal intéressé qui a déjà son candidat sous la main. En a-t-il parlé avec le président français ce jour-là ? La question se pose.

Le 21 janvier 2019, Issad Rebrab, qui a toujours choisi la France, est tout naturellement l'un des 150 invités d'Emmanuel Macron pour le sommet « Choose France » la veille de l'ouverture du Forum économique mondial de Davos. Sur le tapis rouge qui le mène jusqu'aux marches du château de Versailles, le Gotha mondial des affaires répond présent au chef de la République française. Parmi les personnalités d'envergure, on retrouve notamment les PDG de Microsoft, General Electrics, Ali Baba, Samsung, Uber et Ikea, mais aussi des dirigeants de grandes entreprises françaises comme Airbus, Danone ou Engie. Au château du Roi-Soleil, le rayonnement de l'attractivité économique de la France est au programme. À la table du président Macron, en compagnie d'une dizaine d'autres tycoons, Issad Rebrab rayonne lui aussi… « Un affichage étonnant du point de vue diplomatique, quand on connaît les mauvaises relations qu'entretient le milliardaire avec l'actuel pouvoir algérien[9]. »

Maintenant que Macron a choisi Rebrab comme ami, il est temps pour le clan Bouteflika de balancer quelques intox, au moment précis où le milliardaire s'engage aux côtés du candidat Ali Ghediri : le tycoon kabyle aurait ouvert son carnet de chèques pour le financement du mouvement « La République En Marche », soutien du candidat Macron à l'élection présidentielle française. Il n'en faut pas plus pour que des journalistes algériens qualifient ce magnat des affaires de « copain de Macron ». Et de là à suggérer une ingérence française dans la politique algérienne, le pas est vite franchi… Allusions, faisceaux de suppositions et de suggestions dressent un lien ténu entre la fortune colossale de Rebrab et la surprenante bonne santé financière d'En Marche au début de l'année 2017. Le but est de distiller le doute, porte d'entrée de la calomnie. *Fake-news ?* L'ombre de Macron est suspectée et parfois montrée trop hâtivement du doigt, car rien n'est avéré. Cependant, quelques faits interpellent.

Anciens réseaux et nouvelle génération

Le 13 février 2017, Emmanuel Macron est l'invité d'honneur d'un dîner offert par le milliardaire Rebrab au centre d'Alger. Lors de ce repas se retrouvent notamment les discrets relais franco-algériens, d'origine kabyle. Parmi les « marcheurs » siège, au milieu de journalistes, universitaires et tant d'autres invités, un jeune homme tout souriant, François Aissa Touazi[10]. Pour organiser cette rencontre, il n'a ménagé ni ses efforts ni son carnet d'adresses. François Touazi connaît personnellement Rebrab depuis de nombreuses années, leur relation est intime et très personnelle. Ses cousins Lounes et Hamid Guemache sont aussi proches du tycoon algérien. Anciens journalistes, les frères Guemache lancent en 2007 le journal d'information en ligne francophone *Tout sur l'Algérie (TSA).* Pour ce projet, la générosité – même intéressée – du patron de Cévital est la bienvenue, d'autant plus qu'à ses débuts, *TSA* se concentre sur l'information économique. L'idée est bonne : l'Algérie vit au rythme du Plan de soutien à la relance économique avec une enveloppe de 50 milliards de dollars. Très vite, *TSA* devient incontournable pour les acteurs économiques français et algériens. Le site se diversifie, une plateforme arabophone est lancée en 2009 et avec le printemps arabe, l'information politique s'impose. C'est la porte d'entrée vers le succès : *TSA* devient le premier quotidien en ligne algérien avec environ 5 millions de visites par jour. En 2015, la rédaction signe un partenariat avec le journal économique français *La Tribune*. Touazi et les frères Guemache, l'un dans l'ombre et les deux autres au grand jour, disposent d'un levier d'influence notamment auprès de la communauté algérienne en France, convoitée par tous les candidats aux élections françaises. Emmanuel Macron ne peut ignorer ni ce vivier d'électeurs, ni ces vecteurs d'influence. François Touazi en fait partie. L'Algérie des affaires n'a aucun secret pour lui, tout comme certaines monarchies du Golfe où il est bien introduit. Engagé en politique à la grande époque du RPR, lorsque le parti de droite avait conquis la mairie de Paris en 1989[11], François Touazi est proche des centristes. Ces derniers lui attribuent de bons contacts au sein du lobby harki. François Touazi était alors suffisamment jeune pour ne pas avoir le poids mémoriel sur ses épaules, et suffisamment efficace pour se rendre utile à la deuxième génération née en France. C'est dans ce contexte qu'il rencontre un poids lourd de la politique, des relations franco-

algériennes, de la franc-maçonnerie et des affaires, qui va devenir son mentor : Yazid Sabag.

Fils d’un fonctionnaire de l’armée française, Yazid est né à Guelma le 8 janvier 1950. Sa ville natale, comme Sétif et Kherata, est meurtrie le 8 mai 1945. Au total, 45 000 Algériens sont tués lors des manifestations. Son père, Khemissi Sabag, est ce jour-là aux côtés des manifestants qui réclament respect et égalité. Il est emprisonné et *de facto* limogé de l’armée française. Cependant, à sa sortie des cachots, il est recruté par la police coloniale. Au fil des années, sur insistance de son épouse qui a un frère vivant en France, il prend le chemin de l’exil. Yazid, aîné d’une famille de treize enfants, arrive en 1952 avec toute sa famille chez son oncle, à Lille. Il grandit dans un quartier ouvrier, « Les quatre cents maisons ». Le père Sabag, devenu docker fluvial, est obsédé par l’éducation de ses enfants et s’emploie à leur assurer une bonne scolarité, Yazid en tête, qui devient élève des jésuites – son nom de totem chez les scouts catholiques est « Lapin agile »

La réussite scolaire et universitaire de Yazid Sabag dépasse toutes les espérances paternelles. Commence alors une brillante carrière, avec un doctorat en sciences économiques et sociales obtenu à la Sorbonne, où il a suivi les cours du professeur Raymond Barre. Cependant, le monde arabe n’est jamais très loin : ainsi, avec un premier emploi à l’UBAF[12] (Union des Banques arabes et françaises), suivi d’un poste de chargé de mission à la Datar (Délégation interministérielle à l’aménagement du territoire et à l’attractivité régionale) de 1975 à 1977, où il suit la question hautement sensible des flux migratoires. Il en a gardé une attention particulière sur ce sujet. Il est repéré par Jérôme Monod, alors patron de la Datar, un homme de réseaux et d’influence. Convoité par un grand groupe français fasciné par le pays de l’or noir, le jeune Sabag intègre comme conseiller du PDG un grand groupe basé en Arabie Saoudite, royaume pétrolier où la signature de juteux contrats est de l’ordre du quotidien. Sur ses recommandations, ce groupe crée une filiale spécialisée dans les énergies pétrolières et nucléaires. Et voilà Yazid qui s’implante durablement, par sa compétence et son habileté, dans le monde stratégique des années 1980, où les relations avec l’Orient sont particulièrement complexes. Au début des années 1990, Yazid Sabag vole de ses

propres ailes en lançant une OPA sur la Compagnie des signaux (CSEE), une société spécialiste des systèmes d'information critiques pour la défense et les transports. Celle-ci emploie 5 000 salariés, à majorité ingénieurs, qui développent des « systèmes de systèmes » à destination des gouvernements et des grandes administrations publiques en France et à l'étranger. La CSEE est une chasse gardée du complexe militaro-industriel, et le groupe traîne une réputation d'annexe du contre-espionnage français. Yazid Sabag est habilité « secret-défense » non sans difficultés, grâce à son ancien professeur et ex-Premier ministre Raymond Barre qui vole à son secours, avec quelques autres.

En 1998, ce « Bernard Tapie beur » recrute un retraité qui ne peut passer inaperçu, surtout en Algérie : Raymond Nart, ex-numéro deux de la Direction de Surveillance du Territoire (DST) et chasseur d'espions. Ses relations opérationnelles et de confiance avec la sécurité militaire algérienne nourrissent sa légende. Lors de son pot d'adieu à la DST, Raymond Nart annonce son départ à la retraite et déclame d'un ton sûr et définitif que, contrairement à d'autres, il ne se mettra pas au service d'un groupe privé. Peu de mois après, il intègre le groupe dirigé par Yazid Sabag. Pourquoi ? « *Old spies never die* », « les vieux espions ne meurent jamais », disent les agents de Sa Majesté. Libre choix personnel sans doute… Après tout, la loi ne l'interdit pas. Sa nouvelle mission consiste à surveiller le patron de la CSEE, impliqué en Afrique et au Moyen-Orient et potentiellement dans le collimateur des islamistes algériens encore menaçants. Ce Français d'origine algérienne, qui ne possède pas la double nationalité, intéresse désormais les services algériens, d'autant plus quand il rédige un rapport pour l'Institut Montaigne[13] sur « Les oubliés de l'égalité des chances ». Noir sur blanc, il défend bec et ongles la discrimination positive. Avec son discours sur l'islam républicain, Yazid Sabag influence une bonne partie de la communauté d'origine algérienne.

Sur le plan politique, il se dit ni de gauche ni de droite – donc centriste – ce qui est prémonitoire. Aussi en 2002, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'indépendance, Yazid Sabag s'emploie en vain à organiser un « charter » vers l'Algérie pour des Harkis d'un âge avancé, qui souhaitent revoir leur terre natale avant de mourir. Aux yeux de Sabag, le projet est cohérent : il prône une réconciliation des

mémoires, ce qu'Alger rejette catégoriquement. Les services algériens ne l'approchent pas directement, et préfèrent passer par Raymond Nart. Mais celui-ci prend ses distances. Il leur affirme que dorénavant, son activité est strictement privée. Alors le DRS algérien identifie assez facilement l'un des protégés de « Robin des beurs », surnom de Yazid Sabag… qui n'est autre que François Touazi.

Avec la nouvelle ère inaugurée par Bouteflika, François se voit ouvrir les portes de l'Algérie par ce même DRS. Il s'y rend avec une belle carte de visite : conseiller de Philippe Douste-Blazy, alors ministre des Affaires étrangères de Jacques Chirac. François Touazi travaille dans un petit bureau mansardé du Quai d'Orsay mais possède une grande influence relayée par les réseaux maçonniques, et surtout ceux de Yazid Sabag. Il n'y reste pas longtemps : Douste-Blazy quitte la diplomatie moins de deux ans après, et François se retrouve cadre du groupe AXA dirigé par Claude Bébéar. Sabag protège toujours les siens, et ils le lui rendent plutôt bien. Arabisant, fort de son passage au Quai d'Orsay et de la protection d'une telle ombre tutélaire, Touazi renforce ses réseaux en Afrique du Nord, plus particulièrement en Algérie et dans les pays du Golfe, au point de consacrer tout un ouvrage à leur gloire : *Le ciel est leur limite – Les dirigeants du Golfe, leur influence, leur stratégie*[14]. Il prend dès lors la direction régionale Moyen-Orient et Asie du Sud-Est d'une ancienne filiale d'AXA, Ardian[15], spécialisée dans la gestion de fonds. Le timing est bon, car c'est le moment où le Qatar séduit le monde des affaires. François Touazi intègre la cour des grands, le CEO de Ben Laden Group, Mazen Al-Sayaf, compte parmi ses intimes, ainsi qu'un grand nombre d'Algériens influents. Dans son pays d'origine s'ouvre désormais devant lui un grand boulevard vers le Saint des saints : le clan Bouteflika, au moment où l'influence des monarchies du Golfe ne cesse de croître en Algérie. Pour prospecter le marché algérien, le patron opérationnel de Ben Laden Group s'appuie sur François Touazi. Ensemble, ils se sont rendus à Oran, capitale de l'ouest du pays… Un voyage d'affaires parmi tant d'autres.

Pour cet ancien centriste, ex-chiraquien et ex-sarkozyste, la candidature de Macron qui ne se réclame ni de droite ni de gauche, slogan de son mentor Yazid Sabag, est une aubaine pour reprendre éventuellement attache avec l'Élysée. Il a un CV long comme le bras.

Dès début janvier 2017, il s'emploie à organiser le voyage de son candidat en Algérie. Les arguments, notamment financiers, ne manquent pas. Selon la minutieuse enquête menée par Marc Endeweld sur les réseaux secrets d'Emmanuel Macron[16] : « Dans un mail, on apprend qu'au 31 décembre, 3,482 millions d'euros ont été obtenus au détour de dîners/réseaux, selon un document transmis par l'un des responsables de l'équipe financière… loin des objectifs de 10 millions à trouver au minimum. » Pourquoi Emmanuel Macron, qui s'était déplacé au cœur de la City de Londres pour un dîner de « fund-raising » peu après le lancement de son mouvement, ne se rendrait-il pas à Alger pour le même objectif ? Rien n'est avoué, sauf son intérêt évident pour le vote potentiel des Franco-Algériens.

Pour Touazi, le mandat de François Hollande est en ce qui concerne l'Algérie une période de vaches maigres. Par le biais d'une relation familiale[17], le cadre d'Adrian se positionne au sein de la garde rapprochée d'Emmanuel Macron. Sa contribution aux préparatifs de son voyage de deux jours en Algérie en février 2017 n'est pas des moindres. Un jeune arabisant, ancien cadre du Quai d'Orsay, ami de la famille de Rebrab et proche du clan Bouteflika, se retrouve tout naturellement aux commandes de la visite du candidat Macron. Grâce à ses connexions algériennes, François Touazi, appuyé par des politiques français, réussit à lever les réserves du pouvoir à l'égard d'un dîner entre Rebrab et Macron. Bien entendu, l'aspect financier n'est pas évoqué lors de ce repas, les témoins sont aussi nombreux que potentiellement bavards… Aussi affirme-t-on qu'il n'y a eu aucun tête-à-tête entre Macron et le mécène Rebrab à Alger. D'autres lieux sont certainement plus appropriés pour aborder ce type de sujets. Il n'en reste pas moins vrai que depuis la mi-février 2017, le financement de la campagne de Macron rencontre beaucoup moins d'embûches… Sa montée dans les sondages en est la raison. La seule ?

Le voyage du candidat est aussi très attendu par les Algériens qui en espèrent un signal politique fort. En accord avec des responsables français ralliés à Macron, un entretien est programmé sur Echourouk News TV, une chaîne de télévision privée. Bien avant sa venue à Alger, toutes les questions sont passées au crible et validées par le chargé d'affaires de l'ambassade d'Algérie en France, assisté d'un officier supérieur français à la retraite. La France officielle doit rester

discrète. Tous les sujets sont scannés, sauf un, évidemment… Le principal, le plus gardé au secret, qui aurait l'effet d'une déflagration s'il était rendu public. Vraisemblablement, François Touazi y est pour quelque chose : il conseille au candidat Macron de frapper les esprits en se démarquant des discours de tous les précédents présidents français quand ils évoquent la décolonisation en termes convenus. L'émission se déroule comme prévu lorsque Macron, répondant à une question, hors canevas planifié et sans hésitation aucune, qualifie la colonisation de « crime ». Il ajoute « crime contre l'humanité » et qualifie la colonisation française de « vraie barbarie ». Macron sait surprendre, surtout quand il planifie les choses dans le plus grand secret. Même l'historien Benjamin Stora, spécialiste de l'Algérie et très écouté par Emmanuel Macron, est surpris par cette annonce. Mais il n'est pas dans tous les secrets, et encore moins dans les tractations faites derrière le rideau. Il n'en faut pas plus pour que les officiels algériens tombent amoureux de ce jeune candidat. L'ex-ministre de l'Économie suit un programme de visite digne d'un chef d'État : rencontre avec le Premier ministre, celui des Affaires étrangères et d'autres. Il bénéficie d'une garde d'honneur au monument des martyrs, rare privilège pour un non-officiel[18]. Et tout naturellement, Emmanuel Macron se laisse photographier tout souriant aux côtés d'un Abdelaziz Bouteflika un peu ailleurs. Le lien entre le potentiel locataire de l'Élysée et le président algérien est établi, c'était le but. On retiendra du voyage du candidat à Alger sa qualification de la colonisation comme crime contre l'humanité. Mission accomplie pour ces réseaux franco-algériens qui espèrent que leur candidat, une fois élu, se montrera bienveillant vis-à-vis du chef de l'État algérien. Il arrange tellement de monde… et ils y tiennent.

Surpris comme tout le monde par le rejet populaire du cinquième mandat lors de la gigantesque manifestation du 22 février 2019, François Touazi réfléchit comment se rendre utile, soit au clan Bouteflika, soit à Rebrab. Dans son esprit, l'un des deux sortira renforcé du chaos. Il faudrait peut-être tenir le bâton par le milieu, comme on dit en Algérie… Après tous ses investissements pour parfaire les relations entre Paris et Alger, il n'est pas question, pour le moment, de tout laisser tomber. En attendant, il se fait discret. Emmanuel Macron aussi, dans un premier temps. Toujours silencieux,

Toufik ne veut pas, lui non plus, tout laisser tomber pour une retraite pourtant méritée. Dans son esprit s'esquisse un tout autre scénario.

Rachid Nekkaz, de la France au bled

Pour l'ex-DRS en chef, ce tumulte autour du mandat de trop est une opportunité pour renouer avec son activité préférée : faiseur de rois. L'autre option conservée dans sa manche est de se rendre incontournable auprès de ses anciens amis qui l'ont pourtant délaissé. Après tout, pourquoi exclure de se porter à la rescousse du clan Bouteflika ? L'ex-généralissime des services secrets a certes plus d'un tour dans son sac. Depuis quatre longues années, il s'active toujours dans l'ombre, son royaume, pour se retrouver de nouveau au centre de l'échiquier politique algérien. Dans son jeu de cartes complexe, il semble disposer d'un atout : un « valet de cour » suffisamment serviable et mégalomane pour faire l'affaire et qui, de surcroît, connaît aussi bien la France que l'Algérie.

C'est ainsi qu'un profil prometteur et connu des services apparaît avec fracas sur la scène algérienne, tant sur les réseaux sociaux qu'auprès des jeunes des petites villes et villages éloignés. C'est une figure qui jouit des caractéristiques qu'affectionnent les professionnels de la manipulation : mieux qu'une couverture, il a un récit devenu une grande légende : cet homme a dit non à la France pour vivre dans son pays d'origine. Avec tambours et trompettes, Rachid Nekkaz fait savoir qu'il a renoncé à sa nationalité française[19] pour être candidat à la présidentielle algérienne de 2014. Il dépose sa demande de perte de la nationalité française le 14 juillet 2013. Tout un symbole ! La procédure administrative n'est pas simple et n'aboutit qu'au mois d'octobre suivant. Mais dans un pays où des centaines de milliers de jeunes rêvent d'un simple visa français pour aller coûte que coûte en Europe, ou tentent de traverser la mer au péril de leurs vies faute du précieux sésame « Schengen », ce que fait « Si Rachid[20] » est admirable : il traverse la mer en sens inverse pour vivre avec et comme les siens. Un « Harrag[21] » à l'envers qui laisse tomber la France, alors que l'Hexagone est perçu par les authentiques « Harragas » et d'autres désœuvrés comme le pays où coulent le lait et le miel, c'est une espèce

inconnue en Algérie ! L'ovni Rachid Nekkaz débarque sur la scène politique de son pays d'origine grâce à un *storytelling* anti-français forcément porteur, et devient l'idole des jeunes Algériens et des réseaux sociaux.

En France aussi, ses coups d'éclat sont très médiatisés, et pour cause : à ses débuts, Rachid Nekkaz est « une belle histoire française », celle d'une France plurielle réconciliée avec sa lourde mémoire post-coloniale. Né le 9 janvier 1972, fils d'immigrés algériens, neuvième d'une famille de dix enfants qui réussit ses études et devient millionnaire, il a largement de quoi faire rêver tant de « beurs » qui hantent les halls venteux des HLM de banlieue. Ses opérations ubuesques menées dans l'Hexagone méritent à elles seules tout un livre, dont voici le « best of » : France 3 lui offre sa première véritable apparition télévisée le 8 avril 2002, dans un documentaire où il se présente comme membre du « Forum citoyen et cultures musulmanes » pour dénoncer la récupération du vote musulman par les grands partis français. Il veut déjà préempter l'islam, un sujet porteur pour un fan de la provocation.

Les caméras se braquent de nouveau sur lui en novembre 2005, en plein cœur des émeutes urbaines, lorsqu'il est reçu à Matignon par Dominique de Villepin en tant que membre des associations composant le collectif « Banlieues Respect ». Nekkaz s'implante encore un peu plus dans le paysage médiatique français en annonçant en mars 2006 sa candidature à la présidentielle de 2007[22] alors qu'il n'a que 34 ans. Une première dans l'histoire de la Ve République : un Franco-Algérien tente d'entrer par la grande porte à l'Élysée ! Un an après, il jette l'éponge et annonce finalement qu'il n'a pas obtenu les 500 parrainages nécessaires. C'est également le début des histoires fantasques qui deviennent sa marque de fabrique en politique. Nekkaz prétend qu'au cours du cambriolage de son siège de campagne, seul l'ordinateur comportant les coordonnées des parrains aurait disparu… Il obtient finalement treize parrainages, envoyés directement au Conseil constitutionnel. Très vite, il repart en campagne. Candidat dans la septième circonscription de Seine-Saint-Denis aux élections législatives de la même année, il n'obtient que 156 voix (0,56 % des votes exprimés). Il fait de nouveau parler de lui lorsque Brice Hortefeux, alors ministre de l'Intérieur, décrète l'expulsion des Roms

durant l’été 2010. Rachid Nekkaz achète un terrain de seize hectares avec forêt, étang et nénuphars, sur le fief de Brice Hortefeux en Auvergne, pour l’offrir aux Roms contre la modique somme d’un euro par an. Projet irréalisable, mais qui le place sous les feux des projecteurs, et c’est tout ce qui compte pour lui. Les socialistes, dont il se réclame pourtant, ne sont pas épargnés non plus. Le 13 juillet 2011, Nekkaz jette 10 000 pièces d’un euro devant le siège du PS rue de Solferino à Paris, pour protester contre la cotisation d’un euro exigée des votants aux primaires socialistes.

Nekkaz ne s’arrête pas là. Il envahit de nouveau les écrans des chaînes d’information continue à l’occasion de l’interdiction du port du voile intégral dans les espaces publics. Deux semaines après l’adoption de cette loi par l’Assemblée nationale, l’homme d’affaires prétend avoir déjà épargné 200 000 euros et reçu plus de 42 000 euros de dons de particuliers du monde entier. On suspecte même de richissimes qataris de contribuer à cette cagnotte destinée à payer les procès-verbaux des hors-la-loi qui cachent leur visage en pleine rue. Cheveux au vent et tout sourire, il se fait souvent photographier aux côtés d’une femme voilée devant le Trésor public dont il vient payer la contravention. La cagnotte est bien garnie, les Frères musulmans y veillent. L’opération est répétée plusieurs centaines de fois. En dix ans, il assure avoir déboursé 315 000 euros dans 1 552 dossiers en France et en Belgique. Au nom des banlieues et de la liberté totale de l’islam, Rachid Nekkaz tente de peser – si ce n’est perturber – sur toutes les élections organisées en France. Il a de l’argent et il est considéré comme un bon client par les médias. Guidé par son seul credo, l’islam, ses coups de communication ne sont pas réservés uniquement à la France. Il part en Chine pour rendre visite à des prisonniers politiques ouïghours, cette minorité musulmane persécutée par le PCC. Le 20 avril 2013, Rachid Nekkaz affirme avoir fait un don de 500 000 dollars américains pour les écoles de l’État de Borno (Nigeria), fief du groupe islamiste armé Boko Haram, et pour la libération d’une famille prise en otage.

De toute évidence, il ne peut se désintéresser de l’Algérie. Après une première candidature à la présidentielle de 2014, voilà qu’il récidive en 2019 avec une meilleure connaissance du pays et une plus grande maîtrise des techniques de communication. Un candidat avec

un tel profil, et dans un contexte aussi sensible, ne peut qu'être en relation avec les services secrets des deux pays. Reste à savoir si c'est à son insu ou avec son consentement. D'ailleurs, dès le 6 octobre 2016, sur le site *Algérie Focus*, Amar Saadani ne disait pas autre chose : « Le général Toufik poussait Rachid Nekkaz à se présenter à l'élection présidentielle pour chahuter la candidature du président Bouteflika (celle de 2014). » À croire l'ancien patron du FLN, c'est donc bien le DRS qui était déjà derrière la candidature de l'homme d'affaires franco-algérien. Si tel est le cas, rééditer la manœuvre en 2019 coule de source, de surcroît avec un agitateur plus expérimenté, plus au fait des réalités du bled, avec encore plus de jeunes qui le suivent. Sans qu'il soit nécessairement au courant, un provocateur devenu professionnel est un bon instrument entre les mains des maîtres de la manipulation et de la subversion. Il serait aussi curieux que la DGSE ne tente pas de profiter d'un tel élément qui sillonne l'Algérie depuis cinq ans et bénéficie d'une grande sympathie de la part des islamistes de tous bords, sans que cela coûte un centime au Trésor public français. « MICE » (Money, Ideology, Compromission and Ego) est l'acronyme anglais des ingrédients de base dans le recrutement d'un agent par les services secrets. Rachid Nekkaz remplit au moins trois de ces quatre conditions élémentaires, si on considère l'islam politique comme une idéologie. Il est donc forcément manipulé par les services spéciaux des deux pays. Le sait-il ? Question finalement peu pertinente… seul le résultat compte, et en l'occurrence, Nekkaz fait le job avec efficacité.

Photogénique, cheveux grisonnants et impeccablement coiffés, smartphone à la main, sans doute des billets de banque plein les poches, dinars et euros confondus, il s'engage pour succéder à Abdelaziz Bouteflika. Rien que ça ! Il remplace les débats d'idées par des selfies postés sans discontinuer à destination de son million et demi de « followers ». La campagne est engagée pour la collecte des 60 000 signatures, ce qui n'est pas une mince affaire. Nekkaz sait très bien qu'au regard de la Constitution algérienne, il ne peut être éligible : la loi exige dix années de résidence continue sur le territoire national pour pouvoir être candidat. Or, de toute évidence, Nekkaz ne remplit pas cette condition. Alors pourquoi se donner tout ce mal et dépenser autant d'argent ? Est-il en mission comme en 2014, pour

reprendre les accusations de Saadani ? Avec un large drapeau algérien noué autour du cou, Nekkaz prend de nouveau son bâton de pèlerin, et surtout son smartphone. Il affirme que le président Abdelaziz Bouteflika est mort et a été remplacé par « [un individu portant] un masque 3D ». Avec de tels propos, son entrée en campagne est plus que fracassante, elle met les complotistes de son côté et bien d'autres. Afin de bien construire son récit et surtout de donner à sa mission des airs de vraisemblance, Rachid, idole des jeunes, se lance dans la collecte des parrainages nécessaires à sa candidature. Il sait bien qu'elle est impossible, mais il veut participer à l'organisation du désordre. Dans ce but, il occupe le terrain autant que faire se peut, et multiplie les « happenings ». Rachid se sait surveillé, il le dit dans ses posts, ses tweets. La posture victimaire est une stratégie en soi. Ce qui compte avant tout, à travers l'agitation, c'est d'exister et cette tourmente convient très bien aux réseaux de Toufik, et sans doute à la DGSE. Un tel postulant qui rassemble des jeunes à travers tout le territoire et qui excite les foules lassées par la *hogra* (« le mépris ») d'un pouvoir qui s'enkyste, c'est du pain bénit. La *hogra* est le lot quotidien des Algériens, surtout les jeunes. Certains s'embarquent sur des bateaux de fortune et, quand ils n'y meurent pas, ils se retrouvent en prison. Telle est la loi des accords internationaux… Voilà le terreau sur lequel Nekkaz veut prospérer : les jeunes contestataires désespérés, sans compter tous ceux qui se plaignent des conditions de vie dégradées. Le tout constitue le bilan affligeant d'une dictature qui, après vingt ans de règne, se veut malgré tout présentable.

Pour leur part, les technocrates de l'Élysée s'accommodent fort bien de cet immobilisme, qu'ils associent et confondent à tort avec la stabilité, tétanisés qu'ils sont par la vague du printemps arabe encore vivace. Ainsi faut-il soutenir à tout prix cette « valeur sûre » qu'est Bouteflika, fût-elle physiquement diminuée. Paris est évidemment sceptique face à ce cinquième mandat qui ferait atteindre à un grand malade, même soigné en France, un quart de siècle de règne absolu ; même si ce pouvoir, en réalité, est partagé par un frère peu hostile au monde des affaires, et qui se moque bien des aspirations du peuple. Cependant, il faudrait peut-être infiltrer ce mouvement de contestation potentiellement menaçant, histoire de ne pas se laisser surprendre. Le premier avertissement a d'ailleurs lieu le 13 février 2019 à Borj Bou

Arreridj, à 200 kilomètres d’Alger, avec une petite manifestation contre la cinquième candidature. Celle-ci est assez vite contenue, mais ne représente-t-elle pas un galop d’essai ?

La campagne est lancée. Abdelaziz Bouteflika, bien que diminué et traité de momie par des millions d’Algériens, fait la course en tête sur sa chaise roulante grâce aux partis inféodés, au patronat et aux organisations de masse telles que l’UGTA[23]. Il est assuré de ses parrainages : son directeur de campagne, Abdelmalek Sellal, annonce déjà que cinq millions de signatures sont acquises. Avec un tel chiffre, le président sortant peut être considéré comme déjà réélu. Les autres candidats doivent collecter les leurs, une par une, auprès de mairies souvent aux ordres du pouvoir. Le samedi 16 février, plus d’un millier de personnes défilent dans les rues de Kherrata, à 60 km à l’est de Bejaia en basse Kabylie, pour rejeter un cinquième mandat. C’est la première marche pacifique d’une longue série. Dans plusieurs villes du pays, des jeunes scandent : « Nous ne voterons pas pour une photo. » La grogne s’étend partout. À Annaba, cette même photo est piétinée par des manifestants dès le lendemain. La colère est réelle, et son orchestration, même indirecte, n’est pas démontrable.

Le maire FLN de la commune de Khenchla, à l’est du pays dans les Aurès, est pour sa part un peu trop obéissant. Il annonce que sa mairie ne délivrera de parrainage qu’en faveur de Bouteflika, et personne d’autre. Téméraire, Rachid Nekkaz annonce sur sa page Facebook qu’il se rendra à cette mairie même. Toujours sur Internet, le chef de la municipalité répond à ses administrés : « *Si vous êtes des hommes, venez faire le meeting avec lui (Nekkaz).* » Au pays des *Chaouias* (les « berbères »), c’est l’insulte de trop : c’est leur propre virilité qui est touchée. On ne badine pas avec un tel sujet. Ils sont des hommes et vont le prouver. Le mot d’ordre est de marcher et d’assiéger la municipalité. L’effet de foule est assuré, la mairie de Kherrata ferme donc ses portes préventivement. Mardi 19 février 2019, en fin de matinée, les habitants déchaînés s’amassent par milliers pour assaillir le maire bunkerisé. Une poignée de manifestants grimpe sur le bâtiment de la mairie. Arrivés au sommet, sur la terrasse, les jeunes décrochent le portrait géant de Bouteflika. Sa photo, que l’on croyait immuable, fait une chute de six étages. Au sol, elle essuie des crachats, se fait piétiner et déchiqueter. Toute chose égale par ailleurs, ce jour-là

rappelle un peu celui où la statue de Saddam Hussain a été abattue par les Irakiens, suite à l'invasion américaine de Bagdad en mai 2003. L'icône autoproclamée de l'Algérie du XXI[e] siècle vient de s'effondrer. L'image est captée par des portables et des caméras numérisées, Internet fait le reste. La destruction du méga poster du président embrase les réseaux sociaux et d'autres villes d'Algérie. Le cinquième mandat est catégoriquement rejeté par cette jeunesse qui entraîne ses aînés dans son sillage. L'Algérie s'éveille enfin.

Pendant ce temps, à Paris…

Suite aux messages mesurés, mais clairs, de son ambassade à Alger face aux dangers que renferme cette énième candidature surréaliste, le Quai d'Orsay ne cesse de rédiger des notes. L'Élysée est perplexe. Les Algériens de France, écœurés, ne peuvent rester inertes. Dani Yahia Ouaret, un étudiant en architecture d'origine algérienne, dégoûté par le communiqué fatal du 10 février, lance un appel à la révolte sur sa page Facebook : « Je me suis dit qu'il fallait bouger. Cette annonce porte atteinte à notre dignité. Ils ont dépassé les limites. » Repéré par Faiza, une militante engagée dans le mouvement associatif français, l'appel de ce jeune de 24 ans fera date. Ils se parlent par claviers interposés et, avec d'autres, décident de passer à l'action. Une première réunion est organisée autour de l'étudiant dans un café de la place de la Bastille le 13 février. Entre tasses de café, stylos et intenses échanges à bâtons rompus naît le collectif « Debout l'Algérie » dont le principal mot d'ordre est simple : « Non à la honte du cinquième mandat », suivi d'un appel à un rassemblement pacifique sur la place de la République. Faiza dépose illico le dossier à la préfecture de police de Paris pour obtenir l'autorisation nécessaire. D'autres associations sont conviées pour manifester ce dimanche 17 février, jour de congé hebdomadaire en France, afin de permettre à un maximum de membres de la diaspora d'être présents. Des élus français d'origine algérienne sont conviés. Ils déclinent tous, convaincus peut-être du soutien de l'Élysée au clan Bouteflika. La veille, sur la page Facebook du mouvement spontané, on recense 8 000 personnes intéressées, le quart d'entre elles confirment leur participation.

Par une étrange coïncidence, ce dimanche-là des personnalités algériennes, liées au mouvement « Mouwatana », se trouvent à Paris. Elles répondent présent. Parmi elles, Karim Tabou[24], Zoubida Assoul et Sofiane Djilali et un certain « Amir DZ[25] », activiste sur la Toile et blogueur très suivi, qui prend le micro et galvanise la foule avec son parler « jeune ». Des médias français sont présents sur la place de la République : l'AFP, RFI, BFM TV, entre autres, tandis que les correspondants de la presse indépendante algérienne couvrent le rassemblement. Avec environ 4 000 personnes rassemblées sous un soleil hivernal, l'événement prend une tout autre tournure. Les drapeaux algériens débordent jusqu'aux contre-allées de la place. La veille, les « gilets jaunes » avaient regroupé à travers tout Paris un nombre à peine supérieur. L'un des organisateurs déclare au micro d'un journaliste : « Nous sommes en relation avec les gens de Kherrata et d'ailleurs, nous nous concertons sur ce qu'il faut faire. Devant un tel succès inattendu, le rendez-vous est pris pour dimanche prochain, même heure, même lieu. D'autres villes françaises, Marseille, Lyon, Lille auront les prochains dimanches des rassemblements pour stopper la surréaliste candidature de trop. »

À l'ambassade d'Algérie à Paris, le commandant Tarik, officier correspondant de la DDSE (services extérieurs algériens), d'abord ahuri, se doit de réagir. Ne doit-il pas sa nomination à ce prestigieux poste, habituellement dédié à un colonel, à Saïd Bouteflika ? Il va organiser une contre-manifestation avec les comités de soutien du président sortant. Il a des éléments agitateurs sous la main, issus d'associations satellites gravitant autour du Roi-Soleil et surtout de son frère. Un militant opportuniste professionnel se rend sur instruction de l'officier à Alger. Il est reçu par le directeur de campagne du président, Abdelmalek Sellal. 200 000 euros plus tard, ce mercenaire rejoint Paris. Désormais, il dispose de moyens autres que ceux de Dani, Faiza et autres. Les hauts représentants de l'État sont avec lui. Le commandant de l'ambassade veut impliquer la Mosquée de Paris dans l'organisation du rassemblement pro-Bouteflika sur la place de la République. Des bus sont réservés pour faire venir le plus grand nombre de personnes lors de leur jour de congé hebdomadaire. Malheureusement pour eux, afin d'éviter tout affrontement potentiel avec les anti « mandat de la honte » la Préfecture de police les autorise

à manifester le samedi 23 février, et non le lendemain. C'est le flop absolu ! Avec à peine 50 personnes qui scandent, sans le moindre slogan intelligent, leur soutien au cinquième mandat, le summum du ridicule est atteint. La presse française ignore ce rassemblement grotesque qui se croyait en terrain conquis, et consacre ses colonnes et ses images aux « gilets jaunes ». Mais les opposants à Bouteflika, eux, reprennent la balle au bond. C'était la manifestation de la honte. Les réseaux sociaux, en diffusant les images de ces supporters de Bouteflika si peu nombreux, ridiculisent les organisateurs dont le principal, Omar Ait Mokhtar[26]. Il est le coordinateur d'une obscure association, le « Mouvement citoyen algérien en France ». À ses yeux Bouteflika, au pouvoir depuis 1999, serait le plus à même de mener le changement dans la continuité : « Avec lui (Bouteflika), il est plus facile d'opérer ce changement du développement économique plutôt que d'aller dans l'inconnu ». Malgré les moyens financiers dont il dispose et le soutien d'Alger, il essuie des échecs sur toute la ligne. Cependant, ses apparitions sur les chaînes de télévision françaises ne sont pas rares, car il est le seul Algérien de France qui accepte de défendre la candidature de Bouteflika sur les plateaux, toute honte bue. En parfait thuriféraire, il tresse des lauriers à son candidat sans aucun argument sensé ni idée structurée, ce qui rend ses prestations totalement contreproductives. Elles sont de la même facture que celles d'un ancien ministre de l'Information, Habib Chawki Hamraoui, chargé de la coordination de la campagne du président, qui déclare devant une caméra de la très officielle chaîne nationale algérienne : « *Je n'ai qu'un seul souhait, celui de mourir le même jour qu'Abdelaziz Bouteflika.* » Et tant d'autres flagorneries du même acabit sont bien parties pour devenir cultes. Mais les équipes présidentielles sont toujours dans le déni, à l'heure où l'Algérie prend un nouvel élan, un certain vendredi 22 février. À dater de ce jour, plus rien ne sera comme avant.

1. Au moment où ces lignes sont écrites, ce ministre est en prison.

2. De son vrai nom Mohamed Khelifati, il est considéré comme le prince du Raï. Cheb Mami est condamné en 2009 par le tribunal correctionnel de Bobigny à cinq ans d'emprisonnement pour tentative d'avortement forcé sur son ex-compagne en 2005, mais est libéré en 2011. Dès son

incarcération, Bouteflika est intervenu personnellement auprès de Jacques Chirac pour le faire libérer immédiatement, en vain.

3. Lieu de révoltes répétées où même l'armée était intervenue, mais en 2019, la répression n'est plus d'actualité.

4. À en croire le site d'information en ligne « Algérie Patriotique », sous influence de l'ancien ministre de la Défense Khaled Nezzar, « Mouwatana a été créé dans une officine » (9 août 2018) mais l'auteur de l'article n'en dira pas plus. Manipulation ou intox ? Il est clair que certains partis politiques agréés sous le long règne de Toufik n'étaient pas en totale déconnexion avec le DRS. Les liens peuvent durer. Mais ce mouvement regroupe des militants sincères et déterminés.

5. Gynécologue aujourd'hui quadragénaire, elle fut, quelques jours après l'annonce de la quatrième candidature de Bouteflika en mars 2014, l'une des fondatrices du mouvement « Barakat » (« Ça suffit »).

6. En Égypte, un mouvement similaire baptisé « Kifaya » a vu le jour en 2005, et le président Hosni Moubarak a été déchu en 2012.

7. Les fleurons industriels et historiques d'Issad Rebrab se situent à Béjaïa, ville principale de la basse Kabylie.

8. En tant que candidat aux primaires socialistes de 2012, Arnaud Montebourg s'était déplacé en Algérie pour s'attirer les voix des Franco-Algériens. Les amis de Rebrab, à l'époque, en étaient ravis.

9. Marc Endeweld, *Le Grand Manipulateur. Les réseaux secrets de Macron*. Stock, Paris, 2019, p. 44.

10. Il est né à Dreux (Eure-et-Loir) en 1967, dans une famille rapatriée d'Algérie.

11. Lors des municipales de 1989, restée comme « l'année du Grand Chelem », Jacques Chirac avait raflé les 20 mairies d'arrondissement de Paris.

12. Partenariat entre 19 pays arabes et le Crédit Lyonnais, cette banque est créée en 1970 et prend son essor après le premier choc pétrolier de 1971.

13. Think tank dirigé par le très influent Claude Bébéar, président du groupe d'assurances AXA et grand ami de Jacques Chirac.

14. Éditions du Moment, 2014.

15. Ce groupe gère 82 milliards de dollars d'actifs à travers le monde.

16. *Le Grand Manipulateur, op. cit.*, p. 132.

17. Une cousine, née à Dreux comme Touazi, lance une association : « Les mamans En Marche » et se rapproche du candidat dès le début de sa

campagne.
18. L’une des rares personnalités « retraitées » à avoir eu ce privilège est Nelson Mandela, symbolisant une tout autre dimension et une très ancienne histoire avec l’Algérie révolutionnaire. Avant l’indépendance, le leader sud-africain s’était rendu dans une base militaire de l’ALN, l’Armée de Libération nationale.
19. Rachid Nezzak est le premier enfant de sa famille à obtenir des papiers français à l’âge de 11 ans, à l’occasion d’un voyage scolaire en Grande-Bretagne.
20. Le « Si » en arabe, placé devant un prénom, est un signe de déférence envers un aîné.
21. Un « Harrag », singulier de « Harragas », est un migrant qui prend la mer à partir des côtes nord-africaines, sur des embarcations de fortune, au péril de sa vie, pour rejoindre l’Europe (Malte, Espagne ou Lampedusa).
22. Nekkaz devait même faire sa déclaration de candidature à l’Assemblée nationale. Au dernier moment, le député UMP Laurent Wauquiez, qui avait réservé une salle, a annulé.
23. L’UGTA, ou Union Générale des Travailleurs Algériens, est le seul syndicat de travailleurs reconnu par les pouvoirs publics algériens.
24. Il est né le 2 juin 1973 à Ouadhia (Algérie). De 2006 à 2011, il est le premier secrétaire du Front des forces socialistes (FFS). Il crée par la suite son propre parti, non agrée, en 2013 : l’Union démocratique et sociale (UDS). Karim Tabou, devenu une des figures du Hirak, sera arrêté et emprisonné en septembre 2019.
25. Sa page Facebook dépasse les deux millions d’abonnés.
26. Bientôt sexagénaire, Omar Ait Mokhtar est installé en Seine-Saint-Denis depuis 1990. Il s’est présenté deux fois aux élections législatives pour être un des quatre députés représentant les Algériens de France (2007 et 2012). À l’époque Omar était anti-FLN, répétant à chaque meeting : « Il faut que les partis au pouvoir en Algérie depuis 1962 quittent la scène politique pour qu’enfin les choses bougent. » Ancien chauffeur de taxi, il se présente plutôt comme producteur de musique et réalisateur. En 2014, il devient un fervent supporter du candidat du FLN, Abdelaziz Bouteflika. Il se portera candidat à la présidentielle du 4 juillet 2019 qui sera annulée.

4

« VENDREDIRE »

Maintenant que le malade à évacuer est candidat, le secret médical n’est plus possible. Par un communiqué laconique diffusé le 21 février 2019, la présidence tente de banaliser un déplacement médical pourtant à haut risque, tant politiquement que cliniquement : « Son Excellence M. Abdelaziz Bouteflika, président de la République, se rendra à Genève le dimanche 24 de ce mois pour un court séjour afin d’y effectuer des contrôles médicaux périodiques. » Le président va bien, la preuve : il respecte scrupuleusement ses rendez-vous médicaux ! Tout est sous contrôle. Présenté ainsi, il ne s’agirait que d’un court séjour de remise en forme, comme le ferait un sportif se rendant dans un Spa la veille d’une grande compétition. Ce que la présidence oublie, c’est que le lendemain de cette annonce, une grande manifestation est prévue à travers toute l’Algérie.

La communication officielle ne peut plus user du black-out médiatique comme jadis. En effet, par le passé, suite à l’aggravation de l’état de santé du président, ce dernier avait été évacué dans le plus grand secret par des chemins tortueux. Suite à la prise d’otage sur le site gazier de Tigentourine en 2013, le président est mis en urgence dans son avion, destination Genève. Une fois arrivé sur le tarmac helvète, un gros porteur médicalisé battant pavillon des Émirats Arabes Unis attend Bouteflika pour le transporter dans le plus grand secret vers un hôpital allemand. Seule une équipe réduite composée de son médecin, de son garde du corps et de son officier de transmission,

est autorisée à accompagner le grand malade. Le secret de ce séjour médical a été bien gardé pendant sept ans. Nous le révélons dans cet ouvrage. La même opération s'est répétée une nouvelle fois pour une évacuation vers un hôpital britannique, et une autre fois vers les États-Unis. À chaque fois, les Algériens croient leur président dans sa résidence de Zéralda, s'occupant des affaires de son pays. Quelques hauts responsables algériens, triés sur le volet, sont au courant, sans oublier bien sûr la famille royale des Émirats, qui n'a aucun secret pour les Saoudiens ni pour les services secrets occidentaux. Mais en 2019, que Bouteflika soit à Alger ou ailleurs n'a plus aucune importance. Les Algériens se sont donné le mot de sortir massivement dans la rue. Le président doit quitter le pouvoir, de gré ou de force. Le pays se réveille, avec les jeunes en première ligne.

Vendredi 22 février, le tournant

Grande alerte à l'hôpital universitaire de Genève ce vendredi 22 février : tout le huitième étage est réquisitionné pour recevoir un VIP et quelques accompagnateurs dont l'identité n'est pas communiquée au corps soignant. La police fédérale doit discrètement se déployer pour sécuriser le site. L'illustre patient est attendu deux jours plus tard, le temps de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer sa tranquillité lorsqu'il se présentera sous un faux nom.

Le même jour en Algérie, l'alerte est également maximale chez toutes les composantes des forces de l'ordre. Le régime est sur les nerfs : ce vendredi, juste après la grande prière hebdomadaire, des centaines de marches pacifiques vont être organisées à travers tout le pays suite à des appels anonymes lancés sur les réseaux sociaux. Les vidéos du piétinement du portrait géant de Bouteflika, à Khenchla, qui comptent des millions de « vues » sur YouTube, ont fait de la Toile le seul organe d'information crédible en raison du peu de liberté accordée aux médias traditionnels. Beaucoup y ont vu la main des islamistes en raison du jour et du moment choisi, ce qui a soulevé certaines réticences chez de nombreux citoyens craignant la manipulation. Cependant, la majorité des Algériens n'attribuent pas la paternité de ce mot d'ordre aux islamistes. Ils sont échaudés par la décennie noire, et

seul le rejet de la « candidature de la honte » est à l'ordre du jour. Les idéologies sont mises de côté pour éviter toute diversion ou interférence, l'objectif est unique et commun.

Tous les regards se tournent alors vers la capitale. Alger est interdite de manifestation depuis le 18 juin 2001[1], tous les rassemblements y ont été brutalement réprimés. Pourtant, la consigne de marcher dans ses rues est claire et maintenue, quels que soient les dangers encourus. Les Algérois sont maintenant déterminés et lancent un véritable défi à un pouvoir toujours prompt à montrer ses muscles au nom du respect de la loi. Une question se pose néanmoins : que va faire la police ? En prévention, des appels au calme et à éviter toute provocation ont été lancés par plusieurs responsables et personnalités publiques, inquiets de la tournure que pourraient prendre les événements. D'autres plus anonymes sur Internet ont lancé un slogan qui deviendra la marque de fabrique de cette révolution qui ne dit pas encore son nom : « *Silmya, Silmya* » (« pacifique, pacifique »). Dès la veille, la tension est palpable. Des Algérois avouent avoir fait des provisions deux jours auparavant face à la crainte suscitée par les appels anonymes lancés sur Facebook.

Aux premières heures de ce vendredi, sous la pluie, un lourd dispositif policier encercle déjà la ville. Des brigades entières et suréquipées sont déployées dans les quartiers sensibles jugés à haut risque : Bab-El-Oued, Belcourt… « Nous resterons ouverts jusqu'à la prière du vendredi, et qu'ils ne comptent pas sur nous pour envoyer nos enfants se faire massacrer, on a payé un prix lourd en 1988, explique un épicier. Ce que l'on craint, c'est que cette jeune génération qui ignore tout de ce que nous avons traversé fonce tête baissée[2]. » Les plus âgés ont évidemment en tête les violentes répressions du 5 octobre 1988[3] mais pour les jeunes, c'est quasiment de la préhistoire. Aujourd'hui, ils veulent faire l'Histoire ! Comme chaque vendredi, les mosquées sont pleines à craquer. Les imams ont reçu de leur ministère de tutelle, celui des Affaires religieuses, instruction de diriger leurs prêches contre les manifestations, sources de *fitna* (« discorde ») entre musulmans, ce qui est condamné par le Coran. Le pouvoir va jusqu'à introduire la politique dans les mosquées pour laisser entendre que s'opposer à Bouteflika est *haram* !

Juste avant la fin de la prière, la tension monte d’un cran. Les brigadiers anti-émeute, protégés par un casque, bouclier et matraque en main, resserrent nerveusement les rangs. Les moteurs des véhicules blindés lanceurs d’eau ronronnent. À 14 heures, les Algérois commencent à sortir des mosquées. Et comme par miracle, la pluie cesse. Le bon Dieu n’est plus avec Bouteflika, ricanent quelques-uns. Au début, prudents, les manifestants se rassemblent par petits groupes. Les minutes passent, et les rangs ne cessent de grossir. À peine deux heures après la sortie des mosquées, une marée humaine envahit les principales artères d’Alger. Au milieu de l’axe principal, rue Didouche-Mourad (ex-rue Michelet), un immeuble attire une grande foule. Sur sa façade trônent de nombreux drapeaux algériens, palestiniens, mais aussi néo-zélandais, en hommage aux victimes de l’attaque terroriste qui a fait 50 victimes dans deux mosquées le vendredi précédent. Une façon de dénoncer le terrorisme et de tourner définitivement la page de la décennie noire.

Le dispositif policier se renforce, mais les Algériens scandent « *Silmya, Silmya* ». Partout les marches sont pacifiques. Équipées de leurs matraques et bombes lacrymogènes et entraînées pour gérer la violence, les forces de l’ordre sont totalement désarmées face à une foule pacifique. Les jeunes et les femmes leur offrent des sourires, et parfois des fleurs. Une rose contre une matraque, et les URI (unités républicaines d’intervention, l’équivalent des CRS français) sont neutralisées. Alors interviennent les forces de l’ombre qui coupent Internet et la 4G pour que les consignes et les photos ne soient plus relayées sur les réseaux sociaux. Grossière erreur… La guerre des images est perdue d’avance. Soudains privés de toute connexion, ceux qui suivaient les événements chez eux devant leur tablette ou leur smartphone sortent voir les marches de leurs propres yeux et rejoignent les cortèges. L’affrontement tant redouté n’a pas lieu : aucun incident n’est à déplorer ce jour-là, aucune vitre brisée, du jamais vu ! Le 22 février 2019 commence en Algérie une révolution inédite que personne ne sait encore nommer. « Révolution du sourire », « Révolution blanche », « Révolution pacifique », il n’y a pas de mots adéquats pour désigner cet événement exceptionnel. Mais les Algériens ont inventé un nouveau mot : « Vendredire ». Désormais, ce jour de semaine est associé à un devoir démocratique. Les manifestants

se sont dispersés dans le calme, en se donnant rendez-vous le vendredi prochain et les suivants. Rien ne sera plus comme avant, c'est désormais gravé dans le marbre.

Cependant, pour désigner la dynamique de cette surprenante révolution, le mot *Hirak* (« mouvement ») s'impose peu à peu. L'origine de ce terme mérite précision. Il est apparu pour la première fois dans le champ politique arabe en 2007, au Yémen, fief du mouvement sudiste séparatiste Al Hirak al Janoubi (le mouvement du Sud). Le mot refait son apparition au Maghreb en 2016 avec le Mouvement populaire du Rif, une région berbère où les habitants ont manifesté après l'assassinat d'un vendeur de poissons par les forces de police. Les chaînes de télévision du Golfe avaient alors abondamment qualifié cette insurrection générale d'« Hirak », et reprennent volontiers le mot pour les contestations algériennes. Car pour les pétromonarchies, qui n'aiment pas du tout les mouvements des foules et encore moins les connotations liées à la Révolution française, il convient de désigner cet élan populaire par un terme choisi dans la péninsule arabique, fief de tout référencement islamique, et en arabe, cela va de soi. De plus, les monarchies du Golfe défendent leurs intérêts en Algérie. Plus de 5 000 sites Internet « subversifs » sont identifiés aux Émirats arabes unis. Cela vaut bien de mener une guerre numérique acharnée, car c'est seulement dans le chaos que les rois et princes d'Arabie peuvent intervenir. Mais la Russie leur fait de l'ombre. Face à la technologie de Moscou, qui aurait infiltré la campagne présidentielle en faveur du candidat Trump, les « hackers » du Golfe sont rapidement dépassés. Interceptions d'écoutes téléphoniques et des échanges sur Internet, mise en place de *firewalls*, tout un dispositif permet aux Russes de venir à la rescousse de l'armée algérienne et de collecter du renseignement partagé en temps réel avec le haut commandement militaire. Car sur le terrain, les forces armées, plus préoccupées par la collecte du renseignement que par l'endiguement du mouvement, sont invisibles. Un des slogans repris dans toute l'Algérie dit d'ailleurs : « Le peuple et l'armée : *Khaoua, Khaoua* (frères-frères) ». Personne ne cherche l'affrontement. Enfin presque.

Un autre couple de complices se forme : l'unique syndicat algérien, l'UGTA et le patronat, le FCE. Une idée lumineuse traverse l'esprit de

Sidi Saïd, patron de la centrale syndicale, satellite du FLN et forte de ses deux millions d'adhérents, selon le chiffre officiel. Il passe ce même vendredi après-midi au téléphone avec les différents responsables régionaux. La mobilisation est à l'ordre du jour. Bouteflika a des troupes dans tout le pays, et il faut le faire savoir. Ali Haddad, le milliardaire qui contrôle le patronat par la terreur, est aussi mis à contribution. Les deux partenaires sociaux évoquent la possibilité d'organiser une contre-manifestation géante de soutien à la candidature du président sortant. Après tout, les équipes de campagne s'attribuent plus de cinq millions de parrainages. Il faut faire défiler quelques centaines de ces milliers d'Algériens qui, comme tout un chacun, ont le droit de manifester et surtout de soutenir ce cinquième mandat. Les caméras de la télévision officielle ne manqueront pas cet événement contre-révolutionnaire. C'est une simple question d'organisation, tous les leviers sont disponibles : avec des pressions, des intimidations et beaucoup d'argent, les pro-Bouteflika occuperont aussi la rue. Il s'agit de l'exercice du droit le plus élémentaire à la libre expression. Et si face à eux, les jeunes réagissent à cette provocation, tant pis pour eux. Des combats de rues seraient même les bienvenus, l'armée aurait le dernier mot, pensent Sidi Saïd et Ali Haddad. Sans oublier la richesse du dispositif juridique qui peut faire valoir la nécessité d'établir un état d'urgence, ou encore un état d'exception où toutes les libertés individuelles seraient suspendues. En théorie, ce plan peut fonctionner, mais en pratique le doute s'installe même chez les partisans du clan présidentiel, impressionnés par ces millions de contestataires, d'autant plus que le chef d'état-major n'est pas favorable à l'implication de ses militaires et de leurs blindés dans la gestion des mouvements des foules. Très tôt, il avait exclu toute répression des manifestations et encore plus, tout recours à un état d'urgence. Le chef des armées ne cesse de prôner le respect de la Constitution. La crise politique peut s'aggraver. Le chef d'état-major se contente de répéter que l'armée restera garante de la Constitution, qui permet à Bouteflika de se représenter. Un lâchage ? Pas vraiment, puisque Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense, déclare que l'armée demeurera garante de la stabilité face à ceux qui veulent ramener l'Algérie aux années de guerre civile (1992-2002). Nombre des dirigeants militaires étaient à peine capitaines ou officiers

supérieurs lors de la décennie noire. Selon eux, ils avaient fait le boulot car les politiques de l'époque (Chadli Bendjedid entre autres) avaient failli. Pas question de laisser tout foyer d'incendie se propager, cette fois-ci. Ces propos teintés de menace de Gaïd Salah laissent entendre sa loyauté au président qui constitutionnellement a le droit de se présenter. Sera-t-il apte ? Le chef des armées en doute mais reste dans la légalité. Seulement, devant l'ampleur de la contestation, le projet de contre-manifestation est vite abandonné, faute de volontaires en nombre satisfaisant. Il ne faut surtout pas renouveler le flop de Paris ! La rue appartient donc aux Algériens qui rejettent le mandat de la honte. En manifestant tous les vendredis, ils veulent rattraper vingt ans de silence, de résignation et d'indifférence. « Bouteflika : No pasarán ! » Le slogan des partisans de la Seconde République espagnole (1936-1939) s'applique désormais à l'éventuelle République algérienne.

Un requiem pour la présidentielle

Le gouvernement au grand complet, le syndicat officiel, le patronat et les partis de l'alliance présidentielle, tous sont ahuris, certains même franchement abattus par ces impressionnantes manifestations dans toutes les villes, sans exception aucune. Même celles de l'ouest du pays, pourtant choyées par le président qui a fait du régionalisme l'un des leviers de sa gouvernance, sont au rendez-vous. La télévision officielle n'a diffusé aucune image du 22 février, mais cela compte peu. Son audience est endogamique, les Algériens s'informent autrement. Le pays vit au XXIe siècle, quand la communication officielle appartient encore à un autre âge. Personne ne prend la véritable mesure du 22 février. Même ceux qui croyaient pouvoir manipuler éternellement les foules sont surpris par le nombre, certes imprécis, des manifestants. On parle de cinq millions, voire plus ! La presse sous contrôle évoque bien entendu un chiffre à la baisse, 800 000 personnes seulement à travers tout le territoire. Finalement, ces Algériens avides de liberté sont imprévisibles : ils sont restés calmes et pacifiques, alors qu'un incident aurait peut-être suffi au pouvoir pour montrer ses muscles. Certains pensent que c'est encore possible, car après tout,

l’Algérien est nerveux et spontané. Le sud du pays en particulier vit chaque année, et depuis longtemps, au rythme de centaines de manifestations. À chaque fois, on déplore des pneus brûlés, des vitres fracassées et beaucoup de blessés, mais grâce à la politique du bâton et de la carotte, un calme apparent ne tarde pas à revenir. La répression est systématiquement suivie par l’achat de la paix sociale, selon le mode d’emploi habituel de l’État. Cette recette a toujours fonctionné. Alors il faut reprendre les choses en main. L’intervention de l’armée devient nécessaire. Ces valeureux militaires qui ont fait face durant sept ans aux islamistes les plus sanguinaires peuvent aisément gérer les sept prochains vendredis qui séparent Bouteflika de la date de son inéluctable réélection. C’est du moins la teneur du message que livre la garde rapprochée du président-frère, plus que jamais considéré comme le « Small Brother », à tous ses partenaires et contacts étrangers, sans toutefois consulter le véritable chef des armées.

La parole est au gouvernement. Le ministre du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, annonce que depuis 1999, date de la prise du pouvoir par Bouteflika, plus de 7 millions d’emplois durables ont été créés, et que le programme se poursuit. Son collègue à l’Habitat évoque les cinq millions de logements livrés aux demandeurs durant les quatre quinquennats. Le ministre des Transports rappelle pour sa part la mise en marche du métro d’Alger et de tramways dans plusieurs villes, la construction de nouveaux aéroports dans tout le pays. Chaque membre du gouvernement dresse un bilan de rêve des années Bouteflika : grâce à lui, l’Algérie est entrée de plain pied dans la modernité. Selon ces ministres, les Algériens sont heureux mais ils ne le savent pas. « Un président que tout le monde nous envie », avait dit autrefois un des membres du gouvernement. Il doit donc poursuivre son œuvre grandiose pour le grand bonheur de son peuple, qui finira un jour peut-être par saluer toutes ces réalisations ! En arabe, on dit *injazate* : ce mot-valise est lâché une dizaine de fois dans chaque allocution d’un responsable nommé par décret présidentiel. *Injazat*, ce terme qui se veut magique, déclamé sur toutes les tonalités, est pour Bouteflika comme l’unique tube d’un chanteur. La campagne électorale doit être axée autour de l’évocation du mirifique bilan présidentiel. Aucun autre candidat ne peut en dire autant.

La parole est alors à Abdelmalek Sellal, directeur de campagne. Le sourire toujours aux lèvres, il croit faire une révélation de taille pour galvaniser ses troupes : « D'ores et déjà, nous avons collecté plus de signatures qu'en 2014… Ces signatures prouvent que notre candidat est largement accepté par les Algériens. » Et la récolte n'est pas finie. Il se garde cependant d'un triomphalisme si éhonté, et demande à toutes ses équipes de se comporter avec beaucoup de respect envers tout le monde, « *car notre candidat est, lui, respectable et respectueux de tous* ». Publiquement, Sellal fait dans la « *Silmya* ». En privé cependant, lors d'une conversation téléphonique avec Ali Haddad, chef du patronat algérien, il se fait plus guerrier. Sellal reconnaît au téléphone que certains proches commencent à avoir peur, « *mais nous avons l'État et Dieu avec nous* ». Cette conversation téléphonique enregistrée par une personne non identifiée a fuité sur la Toile quelques jours après le premier vendredi historique. Le directeur de campagne dit à son interlocuteur : « Le vendredi (1er mars) je vais aller á Ain Ouassara, ils m'ont dit qu'il faut faire attention. Je leur ai dit "mes gardes du corps ont des Klashs (Kalachnikov), ils peuvent tirer". De son côté, Ali Haddad se veut rassurant : "J'ai appelé Mohamed qui connaît bien Tizi Ouzou. Il m'a dit" Ali, le problème est dans la finance. Chacun veut avoir sa part. Pour le reste les gens s'en foutent. Ils préfèrent Bouteflika à toute autre personne. » De cet échange entre deux hommes puissants à la fois politiquement et financièrement, il ressort que le succès de cette campagne électorale repose sur deux choses qui ne manquent pas : les armes et l'argent.

Une fois mise en ligne le mercredi 27 février, cette conversation téléphonique privée fait l'effet d'une bombe. Un directeur de campagne et un oligarque qui décident en quelques phrases arrogantes, agrémentées de menaces et de plusieurs milliards, du sort de la présidentielle ! Tous les Algériens ont cliqué sur ce lien. Ils sont choqués, mais galvanisés. Cela tombe mal, très mal. Le surlendemain, vendredi 1er mars, ces mêmes Algériens vont de nouveau « Vendredire ». Et cette fois-ci, ils seront plus nombreux, plus déterminés et mieux organisés mais toujours *Silmya*. Avec, en plus, beaucoup de créativité et d'humour.

Ce vendredi-là, les manifestants commencent par chanter l'hymne national. Puis, les jeunes enchaînent par leur propre hymne : « La Casa

El Mouradia[4] » (« la mafia de la présidence »). À l'origine, un chant de supporters d'un club algérois, composé en 2018 pour témoigner du mal-être de la jeunesse algérienne. Le titre de cette chanson est un détournement de celui d'un feuilleton espagnol « Casa de Papel », qui a connu en 2017 un grand succès en Algérie. La série raconte, sur plusieurs épisodes et avec beaucoup de suspens, une prise d'otages inédite dans la Maison royale de la Monnaie d'Espagne, afin d'imprimer 2,4 milliards d'euros en petites coupures de 50 €. Le thème de la série revisité par des jeunes relate les quatre mandats de Bouteflika :

Le premier [mandat], on dira que c'est plié

Ils nous ont baisés avec la décennie [noire]

Au deuxième mandat la fable est devenue claire

La Casa d'El Mouradia

Au troisième, le pays a été bousillé

À cause des magouilles personnelles

Au quatrième, la marionnette est morte et

Tout baigne pour eux.

Ce chant de stade, repris par des millions de jeunes dans toutes les rues d'Algérie, se transforme en requiem pour Bouteflika. Le second vendredi est un désastre pour le pouvoir, lorsque des personnalités rejoignent le mouvement. Issad Rebrab est acclamé par la foule alors que son soutien à Ali Ghediri n'est un secret pour personne. Le peuple occupe la rue quand le président occupe depuis presque une semaine tout un étage de l'hôpital universitaire de Genève, sur les bords du lac Léman. La presse indépendante parle d'une immense manifestation, le chiffre de huit millions de personnes fait la une de nombreux journaux. Le Premier ministre Ahmed Ouyahia monte au créneau et brandit le spectre syrien : « *Les citoyens ont offert des roses aux policiers, c'est beau, mais je rappelle qu'en Syrie, ça a commencé aussi avec les roses.* » Il répond aux aspirations pour la démocratie par des menaces. Les allusions à la décennie noire se répètent mais font chou blanc.

Cependant, Bouteflika est toujours candidat. Alors pour rattraper le coup, il a été décidé – à sa place, comme d'habitude – de limoger le

2 mars Abdelmalek Sellal, l'homme à la « Klash ». Il est remplacé par Abdelghani Zaalane, qui quitte alors ses fonctions de ministre des Transports. Dès le lendemain, en qualité de nouveau directeur de campagne, ce dernier dépose le dossier de candidature de Bouteflika au Conseil constitutionnel, peu de temps avant l'heure limite légale (dimanche 3 mars à minuit). Des fourgons transportant les nécessaires formulaires, 19 700 parrainages d'élus nationaux et locaux[5] et plus de 5 millions de parrainages d'électeurs, selon ses dires, font partie de son cortège. À sa sortie, Abdelghani Zaalane déclare : « Le candidat Abdelaziz Bouteflika m'a mandaté, conformément à la loi électorale, pour déposer sa candidature à l'élection présidentielle. » Tout au long de la journée, la haute Assemblée est assiégée par des étudiants révoltés. Mais un cordon de police transforme le bâtiment en citadelle imprenable, tout en assurant un passage à ceux qui souhaitent déposer leur dossier de candidature. De Genève, le président veut se maintenir au pouvoir coûte que coûte. Des voix doutent de l'authenticité de son certificat médical. D'autres voix dénoncent cette mascarade juridique, car il est d'usage que ce soit le candidat lui-même, et personne d'autre, qui se rende au siège du Conseil pour remettre son dossier de candidature en main propre. Le président de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections (HIISE), Abdelwahab Derbal, jette un pavé dans la mare et rappelle lui-même que le dossier de candidature à des élections, notamment présidentielles, doit être déposé par le candidat « en personne », comme le stipulait un communiqué publié le 21 février par le Conseil constitutionnel. Mais ce dimanche matin, il n'est déjà plus accessible en ligne. Le texte de la Constitution n'apporte pas de réponse explicite. C'est la confusion la plus totale, ou bien la magouille la plus criarde. Le clan Bouteflika sait faire les deux.

Le vaudeville politique

Au total, dix autres postulants ont déposé leur candidature. Ali Ghediri fait partie du nombre. Rachid Nekkaz, accompagné par un homme inconnu du public, réussit à se frayer un chemin vers le Conseil constitutionnel. Il y dépose un dossier de candidature en bonne

et due forme. Mais, à la stupeur générale, si le postulant s'appelle bien Rachid Nekkaz, il est le cousin de l'agitateur, défenseur du niqab ! Ce candidat sorti du chapeau est mécanicien, totalement éloigné de la politique, et son chemin n'a jamais croisé celui d'un électeur. Mais le cousin a respecté la loi, il s'est rendu en personne à la haute institution. Cette vraie-fausse candidature, qui voit une simple homonymie transformée en ambition présidentielle, fait atteindre des sommets à la bouffonnerie dans cette élection déjà bien singulière.

Auparavant, sur sa page Facebook, le véritable Nekkaz se disait victime d'un enlèvement pour se présenter à la presse à sa sortie du Conseil constitutionnel comme le directeur de campagne du « cousin Nekkaz ». Ce n'était plus une affaire de famille, mais une imposture pure et simple : les Algériens qui croyaient accorder leur parrainage au Nekkaz médiatisé se sont retrouvés caution d'un mécanicien… La loi est contournée, mais Nekkaz est de nouveau sous les projecteurs même s'il partage la lumière avec son cousin. Il explique que sa candidature est symbolique, au même titre que la candidature de Bouteflika. Il poursuit : « Si le Conseil constitutionnel valide cette candidature le 13 mars, je deviendrai le directeur de campagne. Si mon cousin est élu, on créera immédiatement le poste de vice-président par voie parlementaire, fonction que j'occuperai. Et le président élu (mon cousin) démissionnera aussitôt. Je prendrai alors automatiquement le poste de président. » Devenir chef de l'État par un tour de passe-passe, un vrai sketch ! Du grand Nekkaz dans toute sa splendeur, où les coups de Jarnac, fantasmes et satires politiques s'entremêlent. En ajoutant la confusion aux tumultes, il a accompli sa mission, mais au profit de qui ?

À l'inverse de cette candidature bouffonne, deux hommes politiques d'envergure renoncent à se porter candidats. Abderrazak Makri, le chef du Hamas (MSP), qui avait apporté son soutien aux manifestations contre le cinquième mandat, se retire de la course par un simple communiqué : « Le peuple a clairement exprimé son refus catégorique et définitif du cinquième mandat. Il appartient à tous les responsables dans les différentes institutions de l'État d'écouter la voix du peuple et d'assumer leurs responsabilités sans aucune hésitation. Qu'ils arrêtent d'imposer l'impensable ! » Lors des manifestations, les islamistes sont restés étrangement silencieux, voire invisibles. Sans doute attendent-ils

leur heure… L’ex-Premier ministre Ali Benflis, candidat malheureux à deux reprises, suit l’exemple de Makri et déclare : « Ma place n’est plus dans une compétition électorale dont notre peuple ne veut pas… Le peuple a pris la parole et je l’ai entendu. » Il conclut : « L’élection présidentielle, dans les circonstances actuelles, n’a ni de sens ni de raison d’être. » Mais pour Bouteflika, le pouvoir est sa seule raison d’être.

Un autre communiqué présidentiel offre à ce dimanche surréaliste un nouveau rebondissement. Bouteflika confirme sa candidature pour le scrutin du 18 avril prochain et fait plusieurs promesses, dont une est très innovante : s’il est élu, il s’engage à organiser une présidentielle anticipée où il ne sera pas candidat… sans fixer de date ! Il poursuit, dans le texte : « J’assume la responsabilité historique de la concrétisation de l’exigence fondamentale du peuple, c’est-à-dire le changement du système… Juste après l’élection présidentielle, je m’engage à tenir une conférence nationale inclusive et indépendante pour débattre, élaborer et adopter des réformes politiques, économiques et sociales, devant constituer le socle du nouveau système rénovateur de l’État national algérien en harmonie avec les aspirations de notre peuple. » Il promet l’élaboration et l’adoption par référendum populaire d’une nouvelle Constitution, qui consacrera la naissance de la nouvelle République et du nouveau système algériens. En clair, Bouteflika fait sien le programme de sa doublure, Ali Ghediri. Le communiqué se termine par une touche qui se veut émouvante : « J’ai écouté et entendu le cri du cœur des manifestants et en particulier des milliers de jeunes qui m’ont interpellé sur l’avenir de notre pays […] J’ai le devoir et la volonté d’apaiser les cœurs et les esprits de mes compatriotes. Je le fais également en tant que président de la République, pleinement respectueux de la volonté populaire qui m’a accordé l’insigne privilège de me porter à la magistrature suprême. Je le fais enfin en qualité de candidat à la prochaine élection présidentielle, avec conviction. » Bouteflika, candidat malgré tout, salue le civisme des Algériens. Il est clair qu’il cherche une sortie honorable, qu’il ne veut pas être chassé par la rue comme certains présidents tombés, voire lynchés, lors des printemps arabes. Il ne négocie pas vraiment, il se transforme en marchand de tapis. Le peuple

ne veut pas de cinquième mandat ? Il leur offre quatre mandats et demi. Qui dit mieux ?

Bien que fortement grippée, la machine présidentielle ne s’arrête pas pour autant à des « détails juridiques », ni au rejet massif et populaire. Après tout, le nouveau président du Conseil constitutionnel, Tayeb Belaiz, est un fidèle de la première heure. Toutefois, dans un contexte de révolte, cette institution peut difficilement valider le dossier présidentiel. Les plus hautes instances du pays sont sommées de gérer une candidature kafkaïenne alors que la jeunesse ne faiblit pas et que le pays peut s’embraser à tout moment. Les Algérois, comme d’autres ailleurs, sortent occuper les rues avant la clôture des dépôts de candidatures. Une manifestation nocturne à Alger, c’est une première depuis vingt ans. Les jeunes expriment leur colère et leur désespoir, ressentent ce dépôt de candidature comme une atteinte portée à leur dignité. Les langues se délient encore plus face aux correspondants de la presse étrangère :

« Quelle connerie ! On ne sait pas s’il est vivant ou mort. On ne sait pas qui écrit ses communiqués. On ne l’a pas vu prendre la parole depuis des années », fulmine Houari, 20 ans[6]. Devant le même journaliste du *Monde*, un autre jeune étudiant, Walid, 22 ans, ajoute : « On dit que la guerre civile de la décennie noire [les années 1990] a fait 200 000 morts. Mais en vingt ans, combien de jeunes sont morts à cause de la drogue ou dans la mer Méditerranée en tentant de rejoindre l’Europe à cause de lui ? » La nuit se termine dans le calme, comme les manifestations des Algériens à travers toutes les grandes villes de France. La détermination des Algériens du pays et de la diaspora est intacte. L’article signé par Jean-François Kahn et publié en Belgique, résume le mieux ce face-à-face entre les Algériens et Bouteflika. Son titre : « Algérie : le peuple contre un mannequin embaumé[7]. » Tout est dit.

En France, l’ambassadeur d’Algérie, Abdelkader Mesdoua, très sollicité par la presse française[8], concède le 4 mars 2019 un seul entretien en direct à CNews avec Jean-Pierre Elkabbach, une autre très bonne connaissance de Bouteflika. La prestation de son Excellence mérite une Palme d’or : « Pour celui qui connaît Abdelaziz Bouteflika, c’est lui qui décide. Ce n’est pas le système qui le désigne. Il a

probablement fait son évaluation et ensuite, il a décidé d'être candidat ». Et l'ambassadeur de déclarer plus loin, sans aucune ironie : « Il n'a pas sa santé de 20 ans, mais il a toute la tête de ses 20 ans. » Son interlocuteur a la courtoisie de ne pas être virulent. Moins complaisants, les Algériens de France ne se reconnaissent pas dans leur ambassadeur zélé. De toute façon, Abdelkader Mesdoua n'a accepté cet unique entretien que pour se disculper aux yeux de son employeur. Le clan Bouteflika avait en effet appris que le fils de l'ambassadeur, âgé d'une trentaine d'années, s'était exprimé sur les réseaux sociaux contre un cinquième mandat. Éperdu, le père a saisi le bienveillant micro d'Elkabbach pour bien signifier au pouvoir qu'il n'avait rien à voir avec ce fils indigne. Pour le moment, de nombreux grands commis de l'État ne lâchent pas encore Bouteflika : ils restent attachés à leurs privilèges. Mais la donne a complètement changé : si le pouvoir régnait sur un peuple, aujourd'hui il découvre brutalement « le Peuple ». Et c'est une nouveauté pour les gouvernants algériens.

L'une des issues de secours du clan Bouteflika se bloque soudainement quand Ali Ghediri est mis en difficulté. Fait-il toujours l'affaire ? Il veut renverser la table, parle de deuxième République. Ses premières sorties médiatiques sont concluantes, mais les premières seulement… Ghediri avait déclaré qu'il était le général-major le plus diplômé de l'armée algérienne. Ses anciens camarades ont dû apprécier… Très vite, le manque de charisme du général-candidat, ajouté à ses maladresses, brise son élan et tue l'engouement populaire initial, bien qu'il soit soutenu à bout de bras par Rebrab, l'ami de Macron, et Toufik, le dieu de l'Algérie. Avec cette erreur de casting, « le plan B » ne peut fonctionner. Son directeur de campagne, Mokhtar Ait Larbi[9], une pointure et un symbole d'intégrité, prend ses distances avec lui. Ghediri est aussi abandonné par d'autres membres de sa garde rapprochée. Un moment, Saïd Bouteflika avait pourtant envisagé de faire retirer la candidature de son frère à la dernière minute pour laisser un boulevard à Ali Ghediri, doublure du président sortant. C'est dire si même Saïd ne croyait pas vraiment à la réélection de son frère… Mais Ali Ghediri et Abdelaziz Bouteflika ont un point commun : une candidature qui fait « pschiit », et le « plan B » tombe définitivement à l'eau. Il ne reste plus qu'à foncer et tenter d'instrumentaliser la crise qui s'installe afin de confectionner d'autres

plans, quitte à renforcer la confusion. À ce jeu-là, « Small Brother » est passé maître.

La revue officielle de l'armée *El-Djeich* vient de paraître. L'éditorial se distingue par un surprenant changement de ton : aucune menace à l'égard des manifestants, au contraire. C'est un indice qui ne trompe pas : Ahmed Gaïd Salah s'apprête à changer son fusil d'épaule, au grand jour. Depuis longtemps il avait décidé de mettre un terme aux manigances de ce « Small Brother » doté de pouvoirs extraconstitutionnels. Saïd cherche de nouveaux appuis et même des conseils. Il pense en parler avec Khaled Nezzar[10], ancien ministre de la Défense. Le président-frère fait appel à son voisin et ami Farid Benhamdine, pour lui arranger le plus tôt possible une rencontre avec l'ancien homme fort du pays. Aussitôt, Farid téléphone à l'ex-grand décideur. À l'autre bout du fil, Khaled Nezzar prend connaissance de la requête, hésite un instant mais finit par accepter de voir Saïd Bouteflika. Le rendez-vous est fixé au lendemain, vendredi 8 mars.

Dix millions d'Algériens sortent « vendredire »

Pas de chance pour le pouvoir : en 2019, le 8 mars, journée internationale de la femme, tombe un vendredi. Toujours dans le déni, toujours fidèle aux grands rendez-vous, comme chaque année, malgré son AVC, Bouteflika adresse un message aux femmes algériennes une journée à l'avance, croyant ainsi déminer les rassemblements annoncés dans tout le pays. Dans son communiqué, il tente de retourner la situation en sa faveur : « Nous avons enregistré, il y a quelques jours, la sortie de nombre de nos concitoyens et concitoyennes, à travers les différentes régions du pays, afin d'exprimer pacifiquement leurs opinions, et nous nous félicitons de cette maturité de nos concitoyens, y compris de nos jeunes, et du fait que le pluralisme démocratique pour lequel nous avons tant milité soit désormais une réalité palpable. » Il conclut sa missive en donnant sa perception de la situation : « Nous avons besoin de préserver la stabilité pour se consacrer, peuple et pouvoir, au parachèvement de l'œuvre de construction et d'édification et pour réaliser davantage de succès et de progrès. » De Genève, il lance à son peuple un « Je vous ai

compris ! ». Présentées de la sorte, les manifestations ne sont pas un désaveu de l'ensemble de son œuvre, mais au contraire l'aboutissement de sa politique. Mais pour Bouteflika, c'est la stabilité qui compte avant tout, et celle-ci passe par un « J'y suis, j'y reste ».

Puisque ce vendredi 8 mars est leur journée, les femmes défilent en première ligne dans toutes les rues d'Algérie au son des « youyous », suivies par des jeunes qui n'ont connu d'autre président que Bouteflika, et de leurs aînés. Plus de dix millions d'Algériens – du jamais vu depuis l'indépendance – défilent et rejettent sans ambiguïté ce cinquième mandat qui, au départ, ne devait être qu'une simple formalité. Une véritable révolution blanche, rouge et verte, aux couleurs du drapeau national, inonde les grandes avenues d'Algérie. La poésie et l'humour sont aussi dans la rue. Une femme enceinte porte sur son dos un tissu blanc sur lequel est écrit : « Bébé à bord ». Même ceux qui ne sont pas encore nés marchent déjà contre Bouteflika, qu'ils ne veulent pas connaître le jour où ils ouvriront leurs yeux ! Une autre femme brandit une pancarte : « Ils ont les millions, nous sommes des millions. » Des jeunes portent une affiche de film détournée : « No country for an old man. » Ce 8 mars, même Mona Lisa est mise à contribution. Un portrait de la Joconde est fixé sur un mur avec ce sous-titre : « Si je dois voter pour un cadre, je voterai pour Mona Lisa. » Une autre jeune femme, Hanane Semane, étudiante parisienne très active sur les réseaux sociaux et qui a fait spécialement le déplacement à Alger pour ce 8 mars, porte à bout de bras une pancarte sur laquelle est écrit : « Femmes en action, le clan Bouteflika n'aura même pas notre soutien-gorge. » Sous le hashtag « #Mouvementdu8Mars », circulent sur la Toile les 18 commandements des marcheurs, rédigés par le poète Lazhari Labter : « *Pacifiquement et tranquillement je marcherai. À aucune provocation je ne répondrai, Pas une pierre je ne jetterai. Après la marche, je nettoierai* », etc. Les manifestants n'excluent pas une provocation orchestrée par des infiltrés, mais le mot d'ordre reste et restera toujours « *Silmya, Silmya* ». Seul sur le boulevard qui mène à la présidence, un cordon de police a lancé des bombes lacrymogènes. À la tombée de la nuit, la dispersion se fait dans le calme. Plus rien ne sera comme avant et cette fois, c'est définitif. L'armée n'a pas bougé et ne bougera pas, le chef d'état-major en avait décidé ainsi dès le début.

Mais Bouteflika ne cède pas non plus. Après quinze jours d'absence, les préparatifs pour son retour en Algérie s'accélèrent.

Pourtant, ce même 8 mars, une avocate agissant pour le compte d'une citoyenne algérienne non identifiée dépose une requête devant un tribunal suisse, demandant le placement sous curatelle d'Abdelaziz Bouteflika en raison de son état de santé. L'avocate en question, Maître Saskia Ditisheim, est aussi présidente de la branche suisse de l'ONG Avocats sans frontières. Les ONG ont toujours été la bête noire du pouvoir algérien, ciblées par les réseaux dormants des services. Tout laisse à penser que la plaignante anonyme ait été « activée » par des manipulateurs professionnels, dont les liens avec le général-major Toufik n'ont jamais été rompus. Une telle démarche judiciaire n'a aucune chance d'aboutir, mais elle est porteuse d'une indication : les piques contre le président se multiplient. Dans ce climat houleux, une cinquantaine d'Algériens se sont amassés devant l'hôpital de Genève, où ils relaient les espoirs de leurs compatriotes. « Je suis venue apporter des fleurs à mon président, lui dire que maintenant, il faut qu'il se repose », ironise Samia, enveloppée dans le drapeau algérien[11]. Elle est venue d'Alger via Marseille, ensuite en voiture jusqu'à Genève. D'autres sont venus en covoiturage de la région parisienne.

N'en ratant jamais une, Rachid Nekkaz débarque lui aussi à Genève, ce même vendredi. Devant l'hôpital, entouré de ses fans comme une rock-star, il déclare qu'il est venu pour voir si le président algérien allait bien, « car son dossier de candidature a été présenté alors que tout le monde sait qu'il est mort depuis déjà assez longtemps ». Après un live sur le Net et plusieurs selfies, Nekkaz court subitement vers l'hôpital et franchit prestement la porte de l'établissement. Aussitôt interpellé par la police, il fait l'objet d'une plainte pour violation de domicile. De nouveau sous les projecteurs, ses avocats volent à sa rescousse : Rachid poursuit son combat contre Bouteflika, même si le président gît sur son lit d'hôpital !

En réalité, malgré les annonces officielles, l'état de santé du président est plus que préoccupant. C'est *La Tribune de Genève* dans son édition du 7 mars 2019, qui ose enfin parler d'un « président sous menace vitale permanente ». Se basant sur une source médicale anonyme suisse, l'article décrit ainsi le président algérien : « Affaibli,

souffrant de problèmes neurologiques et respiratoires. » Les Algériens sont stupéfaits ! Comment un certificat médical d'aptitude peut-il figurer dans son dossier déposé au Conseil constitutionnel ? Des avocats algériens demandent une contre-expertise médicale[12]. Certains se demandent même si le président rentrera à Alger en cabine ou en soute. Une seule interrogation revient : « Y a-t-il un président dans l'avion ? » À Alger, le co-président s'improvise comploteur.

L'apprenti comploteur

Le trajet entre la demeure de Khaled Nezzar et le lieu du rendez-vous avec Saïd est loin du parcours du Hirak, qui atteint au même moment un record d'affluence. La circulation est fluide. Assis sur le siège avant du véhicule conduit par son fils, Nezzar se demande pourquoi le co-président veut soudainement le voir. Il garde en mémoire son unique rencontre avec lui le 16 octobre 2015, le jour de l'enterrement du général-major Ahmed Boustila, ancien commandant de la Gendarmerie nationale (2000-2015). À la fin de la cérémonie, Nezzar prend Saïd en aparté. Il souhaite lui faire part de l'évolution de la procédure judiciaire suisse[13] dont il fait l'objet, mais qui touche maintenant toute l'institution militaire. Par l'entremise de son frère, Nezzar veut remettre une lettre au président pour l'informer du glissement de la procédure. L'ex-ministre de la Défense nationale se souvient aussi d'une autre lettre, datée du 13 décembre 2015. Elle avait été transmise à Saïd par l'intermédiaire de leur ami commun Farid Hamdine. Le général-major alertait le président de la nécessité de dissocier la fonction ministérielle de celle de chef d'état-major de l'armée. Par écrit, il dresse même le profil du prochain chef des armées : « Le nouveau chef d'état-major éventuel devrait être choisi pour ses qualifications professionnelles certes, il devra nécessairement provenir de la nouvelle génération[14]. » En termes choisis, il recommande donc au chef suprême des armées de mettre un terme à la mission de Gaïd Salah à la tête de l'état-major. Inutile de préciser que cette missive resta lettre morte malgré l'initiative maladroite du président-frère[15]. Cependant, il lui semble clair que dans cette ambiance de fin de règne, « Small Brother » veut rencontrer l'auteur

de cette lettre inamicale vis-à-vis du vice-ministre de la Défense. Saïd pense peut-être que Nezzar et lui ont désormais un ennemi commun, ce qui expliquerait sa volonté de faire de l'ancien homme fort des années 1990 un allié de poids, selon l'adage « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ».

La voiture franchit sans difficulté le barrage fixe de la protection présidentielle, devant l'immeuble où réside Saïd. Une minute plus tard, Khaled Nezzar traverse le perron et pénètre dans l'appartement de Farid. Simultanément, Saïd quitte le sien et descend d'un étage. Ils se rencontrent pour la deuxième et dernière fois. Nezzar découvre Saïd en plein désarroi. De but en blanc, le président-frère souhaite connaître l'opinion de son interlocuteur sur la situation du pays et il sollicite son conseil, sans doute par politesse à l'égard de son aîné. Avec calme et prudence, Nezzar répond au régent de Zéralda : « Étant donné que le peuple ne veut pas d'un cinquième mandat, qu'il veut aller à une deuxième République et qu'il rejette les membres de la classe politique en charge actuellement de responsabilités, j'estime qu'il faut répondre à ses demandes. » Et il poursuit : « Si Saïd, je vous suggère d'étudier les deux propositions suivantes. La première est de prendre comme base de travail la lettre du président qui parle de Conférence nationale, et de la compléter en précisant les délais quant à sa durée de vie. » Nezzar ajoute que la date du départ du président ne doit pas dépasser les six à neuf mois. Il recommande aussi le remplacement de l'actuelle équipe gouvernementale par un gouvernement de technocrates. Toutefois, cette démarche pourrait être interprétée par les Algériens comme une tentative de passage en force, alors que la seconde proposition semble plus raisonnable à son auteur : « Que le président se retire, soit par démission soit par invalidation de sa candidature par le Conseil constitutionnel, et que soit désigné en parallèle un gouvernement de technocrates. Il convient aussi de créer plusieurs commissions indépendantes pour préparer les futures élections et mettre en place les instruments nécessaires à la fondation de la deuxième République. » Il suggère aussi à Saïd la démission de président du Conseil constitutionnel et ceux des deux chambres du Parlement. Le nouveau président du Conseil assurera l'intérim durant la vacance du pouvoir en légiférant par ordonnances. Cependant, ce processus, qui peut être plus facilement accepté par l'opinion publique

ravie du départ d’Abdelaziz Bouteflika, risque aussi d’impliquer une maîtrise moins aisée du processus de changement. Jusqu’alors attentif et silencieux, Saïd s’emporte et oppose un veto ferme et immédiat : « Cette proposition est dangereuse pour nous ! » « Alors que feriez-vous si la dernière lettre du président est rejetée ? » rétorque l’ancien ministre de la Défense. Sans hésitation aucune, la réponse du co-président éclate : « Ce sera l’état d’urgence ou l’état de siège ! » Stupéfait, Nezzar lui répond : « Si Saïd, prenez garde, les manifestations sont pacifiques, vous ne pouvez en aucun cas agir de cette manière ! » Plus tard, il se confie : « Devant une telle assurance, j’ai réalisé que Saïd avait le comportement de l’unique décideur. Son frère, le président en titre, est complètement tenu à l’écart[16]. » Sur le seuil de la porte, l’ex-ministre de la Défense adresse un dernier conseil au président de l’ombre : « La balle est dans votre camp. Surtout ne perdez pas de temps, le mouvement est en train de faire boule de neige, bientôt il sera trop tard ! » Ils se séparent. Ils ne se reverront plus. Il est clair que par instinct de survie, le complot devient la seule option qui s’offre à « Small Brother », désormais prêt à tout.

Pendant le séjour du président à Genève, un avion privé français atterrit en Algérie, dans le plus grand secret, à l’aéroport militaire de Boufarik. Les passagers, trois émissaires liés à la DGSE, sont aussitôt conduits à « Dar El-Affia », belle demeure sous contrôle militaire. Ils sont reçus par Saïd Bouteflika et le général-major Tartag, coordinateur des services secrets auprès de la présidence. Le président-frère demande explicitement le soutien de la France. Les envoyés de la DGSE acquiescent mais exigent, en contrepartie, la mise en place de profondes réformes politiques. Bien entendu, Saïd Bouteflika pense qu’Ahmed Gaïd Salah ignore totalement cette réunion. Erreur. Aussitôt que les invités français ont quitté les lieux, l’information parvient à l’état-major, convaincu d’un complot en gestation. Le vice-ministre est plus que jamais sur ses gardes.

Le pacte de Paris

Nommé ministre d’État et conseiller diplomatique le 14 février 2019, Ramtane Lamamra est chargé de promouvoir le cinquième

mandat à l’étranger. Cependant, même lui n’y croit plus. La marée humaine du 8 mars sonne le glas de cette surréaliste candidature. Plus de la moitié des électeurs sont dans la rue. Plusieurs décisions sont prises le soir même, alors que le président est toujours à Genève. Saïd est seul à décider, et cela devient encore plus visible. Le gouvernement doit changer, et Lamamra va y jouer un rôle important. Il prend son téléphone en milieu de soirée et appelle un ancien ministre des Affaires étrangères installé à Paris, comme tant d’autres dignitaires algériens. Le conseiller diplomatique dit à son interlocuteur : « Il n’y aura pas de cinquième mandat, mais il nous faut une solution. » À l’autre bout du fil, la réponse est peu encourageante : « Je vais voir ce que je peux faire. » Et le grand diplomate algérien, qui n’est autre que Lakhdar Brahimi, raccroche, pensif.

Connu dans le monde entier, et bien que son nom soit associé à quelques échecs fracassants de l’ONU (Syrie, Irak, Afghanistan…), ce grand commis de l’État à la retraite s’active dès la fin de sa conversation téléphonique avec Ramtane Lamamra. Son épais carnet d’adresses reste un bon outil opérationnel. Il a bien compris qu’il est sollicité sur deux fronts : en Algérie, mais d’abord à Paris où il doit convaincre les autorités françaises de soutenir l’ultime plan de Bouteflika : l’annulation pure et simple des élections, suivie d’une grande Conférence nationale. Sans l’aide de la France, rien n’est possible. Il demande en urgence un entretien avec le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian.

Cheveux blancs, le pas hésitant, il entre dans le vaste bureau et salue le maître des lieux. Il se dirige vers le siège indiqué. Il s’assoit lentement sur le fauteuil en face du ministre. La rencontre n’est inscrite sur aucun agenda, elle est tenue secrète, comme tant de choses qui se rapportent à l’Algérie. Il est très tôt ce samedi matin, les autres bureaux sont quasiment vides. Le haut responsable français commence par s’enquérir de la santé de Lakhdar Brahimi, octogénaire depuis quelques années. D’une voix calme, le vétéran de la diplomatie algérienne expose le problème après un tour d’horizon régional. Le président ne peut être réélu, mais « il faut l’accompagner ». Le ministre français laisse son interlocuteur développer son idée. « Une conférence nationale inclusive pour refonder la Constitution et tracer le chemin des réformes politiques. » D’ailleurs, il reprend la

recommandation des émissaires de la DGSE faite à Alger[17]. Bouteflika est déterminé à créer une nouvelle République. Il passera le flambeau juste après. Tel est le socle principal de la sortie de crise souhaitée par le clan Bouteflika, qui persiste à exclure toute démission ou simple retrait de sa candidature. Il faudra agrémenter cette feuille de route d'annonces apaisantes. Aucune décision n'est prise dans l'immédiat, l'Élysée doit être impérativement consulté, et la palette des choix est très réduite.

La mission de Lakhdar Brahimi est de trouver une sortie honorable à l'Algérien le plus conspué du pays. Le temps presse, l'avion médicalisé va quitter Genève pour Alger le lendemain, car la présence du président sur le territoire algérien est devenue une impérieuse nécessité. Il ne peut plus prendre des décisions aussi importantes depuis la Suisse, et les Algériens ne doivent pas savoir que c'est son frère qui décide de tout. Au fil des consultations, une issue s'impose : l'annulation des élections qui ne peuvent être remportées par Bouteflika, même avec une fraude massive comme pour les quatre élections précédentes. Le plan paraît dangereux : les Algériens, qui ne veulent pas d'élection-reconduction, auraient ainsi gain de cause mais Bouteflika serait toujours président, et verrait son mandat prorogé. Reste un détail, vite balayé sous le tapis : la Constitution. Les textes fondamentaux de la République algérienne stipulent clairement que l'annulation des élections ne peut être prononcée qu'en cas de guerre[18]. Mais après tout, les hauts responsables français ne sont pas supposés connaître la Constitution algérienne par cœur… En fin de matinée, la France valide ce plan de sauvetage. Si le président-frère, maître des horloges chez lui, se considère en guerre contre tout un peuple, ce n'est pas une affaire française. Finie, l'ingérence. Un projet de communiqué est ébauché à quatre mains, entre Français et Algériens. En début de soirée, Lakhdar Brahimi prend un vol commercial pour Alger où un second front l'attend. Il doit rentrer à Alger avant le président.

Le presque miraculé rentre enfin chez lui

L’appareil, un Gulfstream 4SP jet blanc de la « République algérienne démocratique et populaire », immatriculé 7T-VPM, arrive à l’aéroport Cointrin de Genève dimanche 10 mars au matin. Des équipements médicaux sont installés à son bord. Au même moment, à l’hôpital, des chauffeurs arrivent au compte-gouttes pour ne pas attirer l’attention, via la zone de livraison sous le bâtiment Gustave Julliard. La porte de la zone de livraison, d’habitude ouverte, se referme après chaque entrée. « Un van et une Mercedes noirs arrivent vers 13 h 15. À l’intérieur, une nuée de blouses blanches, brancardiers, médecins et personnes en costume-cravate sont sur le point de surgir. Parmi elles, Nacer Bouteflika, un autre frère du président, donne de la voix : “Ça ne va pas assez vite[19].” » Dans le même article bien informé, des détails sur la sortie du président sont livrés : « Abdelaziz Bouteflika apparaît dans un fauteuil roulant électrique, un modèle haut de gamme muni d’un défibrillateur et d’autres appareils médicaux. Il est à peine conscient, sous assistance respiratoire, sa tête – coiffée d’un bonnet noir – tombant sur son épaule. À l’aide d’une rampe, on le place dans un van, une Mercedes Class V Pack AMG aux vitres teintées et, pour l’occasion, munies de rideaux. Le chauffeur et un policier sont assis à l’avant, les sièges arrière ont été enlevés pour faire de la place au fauteuil roulant. Une infirmière est assise à côté du patient et deux gardes du corps algériens sont à l’arrière. » Le convoi quitte l’hôpital à toute vitesse sous la surveillance d’un hélicoptère, tous les feux de signalisation sont passés au rouge. Quelques minutes plus tard, l’imposant cortège pénètre dans la zone de fret sous douane. Le président est déchargé, son fauteuil mis sur une échelle électrique munie d’une plaque. Une fois à bord, l’appareil quitte le sol suisse à 15 h 56 et 34 secondes, selon la tour de contrôle. Aucun lecteur algérien du site en ligne de *La Tribune de Genève* ne sait si son président est encore en vie, mais il a en tout cas la preuve sous ses yeux que Bouteflika n’est plus en état de gouverner, encore moins pour cinq longues années.

L’avion présidentiel atteint sa vitesse de croisière au moment où, comme chaque dimanche place de la République à Paris, une marée humaine déborde même sur les contre-allées. Ils sont 10 000, selon les chiffres de la Préfecture de police, à dénoncer le mandat de trop. D’autres places dans d’autres villes françaises sont occupées par des

membres de la diaspora algérienne avec le même mot d’ordre : « No pasarán. » À titre de comparaison, la veille, samedi 9 mars, le ministère de l’Intérieur estimait à 22 000 le nombre de « gilets jaunes » à travers toute la France. Le sort de Bouteflika devient de fait une préoccupation française, un sujet de politique intérieure. Aucun homme politique n’ose imaginer la situation si Bouteflika était hospitalisé en France. Déjà que la paisible Genève a été bien chahutée[20] ! Des élus français d’origine algérienne se joignent enfin au mouvement. Ils ne savent pas que les hauts dirigeants de leur pays d’accueil ont déjà donné leur feu vert pour sauver, contre vents et marées, le soldat Bouteflika.

Dimanche soir, juste avant 18 heures, un long cortège quitte à toute vitesse l’aéroport militaire de Boufarik, en direction de Zéralda. Le président est assis à l’avant dans une Mercedes spécialement aménagée pour lui et qu’il possède en deux exemplaires. Les véhicules ont un châssis particulièrement bas pour pouvoir faire rentrer son fauteuil roulant par l’arrière. L’absence du siège avant permet à Bouteflika d’être aux côtés du conducteur comme un passager bien portant. L’illusion d’optique est réussie, et Bouteflika est même pris furtivement en photo. Les routes sont quasiment désertes, ce dimanche est un jour de grève nationale. Arrivé sur place, le président, encore plus fatigué par le voyage sous haute surveillance médicale, est accueilli par son frère Saïd et sa sœur, Zhor. Les retrouvailles sont émouvantes dans ce contexte tumultueux. La relation entre les deux frères est fusionnelle, et leurs sorts sont plus que jamais liés. Saïd est né en 1958, l’année de la mort de leur père dans des circonstances mystérieuses[21]. Seule la psychanalyse peut expliquer la profondeur de leur lien, sans doute liée à cet événement, peu connu en dehors du cercle familial, qui les a soudés à jamais. Dans les années 1980, lors de sa traversée du désert, Abdelaziz a connu de sérieux problèmes de santé. Hospitalisé à Genève suite à un rein défectueux, il souffre alors d’une insuffisance rénale en phase terminale. À ce stade, la dialyse est une alternative inefficace, la transplantation rénale est l’unique remède. Comme tous les patients dans le même cas, Abdelaziz est inscrit sur la liste nationale d’attente de greffe, en fonction de critères qui prennent notamment en compte le groupe sanguin, la compatibilité tissulaire HLA entre le donneur et le receveur[22], la différence d’âge, les

caractéristiques immunologiques du receveur, et la durée d'attente par ordre d'inscription sur la liste. Or, la greffe de rein est à opérer en urgence. Il est alors fréquent de faire appel à un membre de la famille comme donneur d'organe. Sans hésiter, Saïd propose le sien. Il subit à son tour les examens médicaux indiqués par le protocole. Ses résultats sont bons, il peut donc être donneur. Suite à une longue intervention chirurgicale à haut risque, ce rein en commun, s'ajoutant aux liens du sang, scelle une union durable et à toute épreuve. Dans la fratrie, Saïd est le plus proche du président. Ce n'est pas maintenant que la situation s'envenime qu'il va laisser tomber Abdelaziz. Et puis, partager un rein peut entraîner, plus tard, le partage du pouvoir.

Le président-frère avait déjà concocté un plan. Une fois que le retour du candidat en Algérie est confirmé, sur instructions de Saïd, un léger détachement de la Gendarmerie sécurise le cimetière d'El-Alia, où les dignitaires ont leur propre carré. La veille, des peintres ont commencé à rafraîchir l'entrée principale. À la tombée de la nuit commence à circuler la rumeur de la mort du président : s'il est enfin rentré, ce n'est que pour se faire enterrer. Personne ne sait si Bouteflika est véritablement mort, mais des indices troublants sont confirmés par des témoins : une très importante personnalité sera bientôt inhumée à El-Alia. Sinon, pourquoi repeindre le cimetière, et pourquoi tous ces gendarmes postés aux alentours ? Sans aucune confirmation ni infirmation, le doute est semé dans les esprits. C'est seulement le lendemain, en fin de matinée, que la télévision annonce que le président fera une importante déclaration avant la fin de la journée. Toute cette agitation aux alentours du cimetière visait, selon Saïd, à créer un élan d'empathie à l'égard du président. Le jeune Bouteflika espérait provoquer un choc émotionnel par la plausible mort d'un vieux malade. Un sketch de plus… Sans doute le président-frère s'est-il inspiré de l'éclipse du général Charles de Gaulle à Baden-Baden en 1968, lors des manifestations estudiantines. Après cette mystérieuse disparition, l'homme du 18 juin avait fait un retour triomphal et repris les choses en main. Toujours est-il que ce leurre n'a pas eu l'effet escompté pour Bouteflika. Même mort, il n'y a point de compassion. Le fossé entre le président et son peuple est devenu abyssal.

1. Suite à la grande marche sur Alger du 14 juin 2001, où 3 millions de Kabyles avaient déferlé sur la capitale algérienne pour demander justice après l'assassinat de 123 jeunes par les gendarmes, le Conseil du gouvernement avait interdit toute manifestation dans les rues d'Alger.
2. Abla Chérif, *Le soir d'Algérie* du 23 février 2019.
3. Selon certaines sources, on comptabilisa plus d'un millier de morts alors que l'information officielle reprenait le chiffre officiel des hôpitaux : 162 morts.
4. Allusion au détournement d'argent public dont est accusé l'entourage d'Abdelaziz Bouteflika, le palais d'El Mouradia étant le siège de la présidence à Alger.
5. La loi n'exige que 500 parrainages d'élus nationaux et locaux.
6. Elie Azhar, *Le Monde Afrique* daté du 4 mars 2019.
7. Jean-François Kahn, *Le Soir de Belgique* du 4 mars 2019.
8. L'Algérie n'accorde pas de visa de presse aux journalistes étrangers, car la campagne électorale n'a pas commencé officiellement.
9. Avocat de formation, Mokhtar Ait Larbi est l'un des membres fondateurs du RCD dont il est vice-président. Il quitte ce parti en 1991. En 1999, il devient sénateur, nommé par le président Liamine Zéroual au titre du tiers présidentiel. Suite aux événements du printemps noir en Kabylie (2001), Ait Larbi démissionne avec fracas du Sénat en déclarant qu'il est payé à ne rien faire. Il rembourse intégralement les salaires perçus.
10. Il est né le 25 décembre 1937 à Seriana (Batna). Khaled Nezzar déserte l'armée française avec le grade de sous-lieutenant et s'engage dans l'ALN en 1957. Après l'indépendance, il gravit les échelons de l'armée à travers des commandements opérationnels. Khaled Nezzar est le premier militaire, depuis Houari Boumediène, à occuper le poste de ministre de la Défense. Dans ces fonctions, il met fin à la présidence de Chadli Bendjedid le 11 janvier 1992. Considéré depuis comme l'homme fort du pays, il quitte à sa demande l'armée en 1994 pour des raisons personnels et de santé.
11. Ghalia Kadiri, *Le Monde*, 10 mars 2019.
12. Ils appellent même la justice à poursuivre le médecin qui aurait délivré le certificat de bonne santé. Finalement, personne ne sait si ce document primordial figure dans le dossier du candidat sortant.
13. Depuis 2011, Khaled Nezzar est accusé par trois plaignants de torture et de détentions arbitraires. Les faits remontent aux années 1992-94, durant la décennie noire, quand il était ministre de la Défense. Le 5 juin 2018,

contrairement à la décision du ministère public de la Confédération, le tribunal pénal fédéral refuse de classer l'affaire.

14. Copie de la lettre remise à l'auteur par Khaled Nezzar le 4 novembre 2019.

15. Voir supra.

16. Entretien avec l'auteur.

17. Voir supra.

18. L'article 107 stipule que lorsque le pays est menacé « *d'un péril imminent dans ses institutions, dans son indépendance ou dans son intégrité territoriale, le président de la République peut décréter l'état d'exception qui lui permet de prendre des mesures d'exception, comme un report* ».

19. *La Tribune de Genève*, 11 mars 2011.

20. Le standard et le site internet de l'hôpital ont été submergés. Des Algériens de France ont même lancé une opération de covoiturage sur Internet pour aller manifester devant l'hôpital genevois.

21. Ahmed Bouteflika est connu dans toute la communauté algérienne au Maroc comme un indicateur de la police coloniale. Il a même été décoré en 1937 du « Wissam alaouite », l'équivalent marocain de la Légion d'honneur. À l'école, le jeune Bouteflika était surnommé « le fils de l'indicateur ». Tout porte ainsi à croire qu'Ahmed Bouteflika a été liquidé par le FLN, où Abdelaziz fait ses premiers pas. Cependant les témoignages fiables sont rares ; les proches de la famille Bouteflika évoquent pudiquement un accident de la circulation. Seules les archives du FLN au Maroc pourraient renfermer des documents prouvant son élimination par la révolution. Et encore… souvent, dans ce genre de cas, les ordres sont verbaux et rarement documentés.

22. Le HLA (pour « human leukocyte antigen ») est le groupe de marqueurs génétiques de la compatibilité tissulaire humaine. Ainsi, tout corps étranger ou cellule qui ne présente pas les « bons » codes HLA à sa surface est attaqué par le système immunitaire.

5

LES BOUTEFLIKA FONT DE LA RÉSISTANCE

La contestation se durcit. Une journée de grève nationale est annoncée pour le 10 mars. Alors que tous les regards sont concentrés sur le retour de Bouteflika, le pouvoir commet une erreur stratégique. En voulant fermer les universités et lycées, lieux de rencontres et de débats animés, le ministère de l'Enseignement avance les vacances universitaires d'une semaine, précisément au 10 mars. Ce sont autant de jeunes étudiants et lycéens, libres de toutes contraintes scolaires, qui rejoignent la rue et communiquent via les réseaux sociaux. Ce jour de grève devient encore plus spectaculaire. Cela commence à faire beaucoup pour un même dimanche… Les observateurs et analystes spéculent et sont à l'affût de tout indice pouvant éclairer la suite. Les élections doivent avoir lieu dans à peine plus d'une semaine, et les Algériens ne se démobilisent pas. Personne ne sait vraiment ce qui va se passer. Les faits et gestes de la garde rapprochée de Bouteflika sont épiés sauf, étrangement, ceux du chef d'état-major. Pourtant, pendant ce long dimanche, celui-ci a déjà pris sa décision. Il va siffler la fin du match.

Le discours d'un général

Programmée de longue date et prévue ce même dimanche, une réunion entre les cadres chargés de la formation au sein de l'armée et

le vice-ministre de la Défense se tient sans que la classe politique, le clan présidentiel, et encore moins les correspondants de presse, en soient avisés. Ahmed Gaïd Salah devine que le retour de son président sera inévitablement accompagné d'une feuille de route dont il sait très peu de choses. Or, il n'est pas homme à se laisser surprendre. Il sait évaluer les rapports de force : des manifestants déterminés d'un côté, des oligarques et politiciens souvent corrompus de l'autre. En bon stratège, il sait déjà qu'il ne peut engager ses troupes dans un combat incertain, voire perdu d'avance, contre tout un peuple. Pour sortir de cette impasse, il peut néanmoins tenir un rôle déterminant, surtout s'il avance prudemment en dosant ses avertissements.

Son cortège arrive à l'École nationale préparatoire aux études d'ingéniorat de Rouïba, qui dépend de la première région militaire. Le cérémonial est réglé selon le protocole habituel. Le chef d'état-major observe un moment de recueillement en mémoire du défunt martyr Badji Mokhtar, qui a donné son nom à l'École. Il dépose ensuite une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative, avant de réciter la « Fatiha[1] » pour son âme et celles des valeureux Chouhadas[2]. Depuis la tribune de l'amphithéâtre, le chef des armées prononce l'allocution d'ouverture diffusée, en visioconférence, à tous les établissements de la formation militaire. Jusque-là, on assiste ni plus ni moins au rituel classique d'une réunion interne de la défense nationale. Quand soudain, évoquant la situation du pays, Gaïd Salah troque son ton menaçant pour des propos plus conciliants mais très clairs : « L'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, s'enorgueillit de son appartenance à ce peuple brave et authentique, et partage avec lui les mêmes valeurs et principes, ainsi que les mêmes fondements nobles et prestigieux de l'identité nationale. » Peuple et armée partagent les mêmes valeurs ! Le mot est lâché… et Bouteflika aussi, puisque par ce discours, le chef d'état-major se range du bon côté, celui du peuple. Durant son long discours, Ahmed Gaïd Salah n'a jamais mentionné l'élection présidentielle, encore moins le président dont la France constitue désormais le seul soutien. Comme un sniper patient, il tient enfin sa fenêtre de tir, mais n'appuie pas encore sur la détente.

Bouteflika, le faux départ

Il est devenu extrêmement rare que Saïd Bouteflika se rende au siège de la présidence à El Mouradia, mais ce lundi 11 mars à 11 heures précises, il fait une exception. Il préside une réunion décisive, une sorte de « War Room ». Car rien ne se passe comme prévu. « Small Brother » a désormais très peu d'atouts en main, aussi abat-il sa dernière carte. Maintenant que le président est enfin sur le sol algérien, il faut mettre en musique « le pacte de Paris ». Ils sont six autour de la table. « Saïd Bouteflika, frère et conseiller du président, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense et chef d'état-major de l'armée, Ahmed Ouyahia, Premier ministre, Noureddine Bedoui, ministre de l'Intérieur, Ramtane Lamamra, ministre d'État et conseiller diplomatique du chef de l'État, et enfin Benamor Zerhouni, conseiller à la présidence et plume réputée du chef de l'État, sont chargés d'échafauder un plan pour sauver le régime[3]. » Dans cette assemblée, Ahmed Gaïd Salah est le plus dubitatif : son discours prononcé la veille est un signe. Tous enterrent une fois pour toutes le cinquième mandat en validant un texte qui sera soumis pour la forme à Abdelaziz Bouteflika. La réunion est levée, une autre est prévue avec le président en titre qui les attend. Toutes sirènes hurlantes, dans un cortège de plusieurs voitures entourées de motards, ils se dirigent tous les six vers Zéralda pour demander l'onction présidentielle. Abdelaziz Bouteflika reçoit ses hôtes qui s'inquiètent poliment de son état de santé. Les échanges ne durent pas, la bénédiction est rapidement accordée. Le plan de Paris se met en place et peut fonctionner. *Inch'Allah !*

Plus tard, en fin d'après-midi, les programmes de la télévision sont soudain interrompus, et apparaît à l'écran une journaliste vêtue d'une chemise bleue. Le visage fermé, elle lit un long texte d'une voix monocorde : « Abdelaziz Bouteflika, candidat à l'élection présidentielle du 18 avril prochain, a rendu publique une lettre au peuple algérien. » Sur le même ton, elle livre aux Algériens le contenu de la lettre présidentielle, à savoir la feuille de route approuvée par la France. « En toute fidélité au serment que j'ai fait devant le peuple algérien de protéger et de promouvoir en toutes circonstances les intérêts bien compris de notre patrie, et après les consultations institutionnelles requises par la Constitution, j'invoque la grâce et le

soutien de Dieu Tout-Puissant pour me prévaloir des valeurs supérieures de notre peuple dont nos glorieux martyrs et nos valeureux moudjahidines ont consacré l'immortalité pour présenter à l'adresse de vos cœurs et à vos consciences les décisions suivantes. » Les références à Dieu et à la légitimité révolutionnaire sont une figure imposée. En premier lieu, il annonce qu'il n'y aura pas de cinquième mandat : « Il n'en a jamais été question pour moi… en raison de mon état de santé et de mon âge. » Devant leurs téléviseurs, les Algériens sont incrédules. Leur président était donc candidat à l'insu de son plein gré ! En réalité, le vrai décideur n'est autre que Saïd qui a dû se passer de l'avis de son frère. Ce dernier déclare ensuite qu'il n'y aura pas d'élection présidentielle le 18 avril prochain : « Il s'agit de satisfaire une demande pressante que vous avez été nombreux à m'adresser dans votre souci de lever tout malentendu quant à l'opportunité et à l'irréversibilité de la transmission générationnelle à laquelle je me suis engagé. » Bouteflika – Abdelaziz ou bien Saïd, peu importe lequel finalement – remet le plan concocté l'automne dernier à l'ordre du jour, alors qu'à l'époque, le report des élections était unanimement rejeté par toute la classe politique ainsi que par l'armée. Sauf qu'il ne s'agit plus de report, mais d'une annulation brutale. La ficelle est grosse. Poursuivant la lecture du communiqué, la journaliste détaille le plan présidentiel remis au goût du jour à la sauce parisienne : « La Conférence nationale inclusive et indépendante et qui sera une enceinte dotée de tous les pouvoirs nécessaires à la discussion, l'élaboration et l'adoption de tous types de réformes devant constituer le socle du nouveau système qui porte le lancement du processus de transformation de notre État-Nation, que j'estime être ma mission ultime en parachèvement de l'œuvre dont Dieu Tout-Puissant m'a accordé la capacité et pour laquelle le peuple algérien m'a donné l'opportunité. » Pour rassurer et prouver sa bonne foi, le président affirme que cette conférence sera mise sous la direction d'une instance présidentielle plurielle, avec à sa tête un président qui sera une personnalité indépendante, consensuelle et expérimentée. En filigrane se dessine le portrait-robot de son ami Lakhdar Brahimi. Après moult concertations, consultations et dialogues ouverts, c'est donc à lui que reviendra la tâche ingrate de fixer la date de la prochaine élection auxquelles Bouteflika ne participera pas. Bien sûr, le président ajoute

qu’il va nommer un nouveau gouvernement, ce qui met donc fin à la mission du très impopulaire Ahmed Ouyahia. Avec cette lettre, Bouteflika abat sa dernière carte pour tenter de s’assurer une sortie digne. Il signifie, pour ainsi dire, que si le changement doit avoir lieu, le président ne sera jamais contre lui : au contraire, c’est par lui qu’il adviendra.

Un coup de génie ? Il doit le penser, en inventant le quinquennat de sept ans et en promettant une perestroïka algérienne… Bouteflika ne renonce pas au pouvoir, avec ou sans élections. On ne commence pas une carrière de démocrate à 82 ans, surtout avec le soutien infaillible de « Small Brother ». La maison Bouteflika brûle et il regarde ailleurs, vers une grande conférence nationale aux contours vagues et imprécis.

Sur le chemin de retour, dans sa voiture toujours sous haute protection qui s’éloigne de Zéralda, le général-major Ahmed Gaïd Salah, pensif, passe les derniers événements en revue : Saïd a tout manigancé dans son coin, le remaniement gouvernemental était prêt alors que le président se trouvait encore à Genève. Le plus jeune de la fratrie a tout prévu, même la création d’une vice-présidence provisoire, bien que cela soit contraire à la Constitution. Cet homme est prêt à tout, doit se dire le vice-ministre de la Défense, de plus en plus méfiant… Mais il n’a pas encore dit son dernier mot. Son doigt est toujours sur la détente.

Alors que Bouteflika vient tout juste d’annuler les élections, les rues d’Alger sont en liesse : il n’y aura pas de cinquième mandat ! La ville n’est plus qu’une symphonie de klaxons et de drapeaux algériens à perte de vue. Les voitures s’arrêtent parfois au milieu des routes, les conducteurs dansent, toutes portières ouvertes. Les embouteillages deviennent festifs, la joie est débordante et collective. « Pacifiquement, on a fait tomber la marionnette », chantent les Algérois en faisant allusion à Bouteflika. Les mêmes scènes d’allégresse générale sont vues dans d’autres villes et retransmises par les chaînes de télévision étrangères. La nuit tombe, l’enthousiasme aussi. À 22 h 05, la chaîne émiratie *Sky News Arabia* filme en direct sa correspondante au centre d’Alger, qui commente la fougue des jeunes qui se congratulent. Quand soudain apparaît sur l’écran un Algérois âgé d’une vingtaine d’années à peine, qui s’approche du micro et dit en arabe dialectal

« *Makach men'ha, Yat nahaw gâa* » (« c'est faux, ils dégagent tous »). Cette séquence d'une dizaine de secondes fait le buzz sur YouTube, elle est vue et revue des centaines de milliers de fois. Un mot d'ordre est né. La phrase prononcée par cet Algérois se transforme en nouvel objectif unique de la révolution : « Ils dégagent tous ! » Les chants des stades cessent progressivement. Le peuple a crié victoire trop vite, même si celle-ci n'est pas mince. Mais Bouteflika joue les prolongations. Les Algériens changent d'avis et parlent d'arnaque. La marionnette est certes tombée, mais restent les marionnettistes dont les ficelles s'étendent au-delà des frontières. L'ivresse est très vite passée, et la gueule de bois est déjà terrible.

Aussi bien en France qu'en Algérie, les positions de l'Élysée et du Quai d'Orsay sont reprises dans tous les médias ce lundi même. Après la lecture du message de Bouteflika sur les ondes algériennes, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian annonce immédiatement, par voie de communiqué : « Je salue la déclaration du président Bouteflika par laquelle il annonce ne pas solliciter un cinquième mandat et prendre des mesures pour rénover le système politique algérien. » La feuille de route est publiquement validée par la France. De son côté, le président Emmanuel Macron tient le même discours que son ministre, mais ajoute qu'il souhaite que la durée de la période de transition soit « *raisonnable* ». Le terme est vague, aucune date n'est mentionnée, rien de plus qu'une petite pression amicale, qui fait peu de cas du discours du chef de l'armée algérienne prononcé juste la veille[4]. La position française est, en fin de compte, cohérente. Ses plus hautes autorités n'ont-elles pas été co-auteurs du « pacte de Paris » ? Celle-ci provoque néanmoins un tollé chez les opposants algériens. Abdelaziz Rahabi, ancien ministre et diplomate, répond indirectement aux Français par un tweet : « Le président Bouteflika se moque du peuple, ignorant ses revendications et prolonge son mandat au-delà du 18 avril. » Informé en temps réel de la huée générale qui monte à Alger, Emmanuel Macron tente de rattraper le coup sur le même réseau, et tweete à son tour : « La jeunesse algérienne a su exprimer son espoir de changement avec dignité. La décision du président Bouteflika ouvre une nouvelle page pour la démocratie algérienne. Nous serons aux côtés des Algériens dans cette période nouvelle, avec amitié et avec respect. » C'est déjà trop tard, le mal est

fait. La France félicite le viol de la Constitution algérienne, puisqu'elle reste totalement muette quant à l'illégalité de l'annulation de l'élection.

Dans les rues d'Algérie, la vigilance se substitue aussitôt à la joie. Très vite, le peuple apprend qu'aucune disposition juridique ne permet de différer les élections à une date imprécise. C'est bien une décision clairement anticonstitutionnelle qui a été saluée par les apparatchiks du régime et les dirigeants français. Pour les Algériens, le problème va désormais au-delà de la marionnette : ils se concentrent sur ceux qui tirent les longues ficelles, parfois à partir de Paris. « Ce n'est pas la rue qui gouverne », a coutume de dire Emmanuel Macron en évoquant les « gilets jaunes ». Peut-il véritablement le penser quand il s'agit de la rue algérienne ? Sans doute… Le double discours est la marque de fabrique de tous les hommes politiques. En réalité, les Français, comme tant d'autres, se sont fait surprendre par les événements, et il faut reconnaître que la confusion est totale. La seule décision opérationnelle prise par le Quai d'Orsay, restée secrète, est la mise en œuvre d'un plan d'évacuation des ressortissants français en Algérie. Des restrictions drastiques d'octroi de visas sont instaurées. Des éléments de langage des communicants de l'Élysée sont livrés aux médias français pour expliquer les étonnantes déclarations officielles. « Les journalistes français briefés ont relayé la position ainsi définie, en laissant cependant bien entrevoir son lien avec la grande appréhension française de devoir subir les conséquences d'une déstabilisation algérienne qui entraînerait un flux migratoire important[5]. » Il est habituel, pour les politiques de tous bords, de brandir l'épouvantail des migrants qui accosteraient massivement sur les plages européennes en cas de grave déstabilisation du royaume de Bouteflika… Alors que jusqu'à présent, la seule tentative de migration vers l'Europe était celle du milliardaire Ali Haddad.

Le cas algérien est encore plus complexe. On estime au moins à 300 000 – voire beaucoup plus – le nombre de Franco-Algériens résidant au bled sans être enregistrés auprès des consulats français. Faute d'identification claire, ils ne sont donc pas intégrés dans le plan d'évacuation prévu « au cas où »… Mais rien ne leur interdit de rentrer chez eux dans l'Hexagone. Comme en 1962, l'administration française ne sait toujours pas gérer un possible retour massif de ces « néo-pied-

noirs à l'envers ». Le contexte historique est différent mais politiquement, avec le Rassemblement national (ex FN) aux aguets, le sujet est encore plus délicat. Il faut juste savoir se taire. Et si le plan de Bouteflika pouvait fonctionner, tant mieux. Pour le moment il ne faut pas le décourager. Vous avez dit ingérence ? Mais non… simple défense des intérêts de la France !

Le président algérien annonce la formation d'un nouveau gouvernement puisé dans le même système usé jusqu'à la corde. Peut-il en être autrement ? L'impopulaire Ahmed Ouyahia, tête de turc des manifestants, est limogé de son poste de Premier ministre, une décision déjà actée quelques jours plus tôt. Un tandem est chargé de nommer les nouveaux ministres : Noureddine Bédoui, nouveau Premier ministre et Ramtane Lamamra, vice-Premier ministre chargé des Affaires étrangères. Le premier, sexagénaire, est originaire d'Ouargla dans le sud du pays. Il a fait sa carrière dans la préfectorale jusqu'en 2013, où il accède à la tête du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. À ce poste, il était secondé par Nacer Bouteflika, l'un des frères du président, titulaire du poste de secrétaire général. Dans ce ministère budgétivore où les appels d'offres ne sont pas la règle absolue, la passation des marchés crée des liens et des complicités solides. À ce poste, le tout nouveau ministre pénètre dans le Saint des saints du clan présidentiel, qui lui assure l'impunité doublée de perspectives de promotion. Devenu un homme de confiance, Bédoui est nommé ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales le 14 mai 2015. Entre autres missions, il doit superviser les élections législatives de mai 2017, ce qui lui vaut le surnom de « fraudeur en chef ».

Le second, Ramtane Lamamra, possède un parcours initial plus honorable. Né en 1952 à Amizour, proche de Bejaia, il sort major de promotion de la section diplomatique de l'École nationale d'administration un quart de siècle plus tard. Se succèdent depuis une série de postes d'ambassadeur notamment au siège de l'ONU à New York et à Washington. Au début des années 2000, il se spécialise dans les questions africaines en tant que commissaire pour la paix et la sécurité de l'Union africaine, où il remporte des succès estimables. En 2013, Lamamra prend la tête du ministère algérien des Affaires étrangères. En cette qualité, il représente l'Algérie à la grande

manifestation organisée par François Hollande le 11 janvier 2015, en hommage aux victimes des attentats perpétrés contre *Charlie Hebdo*. Lamamra est régulièrement aperçu en compagnie des grands de ce monde, et il n'en faut pas plus pour Bouteflika, qui voit dès lors en son ministre un concurrent potentiel, pour le limoger deux ans après. Le diplomate chevronné renoue alors avec ses missions africaines au plus haut niveau, mais Bouteflika le rappelle à ses côtés le 14 février 2019.

Sur le papier, le duo Bédoui-Lamamra est une « Dream Team ». Les deux se complètent à la perfection : l'un est chargé de vendre le projet de Bouteflika sur la scène intérieure puisqu'en tant que *wali* (préfet), il a consacré sa vie au développement local. Sa mission est « d'améliorer la qualité de vie de ses compatriotes », selon la version officielle. Tandis que l'autre, doté de son prestigieux carnet d'adresses international, a pour mission de convaincre les étrangers. Mais pour les Algériens, ce tandem vient de la matrice du sérail, un pur produit d'un système irréversiblement rejeté. Brahimi Lakhdar intervient pour faire la synthèse et mener à bien le plan attribué à Bouteflika. La tentative du passage en force pour le cinquième mandat est radioactive. Aux éminents diplomates de gérer les déchets nucléaires, voire de les recycler… telle doit être la conclusion des frères Bouteflika.

Un vieux diplomate sur le retour

Brahimi Lakhdar arrive le 9 mars à Alger par le dernier vol commercial pour une visite privée. Il est vrai que les séjours algérois du diplomate sont d'abord motivés par le lancement des travaux de construction sur deux grands terrains généreusement attribués par Bouteflika, qui se situent dans le triangle d'or balnéaire entre Moretti, Club des pins et Sidi Fredj. Brahimi Lakhdar n'a pas vu le président depuis quatorze mois. Tout naturellement, il s'enquiert de la santé de Bouteflika, car la dernière fois qu'il avait tenté de discuter avec le chef de l'État, celui-ci « ânonnait », selon les propres mots de Brahimi, censé être un vieil ami. Effectivement, à chaque fois qu'un chef d'État étranger ne peut pas – ou ne veut pas – se rendre à Alger pour rencontrer le président algérien, c'est Brahimi Lakhdar qui vient à la rescousse pour fournir la nécessaire photo-alibi, preuve de vie de

Bouteflika et de ses activités diplomatiques internationales. Ce dernier mise sur l'aura internationale de son copain de longue date, tout comme le DRS avait misé sur lui en 2005 pour en faire le successeur de Bouteflika au cas où le président n'aurait pas survécu à son ulcère hémorragique au Val-de-Grâce. L'hypothèse d'un Brahimi Lakhdar aux commandes est ancienne. Les autres plans ayant tous échoué, on ressort des tiroirs l'ultime plan de secours.

Installé à l'hôtel El-Aurassi, Brahimi Lakhdar loge dans l'une des sept suites présidentielles qui occupent tout un étage à elles seules. Dès le dimanche soir, dans le plus grand secret, il commence des entretiens avec des politiques algériens catalogués comme opposants. Ainsi, il reçoit Abdelaziz Rahabi qui, bien qu'il soit un camarade de promotion de Ramtane Lamamra, ne se rallie pas au plan. De même pour Saïd Saadi, ancien patron du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), parti agréé en 1989 et de tendance laïque. De par sa farouche opposition aux islamistes, il jouit d'une audience nationale et surtout internationale. Le RCD compte quelques sièges à l'Assemblée nationale et a obtenu la majorité dans soixante-douze communes réparties sur dix-sept wilayas lors des élections municipales du 29 novembre 2007. Ce parti, ancien allié du pouvoir en 1992, pour faire barrage aux islamistes, claque la porte au nez de Lakhdar Brahimi. Ce sont les premiers échecs d'une longue série.

Le soir du lundi 11 mars, Brahimi est filmé aux côtés de Bouteflika, pour une séquence dont le son est coupé afin qu'on ignore l'étendue des ânonnements présidentiels. Le vieux diplomate parle de visite de courtoisie, une simple rencontre de politesse entre vieux copains. C'est surtout pour lui un passage obligé s'il veut poursuivre sa mission, encore officieuse, mais qui s'annonce déjà impossible. Toutefois, Brahimi dit qu'il en ressort avec une note positive car « la voix du peuple, notamment les jeunes, ayant été entendue, les prémices d'une nouvelle ère constructive se pointent déjà à l'horizon pour apporter des solutions à nos problèmes ». Il faut faire croire qu'il est indépendant et n'a reçu aucune instruction du président, ce qui au demeurant n'est pas totalement faux. L'essentiel se passe ailleurs, hors caméras, avec « Small Brother ».

Le lendemain, sur un plateau de télévision, Lakhdar Brahimi apporte des précisions sur sa rencontre avec le président. Il commence par affirmer que les fonctions vitales de Bouteflika ne sont pas menacées. Il ajoute que le chef de l'État a perdu l'usage de ses jambes et que sa voix est inaudible. Son séjour à Alger étant à titre privé, il a simplement exprimé le souhait de voir son vieil ami. Il a été reçu à Zéralda car le président voulait lui faire part du contenu de la lettre qu'il devait adresser à la nation. Au final, cette rencontre n'est pas une réunion de crise, mais bien un simple bavardage entre potes ! Et Lakhdar Brahimi s'emploie à démentir toutes les rumeurs : « Non, je n'ai pas été désigné à la tête de la conférence nationale. Je ne recherche aucun poste, même si on me le demandait, j'y verrais une charge mais je ne pourrais pas dire non ! C'est pour cette raison que je souhaite qu'on trouve une personne meilleure que moi. » Il reconnaît qu'il faudra s'asseoir autour d'une table pour discuter et aller prudemment vers la deuxième République réclamée : « Cela ne se fera pas en un jour. » Il évoque même le délai d'une année, comme ça, au doigt mouillé. Pour sa part, il va dès à présent rencontrer des personnalités de tous bords pour discuter de la conjoncture actuelle. Il n'est ni mandaté ni nommé, il contribue par sa vaste expérience à la réflexion sur la sortie de crise. Et Lakhdar Brahimi conclut par un avertissement contre le risque de rater une fois de plus le virage de l'Histoire… Les omissions et contre-vérités sont distillées avec un grand art diplomatique, mais les Algériens ne sont pas dupes et s'offusquent. La crise algérienne est une affaire interne et ne nécessite aucunement une intervention de l'ONU par le biais de Lakhdar Brahimi, éternel émissaire international. Ils ne savent pas encore que l'intervention étrangère est essentiellement française. L'ex-émissaire de l'ONU consulte en traînant les pieds : les premiers signes ne sont pas encourageants et sans mandat officiel, il n'est que pressenti pour diriger la Conférence nationale. À 85 ans, il mène la mission la plus périlleuse de sa carrière : convaincre les Algériens de la bonne foi du président. De nombreuses figures nationales refusent de le rencontrer. Comment discuter, voire négocier, dans ces conditions ? Lakhdar rencontre toutefois quelques représentants de la société civile, à l'instar du talentueux écrivain Kamal Daoud. L'originalité de cette révolution est l'absence de tout leader ou porte-parole. « Celui qui

prend langue avec le pouvoir est vite qualifié de renégat. À terme, c’est l’impasse institutionnelle qui se profile[6]. »

À peine nommé ministre des Affaires étrangères, Lamamra se jette sur un micro français en accordant son premier entretien à RFI. Il dit que la Commission électorale nationale indépendante sera chargée du contrôle des prochaines élections, qui seront transparentes et respectueuses du choix du peuple. Sans faire exprès, il laisse entendre que jusqu’à présent, ce n’était pas le cas. Mais il se rattrape en déclarant que c’est une grande première depuis l’indépendance. Parole de Bouteflika ! Les médias nationaux, toujours aux ordres, sont à leur tour mis à contribution. La radio algérienne ouvre ses micros et ses ondes à Ramtane Lamamra. La première prise de parole publique en Algérie du nouveau vice-Premier ministre est destinée à vendre le projet de son président. Il explique que l’organisation de la Conférence nationale est une réponse adéquate aux Algériens qui demandent une Assemblée constituante. La parole sera donnée au peuple pour voter pour ou contre la nouvelle Constitution. Un journaliste lui demande alors pourquoi l’actuelle Constitution est bafouée en décidant illégalement de reporter la présidentielle. Le diplomate bégaye une réponse où la situation sécuritaire du pays et l’avenir de la nation sont amalgamés. D’une voix blanche, il rappelle que l’ex-président Liamine Zéroual avait décidé, en 1998, de raccourcir son mandat pour des raisons d’intérêt national. Une simple démission est donc confondue de façon surprenante avec une grave entorse à la loi fondamentale. Il poursuit par le rappel des grands acquis politiques de Bouteflika, qui a rendu la fierté et la dignité (« *el izza oual karama*[7] ») au peuple algérien. Sans oublier la concorde civile qui avait ramené la paix en Algérie après dix années de terrorisme atroce. Bouteflika est donc un homme de paix, hélas ignoré par le jury d’Oslo[8]. Et si ce grand projet de Conférence nationale est rejeté, le pire est à craindre, conclut Ramtane Lamamra. La réponse est déjà dans la rue occupée par les étudiants et lycéens mis en congé prématurément. Mais Bouteflika reste encore droit dans ses babouches.

Par ailleurs, le vice-Premier ministre, Lamamra, prend son bâton de pèlerin pour convaincre les puissances étrangères du bien-fondé de la démarche présidentielle. Le soutien de la France est acquis, il se rend à Moscou. Après un long entretien avec lui, le ministre russe des

Affaires étrangères, Sergueï Viktorovitch Lavrov publie un communiqué où il préconise le respect de la Constitution algérienne. Moscou rejette le plan et monte au créneau pour déminer le maintien de Bouteflika au pouvoir. Lamamra quitte la Russie, bredouille. Poutine et Gaïd Salah sont sur la même longueur d'onde : la Constitution et rien d'autre.

Peu à peu, les soutiens habituels du président se fissurent. La puissante Organisation nationale des moudjahidines, socle de la légitimité révolutionnaire, prend ses distances avec le pouvoir et se met du côté du peuple. D'autres syndicats indépendants suivent. Les démissions au FLN, parti dont Bouteflika est le président d'honneur, tombent en cascade. Au sein de l'alliance présidentielle, la tentation du « sauve-qui-peut » touche de nombreuses personnes. Les magistrats et les avocats s'organisent et dénoncent le manque de respect flagrant de la Constitution. Les robes noires marchent dans les rues algériennes et rejoignent la « protesta ». Forts de leur demi-victoire sur l'idée du cinquième mandat, les Algériens exigent le départ de tout le « système », mot imprécis qui englobe les partis, les syndicats, les hommes et les femmes politiques à la solde du régime des frères Bouteflika depuis vingt ans. Cela fait du monde… Le mercredi 13 mars, l'opposition rejette catégoriquement le projet de Conférence nationale. Toutes les issues sont fermées. Il ne reste à Brahimi Lakhdar qu'à prendre son billet retour sur Paris pour regagner son splendide appartement de la Rive Gauche. Il a pourtant tout essayé, sans doute pour la beauté du geste… et un peu pour l'entretien d'une résidence secondaire les pieds dans l'eau.

Le dernier vendredi du mois de mars s'annonce encore plus chaud pour le régime. L'étau se resserre encore plus autour du président. La veille, prenant les devants, Ali Haddad, patron du FCE[9] et surtout financier en chef de la campagne électorale de Bouteflika, démissionne de la tête du patronat algérien après cinq années d'exercice. Dans sa lettre d'adieu à ses confrères, l'oligarque en chef jette l'éponge : « En ce qui me concerne, soucieux de préserver la cohésion et surtout la pérennité de notre organisation en totale conformité avec mes convictions, j'ai décidé en mon âme et conscience et sans contrainte de quitter la présidence du Forum des chefs d'entreprise à compter de ce jour. » Et un de plus qui quitte le navire ! Les autres membres de la

garde rapprochée du clan présidentiel, qui n’ont pas eu de billet d’avion, retournent leur veste sans vergogne. Un simple geste de survie, à l’instar de celui d’Ahmed Ouyahia qui, aussitôt limogé, reprend la tête de son parti, le RND, et fracasse l’encensoir, principal outil de travail de cette formation politique. Il demande à grand bruit la démission pure et simple du président. « Toi aussi, Brutus ! » devait penser Bouteflika.

Le grand complot de « Small Brother »

Malgré les pluies du mois de mars, les vendredis se suivent et le mouvement s’intensifie. Les Algériens sortent leurs parapluies, agitent leurs drapeaux ou les étalent sur tous les balcons, et surtout restent mobilisés. Bouteflika n’est plus candidat, mais il se maintient à la présidence sans mandat électif, avec des promesses de réformes profondes après deux décennies d’immobilisme. Personne n’est dupe de ces ruses désespérées déguisées en engagements présidentiels. Ils sont désormais des millions à exiger son départ et celui de tous ceux qui détiennent les leviers du pouvoir, le chef d’état-major des armées compris. Le peuple se sent pris en otage par des manœuvres délétères, et il veut avoir le dernier mot : il refuse la prolongation du quatrième mandat. Le pouvoir n’est d’ailleurs plus l’unique cible des manifestants. Depuis la déclaration d’Emmanuel Macron, la France n’est pas épargnée. Il a tout de même salué la décision de Bouteflika comme « une nouvelle page dans la démocratie algérienne » ! Les rues algériennes s’enrichissent de pancartes et de banderoles anti-Macron qui n’ont rien à envier à celles des « gilets jaunes ». Les Algériens de France, tant à Paris place de la République que dans d’autres grandes villes, administrent une piqûre de rappel au locataire de l’Élysée : « Occupe-toi des “gilets jaunes”, pas de l’Algérie ! »

Selon les textes constitutionnels, la mission de Bouteflika prend fin le 28 avril, juste après le second tour de l’élection annulée. Le vide juridique est total. Croyant dur comme fer au soutien de la France, Saïd Bouteflika bricole des solutions toutes plus dangereuses les unes que les autres, qui prennent vite la forme d’un complot. Le 26 mars, il prend son téléphone et appelle à la rescousse le général-major Toufik

qui pense encore pouvoir rebondir. Pour les Bouteflika, le danger est imminent, tant pis s'il faut renouer avec les ennemis d'hier. Une véritable déclaration de guerre leur est adressée par Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense. Effectivement, sous la pression populaire, le patron de l'armée a lancé le matin même une salve dévastatrice contre les frères-présidents. Sous forme de proposition, le généralissime demande qu'Abdelaziz Bouteflika, affaibli par la maladie, soit déclaré inapte à exercer le pouvoir en vertu de la Constitution. Il prône le lancement de la procédure prévue par l'article 102 de la Constitution, applicable quand le président de la République « *pour cause de maladie grave et durable, se trouve dans l'impossibilité totale d'exercer ses fonctions* ». Le chef des armées annonce publiquement sa préférence pour le départ définitif et le plus tôt possible de Bouteflika comme solution à la crise. Le bras de fer constitutionnel commence, mais il sera perdu d'avance par ceux qui ne possèdent pas la force prétorienne. Le rappel au respect des textes fondamentaux par le chef de l'armée annonce d'une part la fin de Bouteflika, et d'autre part renforce le rôle d'Ahmed Gaïd Salah comme gardien du temple de la légalité républicaine, avec des troupes entraînées, bien armées et des blindés sous ses ordres directs. Mais les Algériens ne sont plus de simples spectateurs des luttes dans les hautes sphères du pouvoir. Ils sont aussi acteurs et source du pouvoir : les articles 7 (« le pouvoir constituant appartient au peuple ») et 8 (« la protection des libertés fondamentales du citoyen ») de la Constitution confirment leur rôle.

Le revolver sur la tempe, « Small Brother » imagine d'autres issues à la crise avec l'aide de celui qui fut *Rab Dzaier* pendant près d'un quart de siècle. Malgré leur animosité réciproque, ils se rencontrent le lendemain à Dar El-Affia, une des résidences du DRS, en face de l'ambassade de France. Le général-major Athmane Tartag[10] dit Bachir sécurise les lieux. Taoufik refuse fermement la présence de son ancien collaborateur et lance à Saïd : « Il n'a rien à faire avec nous. » Tartag reste à la porte. La hache de guerre presque enterrée, les deux ennemis d'hier, désormais alliés contre nature, échafaudent des plans pour résorber la crise mais surtout pour trouver une sortie honorable au président, tout en mettant Ahmed Gaïd Salah à l'écart. Le départ du chef d'état-major est la clé de la réussite du complot. L'heure est

grave, les visages aussi. La première idée lancée par Saïd, selon le témoignage de Toufik[11], est de nommer un Premier ministre avec de larges prérogatives, tout en conservant Abdelaziz à la tête de l'État malgré son état de santé. Au tour de Toufik de proposer des noms, très vite rejetés par le frère, car ceux-ci sont réputés pour leur grande hostilité envers le président. Les palabres se prolongent, plusieurs hypothèses sont posées sur la table, mais les deux alliés attendent patiemment la visite d'une autre personnalité politique respectée par l'opposition.

Dans l'après-midi, Louisa Hanoune[12], secrétaire générale du Parti des travailleurs, se joint au duo. Elle siège à l'Assemblée nationale sans interruption depuis 1997 et vient de démissionner de son mandat de députée quelques heures plus tôt, en geste de solidarité avec la « protesta ». Première et seule femme politique à se présenter à toutes les présidentielles depuis 2004 contre Bouteflika, elle est même arrivée en deuxième position en 2009, avec 4,22 % des voix, selon les chiffres officiels très contestés par ailleurs. Louisa est plus qu'une candidate-alibi, elle a une longue histoire d'authentique opposante. Elle est respectée même par le FIS, parti conquérant au début des années 1990. L'islamiste Ali Benhadj avait dit d'elle en public : « *C'est le seul homme politique en Algérie.* » En 2005, Louisa Hanoune arrive même à faire abroger la loi sur les hydrocarbures qui libéralise le secteur énergétique algérien et l'offre aux appétits des étrangers. En novembre 2015, elle fait partie des dix-neuf signataires d'une demande d'audience écrite au président. À cette occasion elle déclare : « Nous voulons savoir si le président est au courant de ce qu'il se passe ou s'il ne l'est pas. » Une façon de dénoncer le vide constitutionnel créé par la maladie du chef de l'État… Elle renonce à se présenter en 2019, dénonçant une mascarade électorale. Cette femme est véritablement anti-système.

Lors de cette réunion, la militante trotskiste, après avoir dénoncé les appétits de pouvoir qu'elle prête à Ahmed Gaïd Salah, suggère pour le poste de Premier ministre le nom d'Abdelhamid Abderkane, ancien ministre de la Santé, et également l'un des dix-neuf signataires de la lettre de novembre 2015. Encore une fois, Saïd refuse. Trouver une personne à la fois respectée par le peuple, dotée de véritables pouvoirs et Bouteflika-compatible pour occuper le poste de Premier ministre est

pratiquement impossible. Pour le régent de Zéralda, une seule idée semble lumineuse : faire appel à l'ancien président de la République Liamine Zéroual, un homme très respecté pour son comportement toujours digne. Il charge Toufik d'établir le contact au plus vite. Le ton du chef d'état-major des armées risque de devenir encore plus menaçant avec le torrent humain attendu le vendredi suivant, le temps presse. Selon certains recoupements, toutes les conversations de l'ex-grand maître espion Toufik n'ont pas échappé aux services secrets russes, sans doute grâce au déploiement de moyens technologiques sophistiqués. L'armée algérienne, cliente captive de Moscou, ne doit pas être abandonnée, Vladimir Poutine y veille. Ce qui est certain, le général-major Tartag, anticipant son exclusion de cette réunion, avait mis un dispositif « optique et son », selon le jargon de la maison, pour ne pas rater une miette des échanges entre son ancien chef et Saïd Bouteflika. Après avoir écouté les conversations, Tartag voit le président-frère et lui dit : « Je suis avec vous. » La DSCA, de son côté, avait aussi repéré le va-et-vient au sein de « Dar El-Affia ». Dès le départ des comploteurs, débarquent les officiers de la Direction centrale de la sécurité des armées (DCSA) sous contrôle direct de l'état-major des armées. Ils interrogent un à un les militaires présents sur le site. Le personnel est passé au peigne fin. Un colonel, sous le feu des questions, vend la mèche. Il reconnaît qu'une équipe de techniciens avait préalablement sonorisé les lieux. Il a entendu les conversations mais il ne détient pas les enregistrements. Une perquisition se déclenche au niveau de la présidence, au bureau même de Tartag par les limiers de la Sécurité des armées. Les fichiers sonores sont partiellement détruits. Les experts réussissent quand même à tout reconstituer. Dans le lot, ils découvrent une conversation téléphonique entre « Small Brother » et un diplomate de l'ambassade de France à Alger qui s'entend dire : « Nous comptons sur le soutien de la France. » Saïd parle aussi au nom de son frère, président en titre. Le pot-aux-roses est découvert, « la main de la France » aussi, mais le vice-ministre de la Défense impose le secret total. Pour l'instant, il ne réagit pas.

L'ex-patron du DRS, une fois rentré chez lui, prend son téléphone et appelle comme demandé Liamine Zéroual. L'ancien chef de l'État séjourne depuis sa retraite dans sa ville natale de Batna, située dans les

Aurès, à plus de 400 kilomètres d'Alger. La relation entre les deux hommes n'est empreinte d'aucune amitié, encore moins de confiance. En 1998, alors patron des services secrets, le général-major Toufik fut l'une des principales causes de la démission de Zéroual de la présidence de la République. Malgré tout, vingt ans après, ils se parlent. Après les salutations d'usage, sur un ton énigmatique, Toufik dit à l'ancien président : « *Djemâa (le groupe des anciens) veulent te voir.* » Aucun nom n'est prononcé, mais Zéroual croit comprendre que ses anciens compagnons d'armes souhaitent le rencontrer. Il pense évidemment à Khaled Nezzar, Mohamed Touati, Abdelmadjid Taghit et Abdelhamid Djawadi, tous généraux-majors qui avaient joué un rôle de premier plan dans la fin de mission de Chadli Bendjedid à la tête du pays, le 11 janvier 1992. Ils sont depuis surnommés les « janviéristes », ils étaient tous éradicateurs face au péril islamiste. Liamine Zéroual accepte et demande à ses gardes du corps de lui organiser une escorte pour se rendre à Alger en voiture, moyen de locomotion toujours préféré à l'avion pour ses rares déplacements vers la capitale. Il arrive le vendredi 29 mars en début de soirée, accompagné par son fils. Ils s'installent dans leur villa située dans la résidence d'État à Moretti, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest d'Alger.

Ce vendredi promet d'être encore plus inédit que les cinq précédents. Pour la première fois, la télévision officielle diffuse en direct les marches à travers tout le pays. Le patron de l'information a dû recevoir des ordres d'en haut, plus haut encore que Bouteflika pour qui « ça sent le roussi ». Devant son écran de télévision, en regardant la chaîne publique retransmettre en direct les images des manifestants qui « vendredisent », Ali Haddad s'apprête à quitter l'Algérie pour se mettre à l'abri, le temps d'y voir plus clair. Il est dans le brouillard. Même Saïd ne répond pas toujours à ses appels répétés.

Une journée particulière

Il n'est pas encore 10 heures, ce samedi 30 mars. Les gendarmes en faction à l'entrée du quartier résidentiel de Moretti, où de somptueuses villas sont réservées aux dignitaires, reconnaissent de loin la voiture

qui s'approche lentement de l'entrée principale. Il n'est pas question de demander au conducteur son badge ou sa pièce d'identité, encore moins à son passager. Au volant de la Volkswagen Passat noire se trouve Hamid Melzi, terreur des apparatchiks algériens peu connue à l'étranger. Il est à la tête de deux sociétés étatiques : la première, l'entreprise Sahel, gère toutes les résidences d'État. Depuis presque une trentaine d'années, il est le grand manitou de la « principauté des Club des Pins » et des « Émirats de Moretti », les deux hauts lieux où sont logés les plus grands responsables de l'Algérie, y compris retraités. La seconde est aussi une société publique, la Société d'investissement hôtelière[13], actionnaire des douze plus luxueux hôtels du littoral algérien. Le siège passager de la voiture qui roule lentement vers la villa de Liamine Zéroual est occupé par Toufik, col ouvert sous un costume marron, l'une des tonalités chromatiques des tenues réglementaires des armées de combat. Avant de descendre, il éteint son cigare dans le cendrier du véhicule. Il est attendu devant la porte par son hôte qui l'accueille en tenue décontractée « casual chic », pull-over bleu ciel et pantalon de flanelle grise. Les deux anciens généraux-majors se saluent sans chaleur excessive.

Zéroual le fait entrer au salon, au rez-de-chaussée. Avant que le café ne soit servi, l'ex-*Rab Dzaier* entre dans le vif du sujet. Légèrement surpris, Zeroual tente de dévier la conversation vers des questions plus convenues et s'attarde sur les formules de politesse. Il préfère attendre que toute la *djemâa* soit là pour évoquer la situation explosive du pays. De surcroît, c'est l'ancien président qui a fait tout ce voyage pour voir ses anciens camarades, et non le général-major, qui avait provoqué précipitamment son départ par des manigances inqualifiables il y a tout juste vingt ans. Il réalise qu'il s'est fait piéger car son interlocuteur est en fin de compte le seul visiteur. Assez mécontent, il écoute son invité. En digne officier des services de renseignement, ce dernier lui dresse un tableau noir du contexte sécuritaire du pays, avec un président affaibli, et de potentielles menaces étrangères. L'Algérie vit une révolution pacifique pour l'instant, mais cela peut dégénérer à tout moment. Les forces de l'ordre ne peuvent contenir des millions de manifestants chaque vendredi, des groupuscules infiltrés envisagent d'enflammer l'Algérie. Cette péroraison alarmiste est interrompue par la sonnerie du téléphone, resté sur une petite table dans l'entrée

séparée par un muret. Le fils de Zéroual décroche l'appareil : à l'autre bout du fil, Saïd Bouteflika souhaite parler à Toufik. L'ex-président entend son « invité » prononcer plusieurs fois le mot *bayanne* (« communiqué ») d'un ton mystérieux. Après quelques minutes d'échange téléphonique mouvementé, Toufik regagne son canapé. Il prend une gorgée d'eau, respire un grand coup et dit de but en blanc : « Le pays a besoin de toi, tu es une figure nationale respectée et dans ces moments tendus, tu es le seul à faire consensus et si je t'en parle, c'est que je connais ton sens du sacrifice pour l'Algérie. » Liamine Zéroual est au courant de la menace qu'exerce l'article 102 de la Constitution, brandie telle une épée de Damoclès au-dessus de la tête de Bouteflika. Il devine que le poste de président de la République va bientôt être vacant, et il lui est offert sur un plateau par Toufik au nom de « Small Brother ». La variante, c'est qu'il s'agit de prendre la tête d'une instance de transition. Les contours sont encore flous, mais il en sera l'unique chef, semble-t-il. L'effet de surprise très vite surmonté, Zéroual fait remarquer calmement que depuis six vendredis, tout le peuple algérien, comme un seul homme, est en train de reprendre le contrôle de son destin. Toufik abat alors sa dernière carte en déclarant que Gaïd Salah ne saurait être l'homme de la situation, et qu'il faut absolument lui faire barrage. Zéroual réitère plus sèchement son refus d'autant plus qu'il vient de réaliser que cette démarche se fait contre et à l'insu du vice-ministre de la Défense. Il est le seul président de la République élu sans fraude, il ne peut accepter de reprendre du service suite à quelques réunions en catimini. L'insubmersible Toufik fait le premier flop de sa trop longue carrière.

Le soleil est à son zénith quand l'ancien président raccompagne Toufik devant la porte, ils se saluent sans se promettre de se revoir. Toufik monte dans la Passat où l'attendait patiemment Hamid Melzi, comme l'aurait fait n'importe quel chauffeur Uber. La scène est filmée à leur insu, tout comme celle de l'arrivée du mythique maître espion. Peu de temps après l'enregistrement de ces scènes, Ahmed Gaïd Salah réunit tous les commandants de forces armées au ministère de la Défense. Il leur révèle qu'une réunion s'est tenue le matin même entre des individus connus, dont l'identité ne sera dévoilée qu'en temps voulu. Il laisse entendre qu'en réaction face à la possible application de l'article 102, un complot est en gestation contre l'Armée nationale

et populaire. Cela est inacceptable. Toutes ces phrases sont ponctuées de coups de poing sur la table. Désormais, plus d'hésitations ni de tergiversations.

De retour au salon, après un déjeuner rapide et une petite sieste, l'ex-président est préoccupé par ces irresponsables manœuvres. Il est loin de s'imaginer l'ampleur du complot en gestation. Toujours pensif, il finit par allumer une cigarette alors qu'il avait cessé de fumer depuis un certain temps pour préserver sa santé. Il pense retourner chez lui à Batna, puisqu'il n'a pu revoir ses anciens camarades. Avant 17 heures, son téléphone sonne de nouveau. Cette fois-ci, il se déplace lui-même pour décrocher – Liamine Zéroual refuse catégoriquement d'avoir un portable. C'est de nouveau Saïd à l'autre bout de l'appareil. Sans doute a-t-il été informé par son émissaire de la position intransigeante de l'ancien président. Ce dernier réalise un court instant que le plus jeune des Bouteflika l'appelle pour la première fois de sa vie. Alors même que la famille Zéroual, frappée par un deuil récent, avait reçu les condoléances de toute la classe politique algérienne, et même de nombreux Algériens anonymes, Saïd n'avait alors pas daigné se manifester. La voix du régent de Zéralda halète : « *Mon frère te dit qu'il va limoger le vice-ministre de la Défense et chef d'État-major des armées.* » Agacé, sa colère moyennement contenue, Zéroual lui rétorque sur un ton sec : « *Je ne veux pas être mêlé à vous. Depuis vingt ans vous travaillez ensemble, alors réglez le problème entre vous.* » Un salut franchit à peine ses lèvres avant qu'il ne raccroche brutalement l'appareil. Zéroual retourne s'asseoir et allume une autre cigarette demandée à son garde du corps. Entre deux bouffées, le puzzle se reconstitue dans sa tête. Élémentaire, cette matinée : le *bayanne*, le communiqué présidentiel dont Toufik et Saïd parlaient au téléphone, ne peut qu'être destiné à la mise à la retraite définitive d'Ahmed Gaïd Salah. C'est un coup de force contre le patron de l'ANP, auquel les Bouteflika ont déclaré la guerre. Zéroual décide alors de reporter son retour d'une journée. Ahmed Gaïd Salah téléphone à Liamine Zéroual vers 20 heures pour une rencontre urgente. Zéroual ment par politesse et répond qu'il va prendre la route le soir même, alors qu'il sait très bien que son escorte est sous le commandement de son interlocuteur. Alors, le vice-ministre de la

Défense lui dit : « Toi qui restes notre président et ancien moudjahid, je ne te vois pas mettre en péril l'unité de l'armée et encore moins celle du pays. » Rassurés, ils raccrochent. L'ancien président de la République laisse définitivement tomber Saïd Bouteflika.

Pour Saïd, la journée est loin d'être finie. De retour à la présidence, il passe son temps à lancer des SOS depuis son portable, debout devant son secrétaire qui pianote de son côté sur son propre clavier de téléphone. À 18 heures, le téléphone du domicile de Khaled Nezzar sonne. Il regarde le numéro d'appel affiché : c'est celui de la présidence. Le secrétaire décroche et passe aussitôt l'appareil à son chef : « *Au son de sa voix, j'ai compris qu'il était paniqué* », raconte Nezzar. Alarmé par la réunion des plus hauts gradés au siège du ministère de la Défense en fin de matinée, le président-frère craint qu'une opération militaire ne soit menée contre Zéralda. D'une voix haletante, il demande s'il ne faudrait pas destituer le chef d'état-major. Nezzar l'en dissuade, soulignant le grand risque de dislocation de l'armée. À l'issue de cette brève communication, l'ancien ministre de la Défense pressent que le co-président est sur le point de commettre une grosse erreur aux conséquences désastreuses. En début de soirée, Khaled Nezzar fait publier sur le site d'information de son fils, *Algérie Patriotique*[14], un compte rendu sommaire de ses échanges avec Saïd.

Encore plus désespéré, le jeune Bouteflika est soudain frappé d'une fulgurance : et s'il portait l'estocade fatale au vice-ministre de la Défense via le Conseil constitutionnel ? Saïd reprend son portable et contacte Tayeb Belaiz, le président de la haute institution nommé quelques semaines auparavant par son frère. Le simple conseiller demande à l'un des plus hauts magistrats du pays de préparer un communiqué pour dénoncer ce général-major qui veut chasser le président. Le président-frère veut faire parler la Constitution pour faire taire Gaïd Salah. Cependant, ce n'est pas aussi simple qu'un coup de fil, puisque le président du Conseil constitutionnel lui répond calmement, mais d'un ton sans appel, que l'armée est une institution comme les autres et qu'elle a le droit en tant que telle de s'exprimer. Avec cette nouvelle fin de non-recevoir, Saïd se retrouve totalement isolé. Entre ceux qui échouent dans leur mission, ceux qui l'abandonnent, et ceux qui tentent de fuir, le navire est déserté de toutes parts.

En pleine nuit, une voiture ralentit devant l'un des postes-frontières séparant l'Algérie de la Tunisie. Ali Haddad se sent menacé par la chute prévisible des Bouteflika. Il s'apprête à quitter le pays, le temps de voir quelle tournure vont prendre les événements. Surtout qu'une « âme charitable », proche du monde du renseignement, l'a informé qu'il faisait l'objet d'une Interdiction de sortie du territoire national (ISTN), procédure judiciaire qui peut mener à la case prison. Cependant, pas de panique : moyennant finance, cet ange gardien lui promet de lui faire quitter l'Algérie pour la Tunisie en toute quiétude. Tout peut s'acheter, notamment les douaniers et les policiers qui gardent les passages-frontières de nuit ; d'autant plus qu'en cette période de l'année, contrairement à la haute saison estivale, peu d'Algériens se rendent en Tunisie. Les contrôles ne sont pas renforcés, ils sont même plutôt laxistes, alors s'il y a bakchich, tout se passera bien. Pour Ali Haddad, la somme demandée n'est pas vraiment colossale. Il paie et suit les conseils de son sauveur inespéré. Cette nuit, à lui la liberté ! Prenant sa voiture, il se dirige vers la Tunisie, mais s'arrête d'abord à Constantine. À l'aéroport, il achète pour le lendemain un billet vers Paris à l'agence d'Air Algérie, qui communique immédiatement les noms de ses passagers aux services de sécurité. Haddad tente de brouiller les pistes en faisant croire qu'il passera la nuit en Algérie. Habillé d'un jean et d'un blouson comme tous les jeunes, il repart au volant de sa Volkswagen Passat noire. Il roule sur la nationale 44 en direction de l'est. Minuit approche, la frontière tunisienne aussi. Avec tout ce qu'il a déjà déboursé, ce nouveau passage n'est qu'une formalité.

Au check-point Oum Tboul (El Tarf) se déroule une scène digne de figurer dans un roman de John Le Carré. Ali Haddad allume l'éclairage intérieur de sa voiture, qui diffuse une élégante lumière LED, ouvre la vitre et tend son document de voyage. Le policier examine son passeport et le laisse passer. Il roule quelques mètres avant qu'un douanier ne lui demande de s'arrêter et d'ouvrir le coffre de sa voiture. Rassuré, il s'exécute, pensant que le fonctionnaire veut donner l'impression de bien faire son travail. Hélas, la fouille est minutieuse et rapide, Ali Haddad n'ayant que deux petits bagages. Dans l'un des deux, le douanier découvre un deuxième passeport dissimulé ! En sus, 4 700 euros environ, 100 dollars et 410 000 dinars

algériens, le tout en espèces. Bien que ces sommes soient dérisoires par rapport à sa fortune et au chiffre d'affaires de ses entreprises, estimé à 600 millions de dollars, le douanier le prie de fermer sa voiture, de lui remettre les clés et de le suivre. L'ex-patron des patrons est aussitôt arrêté et conduit à la police judiciaire pour une enquête approfondie. Paniqué, avant le lever du jour, le plus puissant des oligarques algériens prend son téléphone et d'une main tremblante il écrit un SMS à Saïd, son ami, croit-il encore : « *bjr frr. J sui bloke om T Bol pr Police* » (Bonjour frère. Je suis bloqué à Oum Tboul par la police). Plus qu'un SMS, c'est un SOS envoyé au président-frère, ce dernier ne donnera aucune suite tant il doit sauver sa peau en premier. En effet, la détention de deux passeports est illégale en Algérie, de surcroît les deux documents sont identiques et portent le même numéro de série. Résidant à Alger, il détient en outre un titre de séjour britannique permanent. L'information ne figure sur le Net que le lendemain, le 31 mars : le premier baron d'affaires du royaume de Bouteflika sous les verrous pour un simple passeport en double ! Mais les autres oligarques algériens, tant au pays qu'à l'étranger, pensent sincèrement qu'Ali Haddad va s'en sortir. Ils ne savent pas encore que le président du FCE est tombé dans une souricière : il n'a jamais fait l'objet d'aucune ISTN. Dans le monde des services secrets, on appelle cela un « délit provoqué ». L'infraction est mince, comme la fraude fiscale d'Al Capone, mais la prise est conséquente. Il s'agit tout de même de la cinquième fortune d'Algérie selon *Forbes*, du « Bouygues algérien », patron du mythique club de foot algérois, l'USMA (Union sportive musulmane d'Alger), du groupe Média Temps Nouveaux, qui édite notamment deux quotidiens arabophone et francophone et détient deux chaînes de télévision, Dzaïr News et Dzaïr TV. Par-dessus tout, Ali Haddad est un grand ami de Saïd Bouteflika, proche également d'Emmanuel Macron (qu'il a connu ministre de l'Économie) et de certains patrons du CAC 40. Cette arrestation pour un délit aussi mineur, d'emblée très minimisée, constitue pourtant le chant du cygne de l'oligarchie algérienne.

Le mois d'avril meurtrier

En fin d'après-midi, l'agence de presse officielle diffuse un communiqué présidentiel qui, en voulant mettre un terme aux rumeurs les plus folles, rajoute de la confusion à l'ambiguïté ambiante : « *Le président Bouteflika va démissionner avant le 28 avril, date de la fin de son mandat électif*[15]. » Bien que datée du 1er avril, cette dépêche n'est pas une farce : elle est tout simplement le reflet de la tragi-comédie qui se déroule en coulisses. Bouteflika est sur le départ, mais la date n'est pas précisée, ses menaces non plus. Le président s'accroche au pouvoir avec l'énergie du désespoir. Le même communiqué ajoute que le chef de l'État prendra auparavant des « *mesures pour assurer la continuité du fonctionnement des institutions de l'État durant la période de transition* ». Les initiés pensent aussitôt qu'avant de partir définitivement, le président mettra enfin un terme définitif aux fonctions du chef d'État-major, et pourquoi pas à d'autres ? Cela ne ressemble que trop à Bouteflika, passant sans transition du « moi ou le chaos » à « après moi, le déluge ». En haut lieu, le ton est monté d'un cran. Toute la journée a été riche en rebondissements, révélations, rumeurs et info-intox. Un journal en ligne publie les photos de la rencontre de Toufik avec Zéroual devant sa villa en tout début de matinée. Pour enfoncer le clou, la chaîne de télévision privée *Echourouk*, proche de « Small Brother » – et qui vient tout juste de tourner casaque – évoque une réunion secrète entre Toufik et un officier de la DGSE française. Voilà un mélange d'omissions et de *fake-news* qui donne corps au complot montré du doigt par Ahmed Gaïd Salah, sans mentionner aucun nom. Artilleur de formation, le chef d'état-major a tiré au canon. Mais si la cible est touchée, elle n'est pas totalement anéantie. Saïd tire son ultime cartouche : un vrai-faux communiqué, publié sur la Toile avec l'en-tête de la présidence de la République. Le document, officiel en apparence, met fin à la mission du vice-ministre de la Défense. Il s'agit du fameux *bayanne* évoqué la veille au téléphone entre Toufik et le président-frère. En réalité, la décision n'est pas encore prise par le président en titre, mais son jeune frère s'emploie à la rendre déjà publique. Alerté, le général-major visé envoie des militaires au siège de la radio télévision algérienne, au cas où sa mise à la retraite serait annoncée en direct. L'agence APS est également mise sur surveillance.

Les sources de l'information officielle sont verrouillées. Les couteaux sont tirés pour le dernier combat.

Le lendemain matin, bel et bien resté dans sa villa de Moretti avec un paquet de cigarettes, Liamine Zéroual comprend qu'il a été entraîné malgré lui dans une lutte à mort entre des amis de vingt ans dont il s'était volontairement éloigné. Objet de graves allusions voire d'accusations publiques de la part du chef des armées, il veut réagir avant de rentrer chez lui. Il décide de donner sa version de la rencontre avec Toufik, présentée comme un complot. Un visiteur habituel prend la plume et rédige une lettre de clarification. L'ex-président la relit attentivement, apporte des corrections et donne son accord pour publication. Sur les écrans de presse, la missive commence ainsi : « *Je tiens à informer par devoir de vérité et de transparence, que j'ai reçu le samedi 30 mars et à sa demande le général de corps d'armée Mohamed Médiène (Toufik) qui m'a porté la proposition de présider une instance chargée de la conduite de la transition. Il m'a confirmé que cette proposition avait été faite en accord avec Saïd Bouteflika, conseiller à la présidence de la République.* » Il affirme clairement avoir décliné cette proposition, et sa lettre se conclut ainsi : « *Je suis interpellé, tout comme vous, par la force des manifestations populaires, massives et organisées du peuple algérien, auxquelles j'ai apporté publiquement mon soutien dès les premiers jours.* » Implicitement, il confirme l'existence d'une conspiration dont il n'est pas du tout partie prenante et où il a même failli être piégé. Le tandem Saïd et Toufik était prêt à tout.

Coïncidence ? Peut-être. Le communiqué de Zéroual tombe au milieu de la plus grande réunion jamais organisée au ministère de la Défense depuis longtemps, où l'ensemble de la composante du Haut Commandement militaire écoute religieusement Ahmed Gaïd Salah. Y assiste même le général de corps d'armée de la Garde républicaine, Benali Ben Ali, réputé très proche de Bouteflika et dont la mission est de protéger la présidence et les plus hauts lieux du pouvoir. Le désormais chef suprême des armées prononce des mots inhabituels dans sa bouche, qui visent directement Bouteflika avec une violence inouïe : « *Alors que le peuple algérien attendait avec impatience la satisfaction de ses revendications légitimes, parut le 1er avril un communiqué attribué au président de la République, alors qu'en*

réalité il émanait d'entités non constitutionnelles et non habilitées, ayant trait à la prise de décisions importantes concernant la phase de transition. Dans ce contexte particulier, nous confirmons que toute décision prise en dehors du cadre constitutionnel est considérée comme nulle et non avenue. » En évoquant le communiqué qui annonçait le départ du président avant le 28 avril, le généralissime prend en réalité les devants et neutralise la lettre signifiant son renvoi, qui jusqu'alors n'existe encore que sur Internet et sous forme de vague projet dépourvu de la signature du président. Pour l'opinion avertie, les « forces extraconstitutionnelles » mentionnées désignent Saïd Bouteflika, président d'un État parallèle. La messe est dite. En bon artilleur, Gaïd Salah poursuit les bombardements et vise désormais tout l'entourage du président-frère. Il montre du doigt les vastes opérations de pillage et de dilapidation « qui ont permis à une poignée de personnes d'amasser des richesses immenses par des voies illégales et dans un court laps de temps, en toute impunité, profitant de leur accointance avec certains centres de décision douteux, et qui tentent ces derniers jours de faire fuir ces capitaux volés et de s'enfuir vers l'étranger ». Ahmed Gaïd Salah exige que le Conseil constitutionnel constate d'abord la vacance du poste de président, avant de saisir les deux Chambres du Parlement pour la valider. Touché, coulé ! Les heures et les minutes de Bouteflika au pouvoir sont maintenant comptées.

1. La Fatiha est le premier verset du Coran.
2. Pluriel de Chahid.
3. Farid Alilat, « Algérie : comment le régime Bouteflika a fait volte-face » in *Jeune Afrique*, 17 mars 2019.
4. Pourtant, pour les militaires français, très influents sur les sujets africains, Gaïd Salah est un interlocuteur incontournable.
5. Article d'Abla Chérif publié dans *Le Soir d'Algérie* le 14 mars 2019.
6. Farid Alilat, *op. cit.*
7. Cette expression arabe était au centre des discours de Bouteflika lors de sa campagne de 1999.
8. Durant son premier mandat, Bouteflika et quelques relais internationaux s'étaient employés à faire couronner la concorde civile par le prix Nobel de la Paix, en vain.

9. Le FCE représente 4 000 chefs d’entreprise, 7 000 entreprises, 300 000 employés, 4 000 milliards de dinars de chiffre d’affaires (40 milliards de dollars), soit plus de la moitié des recettes générées par la Sonatrach.
10. Il est né au début des années 1950 dans la wilaya de Sétif. Tartag rejoint la sécurité militaire en 1972 et il est aussitôt envoyé en formation pendant toute une année à Moscou à l’école du KGB. Il se distingue durant la décennie noire, à la tête du Centre principal militaire d’investigations (CPMI), par des méthodes expéditives dans la lutte anti-terroriste.
11. Livré par son avocat lors de son procès devant le tribunal militaire de Blida le 2 septembre 2019.
12. Elle est née dans la wilaya de Jijel, quelques mois avant le déclenchement de la guerre d’indépendance. Militante d’extrême gauche, elle adhère après ses études de droit à l’Organisation socialiste des travailleurs (OST), parti clandestin à tendance lambertiste. En 1983, Louisa Hanoune écope de six mois de prison pour avoir distribué des tracts en faveur de l’instauration de la démocratie. Avec la nouvelle Constitution de 1989 qui autorise le multipartisme, elle fonde le Parti des travailleurs.
13. C’est la seule société qui, dans les faits, dépend directement de la Présidence et non pas du ministère du Tourisme comme prévu par la législation.
14. Devant la situation confuse du pays, Khaled Nezzar décide, le 24 avril 2019, de fermer ce site d’information afin d’éviter toute interprétation tendancieuse. Après réflexion, *Algérie Patriotique* revient en ligne le 29 avril.
15. Le 28 avril 1969 est la date de démission du général de Gaulle, un hasard qui esquisse la possibilité d’une sortie par la grande porte, l’ultime objectif de Bouteflika.

6

LE BOUTEFLEXIT

Ce 2 avril 2019, dans son bureau de la rédaction de BFM TV, Ulysse Gosset, lauréat du Grand Prix de la presse internationale 2013 pour « *l'excellence de ses analyses sur l'actualité internationale et pour l'ensemble d'une carrière exigeante et exemplaire* », se prépare pour une longue soirée en direct. L'actualité internationale est son terrain de prédilection. Comme ses autres confrères, il envoie des SMS à ses nombreux contacts connaisseurs de l'Algérie, très vite suivis par des échanges téléphoniques. À Paris, toutes les salles de rédaction sont en effervescence, l'information a déjà fuité en fin d'après-midi mais les Algériens ont exigé qu'elle ne soit pas divulguée avant 21 heures, soit 20 heures en France. Dans la capitale algérienne, des correspondants sont déjà positionnés à la Grande Poste, au cœur de la ville. Les liaisons satellites sont assurées, les caméras sont autorisées. Une fois n'est pas coutume, il est important pour le pouvoir algérien que les médias français relaient l'événement en direct.

Quelques heures plus tôt, plusieurs cortèges sous haute protection ont quitté à toute vitesse le siège de la présidence pour Zéralda. Les arrivées au Versailles algérien suivent officiellement un protocole bien précis. Le président du Conseil constitutionnel, Tayeb Belaiz, arrive le premier, suivi quelques minutes plus tard par le président du Sénat, Abdelkader Bensalah, à qui incombera l'intérim de la présidence. Mais le maître de cérémonie, Ahmed Gaïd Salah, était déjà présent sur place depuis bien longtemps pour s'assurer de la scénarisation de

l’événement. Après plusieurs discussions, mises en garde et quelques concessions, le vice-ministre de la Défense a finalement renoncé à l’application de l’article 102 : Bouteflika ne sera pas destitué. La démission reste désormais son unique option, et c’est finalement la moins humiliante.

À l’heure prévue, l’information retenue est enfin dévoilée en Algérie comme en France : Abdelaziz Bouteflika démissionne. Commencent les retransmissions en direct, qui montrent la liesse des Algérois, et même celle des milliers de policiers déployés dans la ville qui ne font pas l’effort de cacher leur joie. Leur président, qui voulait jouer les prolongations, est définitivement mis hors jeu. Les écrans français diffusent les images de joie et d’euphorie rythmées par une symphonie de vuvuzélas, ces cornes de quelques dizaines de centimètres venues d’Afrique du Sud, pays libéré par Mandela, de klaxons et de « youyous » féminins. Les commentateurs sur place ont du mal à se faire entendre avec un tel décor sonore, mais peu importe, le bruit de fond et le vacarme sont plus éloquents que les mots. Le mot « coup d’État » – même pacifique – ne fait évidemment pas partie des éléments de langage distillés par les communicants militaires algériens : on répète plutôt à l’envi que l’Armée nationale et populaire a écouté la voix du peuple. Ce n’est pas totalement faux, car c’est bien la pression continue pendant six semaines qui a fait basculer la décision du commandement militaire.

L’Algérie est libérée de Bouteflika, et pour les anciens qui se souviennent pourtant du 5 juillet 1962, jour de l’indépendance, cette nuit sonne bien davantage comme la fin d’une servitude. Vingt ans de nuits de « bouteflikisme » ont laissé des séquelles profondes chez les Algériens au même titre que la colonisation française, sous une forme plus sournoise encore, surtout chez les jeunes, « agressés » à chaque coin de rue par le portrait de *Fakhamatouhou* (« Sa Grandeur »). La traduction ne rend pas compte de l’énormité du titre, devenu obligatoire pour s’adresser au président et même à la simple mention de son nom. Des journalistes, des ministres, et même certains citoyens obséquieux quêtant quelques faveurs, rendaient hommage à tout bout de champ à *Fakhamatouhou*. La page d’un président grabataire est tournée, mais les choses ne peuvent en rester là. « Système, dégage ! » devient dès lors le principal mot d’ordre des manifestants. La sortie de

vingt ans de règne sans partage – sauf celui des richesses nationales entre oligarques – s'avère complexe. Le chemin sera long et tortueux pour mener le « Bouteflexit » à son véritable terme.

Un président par défaut

Abdelaziz Bouteflika, alors jeune ministre des Affaires étrangères au firmament de sa gloire, avait franchi le perron de l'Élysée pour rencontrer le général de Gaulle. Depuis se sont succédé des rencontres avec Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand[1], Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, François Hollande, et enfin Emmanuel Macron. Les quatre derniers chefs d'État de la Ve République ont été particulièrement complaisants à son égard. Mais, parmi eux, son grand ami reste sans conteste Jacques Chirac, qui avait salué avec empressement sa deuxième réélection en avril 2009 avec un score digne d'une république bananière : 90,24 %[2] ! La boîte noire des relations franco-algériennes quitte enfin le pouvoir, et si son départ dépeuple l'élite des dictateurs de la planète, il laisse aussi une situation juridique inédite en Algérie.

Ce soir-là, les images offertes par Alger aux téléspectateurs français sont édifiantes. La télévision publique algérienne, avec ses éclairagistes, ses cameramen et ses journalistes, n'attend pas dans le grand salon d'apparat que connaissent les présidents français, mais dans une toute petite salle au mobilier simple et dépourvue de fleurs. S'installent en premier sur un canapé blanc Tayeb Belaiz, récipiendaire légal de la démission arrachée, suivi d'Abdelkader Bensalah, qui assurera l'intérim présidentiel pendant quatre-vingt-dix jours, assis sur une simple chaise avec accoudoir. Entre les deux est installé Abdelaziz Bouteflika, tel que les Algériens ne l'ont jamais vu : au lieu de l'habituel fauteuil haut de gamme en cuir grainé, avec surpiqûres et micros encastrés, l'ancien président gît sur une chaise roulante, un modèle semblable à ceux des hôpitaux de l'Assistance publique. Bouteflika n'est plus affublé d'un costume mais d'une simple « gandoura », vêtement maghrébin traditionnel certes propre et repassé, mais que portent en général les personnes âgées. Il se murmure que c'est le chef des armées lui-même qui a veillé à cette

inédite codification vestimentaire du président sortant, qui doit lire sa lettre de démission face aux caméras. Pour éviter tout risque, et réaliser plusieurs prises de vue, la diffusion se fait en différé. Péniblement, les yeux baissés sur un document, un vieil homme malade lit : « J'ai l'honneur de vous notifier formellement ma décision de mettre fin au mandat que j'accomplis en qualité de président de la République, à partir de ce jour, mardi 26 Radjab 1440[3], correspondant au 2 avril 2019. Cette décision que je prends en mon âme et conscience est destinée à contribuer à l'apaisement des cœurs et des esprits de mes compatriotes, pour leur permettre de projeter ensemble l'Algérie vers l'avenir meilleur auquel ils aspirent légitimement. » Les images sont enregistrées et prêtes à être diffusées un peu plus tard au JT de 20 heures de la chaîne officielle, ainsi qu'auprès des télévisions étrangères. Le rideau tombe sans les applaudissements. Cependant, cette même chaîne d'État poursuit son programme par une émission spéciale sur les réalisations des vingt ans de l'ère Bouteflika… alors même que la grande mosquée d'Alger (Djamaâ El-Djazaïr), pouvant accueillir 120 000 personnes, a été considérée comme le chantier de trop pour un pays musulman. Cet édifice, qui s'étire sur vingt hectares et peut se vanter de posséder le minaret le plus haut du monde[4] – qui s'élève à 265 mètres –, cristallise la rancœur d'une grande partie des Algériens qui ont bien retenu les chiffres mégalomanes d'un budget correspondant à la construction de 200 hôpitaux… Mais sans état d'âme, le soir de la « libération », la télévision algérienne diffuse un petit documentaire sur cette grande mosquée, présentée comme la fierté du pays. Le changement, c'est pour quand ?

En attendant, le pouvoir applique à la lettre une Constitution contestée et bafouée. Conformément au texte, le lendemain du discours de Bouteflika, le Conseil constitutionnel constate formellement la vacance définitive du pouvoir. Les deux chambres du Parlement se réunissent de plein droit et désignent Abdelkader Bensalah, 77 ans et président du Sénat, chef d'État par intérim. Ses pouvoirs sont plus limités que ceux d'un président de plein droit : le gouvernement ne peut être ni démis de ses fonctions ni remanié avant l'élection d'un nouveau président de la République, qui devra intervenir dans un délai de quatre-vingt-dix jours. Bensalah ne peut pas consulter la population par référendum, ne peut pas lancer de révision de la Constitution, ni

légiférer par ordonnances, ni dissoudre l'Assemblée Populaire Nationale. Il ne dispose pas du droit de grâce, de remise ou de commutation d'une peine. Enfin, et c'est peut-être le plus problématique, ce président intérimaire est contesté par la rue… Dès les premiers jours de son installation à la présidence, il reçoit une dizaine d'ambassadeurs, américains et belges entre autres, qui remettent enfin les copies originales de leurs lettres de créance. La vie diplomatique et son cérémonial, largement ignorés par Bouteflika lors de son dernier mandat, reprennent enfin leur cours normal.

Mais les Algériens, qui attendent de vrais changements et ne voient toujours rien venir, ne baissent pas les bras, bien au contraire. La mobilisation se poursuit et les revendications sont élargies. Le 5 avril, premier vendredi de l'après-Bouteflika, voit apparaître des mots d'ordre actualisés. Au cœur de la capitale, une grande banderole, visible de loin, résume les nouvelles demandes du peuple : « *Pour le départ du gouvernement Bedoui, pour une instance indépendante d'organisation des élections. Non à la reproduction du scénario égyptien.* » Le général-major Ahmed Gaïd Salah est clairement visé. Un slogan imprimé au dos d'un T-shirt est encore plus explicite : « *Un général ne se rend jamais, même pas à l'évidence.* » On lui prête des appétits de pouvoir. Pour la majorité des Algériens, la vigilance se substitue à la joie, car le départ du président est aussi, selon eux, le résultat de la lutte entre deux clans. L'un des deux est encore debout, alors la révolution continue. Ce combat est illustré par une autre pancarte teintée d'humour : « Système dégage, vérifie bien tes bagages et n'oublie pas tes compagnons de voyage. » Dans tout le pays, les « 3B[5] » – le président Bensalah, son Premier ministre Bedoui et enfin Belaiz, président du Conseil constitutionnel – sont rejetés. Tous les trois sont des fidèles de la première heure de Bouteflika. Ils représentent à ce titre la continuité du régime. Le chef d'état-major est aussi devenu la cible des manifestants qui veulent le départ de tous, ce qui ne correspond pas aux plans du nouveau pouvoir. Une diversion s'impose.

Six jeunes, pris en photo par quelques journalistes, sortent de la Cour d'Alger. Ils viennent de déposer une plainte contre Saïd Bouteflika pour usurpation de fonction. Un des membres du collectif explique leur démarche : « Nous l'avons fait car on en a marre, tout le

monde sait que le Président n'est pas en état de travailler ou d'écrire, alors que son frère se balade avec les sceaux de la République. Nous avons déposé plainte pour dénoncer ce scandale mais aussi pour faciliter la vie, en endossant nous-mêmes cette responsabilité, aux magistrats otages du système politique. » Dans l'ouest du pays, à Sidi Bel-Abbès, un collectif de vingt-trois citoyens dépose une plainte similaire au tribunal de la ville. Les accusations sont graves et se multiplient : faux et usage de faux, usurpation de fonction, promulgation de lois, formation d'un gouvernement, désignation et limogeage de ministres et de magistrats. Ces actes constituent autant d'infractions punies par la loi, notamment les articles 210 et 242 du code pénal, qui portent atteinte aux intérêts suprêmes du pays et causent des dommages et des pertes à l'État et aux citoyens. Les plaintes sont acceptées sur la forme, les juges vont prendre leur temps pour examiner le fond. Saïd, l'homme de l'ombre, est publiquement attaqué et traîné devant la justice et risque jusqu'à un an de prison. Le mur de la peur est bel et bien tombé, mais de telles démarches mobilisant des avocats sont-elles véritablement spontanées ? Au sommet de l'État, la guerre se poursuit aussi et, conformément aux injonctions d'Ahmed Gaïd Salah, la justice entre en scène. N'a-t-il pas fustigé, dans un communiqué daté du 2 avril – le jour de la démission de Bouteflika – ces hommes qui s'étaient approprié les ressources du pays et avaient tenté de faire sortir les capitaux et de prendre la fuite ? Ali Haddad n'était que le premier d'une longue série.

La chasse aux oligarques

L'opération « mains propres » est lancée le 16 avril par Gaïd Salah lui-même, dans un message adressé à la nation : « Comme j'ai souligné lors d'occasions précédentes la nécessité pour la justice de poursuivre les individus impliqués dans des affaires de corruption, nous attendons que les instances judiciaires concernées accélèrent la cadence du traitement des différents dossiers concernant certaines personnes ayant bénéficié indûment de crédits estimés à des milliers de milliards, causant préjudice au Trésor public et dilapidant l'argent du peuple. » À la suite de quoi l'un des « 3B », le Premier ministre Tayeb

Belaiz, démissionne, mais il parvient à conserver sa résidence au Club des Pins, ainsi que d'autres privilèges. On fait une concession à la rue, mais les Algériens ne se démobilisent pas pour autant. Par souci d'apaisement, de diversion, et peut-être même de justice, le général-major promet que les têtes d'hommes d'affaires vont tomber. Une dizaine de proches de Saïd Bouteflika sont interdits de quitter le territoire national et voient leurs jets privés cloués au sol.

Alors qu'ils se croyaient intouchables, les oligarques se retrouvent dans l'œil du cyclone, en particulier les frères Kouninef. Leur père, Ahmed, ami d'enfance de Bouteflika à Oujda au Maroc, avait créé sa première entreprise de BTP, KouGC, en 1971 sous forme de SARL. L'Algérie socialiste n'était pas alors le paradis des entrepreneurs privés… En revanche, avec le soutien de l'influent ministre des Affaires étrangères et membre du Conseil de la révolution, la société d'Ahmed Kouninef se consolide. Marié à une Lausannoise, il a des accointances helvètes dans l'immobilier et diverses sociétés.

L'arrivée de Chadli Bendjedid au pouvoir en 1979 est suivie d'une grande vague de « déboumédianisation », et Abdelaziz Bouteflika entame sa traversée du désert. Pire, en 1983, la Cour des comptes le condamne à rembourser l'équivalent d'un demi-million d'euros pour mauvaise gestion de crédits budgétaires. Selon les magistrats, le ministre des Affaires étrangères déchu aurait demandé aux consulats et ambassades d´Algérie de verser leurs excédents budgétaires sur deux comptes personnels ouverts en Suisse. Bouteflika s'exile d'ailleurs à Genève où Ahmed Kouninef met la main à la poche, et permet quelques années plus tard à son ami d'enfance de remettre, en main propre, un chèque de la somme due au président algérien. L'affaire est définitivement classée, mais ce geste ne sera pas oublié par l'ex-ministre des Affaires étrangères.

En 1999, lorsque Bouteflika est candidat à l'élection présidentielle, Kouninef transforme une de ses villas, située dans un quartier huppé sur les hauteurs d'Alger, en QG de campagne. Une fois élu, grâce au boom pétrolier, le tout nouveau président conduit une politique « louis-philipparde » limitée à un cercle très restreint. Ahmed Kouninef et ses trois enfants, Karim, Noah et Redha, en font naturellement partie. La vieille SARL KouGC se métamorphose en un temps record en un

véritable empire. Dans le paysage économique algérien, les Kouninef père et fils forment une « famiglia » dont l'ascension est fulgurante. Ils règnent sur les travaux publics, l'hydraulique, le génie civil, le forage pétrolier, l'agroalimentaire, la téléphonie mobile et la fibre optique, sans oublier l'immobilier et le négoce. Le deuxième mandat présidentiel voit la montée en puissance de Saïd Bouteflika, qui devient peu à peu porte-parole et secrétaire très particulier de son frère aîné. Le plus âgé de la fratrie Kouninef, Karim, se lie d'amitié avec le véritable numéro deux du pouvoir, une belle illustration des liaisons dangereuses entre l'argent et la politique. La villa Kouninef, QG des quatre campagnes présidentielles, devient peu à peu une annexe de la « casa d'El Mouradia ». Plusieurs fois par semaine, en début de soirée, les trois frères se retrouvent autour de Saïd et de quelques proches, tous consommateurs d'apéros et, parfois, de substances moins licites mais très pures, prises par voie nasale. L'éthylisme ne favorise pas la lucidité des échanges, mais les bavardages se muent tout de même en décisions. C'est dans ce haut lieu de moralité que se décident les attributions des marchés étatiques les plus juteux, souvent avec le financement des banques publiques. Ici aussi se font et se défont les carrières des plus hauts responsables et ministres. Les promus se doivent d'obéir au doigt et à l'œil, non au Premier ministre, mais à cette bande de copains.

Les réserves en devises de l'Algérie se comptent en milliards de dollars. « Shootée » à l'argent public, la fratrie Kouninef s'attaque à l'agroalimentaire, cœur du métier de Cévital, le premier groupe privé algérien et propriété d'Issad Rebrab, qui avait pris publiquement ses distances dès 2009 avec le clan présidentiel. Les grands marchés publics de la Sonatrach et du ministère de la Défense, entre autres, ne suffisent plus aux Kouninef. Ils doivent aussi affaiblir leur concurrent peu docile par tous les moyens. Le conglomérat KouGC rachète donc l'entreprise publique ENCG (entreprise nationale des corps gras), qui détient les deux tiers du marché de l'huile de table. Une privatisation scandaleuse, dont le but principal est de concurrencer de manière déloyale l'un des fleurons du groupe de Rebrab et de créer de nouveaux monopoles. Mais, pour les Kouninef, la loi est *terra incognita*. Ils ont adopté sans problème le mantra des punks : « no limit », et se sont longtemps crus intouchables… jusqu'au jour où ils

ont été rattrapés par la gendarmerie nationale. Après interrogatoires, confrontations et auditions, le dossier est prêt à être transmis au juge dans l'heure qui suit. Une célérité dont la justice algérienne est peu coutumière.

La nouvelle s'est très vite propagée. Ce lundi 22 avril, ils sont déjà nombreux devant le tribunal Abane Ramdane, au centre-ville d'Alger, à attendre de vivre ce qui semblait inimaginable à peine quelques semaines plus tôt. À 14 h 30, quand le fourgon cellulaire de la gendarmerie arrive devant le tribunal, la foule est dense et se déchaîne aux cris de « *vous avez mangé le pays* ». Les plus téméraires se rapprochent du véhicule et constatent que les Kouninef sont bel et bien enfermés à l'intérieur. Aux Algériens, une retransmission en direct à la télévision leur confirme l'événement. Accusés de non-respect des engagements contractuels dans la réalisation de projets publics, de trafic d'influence avec des fonctionnaires publics pour l'obtention de privilèges et de détournement de fonciers et de concessions, les trois frères sont placés sous mandat de dépôt et dorment le soir même dans la prison d'El-Harrach, dans la banlieue est d'Alger. Un autre homme d'affaires, pourtant combattu aussi bien par les Kouninef que par les Bouteflika, rejoint ce haut lieu carcéral le même jour à la surprise générale : Issad Rebrab.

En voyage d'affaires en Allemagne, le patron de Cévital suspecte sa convocation prochaine par la gendarmerie, mais plutôt en tant que plaignant. La conscience tranquille, il prend un vol commercial pour rentrer à Alger – Issad Rebrab est le seul des oligarques à ne pas posséder de jet privé. Souvent, il voyage en classe économique. Se présentant à l'heure convenue, il écrit à 12 h 25 sur son compte Twitter : « *Je me suis présenté de nouveau ce matin à la brigade de gendarmerie de Bab Jdid (à Alger). Nous poursuivrons l'étude de l'affaire de nos équipements retenus au port d'Alger depuis juin 2018.* » En effet, le PDG du plus grand conglomérat algérien avait saisi la justice pour régler un dossier de saisie de ses équipements par les douanes, sans doute sous l'influence des Kouninef. Le départ de Bouteflika pouvait dès lors être un facteur favorable à la résolution de ce contentieux avec l'administration. Mais c'est un tout autre scénario

qui attend Rebrab à sa descente d'avion : l'accusé, c'est lui ! Le motif : « fausse déclaration concernant des mouvements de capitaux ». Il suit les traces des Kouninef et passe par les cases tribunal et prison[6]. Cévital, comme toutes les multinationales présentes sur trois ou quatre continents, comporte forcément des zones d'ombre, et un enquêteur méticuleux trouvera aisément des preuves que la légalité n'a pas toujours été respectée.

Le propos n'est pas tant de commenter le support juridique de son inculpation et de son incarcération immédiate, que de ne pas écarter un motif d'ordre politique. Soutenir financièrement un candidat comme Ali Ghediri et être proche du général de corps d'armée Toufik ne constituent aucunement un délit, mais dans un contexte de règlements de comptes qui ne dit pas son nom, ces faits ne peuvent rester « impunis », du moins aux yeux de certains… D'autres informations publiées en France – et au conditionnel – étayent la nature politique de cet emprisonnement. « Dans l'entourage du général Salah, on affirme que Rebrab aurait usé de sa proximité avec l'Élysée (il avait rencontré Macron au mois de novembre 2018) pour plaider en faveur d'une longue transition dirigée par une présidence collégiale. Cette demande lui aurait été inspirée par le général Mohamed Médiène, dit "Toufik", ex-patron des services algériens[7]. » Rien ne le prouve… Toujours est-il que, dans cette Algérie secouée par le désir de revanche et la tentation des purges, être proche des dirigeants français constitue une circonstance aggravante. « La main de l'étranger » reste une valeur sûre dans tout argumentaire politique officiel, en offrant de surcroît une confortable posture nationaliste.

L'oligarchie, l'un des piliers du régime de Bouteflika, est fortement secouée par les incarcérations de Rebrab et des frères Kouninef. Rappelons qu'en 2018 le montant des importations de l'Algérie avoisine les 60 milliards de dollars, dont une bonne partie constitue l'essentiel du chiffre d'affaires des oligarques, sans oublier leurs actifs. Leur puissance financière est réelle, mais cette insolente prospérité a été largement permise par la corruption institutionnalisée au sommet de l'État. Les magnats des affaires, longtemps habitués à fréquenter les cafés et restaurants de Sidi Yahia, le Beverly Hills algérois, voient désormais certains des leurs peupler les geôles du pays… et tremblent que leur tour ne finisse par venir.

Cette lutte contre la corruption passe rapidement par l'instruction judiciaire de nombreux responsables politiques, selon le principe qu'un corrupteur est forcément lié à un corrompu. Le lendemain de l'arrestation des Kouninef et de Rebrab, la radio annonce que les deux derniers Premiers ministres sont convoqués devant la Cour suprême. La Saint-Barthélemy menée par Ahmed Gaïd Salah se poursuit pour englober les plus hauts dirigeants, y compris ceux de l'ombre. Difficile alors de croire à l'indépendance absolue de la justice… Le maintien du régime, même à bout de bras, doit passer par l'élimination des grandes figures du « bouteflikisme », conformément à la morale du personnage principal du *Guépard* de Giuseppe Tomasi di Lampedusa : « Il faut que tout change pour que rien ne change. »

Le *blitzkrieg* des services secrets algériens

Le 11e vendredi de la « protesta » se déroule comme les autres. Les slogans sont réadaptés, mais les manifestants rejettent toujours les « 2B » restants. Les Algériens veulent un changement radical. Face à eux, le pouvoir recule mais ne cède pas. Il table, sans doute, sur l'essoufflement du mouvement, d'autant que le prochain vendredi sera au mois de Ramadan où les traditions familiales et religieuses peuvent prendre le pas sur la « protesta ». Mais les manifestants clament l'inverse : « Nous n'arrêtons pas », d'autant que marcher durant le jeûne renforce encore la portée symbolique du geste. Dans une ville de Kabylie, une jeune femme porte sur une feuille format A4 une seule phrase écrite en gras : « Saïd à El Harrach », le quartier de la plus grande prison algéroise, désormais fréquentée par l'élite du monde des affaires de l'ère Bouteflika. Seul un journaliste local reprend à la marge cet écriteau prémonitoire. Un photographe de presse immortalise une dame portant une pancarte : « Plus de mandats, sauf des mandats d'arrêt », un rêve voire une prémonition. Pour beaucoup d'Algériens épris de justice, le « Bouteflexit » tant espéré, et supposément définitif, doit entraîner *de facto* l'incarcération de tous les tenants du pouvoir et leurs bénéficiaires pendant les deux dernières décennies. La morale du *Guépard* n'est définitivement pas la leur.

La journée du vendredi achevée, les policiers dispersent les derniers manifestants avant de se replier dans leurs casernes et commissariats. Au même moment, trois équipes distinctes des services de sécurité, appuyées par des troupes d'élite, préparent une opération inédite en Algérie : une *blitzkrieg*, une guerre éclair menée simultanément sur trois fronts par un seul corps d'armée dépendant de la Direction centrale de la sécurité des armées, et sous les ordres directs d'Ahmed Gaïd Salah depuis 2015, année du dépeçage du redoutable DRS. L'intervention a été minutieusement planifiée peu de temps après le discours du chef des armées, le 16 avril. Il était explicite dans ses avertissements, qui ne concernaient pas que les hommes d'affaires, mais aussi « les réunions suspectes qui se tiennent dans l'ombre pour conspirer autour des revendications du peuple afin d'entraver les solutions de l'Armée nationale populaire et les propositions de sorties de crise. Toutefois, ces parties, avec à leur tête l'ex-chef du Département du renseignement et de la sécurité, ont tenté, en vain, de nier leur présence dans ces réunions et d'induire en erreur l'opinion publique, et ce, en dépit de l'existence de preuves irréfutables sur ces faits abjects ». La principale cible est toute désignée. Depuis de nombreux jours, elle a été suivie, écoutée et épiée en toute discrétion.

Ce vendredi soir, les hommes de confiance de Gaïd Salah vont passer à l'action. Les mots de passe et les codes sont mémorisés, la fréquence radio est cryptée et la « check-list » vérifiée de multiples fois. Le premier commando, installé dans plusieurs véhicules 4 × 4, prend en pleine nuit la direction d'une impasse privatisée, dotée d'un panneau de sens interdit. Le périmètre est sécurisé par leurs coéquipiers depuis longtemps en position. Le chef d'équipe sonne à la porte de la demeure perchée sur les hauts de Hydra. Un des gardiens reconnaît la silhouette du visiteur impromptu qui apparaît sur son écran de contrôle, connecté à plusieurs caméras. Un autre, particulièrement soupçonneux, ouvre lentement la porte. Il garde bien plus qu'une villa : c'est l'antre de *Rab Dzaier* en personne. Et une intrusion forcée chez le « Dieu de l'Algérie » est inimaginable. Personne ne vient jamais ici à l'improviste, le maître des lieux informe toujours ses gardiens avant toute visite. Il s'enquiert néanmoins de l'objet de cette visite inopinée. D'un ton ferme, l'intrus demande à voir « le Major », comme il appelait son grand chef au bon vieux temps du

DRS tentaculaire. Le major Toufik finit par se présenter en personne sur le seuil de sa maison. Son ancien collaborateur lui signifie sans détour et sèchement qu'il est aux arrêts et qu'il doit le suivre sur-le-champ. Après une si longue carrière dans les services secrets, Toufik comprend ce qui l'attend, mais reprend son ton le plus bureaucratique et exige de voir l'ordre de mission. On n'arrête pas un général de corps d'armée, fût-il coupable, comme un citoyen lambda. Seule une décision dûment signée peut constituer à ses yeux une injonction formelle. Or, tout avait été prévu, sauf ce petit détail administratif… Ne voulant pas violenter son ancien grand patron, et sans doute respectueux des procédures, l'officier se met à l'écart mais ses hommes surveillent leur cible de prés. Il rend compte de la situation par talkie-walkie, et s'entend dire que le document sera livré dans les plus brefs délais et qu'il doit impérativement maintenir le dispositif. Un quart d'heure plus tard, un autre officier chevauchant une grosse moto avec gyrophare ramène l'ordre d'arrêt dûment signé par un officier supérieur. Le Centre de commandement opérationnel des services secrets, l'« Antar », n'est qu'à deux bretelles d'autoroute de là. Sa demande a été formellement exaucée : Toufik n'a plus d'autre choix que de mettre sur ses épaules une veste d'été et de suivre le détachement sous haute surveillance. Dans le véhicule banalisé, roulant à toute vitesse, il reconnaît tout de suite la destination qui avait été fatale et finale pour tant de personnes dont il avait scellé définitivement le sort d'un murmure, parfois d'une simple signature. Toufik arrive à la caserne « Antar », lieu d'investigations poussées du contre-espionnage. Il y passera toute une nuit, mais il ne sera pas le seul.

La deuxième opération-éclair cible le général-major Athmane Tartag, dit Bachir, le successeur de Toufik, localisé au domicile de sa fille. Un autre commando sonne à la porte. En pyjama, Bachir ouvre la porte, reconnaît ses anciens collaborateurs et comprend aussitôt. Moins formaliste que son prédécesseur, il demande simplement à se changer. Tartag ressort avec un costume sombre sur une chemise bleu ciel et des mocassins – il doit savoir que les lacets posent problème pendant les garde-à-vue… Sans un mot, il prend le même trajet que son ex-patron. Il sait qu'il risque gros, il ne connaît que trop bien la mécanique des interrogatoires qu'il va subir durant six jours.

La troisième et dernière opération est plus complexe, le commando compte pas moins de 150 hommes bien entraînés. Dans leur ligne de mire se trouve Saïd, qui pense pouvoir dormir tranquillement en famille à Zéralda, où se trouve aussi le président déchu. Le site est l'un des plus sécurisés du pays, mais ce sont des officiers et soldats obéissant à l'état-major qui en assurent la garde. Le but d'un tel déploiement est avant tout d'éviter une fuite intempestive de la cible. Un officier bien accompagné pénètre sans difficulté dans la résidence présidentielle. Une fois arrivé devant la porte, celle-ci est ouverte par « Small Brother » en personne qui réalise instantanément la situation et, dans un geste désespéré, tente de refermer l'issue. L'escadron investit les lieux et, pris de malaise, Saïd s'évanouit. Accourt alors sa sœur, Zhor, avec de l'eau et du parfum, traditionnel kit de secours de la « mamma » maghrébine. Saïd reprend ses esprits quelques secondes plus tard. Se voyant entouré et surestimant ses capacités physiques, il se débat comme un diable face aux membres du commando. Rapidement maîtrisé et aussitôt menotté, il est embarqué dans une voiture et conduit lui aussi, sous bonne escorte, à « Antar », centre névralgique des investigations.

Ce n'est que le lendemain que l'information fait le tour des salles de rédaction de la planète : le régent de Zéralda et les deux derniers patrons des services secrets, qui comptaient parmi les plus hauts gradés de l'armée, sont à présent dans la prison militaire de Blida. Le vice-roi de l'ombre mis à l'ombre ? En Algérie, l'homme de la rue a du mal à y croire en l'absence de preuves en images. Fort à propos, le 5 mai, la chaîne de télévision étatique diffuse les images de l'arrivée des inculpés au tribunal militaire de Blida, filmées par les caméras de surveillance de l'enceinte militaire. Les trois figures emblématiques des années Bouteflika sont accompagnées par des officiers aux visages floutés. Seul Saïd est menotté, poignets derrière le dos. Les accusations portées contre les trois hommes sont gravissimes : « atteinte à l'autorité de l'armée » et « complot contre l'autorité de l'État ». Mais quel que soit le sérieux des motifs d'inculpation, force est de constater l'absence du mot « corruption ». Pourtant, Saïd était au centre de ce dispositif, sans oublier Toufik dont les services notaient tout et écoutaient tout le monde. À croire que le tribunal militaire n'est pas qualifié pour juger les dérives financières… À croire aussi que les

pots-de-vin ne sont qu'un détail par rapport aux graves accusations de complot. En outre, selon le règlement des armées, un tribunal militaire peut en toute légalité garder ses portes fermées au nez des journalistes, armés de leurs seuls stylos et calepins.

Un autre général-major, qui se voyait déjà en haut de l'affiche, connaît le même sort que ces trois personnages déchus. En pleine nuit du 12 au 13 juin, des policiers arrivent au domicile d'Ali Ghediri. Ils le prient de les suivre sur un ton qui ne tolère aucune tergiversation. Il est conduit au tribunal civil de Dar El Beidha, tout proche de l'aéroport d'Alger. Le lendemain, après une courte comparution devant le juge, l'ex-candidat à la présidentielle annulée est écroué dans la prison d'El Harrach avec les détenus de droit commun. Pourtant, les accusations dont il fait l'objet n'ont rien à voir avec des fraudes, des menus larcins, et encore moins des meurtres : Ali Ghediri est poursuivi pour « *participation à la révélation d'informations à des agents de pays étrangers ayant une incidence sur l'économie nationale, ainsi que pour sa contribution en temps de paix à un projet d'affaiblissement du moral de l'armée afin de nuire à la Défense nationale* ». Il est définitivement mis hors état de nuire, et ne risque pas d'être de nouveau candidat à la prochaine élection présidentielle.

La France, l'ennemi si utile

Si la haute « Bouteflikie » est définitivement décapitée, le régime, avec quelques variables d'ajustement peu satisfaisantes, est toujours en place. En toute logique, le big bang citoyen se poursuit donc inlassablement en ce mois de Ramadan, malgré sa chaleur printanière et déjà pesante. Ahmed Gaïd Salah affirme que sa feuille de route est dictée uniquement par les textes sacrés de la Constitution, elle-même fragilisée par la décision de Bouteflika de reporter l'élection. Aucune disposition constitutionnelle ne prévoit la reconduction de la présidence intérimaire au-delà de trois mois. À cette date, la République algérienne démocratique et populaire doit avoir un président élu. Alors, par crainte du vide juridique, on décrète dans la

précipitation la date de la prochaine présidentielle pour le 4 juillet. Cependant, il existe une grande différence entre le juridiquement souhaitable et le politiquement possible. Alors dans l'attente, pour faire diversion, on se cherche de nouvelles cibles, et on ressort alors une vieille recette qui a déjà fait ses preuves : accuser la France d'ingérence. C'est d'abord un journaliste français qui en fait les frais : Aymeric Vincenot, 45 ans, directeur du bureau de l'Agence France-Presse en Algérie. Prudent mais professionnel, il envoie régulièrement des papiers et des dépêches au siège de l'AFP à Paris. Cela ne dérange pas vraiment les autorités algériennes – d'autant que c'est le principe de son poste – car avec les réseaux sociaux (les sources les plus suivies par les Algériens révoltés), l'information n'a de toute façon plus de frontières. Par une simple décision administrative, l'accréditation du correspondant de l'AFP n'est pas renouvelée. En effet, du fait de la tourmente dans laquelle se trouve le pays, son titre de séjour n'a pas été reconduit.

Un oubli bureaucratique ? Certainement pas. Juste après le premier grand vendredi marquant à jamais l'histoire contemporaine de l'Algérie, le 27 février, Emmanuel Macron avait convoqué à l'Élysée Xavier Driencourt, son ambassadeur à Alger, afin de faire le point sur la situation. Jusque-là, rien d'anormal. Seulement, Son Excellence avait fait l'aller-retour dans la même journée, fait rarissime que les communicants du Palais se sont étrangement empressés d'ébruiter. Un fois connue par Alger, cette audience entre un chef de l'État et son ambassadeur n'est plus anodine. Elle est au contraire perçue comme un message d'avertissement aux autorités du pays, leur indiquant que Paris les scrute à la loupe. Ahmed Gaïd Salah observe un silence de rigueur, car son président se trouve alors dans un hôpital genevois depuis deux jours pour des examens médicaux périodiques. La tension monte d'un cran dans un contexte caractérisé par l'incertitude la plus absolue, et Paris tente de calmer le jeu. Le porte-parole du gouvernement français, Benjamin Griveaux, s'est prononcé le lendemain sur l'élection présidentielle en Algérie. Il précise que son pays souhaite que le scrutin d'avril prochain se déroule « *dans de bonnes conditions* » en assurant « *la transparence de la campagne* ». Mais le mal est fait, et le chef des armées va réagir dans son domaine de compétence. Il autorise ainsi la marine russe à faire une première

escale au port de Mers El Kébir, ce qui est une grande première compte tenu de l'importance de ce port qui représente, avec Toulon et Bizerte, l'un des trois points d'ancrage les plus stratégiques de la Méditerranée occidentale.

Situé non loin d'Oran, Mers El Kébir a toujours été l'obsession de Moscou. Selon les accords d'Évian du 19 mars 1962, la marine française devait y rester pour une durée de quinze ans après l'indépendance. Cependant, pour des raisons liées à des tractations militaires secrètes, la France décida d'évacuer cette base maritime par anticipation, une dizaine d'années avant la date contractuelle. Depuis, Houari Boumediène avait toujours refusé à la Russie la jouissance de ces facilités maritimes, qui restaient couvertes par les accords d'Évian, aux équipages soviétiques. Sous la présidence de Chadli Bendjedid, soucieux de ses bonnes relations avec François Mitterrand, ce refus à la marine soviétique avait été reconduit. Lors de la décennie noire qui coïncida avec la chute du mur de Berlin et la décomposition de l'empire soviétique, la question était encore moins à l'ordre du jour. Vint enfin le règne de Bouteflika, grand ami de Jacques Chirac, pendant lequel les demandes de la marine russe sont restées lettre morte. Lorsqu'en mars 2019 Ahmed Gaïd Salah autorise enfin Moscou à faire accoster sa marine à Mers El Kébir, c'est bel et bien une façon de dire « le maître des horloges, c'est moi ». Mais la présence de navires de guerre russes dans le plus important port algérien exprime également la reconnaissance d'Ahmed Gaïd Salah envers Vladimir Poutine. En effet, connus pour leurs interférences technologiques dans les campagnes électorales des pays occidentaux, les Russes ont également pu, avec une grande facilité, non seulement neutraliser les attaques subversives lancées depuis les pays du Golfe sur la Toile pour semer le chaos en Algérie, mais aussi intercepter les conversations téléphoniques et les SMS des différents « comploteurs ». Tout porte à croire que ces renseignements collectés ont été partagés avec l'armée algérienne, cliente captive de Moscou. Avec le soutien de Poutine, s'en prendre à la France semble donc chose aisée.

Depuis mars 2019, les Russes ont fait deux autres escales à Mers El Kébir. Mais cette intrusion des navires de guerre russes dans cette partie de la Méditerranée indispose la France en premier lieu et interpelle les pays limitrophes membres de l'OTAN. Emmanuel

Macron réagit en faisant annuler les manœuvres maritimes en haute mer prévues de longue date entre les deux pays courant mai. Le climat entre Alger et Paris est de moins en moins serein. Une idée lumineuse traverse alors l'esprit du ministre algérien de l'Enseignement supérieur : celui-ci annonce dès la rentrée suivante le remplacement de la langue française par l'anglais dans toutes les universités que compte l'Algérie, sans jamais préciser les modalités de recrutement du corps enseignant pour la conversion radicale du cursus pédagogique. Projet irréalisable de toute évidence[8], mais le but non avoué est surtout de montrer du doigt l'ancienne puissance coloniale. Mauvais calcul dont la conséquence est de mobiliser encore plus les étudiants contre cette idée folle. Dans ce contexte houleux, la France n'est plus une diversion efficace comme au bon vieux temps.

Une grande partie des occupants des rues d'Algérie s'installe dans une posture maximaliste qui exige un « dégagisme » total, pur et simple. La perfection n'étant pas de ce monde, le nouveau pouvoir, presque intégralement issu de l'ancien, n'est aucunement suicidaire et refuse donc catégoriquement de remettre les clés de l'Algérie aux manifestants pourtant mobilisés. Il mise encore sur l'essoufflement et la diversité, souvent facteur de friabilité. Diviser ce mouvement sans chef, sans structure et sans projet politique clairement défini autre que le départ du système, tel est désormais l'objectif. Bien sûr, nombreux sont les manifestants qui parlent de Constituante et de transition, mais le calendrier reste flou alors que le temps presse. Personne ne parle de l'économie, victime d'une gabegie écervelée où la dépense publique s'est trop longtemps confondue avec les investissements. Seul le désir de démocratie est une revendication profondément ancrée ; par effet miroir, le pouvoir militaire est exécré. Chaque vendredi, tout le monde défile et scande pour un État civil et non militaire, alors qu'Ahmed Gaïd Salah est le vrai maître aux commandes. Du haut de ses 79 ans, il ne cesse d'affirmer qu'il ne veut pas être président, encore moins en désigner un. « C'est au peuple de choisir », dit-il. La preuve, les Algériens sont invités le 4 juillet prochain à en élire un, et librement pour une fois. Mais la crise de confiance est profonde, trop profonde peut-être. Après vingt ans et quatre mandats, toute une génération d'Algériens cherche un nouveau monde, une deuxième République, à

supposer qu’il y en ait véritablement eu une première. Voilà le défi lancé au nouvel homme fort du pouvoir.

Ahmed Gaïd Salah, l’homme qui ne veut pas vraiment être roi

Pendant une bonne dizaine d’années, Ahmed Gaïd Salah s’est fait très discret, laissant son président sous les projecteurs. Il est resté dans son rôle, encore plus dans l’ombre que Saïd Bouteflika et ses nombreux amis affairistes. Le rôle de « numéro 2 bis » lui a longtemps convenu. L’histoire retient le ralliement d’Ahmed Gaïd Salah à l’Armée de libération à l’âge de 17 ans, mais aucun fait d’armes particulier ne figure à son crédit. À l’indépendance, il intègre l’Armée populaire et nationale et fait partie des premières promotions envoyées pour suivre une formation en artillerie à l’Académie militaire de Vystrel, près de Moscou. Débute une carrière militaire où il gravit peu à peu tous les échelons du tableau d’avancement de l’ANP. Il commande plusieurs régions militaires, est réputé être proche de ses hommes. En dehors de sa demeure familiale à Annaba, Gaïd Salah n’est propriétaire d’aucune villa dans quelque quartier prisé. Il ne vit que dans les casernes, et si ses résidences sont certes confortables, les troupes retiennent surtout leur proximité avec le chef. En 1994, il est nommé commandant des forces terrestres, ce qui lui ouvre la perspective des plus hauts sommets de commandement. Déjà à cette époque, quand Liamine Zéroual, général-major retraité, fut désigné ministre de la Défense puis chef de l’État, Ahmed Gaïd Salah avait fait part à ses amis de son étonnement de ne pas avoir été choisi pour ce poste suprême. Abdelaziz Bouteflika, réélu une première fois en 2004 et qui n’avait de cesse de mener la guerre contre les généraux depuis son accession au pouvoir[9], repêche *in extremis* ce général-major auquel on indiquait pourtant le chemin de la retraite et le nomme chef d’état-major. Il devient le commandant suprême de l’armée, après Bouteflika, bien sûr. Depuis, le président pense faire de Gaïd Salah son obligé, et ce dernier le lui rend bien. Le nouveau chef d’état-major ne rate aucune occasion pour manifester publiquement ou en privé sa loyauté indéfectible au président. En 2006, il obtient le grade ultime : « général

de corps d'armée ». Fidèle parmi les plus fidèles, il est promu vice-ministre de la Défense, avec les délégations de signatures depuis l'AVC présidentiel. Renvoi d'ascenseur oblige, Gaïd Salah est le plus fervent partisan d'un quatrième mandat du chef de l'État : « Je serai au service du moujahid Bouteflika jusqu'à la mort », ne cesse-t-il de répéter.

Patient mais toujours aux aguets, le chef des armées est depuis désigné par ses initiales. Doté d'un acronyme digne d'un prince saoudien, « AGS » poursuit son ascension au sein du pouvoir, tout en évinçant ses concurrents, et non des moindres : Toufik et son DRS, Abdelghani Hamel et sa DGSN. Mais maintenant que la présidence est devenue intérimaire, le véritable patron, c'est lui. En Algérie, le maître des horloges est celui qui détient l'ultime parapheur, aux autres de s'exécuter au moindre froncement de ses sourcils. Malgré tout, les choses ne sont plus aussi simples. Les Algériens exigent une nouvelle République épurée des apparatchiks, et non un simple casting puisé dans un sérail décrié. Ironiquement, Ahmed Gaïd Salah, ancien fidèle du Rais, s'impose comme le personnage clé de l'ère post-Bouteflika. Pour atténuer son impopularité et très certainement par obligation morale, il s'engage à nettoyer les écuries d'Augias à grands coups de balai. Un nouveau mot vient, dans ce sens, enrichir son vocabulaire : la *Issaba* (« le gang »), qui doit être jugée. Si l'économie va mal, c'est à cause des oligarques soutenus en écharpe de fabuleuses rétributions par les politiques.

Deux anciens Premiers ministres sont devant le juge : Ahmed Ouyahia est le recordman de la longévité politique aux plus hauts postes, tandis qu'Abdelmalek Sellal occupa plusieurs portefeuilles ministériels durant les quatre mandats de Bouteflika. À des époques différentes, les deux se sont imaginés président à leur tour. Le mercredi 12 juin, Ouyahia inaugure le défilé devant le juge de la Cour suprême. Les accusations sont lourdes et s'accumulent : blanchiment d'argent, dilapidation de deniers publics, abus de fonction et octroi de privilèges. Et l'instruction ne fait que commencer… La descente aux enfers aussi. Ahmed Ouyahia repart dans un fourgon cellulaire. Le trajet semble long vers la prison d'El-Harrach. Quelles sont les pensées de cet ancien Premier ministre, également ministre de la justice de Bouteflika ? Il risque jusqu'à vingt ans de détention, plus que la

carrière ministérielle qui avait fait de lui la personnalité la plus détestée d'Algérie, l'« homme des sales boulots » – l'expression est de lui. Il avait mené les politiques d'austérité les plus impopulaires. La chute est brutale et l'humiliation suprême. Une foule déchaînée, des journalistes avec des caméras sur l'épaule, attendent son arrivée à la prison algéroise. La scène est filmée en direct, injures et commentaires peu avenants, compris.

Le lendemain, un autre Premier ministre connaît le même sort : son sourire habituel s'est à jamais effacé de son visage. Passé de sa somptueuse villa au tribunal, Abdelmalek Sellal, toujours entouré de gardes du corps, se retrouve enfin au milieu de gardiens de prison. La purge continue. Pas moins d'une cinquantaine d'hommes d'affaires, de ministres, de députés et sénateurs, défilent devant les juges et enrichissent la population carcérale. Ahmed Gaïd Salah affirme que personne n'est au-dessus de la loi. Bien que vilipendé tous les vendredis, le chef des armées acquiert tout de même une certaine popularité : les prédateurs et la garde rapprochée de Bouteflika sont en taule ! Lutte contre la corruption ou bien règlements de comptes ? L'un n'empêche pas l'autre… tandis que les caméras immortalisent ces images, sinistre bilan de vingt ans de règne de Bouteflika.

Le grand dérapage

« AGS », l'homme fort du pays à la tête d'une armée qui compte sur le continent africain et dont le budget annuel dépasse les 10 milliards de dollars, se démultiplie sur le terrain et enchaîne les visites à ses troupes aux quatre coins du pays. Mais le 19 juin, dans une caserne au siège de la troisième région militaire à Bechar, dans le sud-ouest du pays, il prononce un discours qui met le feu aux poudres. Il rappelle que « l'Algérie ne possède qu'un seul drapeau pour lequel des millions de martyrs sont morts. Un emblème unique qui représente le symbole de souveraineté de l'Algérie et de son indépendance, de son intégrité territoriale et de son unité populaire ». D'un ton autoritaire, le vice-ministre de la Défense ordonne aux forces de l'ordre d'interdire lors des manifestations l'exhibition et le port de tout autre drapeau. L'emblème berbère, par exemple, est donc désormais banni de l'espace

public ! Il soulève une question sensible dans un contexte explosif. Le symbole de la culture et de la langue amazighes semble être également visé. Tout le monde retient son souffle l'avant-veille du dix-huitième vendredi. Pourquoi une telle décision ? Le Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK), parti clandestin, sort désormais au grand jour afficher ses revendications indépendantistes et possède son propre drapeau distinct de l'étendard berbère. L'amalgame entre les deux est peu heureux, et le risque séparatiste est réel.

La chasse au drapeau kabyle est ouverte. Une vingtaine de jeunes, qui défient cette injonction d'« AGS », sont arrêtés et déférés devant un juge qui les envoie en prison pour « *atteinte à l'unité nationale* ». Ces condamnations sont vécues par de nombreux Algériens comme une atteinte à leur liberté d'expression. L'interdiction de l'étendard berbère donne un second souffle aux manifestants qui restent toujours pacifiques. Avec le mot d'ordre « *Silmya* », aucune provocation ne doit faire déraper la marche de la révolution ni diviser les rangs. Pourtant, interpellations et incarcérations se poursuivent. Le commandement militaire hausse le ton et n'admet aucune déclaration ni position hostile au calendrier constitutionnel : une présidentielle pour le 4 juillet, une élection présentée comme une nécessaire formalité. Du haut de ses 86 ans, un homme dont le parcours est intimement lié à la guerre de libération, Lakhdar Bouregaa, accuse le régime de vouloir imposer son candidat lors du futur scrutin présidentiel. Il met aussi les contestataires en garde : « *Attention à la désignation d'un représentant du mouvement populaire, car le pouvoir peut le manipuler facilement*[10]. » Pour lui, cette révolution pacifique exceptionnelle doit rester sans leader.

Le 30 juin, deux hommes habillés en civil, mais se présentant comme militaires, débarquent au domicile du vétéran de la guerre d'Algérie. Bouregaa n'a d'autre choix que de les suivre. Il est arrêté, accusé d'« outrage à corps constitués et atteinte au moral de l'armée », et placé en détention provisoire. La peine encourue est de dix ans. Un symbole de la révolution est jeté en prison[11] alors que, chaque vendredi, les portraits des grandes figures de la lutte contre le colonialisme sont brandies dans toutes les villes d'Algérie, une manière de dénoncer l'indépendance trahie. « Si Lakhdar », comme le nomment respectueusement les Algériens, est connu pour la constance

de ses convictions. Durant la crise de l’été 1962[12], il s’est opposé, les armes à la main, à la prise du pouvoir par l’armée des frontières conduite par un colonel qui n’a jamais tiré une balle sur un véritable champ de bataille : Boumediène, chef d’état-major aux deux bases de commandement (Oujda au Maroc et Ghardimaou en Tunisie). Aux côtés d’Aït Ahmed, Bouregaa est l’un des fondateurs du Front des forces socialistes (FFS), le plus ancien parti d’opposition du pays. Sa détermination lui a fait connaître les terribles geôles algériennes durant sept années, sur ordre du colonel qu’il haïssait le plus, Houari Boumediène, devenu président.

Le pays est en effervescence, et Bouregaa est de nouveau en prison en pleine révolution démocratique. C’est l’arrestation de trop. Les partis FFS et Hamas dénoncent ce procédé. La majorité de la classe politique, à l’instar de l’Organisation nationale de moudjahidines, crie au scandale. Zoubida Assoul, cheffe de parti et ancienne magistrate, prend la parole publiquement pour assurer qu’aucune disposition légale n’interdit de brandir l’étendard berbère. La langue berbère, le tamazight, est devenue une langue officielle de l’Algérie en 2016, après une révision de la Constitution votée à une écrasante majorité par l’Assemblée populaire nationale. Elle dénonce aussi une « sorte d’instrumentalisation et de judiciarisation des manifestations pacifiques », qui sont pourtant garanties par la Constitution comme un droit de tous les citoyens. Le patron des armées tente de reconstruire le mur de la peur comme si c’était aussi simple. Il en résulte que, pour la présidentielle du 4 juillet, aucune candidature n’est déposée. L’élection est donc annulée faute de postulant, une première dans l’histoire de l’Algérie où les candidatures uniques sont, depuis l’instauration du multipartisme en 1988, remplacées par des candidats de figuration, ou bien des « lièvres » selon l’expression consacrée. Cette présidentielle a fait naufrage avant même de flotter… En réalité, le pouvoir n’était pas en situation de la mener à leur terme, car le dispositif organisationnel du ministère de l’Intérieur n’avait pas été activé pour ce scrutin. Mais cela, personne ne le sait. Ce qui importe pour l’État est de remplacer le formalisme par la légalité. Au mépris de toute disposition constitutionnelle, la présidence par intérim est prolongée. Commence alors pour le pouvoir une navigation à vue par temps orageux.

Le 5 juillet, fête de l'indépendance, tombe un vendredi. Des millions d'Algériens sont de nouveau dans les rues pour exiger la fin d'un système qui a permis à Bouteflika de régner durant vingt ans. Le président est parti, démis de ses fonctions, mais le pouvoir conserve les mêmes mécanismes. La sortie du « bouteflikisme » se révèle encore plus complexe que le « Brexit ». Le train de la révolution a définitivement quitté le quai, et ceux qui restent sur les rails pour entraver sa marche prennent des risques. Sont-ils calculés ? La chute de la maison Bouteflika ouvre certes la voie à l'espérance envers des changements profonds, mais aussi aux incertitudes face à un système qui fait montre d'une grande capacité de survie. Pour solder le « bouteflikisme », néologisme qui désigne la décomposition avancée de l'État, le pouvoir procède à l'incarcération de nombreuses figures emblématiques apparues au cours des vingt dernières années. Des procès fleuves sont attendus. Le pouvoir vise à se construire une légitimité à travers des purges en chaîne, en attendant d'organiser une nouvelle présidentielle.

1. Bouteflika a rencontré pour la première fois François Mitterrand lorsqu'il n'était encore que Premier secrétaire du Parti socialiste, en visite en Algérie en 1976.

2. Seul Théodore Obiang Nguema Mbasoko en poste depuis plus de 40 ans en Guinée Équatoriale, a fait mieux : 97, 1 % en 2009.

3. Année de l'Hégire.

4. La première pierre est posée, le 31 octobre 2011, par Bouteflika. Aujourd'hui, le chantier est presque terminé. Dans le sérail, on raconte que le président souhaite que cette mosquée porte son nom après sa mort. Lors de son séjour aux Émirats, Bouteflika était impressionné par la mosquée d'Abu Dhabi baptisée Cheikh Zayed, du nom du monarque. Inaugurée en 2007, cette mosquée pouvant accueillir 40 000 personnes n'a pourtant coûté que 400 millions de dollars, soit quatre fois moins que celle d'Alger.

5. En référence aux « 3B » historiques de la révolution algérienne : Boussouf (créateur des premiers services secrets MALG) Belkacem (l'homme du 1er novembre) et Bentobal (ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire de la République algérienne).

6. Issad Rebrab comparaît le 1er janvier 2020 devant le tribunal, il est condamné à 18 mois de prison dont six mois fermes. Il sort libre après avoir

purgé huit mois de prison préventive. Ses sociétés doivent aussi payer de lourdes amendes.

7. Atmane Tazaghart, « L'étrange purge du général Salah » dans *Marianne* du 3 mai 2019.

8. Au début du mois de septembre 2019, ce même ministre a renoncé au remplacement du français par l'anglais.

9. La guerre aux hauts gradés fut déclarée très tôt, dès le début du premier mandat de Bouteflika, dont l'une des premières phrases marquantes était : « Je nomme et je dégomme. »

10. Déclaration sur *TSA* datée du 27 juin 2019.

11. Il sera libéré le 2 janvier 2020.

12. Deux factions revendiquent alors le pouvoir : d'un côté le pouvoir civil et l'organe qui l'incarne, le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) appuyé par les wilayas III et IV, de l'autre le pouvoir militaire à travers le « clan d'Oujda ».

ÉPILOGUE

Au fil de l’été 2019 se poursuivent les arrestations des personnalités politiques et des membres de la haute administration, qui n’épargnent pas certains hommes d’affaires. La population carcérale ne cesse de croître. Les chefs d’accusation s’inscrivent sur le registre de la corruption avec des déclinaisons en fonction du niveau de responsabilités des prévenus. Sans être totalement indifférents à ces incarcérations, les Algériens ne cessent de réclamer le départ de tout le système et surtout celui de la plus haute figure qui l’incarne : Ahmed Gaïd Salah. Ce dernier demeure imperturbable et plus que jamais déterminé. La mauvaise gouvernance de ces vingt dernières années, faite de gabegie et de complots internes et étrangers, a poussé le pays au bord du précipice. Les instructions se poursuivent avec les lenteurs qui caractérisent l’appareil judiciaire, tandis que la justice militaire ne semble pas subir les mêmes contraintes. Un dossier particulièrement explosif et délicat est d’ailleurs assez vite bouclé, celui de Toufik, Saïd et Tartag. L’instruction judiciaire, menée au pas de course est riche en rebondissements.

L’instruction

Cinq jours après la détention préventive du frère du président et des deux anciens responsables des services secrets, la cheffe du parti des travailleurs est convoquée le 9 mai 2019 comme témoin au tribunal militaire. En effet, Louisa Hanoune avait assisté à la fameuse réunion à

Dar El-Affia[1] le 27 mars avec Toufik et Saïd. Selon le porte-parole de son parti, il est logique que la justice militaire l'auditionne comme témoin. À la mi-journée, elle est à son tour filmée par la caméra de surveillance du tribunal militaire, montant seule les marches et encore libre. Sa confrontation avec le procureur militaire dure cinq heures, au bout desquelles elle est inculpée pour « complot contre l'autorité de l'État » et placée en détention provisoire. Louisa Hanoune ne bénéficie plus de l'immunité parlementaire depuis la démission de son groupe parlementaire de l'Assemblée nationale le 26 mars. À cette date-là, le Parti des travailleurs rejeta la proposition du chef de l'État-major, Ahmed Gaïd Salah, d'appliquer l'article 102, et Louisa Hanoune dénonçait une immixtion dangereuse du militaire dans le politique. Dans un communiqué, elle précisa même : « L'application de l'article 102 implique le maintien du gouvernement actuel et des deux chambres du parlement dont l'écrasante majorité du peuple réclame le départ car non légitimes. Elle vise donc le sauvetage du système et sa continuité. » Elle préconisa alors la mise en place d'une Assemblée constituante qui réduirait la mainmise des militaires sur la politique. D'autres déclarations aussi peu avenantes de la part de la secrétaire générale du Parti des travailleurs ont visé directement le vice-ministre de la Défense. Nombreux sont ceux qui considèrent que l'incarcération de Louisa Hanoune est un règlement de comptes déguisé. Après tout, qu'une responsable d'un parti reconnu rencontre un conseiller de la présidence, fût-il le plus puissant, n'a rien d'anormal. Son rôle réel ou supposé dans le complot n'est pas encore été divulgué à ce jour. Au regard des avocats de la personnalité mise en examen, il s'agit d'une détention politique. Difficile de comprendre en quoi une trotskiste peut représenter un danger contre l'autorité de l'État au XXIe siècle… Son parti est très minoritaire. L'hypothèse la plus plausible étant que Gaïd Salah cherche à écarter, par tous les moyens, celles et ceux qui peuvent entraver l'application de sa feuille de route. L'élection d'une assemblée constituante est non seulement chronophage à ses yeux mais aussi propice à de nouvelles manœuvres de déstabilisation. L'étendue du complot et de ses ramifications étrangères n'a fait l'objet d'aucune communication précise et détaillée par le procureur militaire.

L’instruction se base notamment sur le témoignage clé de l’ex-ministre de la Défense, Khaled Nezzar. Ce dernier est convoqué par le procureur militaire au tribunal des armées à Blida le 14 mai en début d’après-midi. Entre Alger et Blida, à cette heure-ci, la circulation est a priori fluide. Bien qu’ayant la conscience tranquille, Nezzar a quelques pressentiments dus à l’inimité ancienne et partagée de Gaïd Salah, son lointain successeur à la tête de l’armée. À quelques kilomètres du tribunal, la circulation devient dense. Dans la voiture, le général dit à son fils qui conduit : « Si les soldats de garde autorisent le véhicule à franchir la barrière de l’entrée, les conditions de mon audition seront sous de bons auspices. » Après tout, il a été ministre de la Défense et membre du Haut Comité de l’État[2], il mérite quelques égards de la part de ses anciens subalternes. Sans doute, Nezzar a en tête le précédent de Louisa Hanoune, convoquée comme témoin avant d’aller directement à la case prison. À leur arrivée à l’entrée de l’enceinte du tribunal, le sous-officier en faction reconnaît évidement le général-major à la retraite, mais lui dit calmement : « *Mes respects mon général, nous avons des instructions de ne laisser aucun véhicule civil entrer.* » C’est un premier signe fâcheux. Nezzar descend et parcourt lentement la distance qui le sépare de la bâtisse en s’appuyant sur sa canne. Au bout d’une vingtaine de marches, il accède à la porte principale, où une autre surprise l’attend. Le soldat en faction lui demande de passer par le portail de détecteur de métaux et de faire passer sa canne au scanner. « Ce sont les instructions », s’entend-il dire. Ambiance… Nezzar s’exécute et se dit « s’il me demande d’enlever ma ceinture, je vais éclater et faire un scandale[3] ». La ceinture reste finalement autour de sa taille. Furieux malgré tout, il passe les contrôles de l’entrée. Aucun officier supérieur n’est venu à sa rencontre, aucun égard ne lui a été réservé à la mesure de ses anciennes hautes fonctions. Le bureau du colonel procureur est au deuxième étage, et Nezzar se voit invité à prendre les escaliers. Marche par marche après une pause au premier étage, il arrive haletant devant la porte.

Une fois entré chez le procureur, l’ancien ministre de la Défense lui demande à brûle-pourpoint : « Suis-je là en tant que témoin ou en tant qu’accusé[4] ? » Le procureur le rassure et commence à noter son témoignage sur procès-verbal, après les questions d’usage : nom, prénom, date de naissance, adresse… Nezzar relate sa rencontre avec

Saïd Bouteflika le 8 mars et la teneur de leur échange téléphonique plusieurs jours plus tard, le 30 mars. L'audition dure deux heures dans la pure tradition du formalisme judiciaire, et ce témoignage alourdit le dossier de « Small Brother ». Nezzar repart libre. Pour autant, il ne se sent pas rassuré. Comme tous les Algériens, au fil des semaines, l'ancien homme fort des années 1990 constate que Gaïd Salah est le seul à être aux commandes du pays, ce qui n'est pas réconfortant pour lui. Il sent peser sur lui un esprit davantage animé d'un désir de vengeance que d'un souci de justice. Au début du mois de juin, il quitte Alger pour Paris, lieu de ses rendez-vous médicaux. Cela tombe bien. L'aversion, réciproque, qu'il éprouve vis-à-vis du chef d'état-major est très profonde. À cela s'ajoute la vive recommandation écrite qu'il avait adressée au président Bouteflika pour mettre fin à la mission de Gaïd Salah à la tête de l'armée[5], le tout dans un contexte tumultueux de manœuvres désespérées de Saïd, maintenant embastillé, pour débarquer le chef d'état-major. Une telle connivence réelle ou supposée entre Nezzar et le président-frère ne peut rester impunie aux yeux du vice-ministre de la Défense. Pour lui, cette simple et vaine tentative de le mettre à la retraite s'apparente à une « atteinte à l'autorité de l'armée », semble-t-il. L'ancien ministre de la Défense quitte finalement Paris pour se rendre en Espagne, où son fils est installé avec sa famille depuis quelques années.

Bien lui en a pris. Depuis l'Espagne, Khaled Nezzar est informé de l'instruction en cours. Selon certaines indiscrétions, sur son dossier son statut est passé de simple témoin à accusé. Rien n'est encore officiel, mais il ne peut rester inactif, ce n'est pas son genre[6]. Le 15 juillet, l'ancien chef des armées ouvre un compte Twitter, @KhaledNezzar8, où il tire une première salve : « Le Hirak pacifique a poussé Bouteflika à démissionner. Pouvoir usurpé manu militari et Constitution violée par des injonctions illégitimes. L'Algérie est prise en otage par un individu brutal qui a imposé le 4e et inspiré le 5e mandat. Il faut y mettre fin ! Pays en danger. » Presque tout le monde croit que c'est un faux compte vu la violence de la charge contre Gaïd Salah. Pourtant, ce n'est qu'un début. Une dizaine de jours plus tard, par un autre tweet, Nezzar persiste et signe : « Je m'apprêtais à rentrer en Algérie lorsque des informations crédibles me sont parvenues sur un projet d'arrestation arbitraire, immotivé et inique. Je serai de retour au pays,

une fois la situation normalisée et lorsqu'un président sera élu démocratiquement. » La guerre à distance est déclarée. Toujours sur son compte Twitter, Nezzar poursuit son déluge de feu verbal et qualifie son lointain successeur à la tête de l'état-major de « triste personnage » ayant « un pois chiche dans la tête », et enchaîne avec d'autres noms d'oiseaux. La riposte d'Ahmed Gaïd Salah, très agacé, s'exprime par voie judiciaire. Le tribunal militaire lance un mandat d'arrêt international contre Khaled et Lotfi Nezzar[7]. Le père et le fils sont accusés de « conspiration et atteinte à l'ordre public ». Selon les articles 77, 78 et 284 du code de la justice militaire, ils risquent la peine de mort. À croire que Saïd Bouteflika a communiqué au magistrat instructeur le nom de Khaled Nezzar comme partie prenante dans ce que la justice militaire considère comme une « conspiration contre l'autorité militaire et la stabilité du pays »… Un lourd parfum de vengeance se dégage de ce mandat d'arrêt.

Le dialogue

Incarcérer des personnalités politiques et en faire rechercher d'autres par la justice n'est pas l'unique activité du vice-ministre de la Défense. Il fait aussi de la politique, ce qui n'est pas nouveau en Algérie. La direction politique a toujours été à doubles commandes, comme les voitures d'auto-école : un président s'installe au volant pour une période indéterminée, et un « moniteur » lourdement galonné peut, à tout moment, appuyer sur la pédale de frein et faire descendre le conducteur. La chose est encore plus facile avec un président intérimaire dont la mission doit se terminer dans quelques mois. Il ne faut donc pas espérer un miracle et voir le pouvoir en place éteindre la lumière, fermer la porte et donner les clés de la maison aux représentants légitimes du peuple. Le pouvoir serait tenté, au mieux, par la conservation du double des clés. Cependant, avant de faire élire un nouveau président dans une situation politiquement confuse et juridiquement ambiguë, une mise en scène qui respectera un minimum de formalisme s'impose.

Dans un discours prononcé à la veille des célébrations de la fête de l'indépendance, le président par intérim lance un appel au dialogue. Il

est conscient qu'une sortie de crise ne peut se faire sans le concours de la société civile, du Hirak et des partis d'opposition. Après deux reports, une nouvelle élection présidentielle est à mettre en musique, et un chef d'orchestre est désigné par le pouvoir : Karim Younes[8], président du panel de médiation. Selon les injonctions de l'armée, sa mission est d'organiser la présidentielle « *dans les plus brefs délais* ». L'ancien président du Parlement annonce sa volonté de se concerter au préalable avec toutes les sensibilités politiques du pays. Le président du panel annonce qu'il est nécessaire de libérer les détenus d'opinion, essentiellement les porteurs de l'emblème berbère, et la mise à l'écart du gouvernement de Bedoui, le deuxième « B », comme mesure d'apaisement. Après un curieux silence d'une vingtaine de jours, Ahmed Gaïd Salah intervient le 30 juillet par une déclaration fracassante qui rejette sans ambiguïté toute condition préalable. Pour le chef d'état-major, il n'y a pas de détenus d'opinion en Algérie : « Aussi, je rappelle encore une fois que seule la justice est souveraine de la décision, conformément à la loi, concernant ces individus qui s'en sont pris aux symboles et aux institutions de l'État, et ont porté outrage à l'emblème national. » Le gouvernement restera en place, il n'y a rien à négocier. Reste le dialogue, mais avec qui ? Le Hirak ne veut pas se doter de représentation dans ces conditions-là et rejette toute personnalité ayant servi Bouteflika. Il refuse en outre qu'une présidentielle soit organisée sous l'égide de Bédoui, connu dans ses anciennes fonctions de ministre de l'Intérieur comme « fraudeur en chef ». Le dialogue est mort-né, mais il faut faire croire aux Algériens que le bébé est en couveuse et qu'il se porte bien. « Système dégage » d'un côté, élection à tout prix de l'autre, ce n'est plus un dialogue mais deux monologues parallèles et antagonistes. Le pouvoir mise alors sur l'essoufflement de la contestation durant les vacances du mois d'août. À la rentrée, l'armée prépare un point de fixation pour l'opinion algérienne. Des révélations sont attendues… La vérité, enfin !

Le procès

Annoncé comme « le procès du siècle » au tribunal militaire de Blida, autant en raison de la gravité des faits reprochés que par le rang

des accusés en détention, la comparution devant la justice de Toufik, Saïd Bouteflika, Tartag et Louisa Hanoune devrait faire diversion en portant un éclairage sur le complot. « L'État profond », cette entité non identifiée, fondée sur les anciens réseaux de l'ex-patron du DRS, est devant le juge ! Le président-frère, l'incarnation des forces extra-constitutionnelles, lui aussi ! Trois autres co-accusés sont absents du pays : Nezzar père et fils, ainsi que Farid Belhamdine. Hormis les avocats, les témoins et les parents des inculpés, l'entrée de l'enceinte militaire est interdite à toute autre personne, journalistes compris.

Très tôt ce matin du 23 septembre, les représentants de tous les médias nationaux et ceux accrédités par les autorités algériennes ont pris l'autoroute qui relie la capitale à Blida. Avant le lever du soleil, d'inhabituels embouteillages témoignent du caractère hors du commun de ce procès tant attendu. Déjà la veille, l'avocat de Toufik, Miloud Brahimi, avait déclaré à la presse : « La présence de Médiène au tribunal n'est pas tout à fait actée puisque, gravement malade, son état de santé pourrait ne pas lui permettre d'être présent à l'audience. » Un suspense doublé de flou entoure l'ouverture du procès dans une ville complètement bouclée. Dès la première pause de l'audience, à 12 h 30, commencent à fuiter les informations ayant toutes comme source les avocats des prévenus. La première séance s'est déroulée dans l'étude des formes : la défense avait demandé le renvoi du procès, essentiellement pour des motifs de santé[9]. Seul fait saillant de la matinée : le refus du prévenu Athmane Tartag, successeur de Toufik à la tête du renseignement algérien, de se présenter devant la cour. Ce cas est prévu par la loi, un prévenu peut refuser de se présenter. En contrepartie, l'absent n'aura droit qu'à un jugement contradictoire, ne pourra pas faire opposition à la peine qui sera retenue à son encontre et ne pourra faire qu'appel. En début d'après-midi, le procès reprend, le black-out aussi. Juste avant 20 heures, la séance est levée, les avocats narrent son déroulement aux médias. Le président-frère a refusé de répondre aux questions du juge, arguant que celles-ci portent sur des éléments nouveaux et des dépositions introduits il y quelques jours seulement dans le dossier. Il quitte la salle après accord du juge. La suite est pour le lendemain.

Toujours à huis clos, la deuxième journée est consacrée aux auditions de Toufik et de Louisa Hanoune. Le premier, qui a passé

toute sa vie à faire interroger des Algériens, subit un déluge d'une trentaine de questions. Selon son avocat, l'ex-patron des services a toujours répondu avec clarté. Il reconnaît que ses différents rendez-vous et actions ne visaient qu'à trouver une issue à la crise politique. Tout en rappelant sa longue carrière passée à défendre les intérêts stratégiques du pays et à protéger l'Algérie, Toufik nie l'existence de tout complot contre l'État ou l'armée et livre sa version des faits : de simples réunions, quelques coups de fil et des réflexions collectives pour trouver une issue à l'imbroglio politique. La secrétaire générale du Parti des travailleurs, pour sa part, met l'accent sur l'aspect naturel et logique de sa longue action politique comme élue du peuple. « Le 22 février, j'ai appelé la sœur du président pour lui demander de dire à son frère de démissionner avant qu'il ne soit trop tard et éviter le pire au pays. J'ai envoyé un SMS à son frère conseiller avec le même contenu pour accélérer le départ du président, mais je n'ai pas demandé de rencontre », précise-t-elle. Ils sont simplement venus lui demander son aide. Revenant sur la date fatidique du 27 mars, elle ajoute que c'est Saïd Bouteflika qui l'a contactée, et qui a invité le général Toufik à organiser le rendez-vous : « La rencontre a eu lieu vers 15 h 30. Elle n'était pas secrète. Elle a eu lieu dans une résidence officielle. » Saïd et Toufik l'ont informée qu'ils ont proposé Liamine Zéroual pour diriger la période de transition. Louisa Hanoune s'y était opposée en disant que, Liamine Zéroual ayant été président de la République, il ne pourrait accepter d'être Premier ministre. Elle affirme devant le juge que son seul but était d'accélérer la démission du président, ce qui arriva peu de jours après. Pour elle et son collectif d'avocats, il n'y a aucun complot contre l'autorité de l'État et de l'armée. La séance est levée, le verdict est attendu pour le lendemain.

Dans la nuit du 25 septembre, une peine de quinze années de réclusion est prononcée contre les quatre prévenus présents[10] et vingt ans pour les trois absents jugés par contumace, alors que les avocats avaient demandé la relaxe de leurs clients. Mais faut-il rappeler que les prévenus risquaient la peine capitale ? Un procès-éclair pour juger toute l'ère Bouteflika ! Pour le pouvoir, il ne manque plus que l'élection d'un nouveau président, et la page de l'après-Bouteflika deviendra un fait réel dont la page sera définitivement tournée… alors que le Hirak ne veut même pas que cette page soit arrachée. Il veut un

nouveau livre sous forme de deuxième République, et cette exigence n'est pas négociable pour ceux qui continuent à « vendredire ». À aucun moment de ce procès, la réunion avec des émissaires de la DGSE n'est évoquée. Sans doute la conséquence d'un accord secret entre Paris et Alger. Toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire… et les relations franco-algériennes sont déjà suffisamment compliquées.

Un président avant Noël !

En plein « procès du siècle », le chef d'état-major confirme que la date du 12 décembre est maintenue pour le premier tour de la présidentielle. Dans un long discours toujours prononcé dans l'enceinte d'une caserne, il déclare : « Nous avons constaté ces derniers jours l'acharnement de certaines parties qui persistent à scander des slogans tendancieux, auxquels l'Armée nationale populaire n'a accordé aucune importance en restant sur ses positions constantes et en assurant qu'aucune ambition politique n'anime son commandement, excepté celle de servir l'Algérie et son peuple. La crédibilité de cette position s'est confirmée avec l'installation de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), qui a entamé d'ores et déjà la préparation effective de cette échéance. » L'armée s'engage aussi à sécuriser le déroulement du scrutin présidentiel. En attendant le grand rendez-vous électoral, les arrestations de militants politiques opposés au processus se poursuivent. « Jamais deux sans trois ? » À deux reprises dans la même année, la présidentielle a été annulée (le 18 avril et 4 juillet), il n'est plus question que cela se reproduise. Il y va de la crédibilité de l'État. L'état-major, peu habitué à diriger le pays en première ligne, a aussi besoin d'un président à mettre en façade. Le plan de vol est fixé, il ne manque plus qu'un copilote habillé en commandant de bord. Plus tard, peut-être deviendra-t-il seul maître à bord.

Depuis l'indépendance de l'Algérie, la date des élections est fixée en même temps que les résultats des urnes. Cette fois-ci, il en sera différemment, parole de général de corps d'armée. La feuille de route et le calendrier électoral fixés par les militaires ne font cependant pas l'unanimité, aussi bien dans la classe politique que dans le peuple. Le

soutien du FLN, du RND et autres partis de l'ancienne coalition présidentielle fait dire à une majorité d'Algériens que ce rendez-vous électoral permettra au système politique de se maintenir. On prend les mêmes et on recommence. Pourtant, des personnalités politiques montrent également leur intérêt pour ce scrutin, soit par résignation soit par opportunisme, et pourquoi pas par sincérité. Par ailleurs, devant le marasme économique qui s'installe, de nombreux citoyens se disent qu'avec un nouveau président l'activité du pays reprendra peut-être. Le corps électoral est convoqué par le président intérimaire. Vingt-deux candidats déposent leur dossier auprès de l'instance indépendante en charge des élections présidée par Mohamed Charfi[11], ancien conseiller de Bouteflika (1999-2002) qui fut deux fois ministre de la Justice (2002-2004 et 2012-2013). Cinq candidatures seulement sont retenues. L'organisation et la supervision des élections n'incombent plus au gouvernement de Bédoui, c'est désormais une haute instance indépendante qui en a la charge exclusive.

Un hasard de calendrier fait tomber le 1er novembre, date du déclenchement de la révolution – et fête nationale –, un vendredi. Comme d'habitude, des millions d'Algériens sortent « vendredire ». Le mouvement de « protesta » connaît à cette occasion un nouvel élan qui est ignoré par les médias officiels, hormis pour clamer, contre toute vérité, que les Algériens sont sortis en masse afin d'apporter leur soutien au processus électoral. Une chape de plomb retombe rapidement sur les médias, radio et télévisions publiques et privées. La parenthèse démocratique s'est refermée. Le pouvoir renoue avec la censure audiovisuelle à l'heure d'Internet et des réseaux sociaux. Quel décalage avec son époque !

Le lendemain, le Conseil constitutionnel valide les cinq candidatures : Ali Benflis, ancien Premier ministre (2000-2003), candidat malheureux aux présidentielles à deux reprises (en 2004 et 2014) ; Abdelmadjid Tebboune[12], ancien ministre dans plusieurs gouvernements et Premier ministre durant 2 mois et 21 jours (2018) ; Azzedine Mihoubi, ancien ministre de la Culture (2015-2019), également Secrétaire général du RND depuis juillet 2019 ; Abdelkader Bengrina, ancien ministre du Tourisme, qui a fait dissidence avec le parti islamiste Hamas pour créer un autre nano parti islamiste, « Al-Bina », agréé par Bouteflika ; et enfin Abdelaziz Belaïd, seul candidat

né après l'indépendance et pur produit du FLN, qui a aussi créé un autre micro parti, « Al Mustakbal » (« l'avenir »), agréé en 2013 avec la bénédiction du général-major Toufik alors en fonction. Tous ces candidats ont soutenu Bouteflika jusqu'au bout, seul Benflis s'en était démarqué dès 2003. Pour séduire les Algériens, si cela est encore possible, ces cinq postulants font la course à la virginité politique dès l'ouverture officielle de la campagne le 17 novembre. Sous haute surveillance policière, les meetings électoraux de tous les candidats se tiennent à huis clos, à l'abri de la colère d'une foule sincère ou instrumentalisée qui qualifie ces élections de mascarade. Une candidature d'apparence bouffonne mérite attention. Le candidat Bengrina, président du parti méconnu Al-Bina, à la sensibilité religieuse déclarée, multiplie les appels du pied aux islamistes. Ils représentent une force structurée mais silencieuse, sinon quasi invisible dans le Hirak. Ils restent à l'affût bien qu'il soit prématuré de se démasquer. Une fin de matinée du mois de novembre, entre deux meetings chahutés, Bengrina fait sa prière sur le trottoir devant les caméras, mais en conservant ses chaussures[13]. Il veut faire croire, très maladroitement, qu'il répond à l'appel sacré à la seconde près. Il sait que les voix des islamistes comptent même si elles ne sont pas déterminantes. Au-delà des clowneries d'un postulant farfelu, il convient de rappeler que le FIS (parti dissous en 1992) reste à ce jour la seule force politique qui ait battu le FLN à la loyale lors des municipales de juin 1990 et ensuite les législatives de décembre 1991. Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts… le sang aussi. Très certainement, les islamistes ont dû tirer les enseignements des expériences passées. Le seul fait notable de cette présidentielle est l'absence d'un candidat FLN déclaré, une première depuis l'indépendance. Néanmoins, son avatar, le RND, soutien traditionnel de Bouteflika et pilier indéfectible du pouvoir depuis sa création en 1997[14], reste en première ligne, sans oublier les autres candidats longtemps biberonnés par l'ex-parti unique. Histoire de dire « FLN forever » au moment où le « Hirak » exprime sans relâche le dégagisme absolu. La radicalisation s'observe de part et d'autre, de nombreux manifestants opposés à l'élection sont incarcérés par les forces de l'ordre. Gaïd Salah avait clairement mis en garde : « *Les*

tentatives visant à entraver le processus électoral seront vouées à l'échec. »

Un an après la révolution du 22 février 2019, d'inestimables acquis sont à constater. Abdelaziz Bouteflika est déchu, il se terre dans la résidence de la présidence à Zéralda. Les militaires ont veillé à lui laisser l'assistance médicale nécessaire. D'après quelques indiscrétions, il est très touché par la détention de son frère. Le jour des élections, le 12 décembre 2019, son autre frère Nacer s'est présenté au bureau de vote avec une procuration de l'ancien président, pour accomplir son devoir civique. Le document est filmé par les caméras autorisées, le tout pour signifier que Bouteflika n'est pas prisonnier : c'est un citoyen comme tant d'autres et qui n'oublie pas les grands rendez-vous politiques. Cependant, une grande partie de la garde rapprochée de l'ancien président est derrière les barreaux. Deux anciens Premiers ministres, des ministres et de très hauts responsables purgent leurs peines ou attendent leur jugement. Le frère du président, Saïd, et deux hauts gradés des services secrets ont été condamnés par le tribunal militaire à quinze ans de prison ferme. De nombreux oligarques, architectes d'un système de prédation sans nom, sont embastillés ; les instructions sont en cours. Les Algériens ont découvert avec stupeur les sommes colossales détournées. L'économie du pays durant le règne des Bouteflika était sous la férule d'une véritable mafia, le code d'honneur de la Cosa Nostra en moins. Aussi, la mobilisation qui se poursuit avec des intensités variées confirme la vigilance continue du peuple algérien. Le pouvoir se sait sous observation ; les méthodes de gouvernance doivent être radicalement changées.

Le nouveau président algérien, Abdelmadjid Tebboune, vient d'être élu malgré un fort taux d'abstention (60,07 %). L'Algérie revient de loin et les défis du nouveau gouvernement sont considérables. Sa légitimité est en cause et toute l'économie est à reconstruire. Le score du nouveau président, élu au premier tour, est honorable – 58,13 % des suffrages –, mais demeure le plus faible de toutes les autres présidentielles algériennes. M. Abdelmadjid Tebboune s'est engagé à modifier la Constitution qui octroie encore d'énormes pouvoirs au seul président. Il prévoit aussi la possibilité de dissoudre l'Assemblée nationale. Il est à espérer que les prochains élus au Parlement soient

véritablement représentatifs de la volonté populaire. La donne ne peut que changer, bien que les Algériens se montrent plutôt pessimistes.

La crise libyenne a replacé l'Algérie sur la scène internationale. Le premier voyage présidentiel a été réservé à l'Allemagne pour la Conférence de Berlin sur la paix en Lybie, le 19 janvier 2020. Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a par la suite été reçu par le président algérien. Le chef du Quai d'Orsay a déclaré que « l'Algérie est une puissance dont la voix compte au plan international… C'est une puissance d'équilibre et de paix ». Les relations franco-algériennes entrent dans une nouvelle phase. Propos diplomatiques, certes, mais qui laissent espérer que les erreurs passées ne se reproduiront plus. Paris s'est trop habitué à traiter avec un président absent mais commode par son immobilisme. Gage de stabilité, croyait-on à l'Élysée…

Les dernières élections présidentielles ont fait émerger une personnalité singulière, arrivée en deuxième position après Tebboune : Abdelkader Bengrina, président d'un petit parti islamiste. Se pose la question de la place de l'islam politique dans la nouvelle cartographie électorale algérienne, le pays se caractérisant, en effet, par un islam bien ancré socialement. Cependant, les Algériens éprouvés par la décennie noire ne peuvent, espérons-le, être tentés de confier aux islamistes le pouvoir législatif. Ces derniers sont aussi échaudés par la réaction des militaires. En effet, l'armée algérienne restera vigilante vis-à vis tant de l'islam politique radical que des mouvements minoritaires des séparatistes et fédéralistes. L'Algérie n'éclatera pas malgré quelques manœuvres du mouvement séparatiste kabyle. Il y va de l'intérêt de toute la région, la France comprise.

Au terme de cet ouvrage, nous formulons un constat et une espérance. Cette révolution a réconcilié les Algériens avec la guerre de libération. À chaque marche, des portraits des grands martyrs sont brandis (Larbi Ben M'hidi, Abane Ramdane…). Fini le temps où les jeunes percevaient la révolution comme accaparée par des rentiers et des ayants droit. Loin de l'histoire officielle, le peuple retrouve sa mémoire et se réapproprie son passé. Les premiers pas du président Tebboune sur la scène internationale sont sans faute, et rien n'interdit de penser qu'il en ira de même sur le plan intérieur. Dès son

investiture, il avait appelé au dialogue avec le Hirak, jeune mouvement qui refuse encore de se structurer et d'élire des représentants. Comment unir ces courants si divers ? C'est au nouveau président de convaincre chacun de sa bonne volonté par une offre politique précise. Déjà, la révision des textes fondamentaux de l'État réduit ses prérogatives au profit d'un meilleur équilibre des pouvoirs. L'ouverture de l'espace médiatique public aux opposants est attendue, ainsi que des élections législatives anticipées, honnêtes et transparentes. Ce type d'actes concrets sera la preuve par neuf.

1. Voir supra.
2. Le Haut Comité de l'État, une instance instaurée sous la présidence de Mohamed Boudiaf, était constitué de quatre autres personnalités chargées de diriger le pays suite à la démission forcée de Chadli Bendjedid en janvier 1992.
3. Entretien avec l'auteur.
4. *Idem*.
5. Nezzar rédige une lettre datée du 13 décembre 2015 où il suggère avec insistance au président le remplacement du chef d'état-major (voir supra).
6. Le dernier exemple date du 6 juin 2019, jour de son arrivée à l'aéroport d'Orly. Dans la zone sous-douanes, Nezzar est poursuivi par un Algérien armé de son smartphone qui le filme en l'accusant de toutes sortes de crimes. La scène dure quelques dizaines de secondes avant que Nezzar ne frappe de sa canne celui qu'il qualifie d'agresseur (vraisemblablement un islamiste). La canne porte encore la trace de ce geste de défense.
7. Le voisin de Saïd Bouteflika, Farid Belhamdine, qui avait hébergé la seule rencontre entre Khaled Nezzar et le président frère (le 8 mars, voir supra), fait aussi l'objet d'un mandat d'arrêt international, mais il se trouve en France.
8. Né le 1er janvier 1948 à Béjaïa (Algérie), Karim Younes est nommé secrétaire d'État puis ministre de la Formation professionnelle de juin 1997 à mai 2002. Il prend ensuite la présidence de l'Assemblée nationale en juin 2002. Il démissionne du Parlement en 2004.
9. Saïd Bouteflika a refusé de s'alimenter durant une longue période.
10. Toufik impute son arrestation et sa condamnation à la lutte anti-corruption qu'il avait déclenchée, selon l'un de ses avocats. Louisa Hanoune quant à elle, lors de sa nouvelle comparution devant le tribunal

militaire d'appel le 11 février 2020, voit son chef d'inculpation requalifié et est remise en liberté.

11. Né le 15 octobre 1946 à Oued Zenati, dans la région de Guelma.

12. Son fils est en détention préventive dans une des affaires immobilières liées à Kamel El Bouchi. Il est présumé innocent mais cela donne le ton !

13. En islam, le croyant doit se déchausser avant de prier.

14. Parmi les membres fondateurs de ce parti figurent Abdelkader Bensallah, actuel président par intérim et Ahmed Ouyahia, Premier ministre à moult reprises, aujourd'hui en prison.

REMERCIEMENTS

Je rends hommage à la mémoire d'Ali Bengueda (dit le « Petit Smain »). Je remercie l'ancien ministre de la Défense nationale M. Khaled Nezzar et celles et ceux qui ont souhaité conserver l'anonymat. Sans oublier M. Antoine Basbous.

Achevé de numériser en fevrier 2020
par Facompo.